HISTOIRE NATIONALE

DEPUIS LES ORIGINES

JUSQU'A L'AVÉNEMENT DU ROI LÉOPOLD II,

PAR

A. J. NAMÈCHE,

RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN.

TOME III.



LOUVAIN,

CHARLES FONTEYN, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,

RUE DE BRUXELLES, 6.

1881.

HISTOIRE NATIONALE

DEPUIS LES ORIGINES

JUSQU'A L'AVÈNEMENT DU ROI LÉOPOLD II.

III.

HISTOIRE NATIONALE

DEPUIS LES ORIGINES

JUSQU'A L'AVÉNEMENT DU ROI LÉOPOLD II,

PAR

A. J. NAMÈCHE,

RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN.

Le premier livre d'un peuple c'est son histoire. Renouons cette chaîne des temps que la main étrangère a si souvent brisée; sachons revendiquer des illustrations que d'autres peuples nous disputent; sachons réhabiliter celles qu'on voudrait ternir; sachons tirer de l'oubli celles dont le souvenir s'est perdu.

NOTHOMB, *Essai historique et politique sur la révolution belge,* page 305.

TOME III.

LOUVAIN,

CHARLES FONTEYN, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,

RUE DE BRUXELLES, 6.

1881.

PÉRIODE BOURGUIGNONNE.

1369—1482.

CHAPITRE PREMIER.

RÈGNE DE PHILIPPE LE HARDI ET DE JEAN SANS PEUR.

Origine des deux maisons de Bourgogne.— Prétentions opposées sur la Franche-Comté. — Tentative d'arrangement matrimonial. — Charles V restitue à la Flandre les villes de Lille, Douai et Orchies. — Mariage du duc de Bourgogne et de Marguerite de Male. — Récapitulation. — Caractère du duc Philippe le Hardi.— La guerre civile recommence en Flandre. — Excès commis des deux côtés. — L'étendard anglais est arboré à Gand. — Préparatifs et activité du duc de Bourgogne aidé par la duchesse de Brabant et par la France.— Ackerman s'empare de Damme. — Nouvelle expédition française contre la Flandre.— Tentatives de pacification.— La paix est conclue à Tournai. — Nouveaux préparatifs de guerre contre l'Angleterre. — L'expédition est ajournée indéfiniment. — Violences exercées par le duc pour imposer à la Flandre le pape d'Avignon. — Constance des Gantois. — Nouvelle croisade. —

Bataille de Nicopolis. — Le comte de Nevers est fait prisonnier. — Rançon des prisonniers. — Mort de Philippe le Hardi. — Inauguration de Jean sans Peur. — Premiers actes de son administration. — Anarchie en France. — Guerre avec l'Angleterre. — Grands préparatifs contre l'Angleterre. — Ils restent inutiles. — Assassinat du duc d'Orléans. — Aveu et fuite du duc de Bourgogne. — Apologie du duc présentée par le docteur Jean Petit. — La veuve du duc d'Orléans défend la mémoire de son mari. — Réconciliation. — Paix de Notre-Dame de Chartres. — Trève commerciale avec l'Angleterre. — Guerre entre les Bourguignons et les Orléanais. — Défi des princes d'Orléans. — Les communes flamandes accordent au duc une armée considérable. — Les troupes flamandes rentrent dans leur pays malgré l'opposition du duc. — Paix d'Auxerre. — Intelligence politique des communes flamandes. — Invasion des Anglais en France. — Défaite des Français. — Un grand nombre de chevaliers belges restent sur le champ de bataille. — Jean sans Peur fait défier le roi d'Angleterre à feu et à sang. — Habile politique des communes flamandes. — Dispositions hostiles du troisième dauphin envers le duc. — Jean sans Peur est assassiné à Montereau-sur-Yonne. — Appréciation du règne du duc Jean.

La première maison de Bourgogne avait eu pour origine Robert de France, fils du roi Robert. Elle régna pendant trois cent vingt-neuf ans. Le dernier duc de cette branche, Philippe de Rouvre, mourut vers la fin de l'an 1361. Le roi Jean, récemment revenu de sa prison d'Angleterre (1), était le plus proche

(1) Tome I, page 191.

parent du défunt par sa mère Jeanne de Bourgogne, femme de Philippe de Valois et sœur d'Eudes IV, avant-dernier duc de Bourgogne. Il fut reconnu sans difficulté pour héritier. Jean gouverna la Bourgogne pendant deux ans ; puis retournant en Angleterre, faute d'avoir pu payer sa rançon, il commit au gouvernement du duché Philippe, duc de Touraine, son quatrième fils qu'il affectionnait beaucoup. En partant de France où il ne devait plus rentrer, le roi déposa entre les mains du chancelier de Bourgogne des lettres de donation du duché à ce même fils, en commandant de ne les ouvrir qu'après sa mort. Le 2 juin qui suivit cette mort arrivée le 8 avril 1364, Charles V, successeur du roi Jean, publia les lettres de donation et les confirma dans les termes les plus formels, à condition toutefois que la succession au duché ne serait transmissible qu'en ligne directe.

Le nouveau duc de Bourgogne avait à faire valoir une autre prétention. Quand il n'était encore que duc de Touraine, en 1362, l'empereur Charles IV, de la maison de Luxembourg, grand ami de la France, l'avait investi de la Franche-Comté ou comté de Bourgogne. C'était un fief de l'empire et l'empereur alléguait qu'il était devenu vacant à défaut d'héritier mâle. La chose était fort contestable, puisque Jeanne,

comtesse de Bourgogne, avait porté une première fois ce comté en dot à Philippe le Long, roi de France, et que plus tard c'était de Jeanne de France, leur fille, que le duc Eudes IV et par suite Philippe de Rouvre l'avaient tenu. Aussi Marguerite de France, veuve de Louis de Nevers, comte de Flandre, avait-elle réclamé l'héritage de Jeanne, sa sœur, et avait-elle été reconnue comme souveraine par les habitants. Le duc de Touraine avait voulu s'y opposer, mais la comtesse en avait appelé au roi qui s'était fait remettre par son frère la lettre impériale d'investiture et avait promis de tout arranger. Le moyen d'arrangement était en effet tout préparé.

Philippe de Rouvre avait épousé Marguerite de Male, la fille et l'unique héritière du comte de Flandre. Restée veuve, cette princesse était le plus puissant parti qu'il y eut alors dans la chrétienté. La jeune Marguerite était petite-fille de Marguerite de France que nous venons d'entendre réclamer la Franche-Comté. Celle-ci ne désirait rien tant que de voir le comte de Flandre, son fils, prendre pour gendre le duc de Bourgogne. Le comte y était fort peu disposé, et les villes de Flandre dont les intérêts étaient liés à ceux du commerce avec l'Angleterre se montraient hostiles à toute alliance avec la France. Marguerite, à force

de constance et d'énergie, parvint à vaincre les répugnances de son fils. Et, pour disposer les communes de Flandre à donner leur adhésion au mariage, le roi Charles V autorisa l'évêque d'Auxerre et Gauthier de Châtillon à conclure à Gand, le 12 avril 1369, en son nom, un traité où il était dit expressément que le roi de France *bailloit et donnoit en héritage perpétuel à son cousin Louis de Male et à ses hoirs et successeurs comtes et comtesses de Flandre les villes, châteaux, châtellenies, appartenances et dépendances de Lille, de Douai et d'Orchies, ainsi que ses prédécesseurs les tenoient au temps qu'elles furent transportées ès mains des rois de France.* Il est vrai que, sept mois auparavant, le 12 septembre 1368, le même roi, donnant un démenti à la parole célèbre de son père que *la bonne foi exilée de la terre devrait trouver asile dans le cœur d'un roi de France*, avait fait promettre secrètement à son frère de lui restituer les villes de Lille et de Douai immédiatement après la mort de Louis de Male.

Toutes les difficultés étant aplanies, le duc de Bourgogne se hâta de venir recevoir la main d'une princesse qui lui apportait en dot ce comté de Flandre, *le plus riche, noble et grand qui fût en chrétienté* (1). La cérémonie

(1) Christine de Pisan.

des noces fut pompeusement célébrée à Gand le 19 juin 1369 (1). Le duc, naturellement libéral et magnifique, avait emprunté des sommes considérables pour paraître avec éclat au milieu des riches bourgeois de Gand et de Bruges. Moins d'une semaine après son mariage, il était réduit à faire un nouvel emprunt chez trois marchands de cette dernière ville.

Une courte récapitulation des évènements qui se succédèrent entre le mariage de la fille unique de Louis de Male et la mort de son père est ici nécessaire (2). Les taxes réitérées imposées au pays par le comte avaient fait surgir à Gand le parti des chaperons blancs. Les Brugeois plus complaisants avaient obtenu du comte la permission de creuser un canal jusqu'à la Lys; mais ils furent attaqués par les Gantois et obligés d'abandonner l'entreprise. Les chaperons blancs, après avoir brûlé plusieurs châteaux du comte et de la noblesse, rallièrent à leur cause la contrée presque tout entière et allèrent, au nombre de soixante mille, mettre le siège devant Audenarde. Le duc de Bourgogne intervint alors et réussit à faire conclure une trêve bientôt rompue. Louis de Male, appuyé par les Brugeois, prit l'offensive et,

(1) Tome I, page 192

(2) Tome I. pages 192—203.

quoique Gand eût vigoureusement repoussé une attaque dirigée contre ses murs, la place resta bloquée au milieu du comté soumis ou réduit à l'immobilité. Les vivres étant venus à manquer, les Gantois sortirent de leur ville sous le commandement de Philippe d'Artevelde, livrèrent un combat avantageux aux portes de Bruges et y entrèrent victorieux. Le comte fugitif s'échappa déguisé et vit bientôt accourir à son secours le nouveau roi de France, Charles VI, avec toutes les forces de la monarchie. Artevelde et la moitié de ses soldats tombèrent sous l'effort de la chevalerie française à Roosebeke. Les Gantois, ayant à leur tête l'intrépide Ackerman, ne se soumirent pas encore. Au printemps, un corps considérable d'Anglais débarqua à Calais et s'unit à Ackerman pour former le siège d'Ypres. Charles VI revint de nouveau avec des forces considérables; le siège fut levé sans combat et une trêve d'un an conclue avec les Anglais et les Flamands. Quatre jours après, le 30 janvier 1384, Louis de Male mourait à l'abbaye de Saint-Bertin. Telle était la situation, lorsque le duc de Bourgogne fut appelé à recueillir la succession de son beau-père.

Le nouveau souverain avait été surnommé le Hardi à cause du courage qu'il avait déployé à la bataille de Poitiers où, tout jeune encore,

il n'avait pas voulu se séparer de son père et avait été pris avec lui. Sa valeur toutefois n'était ni impétueuse ni aveugle. « Il estoit, dit Froissart, sage, froid et imaginatif, et sur ses besognes véoit au loin. » On lui a reproché son faste et sa vanité, ses embarras financiers et son amour de l'argent. Sans vouloir le justifier entièrement, il est juste de remarquer que sa magnificence n'était point pure frivolité. Philippe se montrait libéral, mais il entrait beaucoup de politique dans sa libéralité. Cet étalage de faste et de grandeur l'éleva au dessus des autres princes et l'aida à réussir dans ses entreprises.

Les commencements du nouveau règne furent pacifiques. Le duc se montrait gracieux et affable pour les Flamands. Il se rendit à Bruges pour y recevoir les serments des échevins, confirma les privilèges des bourgeois et publia une ordonnance d'oubli de tous les griefs passés en faveur des villes soumises à son autorité. Trois mois s'étaient ainsi écoulés, lorsque la guerre civile se ralluma aussi furieuse que jamais. Une surprise avait enlevé aux Gantois la ville d'Audenarde qu'une surprise leur avait livrée. Les capitaines qui commandaient pour le duc dans les villes les plus importantes couraient les campagnes, pillant les villages et brûlant les moissons. De leur côté, les villes insurgées

opposaient violences à violences, dévastations à dévastations. Le duc de Bourgogne ne négligeait aucun effort pour comprimer les efforts des Gantois. Ceux-ci entretenaient des relations avec les communes du Brabant et du Hainaut, mais surtout avec la Zélande qui leur servait d'intermédiaire pour leur commerce avec les villes de la hanse teutonique. Philippe obtint d'Albert de Bavière, régent de Hainaut et de Hollande, des ordres rigoureux pour interdire aux Zélandais ces relations avec les Gantois. Il sut en même temps rattacher à sa cause l'un des capitaines flamands, Arnoul Jansonne, qui commandait dans le pays des Quatre-Métiers d'où les bourgeois de Gand tiraient de nombreux approvisionnements. Ceux-ci n'ayant plus d'espoir que dans l'alliance anglaise, arborèrent publiquement à Gand l'étendard d'Angleterre, le 18 juillet 1384. Cette nouvelle fut accueillie à Londres avec une grande joie. Le 18 novembre, le roi Richard II publia une ordonnance où il déclarait qu'il avait créé *ruwaert* de la Flandre et son principal représentant sire Jean Bourchier qui avait dans sa jeunesse vaillamment combattu en Bretagne sous la bannière de Jeanne de Montfort (1). Une seconde

(1) Jeanne de Flandre était femme du comte de Montfort qui disputa le duché de Bretagne à Charles, comte de Blois. Après

ordonnance adressée au *ruwaert* défendit de recevoir désormais en Flandre les monnaies du duc de Bourgogne. Vers le mois de janvier suivant, Jean Bourchier arriva à Gand avec mille archers et quelques autres troupes; son arrivée ne fit que renforcer l'autorité des capitaines de la commune, parmi lesquels Ackerman continuait à occuper le premier rang.

Le duc de Bourgogne ne négligeait rien non plus. Pressant ses préparatifs de guerre, on le voyait courir de Lille à Bruxelles, de Bruxelles à Anvers, et déployer la plus grande activité pour fermer partout les portes aux Gantois et les empêcher de renouveler leurs approvisionnements. Il trouva une aide puissante dans la duchesse Jeanne de Brabant. Cette princesse parvint tout à la fois à rompre les relations des Gantois avec les villes du Hainaut et avec celles des bords du Rhin et de la Meuse et à se porter comme médiatrice entre la cité flamande et le duc Philippe. En France où l'influence du duc de Bourgogne était prépondérante, on n'attendait que le terme de la trêve de Lelinghem, déjà rompue en Flandre, pour aller attaquer

la captivité de son mari, elle continua vaillamment la guerre avec l'appui des Anglais, et eut à soutenir deux sièges dans Hennebon (1342 et 1343). Elle avait pour adversaire Jeanne de Penthièvre, comtesse de Blois, que soutenait le roi de France. Cette guerre est connue sous le nom de *guerre des deux Jeanne*.

l'Angleterre sur son propre territoire. Tandis qu'une armée confiée au duc de Bourgogne s'avançait vers l'Auvergne et le Limousin, une flotte considérable se réunissait au port de l'Ecluse. De grandes provisions d'armes devaient être emportées pour être distribuées aux Écossais qui, sous le commandement de Robert II, fondateur de la dynastie des Stuarts, luttaient pour la conservation de leur indépendance nationale.

La guerre continuait en Flandre avec des chances diverses. Ackerman, « qui estoit, dit Froissart, moult habile pour embler (1) et pour escheller et pour faire de soubtives entreprises, » échoua devant Ardenbourg, mais fut plus heureux dans une autre tentative du même genre. Tandis que l'on célébrait à Amiens les noces du roi de France et d'Isabeau de Bavière, Ackerman, Vandenbossche et Jean Bourchier, avec leurs gens, se dirigèrent secrètement sur Bruges qu'ils espéraient surprendre à l'aube du jour, après avoir marché toute la nuit. Mais la garnison était sur ses gardes et les Gantois allaient se retirer, quand un messager des bourgeois de Damme accourut vers eux, disant que leur capitaine Roger de Ghistelles est absent, ses hommes aussi, et que rien n'est plus facile

(1) Prendre d'emblée.

que de s'emparer de leur ville. Une heure après, Ackerman entrait à Damme au son des trompettes et honorait son succès par une discipline et une modération exemplaire.

A la nouvelle de la prise de Damme, le roi et ses oncles (1) arrêtèrent immédiatement une nouvelle expédition en Flandre. Le ban et l'arrière ban (2) furent convoqués en toute hâte et, le 23 juillet 1385, Charles VI quittait Amiens à la tête d'une armée qui ne fit que grossir les jours suivants. Le 13 août, il se trouvait devant Damme qui allait avoir à se défendre contre une force de cent mille hommes. Le duc de Bourgogne y figurait avec les gens de Bruges, du Franc et d'Ypres, réunis sous sa bannière. Du côté des assiégés, Ackerman, pour ménager les vivres, n'avait gardé avec lui que quinze cents de ses compagnons choisis parmi les plus braves. Il disposait, en outre, d'une nombreuse artillerie qu'il avait trouvée dans la ville et de quelques archers anglais. Avec cette poignée d'hommes, il opposa à l'immense multitude des

(1) Les oncles de Charles VI dont les querelles pour la possession du pouvoir troublèrent la France à cette époque, étaient au nombre de quatre : les ducs d'Anjou, de Bourgogne, de Berri et de Bourbon.

(2) L'opinion la plus probable entend le *ban* de la convocation des vassaux immédiats de la couronne faite par le roi lui-même, et *l'arrière-ban,* de la convocation des *vassaux,* possesseurs d'arrière-fiefs, faite par leurs suzerains.

assiégeants une héroïque résistance. Des assauts multipliés furent repoussés et un grand nombre d'assaillants mis hors de combat. Malheureusement les ressources s'épuisèrent peu à peu et les munitions finirent par manquer à l'artillerie. Ackerman convoqua ses gens et leur exposa la situation. Il fallait sortir de la ville à tout prix. La nuit du 22 août, ils quittèrent leurs murailles en silence, se dirigeant vers Moerkerke, passèrent au milieu des tentes de l'ennemi sans être attaqués et rentrèrent à Gand au bruit des acclamations populaires.

Le pays des Quatre-Métiers avait échappé jusque là aux ravages de la guerre. C'était une contrée riche et fertile d'où les Gantois avaient tiré leurs meilleures ressources. Il fallait donc qu'elle fût punie exemplairement. Le 26 août 1385, Charles VI donna l'ordre de l'envahir sans délai et sans miséricorde. Alors, dit Froissart, « entrèrent ces gens en ce pays des Quatre-Métiers, et l'ardirent, et détruisirent tout entièrement, et abatirent tours et forts moustiers qui toudis s'estoient tenus, et n'y laissèrent oncques entière maison ni hamel, hommes, ni femmes, ni enfants; tout fut chassé ens ès bois, ou tout occis. » Cette expédition terminée, les Français s'avancèrent sur la route d'Assenede à Gand. Au village d'Ertvelde, seize Gantois s'étaient fortifiés dans la tour de l'église:

il fallut un siège en règle pour les vaincre. Peu après, on amena à Charles VI une troupe de prisonniers choisis parmi les plus riches habitants du pays de Waes. Les hommes d'armes les avaient épargnés dans l'espoir d'une rançon considérable ; les princes français en décidèrent autrement et les têtes tombèrent à l'instant même sous la hache du bourreau. Il y eut pourtant une exception. Les vingt-quatre derniers appartenaient tous à la même famille. Le roi, touché de compassion, offrit de leur faire grâce, s'ils voulaient se soumettre à son autorité. |L'un d'eux, supérieur aux autres par son âge et la hauteur de sa taille, refusa en leur nom, disant que la force pouvait abattre des hommes de cœur, mais qu'elle était sans pouvoir pour les faire changer de sentiment. Comme on insistait, il ajouta : *si le roi faisait périr tous les Flamands, leurs ossements desséchés se ranimeraient pour recommencer le combat.*

Le 10 septembre, Charles VI reprit le chemin de ses états. Philippe le Hardi désirait vivement la fin des discordes de la Flandre. La situation des esprits chez les Flamands était d'accord avec la politique de leur prince. Le commerce, naguère si florissant, touchait à sa ruine. Toutes les relations avec le dehors étaient interrompues. Aussi le roi était à peine rentré

à Paris, que des députés des villes d'Ypres et de Bruges vinrent le supplier de s'interposer pour rendre la paix à leur malheureux pays. Toute la difficulté était d'amener les Gantois à entrer dans ces dispositions favorables. Un noble bourgeois de Gand, messire Jean de Heyle, accepta cette tâche délicate, et deux autres bourgeois importants, Roger Everwin et Jacques d'Ardenbourg, appartenant l'un à la corporation des bateliers, l'autre à celle des bouchers, joignirent leurs efforts aux siens. Jean de Heyle s'étant assuré des sentiments pacifiques du duc de Bourgogne, alla trouver Ackerman au château de Gavre qu'il commandait et s'ouvrit secrètement à lui. Le brave capitaine approuva son dessein. « Là, dit-il, où monseigneur de Bourgogne voudra tout pardonner et la bonne ville de Gand tenir en ses franchises, je ne serai rebelle, mais diligent grandement de venir à paix ».

Toutes les mesures furent prises pour provoquer un mouvement populaire dans le sens de la réconciliation désirée. Au jour dit, dès sept heures du matin, Roger Everwin, Jacques d'Ardenbourg et tous leurs amis se réunirent au marché du Vendredi et là, rangés sous la bannière de Flandre, se mirent à crier : « Flandre au Lion ! Le Seigneur au pays ! Paix à la ville de Gand ! Oubli et amnistie pour le

passé! » A ces cris les bourgeois accoururent de toutes parts et applaudirent à l'envi. Les doyens des métiers se rangèrent unanimement du côté du sire de Heyle et « lui alloit disant qu'il estoit porteur de lettres du duc de Bourgogne à ceux de Gand moult douces et moult amiables. » Ces lettres et celles de Charles VI qui garantissaient de la manière la plus formelle « les privilèges, libertés, franchises, coutumes, usages du pays de Flandre » furent lues publiquement et plurent beaucoup au peuple. Enfin tout fut décidé quand on vit Ackerman lui-même venir se ranger sous la bannière de Flandre et qu'on l'entendit déclarer « que d'avoir paix par celle manière à son naturel seigneur, il n'estoit bon ni loyal qui le desconseilloit ».

On commença par conclure une trêve qui devait durer jusqu'au 1er janvier. Il fut décidé ensuite que les négociations pour la paix définitive auraient lieu à Tournai. Les envoyés gantois, au nombre de douze, firent une entrée pompeuse dans cette ville; ils étaient magnifiquement vêtus, avec une suite nombreuse et cinquante chevaux. Parmi eux figuraient Ackerman, Roger Everwin et Jacques d'Ardenbourg. Le 5 novembre, le duc de Bourgogne arriva de Lille, amenant avec lui la duchesse et sa belle-fille, la comtesse de Nevers. « Les

Gantois issirent à l'encontre d'eux sur les champs, tous bien montés; ni oncques ne descendirent de sur leurs chevaux quand le duc et les dames vinrent, mais à nus chefs ils inclinèrent. (1) ».

Le premier soin des députés de Gand fut de remettre aux conseillers du duc *copie de leurs requêtes*. Ils demandaient d'abord le maintien de tous leurs privilèges et franchises, « ainsi que ils estoient devant ces présentes guerres. » Ils protestaient ensuite qu'ils voulaient rester soumis au pape de Rome, Urbain (2), « comme vrai vicaire en terre de notre seigneur Jésus-Christ. » Après cela, ils demandaient que les conditions de la paix à intervenir s'appliquassent à toutes les parties de la Flandre où ils avaient trouvé des alliés. Dans l'intérêt de leur commerce et de leur industrie, ils déclaraient « que leur entente estoit que chaque marchand pourra franchement arriver en Flandre, achetant, vendant et bien payant si comme à bons marchands appartient, sans être empesché ou arresté. » Ils réclamaient en outre la délivrance des prisonniers, le rappel des

(1) Froissart.

(2) On était à l'époque du *grand schisme d'occident,* causé par la double élection à la papauté d'Urbain VI et de Clément VII, le *pape d'Avignon,* reconnu par la France. Ce schisme, commencé en 1378, fut terminé en 1417 par l'élection de Martin V.

bannis, des monnaies de bon aloi et des officiers choisis parmi les natifs du pays. Leur dernière demande était que la paix fût ratifiée par le duc Albert de Bavière, la duchesse Jeanne de Brabant, les chevaliers bannerets et les bonnes villes de Hainaut, de Zélande, de Hollande et de Brabant.

Toutes ces requêtes furent agréées et les choses semblaient complètement arrangées, lorsqu'une condition à laquelle tenait rigoureusement le duc Philippe vint tout remettre en question. Ce prince exigeait que les Gantois lui demandassent pardon à genoux de leurs méfaits passés; ceux-ci s'y refusaient obstinément. On ne savait ce qui allait advenir, quand la duchesse de Brabant, la comtesse de Nevers et bientôt après la duchesse de Bourgogne elle-même se jetèrent aux pieds du duc, implorant sa clémence pour les Gantois. Philippe, vaincu par ces prières, les releva en disant qu'il pardonnait. Cette scène se passa devant les députés de Gand debout et silencieux. La paix était conclue. Le traité, daté de Tournai le 18 décembre, fut publié dans toute la Flandre dix jours avant l'expiration de la trêve.

Le duc et la duchesse de Bourgogne firent leur entrée à Gand peu après la conclusion de la paix. Ils jurèrent de se montrer bons seigneurs et les bourgeois promirent de se

conduire en bons et loyaux sujets. Le sire de Jumont, dont le nom rappelait de cruels souvenirs aux Gantois, cessa de remplir les fonctions de souverain bailli de Flandre; il fut remplacé par Jean van der Cappelle, chevalier aimé des communes. Malgré ces démonstrations pacifiques, un vague sentiment de défiance paraissait animer Philippe le Hardi. Ce sentiment se trahissait par les travaux de fortifications qu'il faisait exécuter à Ypres, à Nieuport, à Courtrai, à Audenarde et dans beaucoup d'autres villes. Par ses lettres du 5 février 1386, il créa à Lille un conseil souverain réunissant les attributions d'une cour de comptes et d'un tribunal supérieur de justice qui devait étendre sa juridiction sur toute la Flandre.

En France, on n'était occupé en ce moment que de l'entreprise contre l'Angleterre. D'énormes impôts pesaient sur les populations; bien des gens étaient taxés au tiers ou au quart de leur avoir. Toute la noblesse avait été convoquée. Au mois de septembre 1386, on comptait déjà douze cent quatre-vingt-sept navires au port de l'Écluse. Les seigneurs rivalisaient de magnificence dans l'ornement des vaisseaux qui leur étaient destinés. On ne voyait que peintures et dorures sur les mâts; les voiles étaient aux couleurs de chaque chevalier dont le blason s'étalait partout; les bannières, les guidons, les

pavillons de riche étoffe flottaient aux vents. Mais rien n'approchait du navire du duc de Bourgogne. Il était entièrement peint au dehors en or et azur. On y distinguait cinq grandes bannières aux armes du duché de Bourgogne, du comté de Flandre, du comté d'Artois, du comté de Rhétel et de la Franche-Comté; quatre pavillons de mer à fond d'azur et à queue blanche; trois mille pennons avec la devise du duc : *il me tarde*. On lisait la même devise brodée en or sur les voiles avec des marguerites en perles tout à l'entour.

Vers le milieu du mois d'août 1386, les Français commencèrent à arriver en Flandre des extrémités les plus éloignées du royaume. On devine combien le pays eut à souffrir de la présence d'une si nombreuse armée et des bandes indisciplinées qu'elle traînait après elle. « Il y avoit, dit Froissart, tant de ribaudaille sur le pays en Flandre, en Tournesis, en la chastellenie de Lille et de Douay, et en Artois, qu'ils mangeoient et rifloient tout. » Bientôt Charles VI s'achemina lui-même vers la Flandre, accompagné d'une foule de barons et de chevaliers de la plus haute noblesse. Le roi ne s'arrêta à Bruges que le temps nécessaire pour permettre aux magistrats de lui offrir une magnifique coupe d'or ornée de pierreries. Il se rendit aussitôt après à l'Écluse. La foule y

était si grande, que le comte de Saint-Pol, le dauphin d'Auvergne, les sires de Couci et d'Antoing se virent réduits à retourner à Bruges; d'autres s'établirent à Damme et à Ardenbourg. L'armée française comptait en ce moment trois mille six cents chevaliers et cent mille hommes d'armes.

Ces immenses armements avaient produit une impression profonde en Angleterre. A Londres, on avait démoli les faubourgs et les bourgeois veillaient sur leurs murailles, comme si les Français eussent déjà paru aux bords de la Tamise. Nobles, citadins, laboureurs, tous rivalisaient de zèle pour la défense du pays. On vit même à Cantorbéry l'abbé de Saint-Augustin franchir le seuil de son monastère, suivi de deux cents lances et de cinq cents archers. Cependant la flotte française ne mettait point à la voile. On attendait l'aîné des oncles du roi, le duc de Berri. Ce prince, peu favorable à l'entreprise, était parti tard de Paris et ne voyageait qu'à petites journées. Quand il arriva, la bonne saison était passée. Les vents devinrent contraires, la mer houleuse et agitée; un ciel noir versait la pluie par torrents. On essaya d'appareiller; mais à peine avait-on levé l'ancre qu'une tempête rejeta toute la flotte dans le Zwyn. Le duc de Berri profita des circonstances pour conseiller de remettre

l'expédition au printemps prochain. Cet avis prévalut, malgré l'opposition du duc de Bourgogne. « Ainsi se dérompit, continue Froissart, témoin oculaire, le voyage de mer, qui cousta en tailles et assises au royaume de France cent mille francs trente fois ou plus. Lors se départirent toutes manières de gens d'armes et se mirent en chemin, les uns lies (1) et les autres courroucés; ainsi va des choses... Or mit-on en vente les pourvéances qui estoient à l'Ecluse, au Dam et à Bruges; mais on ne savoit à qui vendre, car ce qui avoit largement cousté cent francs, on l'avoit pour dix et pour moins. Et demeurèrent les choses en cel état; qui plus y avoit mis, plus y perdoit. » Les Flamands virent partir Charles VI et les siens sans regret. « Car sachez que Flamands ne les véoient pas volontiers en Flandre, spécialement les menus métiers; et avoient encore les plusieurs la haine au cœur pour la bataille de Rosebecque, où leurs pères, leurs frères et leurs amis avoient été occis. »

Le grand schisme d'Occident continuait à désoler l'Église. L'Europe était partagée entre deux pontifes. Boniface IX avait remplacé Urbain VI à Rome; Clément VII continuait à siéger à Avignon. En France on était *clémentin;*

(1) *Læti*, joyeux.

la politique française favorisait de toute son influence le pape d'Avignon, comme on l'appelait. En Flandre, au contraire, on était profondément dévoué à Rome et à Boniface IX, qui avait son siége dans le centre de la catholicité. Philippe le Hardi, que la démence de Charles VI avait mis à la tête des affaires en France, voulut essayer de la force pour imposer à ses sujets le pape d'Avignon. Une désolation universelle s'empara de la Flandre ; les églises des villages se fermèrent, car nul prêtre *clémentin* n'eût osé affronter l'indignation publique en y célébrant les saints offices. Philippe irrité fit décapiter à Lille Pierre de Roulers, magistrat de Bruges et l'un des plus riches bourgeois de cette ville ; il priva, pour la même raison, Jean Van der Cappelle des fonctions de souverain bailli de Flandre. Le négociateur de la paix de Tournai, Jean de Heyle, mourut en prison et fut considéré comme martyr. La ville de Gand montra alors une détermination si constante et si énergique, que la crainte d'une nouvelle guerre fit reculer le duc de Bourgogne. On accourait de toutes parts en cette ville pour y prier en liberté et l'on vit en 1394 presque toute la population de Bruges abandonner ses foyers et se rendre à Gand, pour y solenniser les fêtes pascales et participer aux saints mystères.

Un appel du roi de Hongrie vint, vers cette époque, rallumer au cœur de la noblesse l'enthousiasme à moitié éteint des croisades. Jamais les progrès des infidèles n'avaient été plus alarmants. Un guerrier célèbre, Bajazet, avait rapporté en Europe la guerre que les chevaliers chrétiens étaient allés naguère livrer à sa race en Asie. Maître de la Romanie et de la Thessalie, il était le premier des sultans qui eût osé assiéger Constantinople et franchir le Danube. Déjà les plus importantes forteresses situées sur la rive droite du fleuve, Silistrie, Widin, Nicopolis, Bachowa étaient tombées en son pouvoir. Il se vantait hautement de vouloir se soumettre tous les royaumes de la chrétienté et faire manger l'avoine à son cheval sur le maître-autel de Saint-Pierre.

Le roi de Hongrie, dont les états formaient la dernière barrière du monde chrétien, avait envoyé au roi de France un évêque et deux de ses principaux chevaliers pour invoquer des secours plus que jamais nécessaires. Cette démarche produisit le plus grand effet en France et, lorsque le roi eut déclaré qu'il entrait dans la ligue contre les infidèles, tout ce que le royaume avait de preux chevaliers se précipita sous les armes. Le duc de Bourgogne se montrait le plus zélé protecteur des envoyés hongrois et son fils aîné, Jean, comte de Nevers,

alors âgé de vingt-cinq ans, fut proclamé chef de la nouvelle croisade. On s'y prépara, en France et en Belgique, avec une ardeur sans pareille. Le comte d'Eu, connétable de France, devait commander l'armée au nom du jeune comte de Nevers. Parmi les chevaliers belges, on remarquait les fils naturels de Louis de Male, Henri d'Antoing, Jean de Cadzand, le sire de Lembeke, Jean de Varssenaere, Jean de Pamele, Raes de Renty, Miles de Coudenbourg et le sire de la Gruuthuse, désigné pour porter le pennon du comte de Nevers qui n'était pas encore chevalier; il devait recevoir l'accolade à la première bataille contre les infidèles,

Le duc de Bourgogne déploya sa magnificence accoutumée dans la suite et dans les équipages de son fils. Ces dépenses le forcèrent à demander au peuple beaucoup d'argent. Il y avait, selon les usages du temps, deux causes pour faire cette demande : la chevalerie du fils aîné du prince et le voyage d'outre-mer. La taille des villes et des campagnes ne suffisant pas, on taxa tous les possesseurs de fiefs, vieillards, femmes et enfants qui ne pouvaient pas marcher à la croisade et on leur fit acquitter leur service en argent. A toutes ces ressources il fallut encore ajouter de grands emprunts contractés à Venise et à Vienne.

Les croisés se mirent en marche le 6 avril

1396. L'armée, où l'on comptait quatorze cents chevaliers et autant d'écuyers, traversa l'Allemagne et se grossit en chemin d'une foule de guerriers venus de l'Autriche et de la Bavière. Lorsqu'on arriva sur les bords du Danube, on trouva toute la noblesse de la Hongrie et de la Bohême sous les armes. A la vue de tous ces soldats du Christ, le roi de Hongrie, Sigismond de Luxembourg, inondé de joie, s'écria que si le ciel venait à tomber, les lances de l'armée chrétienne le retiendraient dans sa chute. Jamais, en effet, guerre n'avait commencé sous des auspices plus favorables. L'armée de terre était secondée par une flotte réunie à l'embouchure du Danube et formée des vaisseaux vénitiens et de ceux de l'empire grec et des chevaliers de Rhodes. Les premiers engagements furent des plus heureux. Les croisés, toujours vainqueurs, vinrent mettre le siége devant Nicopolis (aujourd'hui *Nigeboli*), au confluent du Danube et de la Jantra.

Cependant l'armée ottomane avait passé le mont Hémus (le Balkan actuel) et s'avançait au secours de la ville assiégée. Quand on fut en présence, Sigismond conjura ses alliés de modérer leur ardeur belliqueuse et d'attendre une occasion propice pour attaquer un ennemi qu'ils ne connaissaient point. Le comte de Nevers et les jeunes seigneurs de sa suite

firent peu de cas de cet avis. L'amiral de Vienne, l'un des principaux chefs, vit bien qu'il serait impossible de les retenir. Levant la bannière de Notre-Dame, il engagea ses compagnons d'armes à bien faire et à mettre leur confiance en Dieu, quoi qu'il advînt. On se donna à peine le temps de l'entendre; on monta à cheval et on se précipita sur l'ennemi. Le premier choc de cette bouillante chevalerie fut terrible. L'avant-garde de Bajazet s'était retranchée derrière des pieux aigus plantés en biais et qui entraient au poitrail des chevaux. L'ardeur des croisés triompha de ce premier obstacle. A travers les pieux, sous une grêle de traits, les chevaliers arrivèrent sur l'infanterie turque, l'enfoncèrent et en firent un effroyable carnage. Cette infanterie avait en réserve un gros corps de gens à cheval; les croisés, croyant que c'était là que se trouvait Bajazet, s'y jetèrent avec la même impétuosité et le mirent en déroute. Mais ils commirent l'imprudence de s'engager à sa poursuite et se livrèrent eux-mêmes aux dispositions habiles de Bajazet. Celui-ci avait déployé son armée qui était fort nombreuse; faisant alors avancer ses ailes au bruit des timbales et des trompettes, il enveloppa les chrétiens qui bientôt se virent perdus. Séparés de l'armée hongroise, ne pouvant ni aller plus avant ni reculer, ils ne com-

battaient plus que pour vendre chèrement leur vie et mourir honorablement. Ainsi faisait « le comte de Nevers qui chef estoit des bons François et tant bien s'y portoit que à tous les siens donnoit exemple de bien faire (1). » L'amiral de Vienne, blessé et tout couvert de sang, releva six fois la bannière de France. Enfin, après plusieurs heures de combat héroïque, tout ce qu'il y avait de chrétiens dans la mêlée périt ou fut fait prisonnier.

Cette bataille fut livrée le 25 septembre 1396. Le sultan, qui avait été blessé, se montra barbare après la victoire. Il fit amener devant lui tous les prisonniers dépouillés de leurs vêtements et donna l'ordre à ses jannissaires de les égorger sous ses yeux. On n'en épargna que vingt-cinq, parmi lesquels le comte de Nevers, dans l'espoir d'une somptueuse rançon. Parmi eux figuraient trois chevaliers flamands, Nicolas Utenhove, Jean de Varssenaerc et Gilbert de Leeuwerghem, souverain bailli de Flandre. Le sire de Helly, du comté d'Artois, fut chargé d'aller apprendre en France la victoire de Bajazet et la captivité des chevaliers chrétiens; Gilbert de Leeuwerghem l'accompagnait. Ils étaient porteurs de lettres du comte de Nevers

(1) *Livre des faits du bon messire Jean Boucicquaut,* ouvrage contemporain.

pour le duc et la duchesse de Bourgogne et ils avaient juré, foi de chevalier, de retourner après s'être acquittés de leur message.

Ces nouvelles causèrent une désolation générale. Le duc de Bourgogne envoya, avec le sire de Helly et Gilbert de Leeuwerghem qui allaient dégager leur parole, deux autres de ses principaux officiers, les sires de Chateaumorand et de Vergy, porteurs de riches présents destinés à Bajazet. C'étaient des faucons blancs, des tapisseries de haute-lisse fabriquées à Arras, de belles étoffes écarlates de Bruxelles, de la fine toile de Reims, de grands lévriers, des chevaux superbes et richement harnachés, des pièces d'orfèvrerie ciselées avec beaucoup d'art. Ils furent bien accueillis par le sultan qui fixa les rançons à deux cent mille ducats (1). En les renvoyant, le sultan les chargea à son tour de présents pour le roi de France. C'étaient une massue de fer, des cottes d'armes en laine à la façon des Turcs, des arcs dont les cordes étaient tissues avec des entrailles humaines et un tambour.

Le duc et la duchesse de Bourgogne s'occupèrent au plus vite de rassembler l'argent nécessaire pour la rançon du comte de Nevers.

(1) *Ducats aux fleurs de lys* valant 20 sols de l'époque ou environ 12 fr. 50 c. de notre monnaie.

Ils réduisirent de moitié les gages de leurs officiers, prièrent leurs parents et leurs alliés de venir à leur aide par des emprunts et recoururent à la générosité de leurs sujets qui tous se taxèrent pour cet objet. Les bonnes villes du comté de Flandre donnèrent cent soixante-dix mille francs (1); la ville de Malines accorda à elle seule deux mille nobles (2) et dix mille six cents francs. Mais tout cet argent ne pouvait être compté à l'heure même. Le duc et la duchesse furent obligés de s'adresser aux marchands génois et lombards, qui étaient alors les plus riches de l'Europe, et de mettre en gage leur vaisselle et leurs joyaux. Dino Rapondi, célèbre marchand de Lucques, établi alors à Paris, se porta caution de la somme entière exigée pour la rançon. Grâce à tant d'efforts et de sacrifices, le comte de Nevers ne tarda pas à recouvrer sa liberté. Lui et ceux de ses compagnons que la guerre avait épargnés gagnèrent l'Italie par mer. Il fallut y passer plusieurs semaines pour achever avec Rapondi et la république de Venise les arrangements relatifs à l'argent fourni pour la rançon. Le comte arriva enfin à Dijon le 28 février 1398. On peut juger du bonheur qu'éprouvèrent le

(1) Le *franc d'or fin* avait la même valeur que le ducat.

(2) Le *noble à la rose,* monnaie anglaise, valait environ 23 fr. 71 c.

duc et la duchesse de Bourgogne en revoyant ce fils si longtemps absent après tant de périls et d'aventures. Le duc voulut qu'il visitât toutes les bonnes villes qui s'étaient imposé de si grands sacrifices pour le tirer de sa captivité et on vit le jeune prince aller successivement exprimer sa reconnaissance aux bourgeois de Gand, de Bruges, de l'Écluse, d'Ypres, de Termonde et d'Anvers.

Les dernières années du duc Philippe s'épuisèrent dans les tristes luttes qui divisaient alors les princes de la maison royale de France. On se rappelle comment la duchesse Jeanne de Brabant disposa de son duché en faveur de sa nièce Marguerite de Male, pour en jouir après sa mort, et comment cette portion de l'héritage maternel échut à Antoine de Bourgogne, frère puîné du comte de Nevers (1). Ces affaires appelèrent à plusieurs reprises le duc Philippe à Bruxelles. Ce fut dans une de ces circonstances que, se sentant indisposé, il se fit transporter à Hal et y termina sa vie dans de grands sentiments de piété le 27 avril 1404. Philippe le Hardi mourut obéré et il fallut lever six mille écus d'or pour payer sa sépulture ; sa veuve fut contrainte de renoncer publiquement à son héritage et d'aller déposer sur son cercueil ses

(1) Tome II, page 145.

clefs, sa bourse et sa ceinture, en signe d'abandon de la communauté. Son petit-fils, Philippe le Bon, fit ériger à son aïeul un magnifique mausolée en l'église des chartreux à Dijon (1). Marguerite de Male ne survécut pas longtemps à son époux. Elle mourut presque subitement à Arras, le 16 mars 1405, et fut enterrée en l'église collégiale de Saint-Pierre à Lille, près de son père, le dernier comte de Flandre (2).

Philippe le Hardi fut le fondateur habile et prudent d'une dynastie puissante, Quoique souvent pressé d'argent, il sut ménager ses grandes communes et gagner leur confiance. Au point de vue belge, on peut lui reprocher, comme à ses successeurs, une politique trop personnelle et trop exclusivement française. Mais on ne peut méconnaître la pureté de ses mœurs, sa tendresse respectueuse et sa fidélité à l'égard de sa femme, ses sentiments religieux et l'amour éclairé qu'il montra pour les lettres et les arts.

Le duché de Bourgogne passa au comte de Nevers, auquel l'histoire donne depuis ce mo-

(1) Ce monument, œuvre d'un artiste belge, Claux de Verne, existe encore aujourd'hui au musée de Dijon.

(2) Philippe le Bon fit ériger un superbe mausolée à la mémoire de Louis de Male, de Marguerite de Brabant, femme de celui-ci, et de Marguerite de Flandre, leur fille. Ce monument, dû au ciseau du sculpteur bruxellois Jacques de Germes, a été détruit par la révolution.

ment le nom de Jean sans Peur. Ce prince, selon l'expression du vieil historien flamand Oudegherst, était petit de stature, mais grand de cœur. Il avait épousé, en 1385, Marguerite de Bavière, fille du comte Albert de Hainaut. Le nouveau duc ne prit possession de la Flandre et de l'Artois qu'après la mort de sa mère. En revenant de France d'où cette mort l'avait rappelé, il trouva à Menin les députés des bonnes villes auxquels il fit le plus gracieux accueil. Il les suivit ensuite à Gand où son inauguration eut lieu le 21 avril 1405. La messe fut célébrée en grande pompe à l'abbaye de Saint-Pierre et le duc y fut conduit par les échevins, les métiers et les corporations. De là, il se rendit à l'église de Saint-Jean et prêta le serment « d'être droiturier seigneur et comte de Flandre, de garder et de défendre la sainte Église, de tenir et faire tenir le pays de Flandre en paix, en droit et en justice ; de garder et faire garder les privilèges, franchises, coutumes, usages et lois de la ville de Gand ; de défendre veuves et pupilles et d'administrer justice à tous pauvres et riches. » Après la prestation de serment, Jean sans Peur se transporta à l'hôtel de Terwalle où les députés des *quatre membres de Flandre*, c'est-à-dire des bonnes villes de Gand, Bruges et Ypres et du Franc, lui exposèrent les requêtes de leurs commet-

tants. Ces requêtes portaient sur trois points principaux : 1° que le prince s'engageât à résider en Flandre et, s'il était forcé de s'éloigner, à y laisser la duchesse munie de ses pleins pouvoirs; 2° que les villes ne fussent gouvernées que par leurs échevins et que, dans leurs rapports avec le pays, les officiers du duc se servissent du flamand; 3° que le commerce obtînt protection et liberté. Le duc accueillit ces demandes avec empressement et il ajouta, quant au commerce de la Flandre, que, depuis la mort de sa mère, il avait fait tous ses efforts pour rétablir la paix entre la France et l'Angleterre, et que personne n'était plus intéressé que lui à voir fleurir l'industrie et le commerce du pays, car il savait bien, disait-il, que, plus ses sujets seraient riches, plus ils seraient puissants pour le soutenir. Ces réponses lui gagnèrent le cœur des Flamands. Peu après, la cour supérieure de justice établie à Lille par Philippe le Hardi fut transférée à Audenarde.

La France en ce moment était en proie à l'anarchie. Charles VI n'avait plus que des intervalles de raison et, depuis plusieurs années, les ducs de Bourgogne et de Berri, ses oncles, d'une part, le duc d'Orléans, son frère, et Isabeau de Bavière, sa femme, d'autre part, n'avaient fait que se disputer le gouvernement du royaume. Pour comble de malheur, la guerre

venait de se rallumer avec l'Angleterre et, au moment même où la Flandre manifestait son vif désir de rester en bonnes relations avec cette puissance, on apprit que la garnison anglaise de Calais avait mis en fuite cinq cents lances commandées par le comte de Saint-Pol, gouverneur de la Picardie, et qu'une flotte anglaise de cent voiles avait paru à l'entrée du Zwyn. D'Ypres où le duc se trouvait alors, il envoya en toute hâte à Graveline Jean van de Walle avec une poignée d'hommes et renforça tous les postes du littoral. Cela n'empêcha pas les Anglais de s'emparer de la citadelle de l'Écluse, après un combat meurtrier, et d'y mettre le feu. Ce désastre jeta l'alarme dans le pays et on se dirigea en troupes nombreuses vers l'Écluse. Les Anglais se retirèrent devant ces masses, emportant sur leurs vaisseaux un butin considérable. Les Flamands les poursuivirent jusque dans les eaux de la Tamise et se rendirent maîtres d'un de ces navires qu'ils ramenèrent à Dunkerque.

Les Anglais éloignés, Jean sans Peur partit le 16 août pour Paris, où il lui restait à faire hommage du comté de Flandre, accompagné de huit cents chevaliers flamands et bourguignons. Le duc d'Orléans et la reine étaient descendus au dernier degré de l'impopularité. Menacés par le peuple de Paris, ils avaient fui

de cette villle et s'étaient réfugiés au château de Pouilly le Fort, près de Melun. En partant, ils avaient donné l'ordre d'emmener le lendemain le jeune dauphin et ses frères. Le duc de Bourgogne, informé de cette nouvelle, courut après les jeunes princes, les ramena à Paris et se logea au Louvre avec eux. Bientôt après, Antoine de Bourgogne, son frère, et Jean de Bavière, son beau-frère, vinrent le rejoindre avec huit cents lances, dix-huit cents hommes d'armes et cinq cents archers. Deux mille hommes de milices bourguignonnes occupaient les environs de Pontoise et, près du Pont Saint-Maxence, se tenaient les bandes recrutées dans le Brabant, le Hainaut et la Flandre. Leurs chefs avaient placé sur leurs bannières un rabot avec ces mots : *ik houd* (je le tiens). C'était une réponse au défi du duc d'Orléans dont la bannière portait un bâton noué avec cette devise : *je l'envie* (1).

Une réconciliation éphémère eut lieu au moment où l'on s'y attendait le moins. Le 27 janvier 1406, une ordonnance de Charles VI appela le duc de Bourgogne au conseil du royaume. Le duc d'Orléans et lui se jurèrent fraternité d'armes et de chevalerie. Par de nouvelles lettres du 21 septembre 1406, le roi chargea

(1) C'est-à-dire, dans le langage du temps, *je porte le défi*.

expressément Jean sans Peur de réprimer les entreprises des Anglais et lui enjoignit de lever le nombre de gens d'armes, arbalétriers, piquiers et autres qui lui paraîtrait nécessaire au bien de la chose publique. Le duc prit alors toutes ses mesures pour assiéger Calais par terre et par mer. Il rassembla d'immenses approvisionnements de guerre, un grand nombre de navires et une armée considérable. Après deux mois passés à ces redoutables apprêts, l'argent manqua ; le duc avait épuisé ses propres finances et, malgré les engagements pris, il ne recevait rien du trésor du roi. Les pluies avaient commencé, les gens d'armes voulaient être payés et, quoi qu'il en eût, il fut obligé de licencier son armée. A peine avait-il quitté Saint-Omer que les bourgeois mécontents livrèrent au feu toutes les machines de guerre qu'il avait fait déposer à l'abbaye de Saint-Bertin. Les Anglais, de leur côté, sortirent de leurs forteresses et recommencèrent à exercer des ravages dans le pays.

Revenu en Flandre, le duc s'attacha à calmer l'agitation qui commençait à régner dans quelques villes et qui devenait menaçante. Il parvint à conclure une trêve marchande avec le roi d'Angleterre pour préparer le retour des relations commerciales. En même temps, il sut comprimer, avec une énergique sévérité, les

manifestations turbulentes des bourgeois de Bruges et d'Ypres. Tout cédait devant lui et il n'était rien qui ne se fît à sa volonté. Il put donc quitter sans crainte le comté et, après en avoir confié le gouvernement à la duchesse, il se dirigea de nouveau, avec une escorte nombreuse, vers Paris. Là, les querelles entre lui et le duc d'Orléans ne tardèrent pas à se renouveler. Autant celui-ci et la reine Isabeau étaient détestés, autant était vif l'attachement porté au duc Jean. Ses mœurs étaient pures et réglées; on vantait son désintéressement et il n'avait point encore démenti sa réputation de générosité, de franchise et de droiture. Une nouvelle réconciliation, ménagée par le duc de Berri, venait d'avoir lieu; elle avait été confirmée par tout ce que la religion et l'amitié présentent de plus sacré, lorsque, le 23 novembre 1407, se déroula l'horrible drame dont on va lire le récit.

Ce jour là, à huit heures du soir, par une nuit fort sombre, le duc d'Orléans sortit de l'hôtel Montaigu, monté sur une mule et n'ayant avec lui que deux écuyers montés sur un même cheval; quatre ou cinq valets de pied portaient des torches. Quoiqu'il ne fût pas tard, toutes les boutiques étaient déjà fermées. Le duc se tenait en arrière de ses gens, chantant à demi-voix et jouant avec son gant, lorsque

sept ou huit spadassins, cachés dans l'encoignure d'une maison, s'élancèrent sur lui en criant : « A mort! à mort! » Il dit aussitôt : « Je suis le duc d'Orléans. — C'est ce que nous demandons, » répondirent-ils en le frappant. Un page, flamand de naissance, essaya de couvrir le prince de son corps : il fut tué; une femme du peuple s'était mise à la fenêtre et criait au meurtre. Un des assassins lui dit : « Taisez-vous, mauvaise femme. » Alors, à la lueur des torches, elle vit sortir d'une maison voisine, un homme de haute taille couvert d'un chapeau rouge descendant sur les yeux et qui, avec un falot de paille, vint voir ce qui s'était fait. Le corps de la victime était véritablement haché : le bras droit était tranché à deux places, le poing gauche détaché et lancé au loin, la tête ouverte d'une oreille à l'autre et la cervelle répandue sur le pavé. A cette vue, l'homme au chapeau rouge dit aux autres : « Éteignez tout et allons-nous en; il est bien mort. » Les meurtriers mirent le feu à la maison qu'ils avaient occupée, semèrent après eux des chausses-trappes pour qu'on ne pût les poursuivre et allèrent chercher un asile à l'hôtel d'Artois.

Le lendemain, Jean sans Peur alla, comme tous les autres princes, visiter le mort et lui jeter de l'eau bénite à l'église des Blancs-Man-

teaux. « Jamais, dit-il à la vue du cadavre, plus traître meurtre n'a été commis en ce royaume. » Il pleura aux funérailles et tint un des coins du drap mortuaire. Bientôt cependant les soupçons se portèrent sur lui. Ayant voulu prendre place au conseil des princes réunis à l'hôtel de Nesle, le duc de Berri lui dit qu'on ne l'y verrait pas avec plaisir. Alors, renonçant à toute dissimulation, son neveu répondit : « Je m'en passerai volontiers ; qu'on n'accuse personne de la mort du duc d'Orléans ; ce qui s'est fait, c'est moi qui l'ai fait faire. » Cela dit, il retourna à son hôtel d'Artois, monta à cheval et galopa jusqu'à la frontière de Flandre, ne s'arrêtant que pour changer de chevaux et faisant couper les ponts derrière lui. Il était une heure après-midi lorsqu'il arriva à Bapaume. Il ordonna, en mémoire du péril auquel il venait d'échapper, que désormais les cloches sonnassent à cette heure-là. Cela s'appela longtemps l'*angelus du duc de Bourgogne*.

De Bapaume le duc se dirigea vers Lille où il harangua les membres de son conseil ; puis il se rendit à Gand où les états de Flandre avaient été convoqués. Maître Jean de Saulx, chancelier de Bourgogne, fit un long discours pour justifier la conduite de son maître. Le duc alléguait, paraît-il, ces deux motifs principaux : il avait voulu prévenir le duc d'Or-

léans qui méditait de le tuer et venger l'honneur de la duchesse, sa femme, outragée par ce dernier. Les états déclarèrent qu'ils étaient prêts à défendre leur prince envers et contre tous, excepté le roi de France et ses enfants.

A Paris, quoiqu'on eût été touché du spectacle de la veuve du mort, Valentine de Milan, et de ses enfants venant demander justice au roi, le peuple n'en restait pas moins attaché au duc de Bourgogne ; il exprimait sa satisfaction en disant que le bâton noueux avait été raclé par le rabot. Le duc lui-même était loin de se comporter comme un homme qui redoute un châtiment. Il osa revenir à Paris, malgré l'opposition des princes et une défense formelle du roi. Il y fit son entrée le 20 février 1408, accompagné du comte de Nevers, son frère, du comte de Clèves, son gendre, du duc de Lorraine et d'un milier de gens armés. On entendit dans la foule des voix crier : « Noël au bon duc! » Le 8 mars suivant, dans une assemblée solennelle, présidée par le dauphin en l'absence du roi malade, où siègeaient les princes du sang et à laquelle assistaient un grand nombre de docteurs, de bourgeois et de gens de divers états, maître Jean Petit, cordelier de la province de Normandie et docteur de l'université de Paris, prononça un discours très étendu et très méthodique pour établir que

le *duc d'Orléans s'étoit rendu coupable en plusieurs manières du crime de lèse majesté et que le duc de Bourgogne ne devoit ni être blâmé ni repris du cas advenu, mais au contraire guerdonné et rémunéré en amour, honneur et richesse.*

Le lendemain, des lettres de pardon et d'oubli, scellées du grand sceau, furent remises au duc de Bourgogne. Tout en lui faisant un accueil doux et bienveillant, le roi lui dit qu'il pouvait abolir la peine mais non le ressentiment public et que c'était à lui à se garder d'un péril qui était peut-être plus proche qu'il ne croyait. Le duc répondit fièrement qu'il ne craignait aucun homme vivant aussi longtemps qu'il serait en la grâce du roi. En ce moment, il était effectivement maître de la situation et la reine effrayée venait de partir secrètement pour Melun avec ses enfants. Malgré la détresse des finances, Jean exigea qu'on lui payât la dot de la princesse Michelle de France, femme du comte de Charolais, son fils.

Tout se faisait ainsi à sa volonté, lorsqu'il se vit forcé de quitter Paris pour secourir son beau-frère, Jean de Bavière, que les Liégeois révoltés tenaient assiégé dans Maestricht. Cette expédition se termina, on le sait, par cette sanglante bataille d'Othée, livrée le 23 septembre 1408, qui laissa aux cœurs des vaincus

une haine implacable contre la maison de Bourgogne (1). Le 28 novembre suivant, le duc rentrait à Paris. Pendant son absence, il s'y était passé des faits assez importants. La reine y était revenue en grand appareil de guerre et avait repris le gouvernement pendant la maladie du roi. Le 11 septembre, une nombreuse assemblée des princes, des prélats, du parlement, de l'université et des bourgeois, s'était réunie dans la grande salle du Louvre sous la présidence du dauphin. La duchesse d'Orléans avec son fils y avait été introduite et avait fait donner lecture d'une justification touchante de son époux par maître Serisy, abbé de Saint-Fiacre de l'ordre de Saint-Benoît. Après qu'on eut délibéré, le dauphin déclara qu'il ne restait nul doute à lui ni aux autres contre la mémoire du duc d'Orléans et qu'ils le tenaient pour innocent de tout ce qui avait été avancé contre son honneur. Il ajouta que, pour le surplus, il y serait suffisamment pourvu en justice.

On allait informer contre le duc de Bourgogne et on se préparait à lui courir sus, quand la nouvelle de la victoire d'Othée parvint à Paris. La reine ne songea plus qu'à quitter la capitale, emmenant à Tours avec elle ses en-

(1) Tome I, page 253.

fants. Paris était ainsi abandonné à lui-même, au moment où le duc de Bourgogne y fit sa rentrée à la grande joie du commun peuple. L'absence du roi le mettait dans l'impossibilité de donner au pouvoir qu'il allait exercer une couleur de légitimité. Dans cette situation, il crut devoir négocier et envoya à Tours en grand appareil son beau-frère le comte de Hainaut. La mort de la duchesse d'Orléans rendit la négociation plus facile : la pauvre veuve mourut à Blois le 14 décembre, consumée de regrets et de chagrin. On adopta un projet d'accommodement qui reçut son exécution dans la magnifique cathédrale de Chartres, le 9 février 1409. Ce fut un spectacle des plus émouvants. On avait élevé un vaste échafaud à l'entrée du chœur. Le roi y siégeait, assis sur son trône, devant la statue de Notre-Dame ; il avait près de lui la reine et le dauphin, les rois de Sicile et de Navarre, les ducs de Bourbon et de Berri, le cardinal de Bar et tous les plus grands seigneurs du royaume. Le grand conseil, une députation du parlement et de la chambre des comptes, le procureur général et les avocats du roi, le prévôt des marchands et les échevins, plusieurs bourgeois considérables avaient été convoqués pour la cérémonie. Le duc de Bourgogne fut introduit et, s'étant avancé suivi de cent chevaliers, il mit un genou

en terre et pria le roi d'oublier le passé. Le roi répondit : « Beau cousin, nous vous accordons votre requête et vous pardonnons tout. » Alors furent introduits à leur tour le jeune duc d'Orléans (1) et son frère le comte de Vertus, accompagnés aussi de cent chevaliers. A la vue du meurtrier de leur père, les jeunes princes se mirent à sangloter. Le duc de Bourgogne s'avança vers eux et le seigneur d'Ollehain prenant la parole en son nom leur dit : « Messeigneurs, voici le duc de Bourgogne qui vous prie d'ôter de votre cœur toute haine et toute vengeance et de rester en amitié avec lui. » Les deux princes pleuraient toujours. La reine, le dauphin et les seigneurs du sang royal s'approchèrent d'eux et intercédèrent pour le duc de Bourgogne ; le roi lui-même les engagea à pardonner. Alors les jeunes princes récitèrent, comme on en était convenu, la formule suivante : « Sire, puisqu'il vous plaît de commander, nous lui accordons sa requête et lui pardonnons la malveillance qu'avions contre lui, car en rien ne voulons désobéir à chose qui soit à votre plaisir. » Le cardinal de Bar apporta ensuite la croix et les saints évangiles. Le duc de Bourgogne, les princes d'Orléans, le duc de

(1) Charles d'Orléans, le poëte français le plus remarquable du XVe siècle.

Berri et les autres princes du sang jurèrent d'observer la volonté du roi.

Cette paix, si solennellement jurée, fut de peu de durée. Tous ceux qui haïssaient le duc de Bourgogne ne tardèrent pas à se serrer autour du jeune Charles d'Orléans. Ce n'était qu'un enfant, mais son nom servait de drapeau au parti. On vit ainsi passer de nouveau de ce côté le comte d'Armagnac d'abord, puis le duc de Bretagne, les comtes de Clermont et d'Alençon, enfin les ducs de Berri et de Bourbon. Ces princes s'alliaient, disaient-ils, pour la réforme de l'État et contre les ennemis du royaume.

Jean sans Peur comprit que de nouvelles luttes allaient exiger de nouvelles forces et qu'il était temps de faire appel à ses propres sujets. Les Flamands montraient des dispositions douteuses. Le duc visita lui-même les principales villes, accompagné de son fils aîné Philippe, alors âgé de quinze ans, qu'il se plaisait à montrer aux bourgeois pour se concilier leur faveur. Il accorda de nouveaux privilèges, renonça presque partout aux taxes qu'il prélevait sur les confiscations ou sur les accises et renouvela, le 27 mai 1411, la trêve commerciale avec l'Angleterre. Tout cela lui ramena les esprits et lui fit obtenir les subsides et les secours qu'il désirait.

Le duc se trouvait à Bruges, lorsqu'il apprit,

le 10 juillet, que les Orléanais s'assemblaient dans le Vermandois; il partit aussitôt pour Douai où les lettres de défi des princes d'Orléans lui furent remises. Elles portaient cette suscription. « A toi, Jean, qui te dis duc de Bourgogne; » et contenaient, entre autres, les paroles suivantes : « Pour le très horrible meurtre par toi fait en grande trahison et pour les grandes trahisons, déloyautés, déshonneurs et mauvaisetés que tu as perpetrés contre monseigneur le Roi, te faisons savoir que de cette heure en avant nous te nuirons de toute notre puissance et contre toi appelons Dieu et raison en notre aide et tous les prud'hommes de ce monde. »

Tous les avantages, au début des hostilités, semblaient être du côté du duc de Bourgogne. Il avait pour lui la présence du roi dans son parti et la faveur de la ville de Paris. D'autre part, les provocations venaient de ses adversaires. Par malheur, il avait mis sa confiance dans le prévôt de Paris, Pierre Desessarts, bouillant et factieux personnage. Cet homme fatal persuada au comte de Saint-Pol, gouverneur, de faire expédier des lettres du roi pour la levée d'une troupe de cinq cents hommes, sous le nom de milice royale. Le soin de former cette milice et de la commander fut confié aux principaux bouchers de Paris, gens fort dé-

voués au parti bourguignon, ardents dans les émeutes et cruels comme leur métier. Cette milice royale ne fut en réalité qu'un ramassis de gens sans aveu et de toute sorte de mauvais sujets. Ces misérables furent bientôt les maîtres de Paris. Ils marchaient armés par les rues et, dès que quelqu'un leur déplaisait, criaient : « C'est un Armagnac (1), » l'assommaient sur l'heure, pillaient sa maison ou le traînaient en prison pour en obtenir une riche rançon.

Cependant les Orléanais avaient commencé la guerre et commettaient d'horribles dévastations dans le Vermandois et la Picardie. Le dauphin écrivit au duc de Bourgogne, de la part du roi, pour réclamer sa présence et lui conférer le pouvoir de réunir tous les vassaux et sujets de la couronne. Il était enjoint à ceux-ci d'obéir au duc en toute chose et aux villes et forteresses de lui ouvrir leurs portes, comme au fidèle représentant de la dignité royale. Aussitôt que le duc eut reçu ce message, il se mit en campagne. L'armée que lui avaient

(1) Pendant que Jean sans Peur était occupé à combattre les Liégeois, la reine, avons-nous dit, était rentrée à Paris en grand appareil de guerre. Parmi les troupes qui formaient son cortége on distinguait particulièrement les gens du comte d'Armagnac, dont les écharpes blanches frappèrent si vivement les yeux du peuple, qu'il désigna désormais par leur nom les adversaires du duc de Bourgogne.

accordée les communes flamandes était magnifique. Elle se composait de cinquante à soixante mille hommes bien armés et bien vêtus, pourvus de vivres et de toute sorte d'équipages de guerre. Malheureusement, au moment du départ, Jean sans Peur avait fait proclamer que chacun pourrait disposer de son butin. Ce fut un prétexte immédiat de désordres et de pillages. Les valets de l'armée, qui étaient fort nombreux, n'attendirent pas même qu'on eût quitté les domaines du duc pour enlever sur les chariots ce qu'ils trouvaient de plus précieux.

L'armée flamande se porta d'abord sur les bords de la Somme et pénétra en ennemie dans la ville de Ham qui fut saccagée et livrée au feu. Ce fait répandit la terreur de tous côtés. Nesle, Roye et Chauny s'empressèrent d'envoyer les clefs de leurs portes au duc de Bourgogne et celui-ci vint mettre le siège devant la place importante de Mont-Didier. Il en était là, quand on apprit que l'armée orléanaise avait passé la Marne et occupait Clermont. La courte distance qui séparait les Bourguignons de leurs adversaires faisait présager une bataille prochaine.

Pendant que les chefs du parti d'Orléans, peu d'accord entre eux sur ce qu'il y avait à faire, hésitaient et délibéraient, le duc de Bourgogne prenait ses mesures pour recevoir ou

même au besoin engager le combat. Mais il avait compté sans les Flamands. Ceux-ci commençaient à être fatigués d'une expédition qui, en définitive, ne les regardait pas, disaient-ils. L'idée de regagner leurs foyers s'empare d'eux; ils font signifier au duc que leur temps de service est fini et qu'ils veulent s'en retourner sur le champ. Le duc confus, désespéré, les conjure avec instance de rester encore huit jours et de ne pas l'abandonner au moment où toutes les forces de l'ennemi sont devant lui. Rien n'y fait : le soir venu, les Flamands allument de grands feux et chargent leurs bagages. A minuit, ils commencent à parcourir le camp en criant : « Aux armes! » Enfin, à la pointe du jour, ils attèlent leurs chariots, mettent le feu à leurs tentes, s'appellent mutuellement par de nouveaux cris : « En route! en route! » et prennent le chemin de la Flandre. Le duc averti accourt avec son frère le duc de Brabant; il les supplie, tête nue et à mains jointes, de ne pas partir; les appelle ses compagnons, ses amis, ses frères; leur fait les plus belles promesses. Les Flamands pour toute réponse montrent les lettres qui fixent le terme de leur service, avec le nom et le sceau du duc apposés en bas. Jean sans Peur, voyant qu'il n'y avait rien à gagner, cesse toute résistance, leur adresse de bonnes et douces paroles, les

accompagne jusqu'à Péronne où il les remercie gracieusement de leurs services et charge ensuite le duc de Brabant de les ramener jusqu'à leurs frontières.

Le duc d'Orléans aurait pu poursuivre les Bourguignons dans leur retraite précipitée, mais il préféra marcher sur Paris. Bientôt la capitale fut serrée de très près et les Parisiens aux abois, menacés de manquer de vivres, n'avaient plus d'espoir que dans l'arrivée impatiemment attendue des Bourguignons. Jean profita de ses bonnes relations avec les Anglais pour se refaire une armée suffisante. Le roi d'Angleterre venait précisément de lui envoyer en ambassade le comte d'Arundel avec douze cents lances. L'ambassadeur mit immédiatement ces forces à la disposition du duc qui reprit en toute hâte sa marche sur Paris. L'ennemi n'osa lui barrer le chemin et Jean fit son entrée dans la capitale le 23 octobre. Toute l'autorité fut remise entre ses mains et il commença à poursuivre ses ennemis à outrance. La guerre et ses ravages s'étendirent alors sur presque toute la surface du royaume. Partout les Orléanais furent défaits, mais cela n'empêchait pas les souffrances du peuple d'aller toujours croissant. Pour en finir plus tôt, on décida le roi à marcher lui-même contre les rebelles. Au printemps de l'année 1412, il alla

solennellement prendre à Saint-Denis l'oriflamme qui, pour la première fois, allait se déployer dans une guerre de Français contre Français. Il alla ensuite mettre le siège devant Bourges le 11 juin. Le siège traîna en longueur. Les vivres et les fourrages manquaient aux assiégeants et à la disette succéda l'épidémie. Plus de huit mille hommes périrent devant cette ville. On songea alors à traiter. Jean sans Peur fit demander une entrevue au duc de Berri qui y consentit sur le champ. Les deux princes s'embrassèrent en pleurant. On fut bientôt d'accord. Malheureusement la paix conclue le 22 août 1412, dans la cour de l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre, ne fut pas moins éphémère que celle qui avait été jurée si solennellement, quelques années auparavant, à Notre-Dame de Chartres.

Il faut citer ici une preuve singulièrement remarquable de la distinction que les communes flamandes savaient établir entre les affaires auxquelles le duc de Bourgogne était mêlé comme prince français et leurs véritables intérêts nationaux. La politique adroite des Orléanais avait réussi à détacher le roi d'Angleterre de l'alliance du duc Jean. Quelques mois avant la paix d'Auxerre, le monarque adressa aux *quatre membres de Flandre*, qu'il appelait *ses chers et spéciaux amis*, une lettre où il leur

demandait si, dans le cas où le duc leur seigneur persisterait dans son hostilité contre l'Angleterre, ils seraient, eux, d'avis de maintenir les trèves précédemment conclues, sans assister leur duc contre lui. Les états de Flandre délibérèrent et répondirent qu'ils continueraient à observer ces trèves comme ils l'avaient fait jusqu'alors. Celles-ci furent immédiatement prorogées pour cinq ans.

Le parti bourguignon continuait à dominer à Paris. Cependant les excès des bouchers et des cabochiens, comme on les appelait du nom d'un de leurs chefs, finirent par soulever une partie de la population. Le duc de Bourgogne eut peur et se hâta de se retirer dans ses propres états. Alors le parti orléanais prit le dessus et s'empara à son tour de la personne du roi. Cette fois, ce fut le duc de Bourgogne qui fut déclaré ennemi public et l'armée royale se mit en marche pour l'attaquer. Les Flamands, sommés par le duc de se lever pour la défense de leur seigneur, ne se départirent pas d'une sage neutralité entre lui et son suzerain. Ils envoyèrent au roi Charles VI une députation composée de chevaliers, d'hommes d'église et d'honorables bourgeois. L'un d'eux, échevin de Gand, parla éloquemment au nom de tous. « Nous vous prions, dit-il au roi, d'avoir considération aux horribles, détestables et innu-

mérables tribulations qui, par fait de divisions et de guerre, ont jà longuement esté et pourroient encore advenir, et au très grand, infini et souverain bien qui se peut ensuivre par le moyen de paix à toute la chose publique. » Ils ajoutèrent qu'ils se chargeaient de faire prévaloir les mêmes sentiments chez le duc de Bourgogne. Le roi fut touché et serra la main des députés. Jean sans Peur, assiégé dans Arras, demanda une paix qui fut scellée dans la tente du roi, le 4 septembre 1414.

Les deux partis, dans leurs moments de détresse, n'avaient pas hésité à implorer l'appui de l'Angleterre. Cet appel à l'étranger devait porter ses fruits. Le 16 août 1414, le roi Henri V, renouvelant les vieilles prétentions de sa famille, entra dans l'embouchure de la Seine avec une flotte de quinze cents voiles, portant six mille hommes d'armes et vingt-quatre mille archers. Quelques jours avant son départ d'Angleterre, il avait envoyé une ambassade au duc de Bourgogne pour négocier une alliance avec ce prince. Jean sans Peur ne voulut prendre aucune part à la guerre, mais il ne put empêcher ses vassaux d'Artois, de Picardie et de Flandre de s'armer contre l'invasion anglaise.

Le roi d'Angleterre avait commencé par mettre le siège devant Harfleur, sur la rive droite de la Seine. Ce siége dura un mois. L'hu-

midité de la côte et l'usage immodéré des fruits mirent la dyssenterie parmi les assiégeants et emportèrent les hommes par milliers. Harfleur pris, l'armée était réduite de moitié. Partie d'Harfleur le 8 octobre, elle traversa le pays de Caux et arriva le 13 à Abbeville, comptant passer la Somme au lieu même où Édouard III avait forcé le passage avant la bataille de Créci. Mais le gué était gardé et elle ne trouva un autre passage que le 19, à Béthencourt, près de Saint-Quentin. Le lendemain, le roi reçut le défi du duc d'Orléans, du duc de Bourbon et du connétable d'Albret. Ces princes avaient entraîné jusqu'à Abbeville toute la noblesse du midi et du centre de la France. Là aussi, beaucoup de chevaliers du Hainaut, du Brabant, de la Zélande et de la Hollande vinrent prendre place dans les rangs français. D'Abbeville, l'armée des princes remonta la Somme jusqu'à Péronne pour disputer le passage. Apprenant qu'il était franchi, elle vint prendre position près du château d'Azincourt, dans un lieu où la route de Calais, se resserrant entre ce château et Framecourt, ne permettait à l'ennemi de passer qu'en livrant bataille. Le 24 octobre, les Anglais, arrivés au-delà de Blangi, apprirent que les Français étaient tout près et crurent qu'ils allaient être attaqués. Les Français ne bougèrent pas et les

Anglais allèrent loger à Maisoncelle, se rapprochant d'Azincourt et ayant devant eux et en vue l'immense armée française. La bataille fut remise au lendemain.

Dans la nuit qui précéda le combat, les Anglais soignèrent l'âme et le corps de leurs soldats, autant qu'il se pouvait. Après s'être restaurés, ceux-ci préparèrent leurs armes, se confessèrent aux prêtres qui les accompagnaient et dormirent ensuite pour être plus dispos le matin. Du côté des Français, ce n'était que désordre et agitation. Partout de grands feux qui montraient tout à l'ennemi, un bruit confus de gens qui criaient et s'appelaient. Beaucoup de seigneurs passèrent la nuit dans leurs lourdes armures à cheval. Enfin le jour arrive. Le connétable d'Albret avait disposé l'armée française en trois corps ou *batailles*, mais tout le monde voulait être du premier. Les archers anglais engagent l'action en lançant leurs traits. L'armée française, un moment immobile et embarrassée dans ces terres fortes où les chevaux s'enfoncent des quatre pieds, s'ébranle enfin. Un détachement de douze cents cavaliers s'avance contre l'ennemi. Vigoureusement repoussés, ils se rejettent sur leurs propres rangs et y portent le désordre. Les archers anglais s'en aperçoivent; ils abandonnent arcs et flèches et s'élancent sur cette

masse confuse avec leurs haches, leurs cognées et leurs masses plombées. Ils démolissent sans peine la montagne d'hommes et de chevaux confondus qu'ils ont devant eux. Cela fait, ils reforment leurs rangs et pénètrent, leur roi en tête, dans la seconde bataille. Les Français résistent avec courage et soutiennent pendant deux heures un combat sanglant et douteux. Mais l'imprévoyance et le désordre qui en est la suite avaient rendu toute cette vaillance inutile. Antoine de Bourgogne, duc de Brabant (1), et son frère Philippe, comte de Nevers, périrent dans la mêlée. Le premier avait rejoint l'armée au moment du combat avec une suite de douze cavaliers seulement. Arrachant à l'un de ses trompettes une bannière aux armes de Brabant, il s'en couvrit la poitrine pour se faire reconnaître et se jeta au plus fort de l'action. Le dernier corps ne tint pas longtemps. Une foule de chevaliers démontés s'étaient rendus aux Anglais. Au dernier moment, on vint dire au roi que de nouvelles forces apparaissaient sur ses derrières. Trompé par cette fausse nouvelle, il donna l'ordre de tuer les prisonniers. Le sang des plus nobles familles de France coula dans cette journée. La noblesse belge eut aussi de nombreuses

(1) Tome II, page 149.

pertes à déplorer. On comptait parmi les morts les sires de Waurin, d'Auxi, de Lens, de Ghistelles, de Lichtervelde, de Hamme, de Fosseux, de la Hamaide, de Fiennes, de Rubempré, de Liedekerke, de Hondschote, de Béthune, de Heyne, d'Heetvelde, de la Gruuthuse, de Schoonvelde, de Kestergate, de Poucke et de Bailleul.

Jean sans Peur fut courroucé de la mort de ses frères; il fit défier le roi d'Angleterre à feu et à sang. Le roi ne lui répondit que par de douces et pacifiques paroles. Ne pouvant donner suite à son défi, le duc ne songea plus qu'à reprendre le pouvoir en France. Sans s'arrêter aux défenses du dauphin et du conseil du roi, il se mit en route avec ses Bourguignons et quelques autres troupes. Il s'établit à Lagni, qui n'est éloigné que de six lieues de Paris. Mais la crainte qu'inspiraient aux bourgeois Caboche et les siens comprimait tout mouvement en sa faveur. Condamné ainsi à une inaction forcée, Jean reçut des Parisiens le sobriquet de *Jean le long* ou *Jean de Lagni, qui n'a point de hâte.* Quant aux communes flamandes, elles renouvelèrent, aux mois de mai et d'août 1416, les anciennes trèves avec l'Angleterre. Les dispositions les plus formelles furent stipulées dans ces conventions pour la sécurité et la protection des marchands fla-

mands. Les conseillers de Charles VI ratifièrent, de leur côté, au mois de juin de la même année, le privilège accordé à la Flandre d'exercer son commerce en toute liberté.

Le premier dauphin, duc de Guyenne et d'Aquitaine, mourut vers cette époque. Le duc de Touraine, son frère, qui lui succéda, était gendre du comte de Hainaut et résidait dans les états de ce prince. Il contracta, le 12 novembre 1416, une étroite alliance avec le duc Jean. Malheureusement il mourut le 4 avril suivant et, autant ce second dauphin lui était dévoué, autant le troisième (1), frère des deux précédents, se montra attaché au parti d'Orléans. Il ne restait plus à Jean sans Peur qu'à combattre. Après avoir pourvu aux exigences des Flamands, il se mit à traiter avec les villes de France et parvint à en attirer un grand nombre de son côté. Reims, Troyes, Châlons, Auxerre, Beauveais, Senlis lui ouvrirent leurs portes. Le seigneur de l'Isle-Adam lui remit le passage de l'Oise; Pontoise fut prise; le duc vint asseoir son camp à Montrouge et son armée occupa tout le pays aux alentours de Paris. La reine elle-même se déclara pour lui et se laissa conduire en grande pompe dans son camp. Enfin, dans la nuit du 28 au 29 mai

(1) Plus tard roi sous le nom de Charles VII; il était né le 22 février 1403.

1418, la trahison livra Paris au duc de Bourgogne. La faction des bouchers, aussitôt réveillée, se vengea par d'effroyables massacres du long repos auquel elle avait été condamnée. Le duc fut obligé de sévir lui-même contre les meurtriers.

Cependant les Anglais faisaient de grands progrès en France. Le duc s'en préoccupait et il fut conduit peu à peu par ses préoccupations à se rapprocher du dauphin. Des conférences s'ouvrirent à Pouilli-le-Fort et un traité d'alliance y fut conclu le 11 juillet 1419. Les princes et leurs serviteurs célébrèrent cette paix avec des transports de joie et en s'embrassant les uns les autres. On se sépara dans les meilleurs termes et après s'être fait des présents mutuels. Pontoise venait de tomber aux mains des Anglais. Le duc de Bourgogne avait laissé pour défendre Saint-Denis le maréchal de Chastellux dont les gens pillèrent la ville et souillèrent l'abbaye par toute sorte d'excès. Le parti du dauphin interpréta ces événements à trahison. Les deux princes cependant s'écrivaient avec amitié et manifestaient le désir de se revoir. On convint d'une nouvelle conférence à Montereau-sur-Yonne (1), petite ville

(1) Ou *Montereau-faut-Yonne*, c'est-à-dire, où l'Yonne perd son nom *(faut* de *faillir)* en se jetant dans la Seine. C'est aujourd'hui un chef-lieu de canton du département de Seine et Marne.

de l'ancien Gatinais. Ce lieu est resté tristement célèbre grâce à la catastrophe tragique dont il fut le théâtre et sur laquelle s'étendit d'abord un voile qui n'est pas entièrement levé. Nous donnerons la version la plus généralement accréditée.

Le dauphin arriva le premier à Montereau; Jean sans Peur s'arrêta à Bray-sur-Seine, à deux lieues de là. Le sire de Barbazan vint l'y trouver de la part du dauphin et il fut réglé que l'entrevue aurait lieu sur le pont même de Montereau. Le château et la rive droite devaient être livrés au duc de Bourgogne autorisé à y loger ses gens d'armes en tel nombre qu'il voudrait. Le jour fut pris au 10 décembre. Le 9, Tannegui-Duchâtel et le sire d'Escoraille vinrent recevoir le serment des serviteurs du duc pour l'observation de la paix et le sire de Giac accompagné de Nicolas Raulin se transporta à Montereau où les gens du dauphin prêtèrent le même serment. Malgré ces précautions, les conseillers du duc les plus dévoués à sa personne n'étaient point partisans de cette entrevue. Ils lui représentaient que le dauphin était entouré des plus mortels ennemis de leur maître, des serviteurs de l'ancien duc d'Orléans, qu'on ne voyait pas bien le motif de cette conférence, que le lieu avait été disposé par les gens du dauphin et à leur guise. Le duc persista dans

sa résolution. Il partit avec environ quatre cents hommes et arriva vers deux heures devant Montereau. Tannegui vint immédiatement le trouver de la part du dauphin et ils arrêtèrent ensemble les sûretés qu'on devait se donner de part et d'autre. On convint de jurer, par parole de prince, qu'on ne se porterait mutuellement aucun mal ni dommage et que le dauphin et le duc entreraient chacun de son côté sur le pont avec dix hommes de leur choix dont ils se communiqueraient d'avance la liste. Les gens du dauphin avaient fait construire aux deux bouts du pont de fortes barrières fermées d'une porte. Vers le milieu, était une sorte de loge en charpente où l'on entrait de chaque côté par un passage assez étroit. Le dauphin était déjà dans le cabinet en charpente quand le duc s'avança vers lui laissant un peu ses gens en arrière. On le vit ôter son chapeau de velours noir, puis mettre un genou en terre devant le jeune prince. A peine s'était-il relevé qu'on entendit crier : « Alarme, alarme! Tue! Tue! » et l'on aperçut les gens du dauphin frappant le duc de leurs haches et de leurs épées. A l'instant même, il fut abattu ainsi que le sire de Navailles qui paraissait avoir voulu le défendre. On se saisit des gens de la suite du duc; puis les hommes du dauphin chargèrent à l'improviste les Bourguignons trou-

blés, en tuèrent quelques-uns et mirent les autres en fuite sur la route de Bray. Revenant sur le pont, ils voulurent jeter le corps du duc dans la rivière après l'avoir dépouillé; mais le curé de Montereau le fit porter dans un moulin auprès du pont et l'ensevelit ensuite dans son église (1).

Voici, paraît-il, ce qui s'était passé à l'intérieur du pont. Au moment où le duc protestait de sa fidélité au roi, Tannegui, saisissant sa hache, l'avait poussé par derrière en disant au dauphin : « Monseigneur, voici le traître qui retient votre héritage. » En même temps, il levait sa hache pour le frapper. Le sire de Navailles arrêta la hache; mais le vicomte de Narbonne leva la sienne sur lui, disant : « Si quelqu'un bouge, il est mort. » Au même instant, un autre saisit le duc et un quatrième lui porta un grand coup d'épée qui coupa le poignet et sillonna tout le visage. Tannegui l'abattit ensuite de sa hache aux pieds du dauphin. Il respirait encore : les assassins s'agenouillèrent et, soulevant sa cotte d'armes, le percèrent par-dessous d'un dernier coup d'épée. Il était mort.

(1) Il fut transporté plus tard au monastère des chartreux de Dijon où son fils, Philippe le Bon, lui fit ériger une magnifique sépulture. Ce tombeau se voit encore dans le musée de cette ville.

Ainsi, dit l'historien des ducs de Bourgogne (1), fut vengé par un crime le crime que, douze ans auparavant, avait commis le duc de Bourgogne. Depuis lors, il n'avait pas eu un moment de repos; sa vie avait été livrée à de continuelles traverses; son honneur avait reçu sans cesse de nouveaux affronts; il n'avait connu que méfiance, crainte, irrésolution; le meurtre qu'il avait commis avait livré le royaume à douze années de désordres et de guerres civiles; le meurtre commis sur lui donnait la France aux Anglais (2); tant les crimes des princes devaient causer de maux aux peuples!

Cependant, ajoute le même historien, le duc Jean laissait une mémoire plus honorée parmi ses sujets. Les Flamands, sous son règne, avaient été tranquilles, heureux et rien n'avait arrêté le cours de leur commerce et de leurs richesses. Il avait toujours redouté et ménagé ses bonnes et libres villes. Il leur avait, pour

(1) M. de Barante.

(2) En 1521, François Ier, passant par Dijon, voulut considérer les dépouilles du duc de Bourgogne et se fit ouvrir son tombeau. A la vue de l'entaille que présentait le crâne du squelette, il s'étonna que l'arme dont s'était servi le meurtrier eût pu faire une aussi large ouverture. « Sire, lui dit le chartreux qui le conduisait, c'est le trou par lequel les Anglais sont entrés en France. »

ainsi dire, donné son fils encore enfant, qui était devenu plus flamand que bourguignon. C'était lui qui les avait gouvernées et les avait remplies d'affection et d'espérance.



CHAPITRE II.

RÈGNE DE PHILIPPE LE BON DEPUIS SON AVÈNEMENT JUSQU'A LA PAIX D'ARRAS.

Le nouveau duc fait rendre les derniers devoirs à son père. — Ses projets de vengeance. — Alliance avec l'Angleterre. — Le dauphin exclu du trône de France. — La guerre recommence. — Bataille de Mont-en-Vimeu. — Querelle entre ceux d'Ypres et les Gantois à propos de la navigation sur l'Yperlée. — Coup-d'œil sur la situation générale de la Belgique. — Troisième mariage du duc de Bourgogne. — Institution de l'ordre de la Toison-d'or. — Détresse de la France. — Les Anglais mettent le siège devant Orléans. — Jeanne d'Arc, la Pucelle d'Orléans. — Guerre entre les Liégeois et leurs voisins du comté de Namur. — Émeutes à Cassel, à Anvers et à Gand. — Paix d'Arras.

Le successeur de Jean sans Peur, Philippe, qu'un auteur contemporain (1) appelle l'*Assuré* et qui est connu dans l'histoire sous le nom de *Philippe le Bon*, était né à Dijon le 30 juin 1396. Ce fut à Gand qu'il apprit la nouvelle de la fin tragique de son père et il en témoigna une extrême douleur. Il se rendit ensuite de sa personne dans toutes les villes de la Flandre

(1) Olivier de la Marche.

pour prendre possession du comté et réclamer des armements et des subsides, car il était animé du ferme désir de venger la mort paternelle. Le 22 octobre, un service funèbre fut célébré avec une grande solennité en l'église de Saint Vaast à Arras. Les évêques de Cambrai, de Tournai, d'Amiens et de Térouanne officièrent assistés de vingt-deux abbés. Pierre Floure, docteur en théologie de l'ordre des frères-prêcheurs, y fit un sermon éloquent et inspiré par les plus nobles sentiments du christianisme. C'était à Dieu, disait-il, et non aux hommes, qu'appartenait la vengeance. Ces paroles chrétiennes furent mal reçues par plusieurs seigneurs qui accompagnaient le duc, « gens plus obéissants à folle opinion qu'à sain jugement, » dit Chastelain.

Le jeune duc n'était que trop de leur avis et il ne tarda pas à conclure un traité avec l'Angleterre. Il y était convenu qu'un des frères du roi Henri V épouserait une sœur du duc; que le roi et lui s'aimeraient et s'assisteraient comme frères et qu'ils poursuivraient ensemble la punition du dauphin et des autres meurtriers du duc Jean. A la suite de ces conditions, une trêve était stipulée devant durer du 24 décembre au 1er mars. En même temps qu'il traitait avec l'Angleterre, le duc assemblait ses vassaux pour faire une guerre vigoureuse aux

partisans du dauphin. Au mois de février, il se dirigea vers Troyes avec une suite nombreuse et fut rejoint à Saint-Quentin par les ambassadeurs anglais qu'accompagnaient cinq cents chevaux. Il arriva le 28 mars à Troyes où la noblesse, la bourgeoisie, le commun peuple, tous criant « Noël! » vinrent au-devant de lui. Le roi et la reine lui firent l'accueil le plus cordial. Le 1er avril, il prêta foi et hommage pour le duché de Bourgogne, le comté de Flandre, le comté d'Artois et ses autres seigneuries relevant du roi. Charles VI renonça en sa faveur à tout droit de rachat sur Lille, Douai et Orchies. Il assigna au lieu de dot en argent de la princesse Michelle, sa fille, que le duc avait épousée en 1409, les villes de Péronne, Roye et Montdidier. Le 9 avril suivant, il accorda au roi d'Angleterre son autre fille Catherine, le reconnut pour son héritier au préjudice du dauphin et le nomma régent. Le 20 mai, Henri V entra à Troyes, accompagné de ses deux frères, les ducs de Glocester et de Clarence, d'une suite nombreuse et brillante et de sept mille hommes d'armes. Tout avait été réglé d'avance. La cérémonie des fiançailles se fit sur-le-champ et le lendemain les deux rois signèrent ce honteux traité de Troyes qui donnait la couronne de France à un monarque anglais.

Le duc de Bourgogne voulut conduire lui-même Henri V à Paris. Charles VI avait quitté Troyes pour les suivre. La misère était grande dans la capitale. On était en plein hiver; le froid était très vif, les aliments manquaient, les loups accouraient dans les cimetières et jusque dans les rues pour dévorer les cadavres. Le 26 décembre, Charles VI tint un lit de justice en sa cour du parlement et celui-ci commença à instruire la procédure contre les meurtriers du duc de Bourgogne. Le 3 janvier 1431, à la requête du procureur général, messire Charles de Valois, dauphin de Viennois, fut ajourné à trois jours, sous peine de bannissement, pour raison de l'homicide commis par lui et, après toutes les formalités usitées en justice, il fut par arrêt reconnu coupable des faits à lui imputés, banni à jamais du royaume et déclaré indigne de succéder à toutes seigneuries venues ou à venir. Le dauphin se montra peu touché de cette sentence, en appela à son épée et fit vœu de porter son appel tant en France qu'en Angleterre et sur les terres du duc de Bourgogne.

Les premières assises de la vengeance ainsi posées, le duc Philippe revint à Gand. Les évènements qui se passaient dans le Brabant réclamaient toute son attention. C'était le moment où l'aventureuse Jacqueline quittait le

port de Calais pour aller chercher un asile au delà de la Manche. Le roi d'Angleterre était revenu aussi dans ses états et il reçut, on s'en souvient, la princesse fugitive de la façon la plus courtoise (1). Pendant l'absence du roi et du duc de Bourgogne, les partisans du dauphin regagnèrent du terrain en France. Commandés par le maréchal de la Fayette et le comte de Buchan, capitaine écossais, ils remportèrent sur les Anglais une victoire signalée à Bauge en Anjou. Le duc de Clarence, frère du roi d'Angleterre, y périt de la main même du comte de Buchan et la fleur de la chevalerie anglaise resta sur le terrain ou fut emmenée captive. La mort de son frère rappela le roi en France; le duc vint le rejoindre à Nantes d'où ils marchèrent vers Chartres contre l'armée du dauphin. Celle-ci s'étant retirée de l'autre côté de la Loire, le duc revint en Picardie pour tenir tête aux partisans du dauphin dans le nord. Ces derniers avaient à leur tête des chefs d'une valeur éprouvée, tels que le sire de Harcourt, Pothon de Xaintrailles, Vignolle dit La Hire, et faisaient chaque jour de nouveaux progrès. Pendant que le duc était occupé au siège de Saint-Riquier dont la garnison lui opposait une vive résistance, les ennemis firent un mou-

(1) Tome I, page 258.

vement de concentration qui l'obligea à lever son camp en toute hâte et à se diriger vers Abbeville. Les deux armées se rencontrèrent, le 30 août 1421, à Mont-en-Vimeu (1). Le duc n'eut rien de plus pressé que de se faire armer chevalier de la main de Jean de Luxembourg. Il engagea ensuite la bataille. Elle fut sanglante et longtemps disputée. Philippe se battit bravement et courut de grands dangers. L'honneur de la journée resta aux chevaliers flamands et notamment au jeune Jean Vilain qui, grâce à sa haute stature et à la force de son cheval, écrasait de sa hache d'armes tout ce qui se présentait à ses coups et qui vit reculer devant lui jusqu'au vaillant Xaintrailles (2). Cette victoire mit fin à la campagne. Le duc licencia son armée et prolongea son séjour en Flandre jusqu'au milieu de l'hiver.

Le 8 juillet 1422, la duchesse Michelle mourut à Gand, fort regrettée des habitants de

(1) Le Vimeu, *pagus Vimacensis* ou *Vincmacus,* était situé entre la Somme et la Brêle.

(2) Messire Jehan Vilain, noble homme et de haulte stature.... monté sur un haut puissant destrier... vint à bride abandonnée, et d'une pesante hache en ses mains alloit ruant et ramonnant devant luy.... tuoit gens et assommoit comme bouchers font les bœufs.... si le fuirent chacun.... et sembloit plus diable que homme. Se tira à part Polton de Saintes-Trailles.... car oncques mais n'avoit vu ne ouy parler ne de telle oultraige ne de telle horreur; et s'en seignoit par amiracion. *Chastelain.*

cette ville. Elle n'avait que vingt-huit ans ; très aimée de son mari, elle n'avait plus fait que languir depuis le meurtre de Jean sans Peur et depuis qu'elle avait entendu Philippe lui dire : « Michelle, votre frère a assassiné mon père. » La mort semblait se complaire en ce moment à frapper les têtes couronnées. Le 31 août de la même année, Henri V mourut à Vincennes et, le 22 octobre suivant, Charles VI le suivit dans le tombeau. Lorsque le corps du vieux roi eut été descendu dans les caveaux de Saint-Denis, le jeune Henri VI, âgé de dix mois seulement, fut proclamé roi de France sous la régence du duc de Bedford, son oncle. Au moment où il apprit la mort de son père, le dauphin était à Mehun-sur-Yevres. Ce fut dans cette bourgade presque inconnue que Charles VII fut salué roi par les siens. Il se fit couronner ensuite à Poitiers, mais ne fut longtemps pour les Anglais et leurs partisans que le roi de Bourges, du nom de la ville où il avait fixé sa résidence. Parmi les villes de France, Tournai fut une des premières à reconnaître le roi légitime et lui resta toujours fidèle.

Le duc de Bourgogne, au contraire, se hâtait de resserrer son alliance avec le parti anglais. Le 17 avril 1423, ce prince, le duc de Bedford et le duc de Bretagne, réunis à Amiens, jurèrent de vivre entre eux comme frères, parents

et bons amis. Au mois de juin, le régent se rendit à Troyes et y épousa en grand appareil Anne de Bourgogne, sœur du duc Philippe. Le 8 septembre, voulant remplir les promesses faites à son beau-frère par Henri V, il lui accorda, au nom de son royal pupille, les villes et châtellenies de Péronne, Roye et Montdidier, plus une rente annuelle de trois mille livres assignée sur la recette des aides (1) du diocèse d'Amiens, le tout pour en jouir sa vie durant.

Une affaire assez grave agita une partie de la Flandre à cette époque. Les habitants d'Ypres avaient, à diverses reprises, en vertu d'une charte de Robert de Béthune, approfondi l'Yperlée et les cours d'eau qui leur permettaient de naviguer vers Dixmude et l'ancien golfe de Santhoven, pour gagner de là Bruges et Damme, sans s'exposer aux périls d'une traversée difficile par mer de Nieuport à l'Écluse. Grâce à ces travaux, le nombre des barques qui transportaient sur l'Yperlée les vins et les denrées devenait chaque jour plus considérable, lorsque des bateliers gantois s'opposèrent par

(1) On nommait *aides* un impôt qu'on levait sur le vin et les autres boissons pour *aider* le roi à subvenir aux charges de l'état; il se payait par toutes les classes, à la différence des *tailles* que le tiers-état payait seul. Les aides furent introduites par les rois de la troisième race.

la force dans le port de Damme au départ des barques yproises. On ne pouvait souffrir, disaient les Gantois, qu'on embarquât à Damme pour Ypres les vins de la Rochelle destinés aux bourgeois d'Aire et de Saint-Omer, ni surtout qu'on chargeât à Ypres pour Damme les blés de Lille et de Béthune, exposés en vente au marché de Warneton. C'eût été faire émigrer dans la cité d'Ypres tous les marchands étrangers. Une sentence du duc de Bourgogne qui restreignit la navigation de l'Yperlée aux besoins de l'approvisionnement de la ville d'Ypres calma les Gantois. Mais les bourgeois d'Ypres adressèrent hardiment un acte d'appel au parlement de Paris et leurs échevins se rendirent à Lille pour le signifier à leur seigneur. En sortant de l'audience du duc, ils trouvèrent le sire de Roubaix qui mit la main sur eux et les conduisit au château de Lille. C'était une violation des privilèges des bourgeois des villes flamandes qui ne pouvaient être arrêtés et jugés que par leurs propres magistrats. Des représentations de Bruges et du Franc intervinrent : les députés furent relâchés et l'affaire resta pendante au parlement de Paris.

Au moment où nous sommes, la plus grande partie de la Belgique était sur le point de se réunir comme par enchantement sous la main

habile du duc Philippe. Le 3 juillet 1428, Jacqueline de Bavière souscrivit au concordat de Delft qui assurait son héritage à son cousin de Bourgogne (1); l'année suivante, ce prince prit possession du comté de Namur qui lui avait été vendu par le dernier comte (2); enfin, le 5 octobre 1430, il fut inauguré à Louvain comme successeur de Philippe de Saint-Pol au duché de Brabant (3). Ainsi la Belgique, morcelée par la féodalité, rassemblait ses tronçons épars et réveillait dans son sein ce sentiment d'unité nationale qu'elle ne perdit jamais entièrement au milieu des déchirements de son territoire. C'est que les Belges, a dit une plume éloquente (4), ont un caractère particulier et indélébile qu'on retrouve également sous la grossièreté des temps barbares, dans l'enthousiasme des croisades et de la lutte communale, dans l'aisance de la prospérité industrielle et parmi les raffinements de la civilisation moderne.

Avant de reprendre le récit des évènements politiques, il faut dire un mot des affaires domestiques du duc de Bourgogne. Après deux ans de veuvage, il avait épousé, avec les dis-

(1) Tome I, page 260.
(2) Tome I, page 325.
(3) Tome II, page 162.
(4) M. J.-B. Nothomb.

penses nécessaires, Bonne d'Artois, fille du comte d'Eu, connétable de France, mariée en premières noces au duc de Nevers, oncle de Philippe. Cette vertueuse princesse mourut six mois après son second mariage. Dans le courant de l'année 1429, le duc négocia une nouvelle union avec une princesse portugaise, Isabelle, fille du roi Jean Ier et de Philippine de Lancastre. Parmi les personnes attachées à l'ambassade qui alla solliciter la main de la jeune princesse, on remarquait « Jean de Eyk (Van Eyck), varlet de chambre de monseigneur de Bourgogne et excellent maistre en art de peinture, » envoyé pour « peindre au vif » la figure de l'infante Isabelle (1). Le mariage fut célébré à l'Écluse le 7 janvier 1430 et, le lendemain, commencèrent à Bruges des fêtes qui durèrent huit jours et dont la magnificence inouïe surpassa le faste déjà si célèbre de la maison de Bourgogne. Ce fut au milieu des fêtes de cette troisième union que le roi d'armes de Flandre proclama l'institution de l'ordre de la Toison d'or que le duc avait résolu de fonder. Deux ans plus tard, le jour de la fête de saint André, patron de l'ordre, le premier chapitre solennel fut célébré en l'église de Saint-

(1) Ce fut en l'honneur de sa nouvelle épouse que Philippe prit, dit-on, la devise : *Autre n'auray.*

Pierre à Lille. Cet ordre était composé de trente et un chevaliers, gentilshommes de nom et d'armes, et sans reproche. Ils étaient tenus de quitter tout autre ordre, en recevant la Toison, excepté les souverains qui pouvaient garder l'ordre dont ils étaient chefs. Le collier qui portait la Toison, emblême de la prospérité que la Belgique devait à l'industrie linière, se composait de briquets, ou *fusils,* faisant jaillir des étincelles de leurs pierres (1). Le manteau de l'ordre était d'écarlate, traînant jusqu'à terre, avec fourrure de vair; le chaperon de même couleur. Une ordonnance, en quatre-vingt-quatorze articles, réglait tous les devoirs des chevaliers. C'était assurément, dit un historien, le plus beau code d'honneur et de vertu chevaleresque et aussi le moyen d'attacher et de rendre de plus en plus docile au duc de Bourgogne toute la grande noblesse qui l'environnait et le servait.

En France, les affaires du roi Charles VII étaient allées chaque jour plus mal. Ses partisans furent successivement défaits à Crevant (2)

(1) An dessus de la toison, on lisait ces mots : *pretium non vile laborum;* les briquets ou fusils étaient accompagnés de ceux-ci : *ante ferit quam flamma micet.*

(2) Crevant, ville de l'ancien Auxerrois, aujourd'hui département de l'Yonne.

et à Verneuil (1); il perdit, dans cette derniere journée, une foule de vaillants chevaliers. Le duc de Bourgogne s'empressa de mettre à profit le premier bruit de ce désastre pour s'emparer des places qui assuraient ses frontières. Le 28 septembre 1424, ses ambassadeurs signèrent à Chambéri avec ceux du roi une trève de cinq mois. Le pape Martin V, fidèle aux traditions du Saint-Siège, s'occupait avec une louable persévérance d'amener le duc Philippe à des dispositions pacifiques. On nous a conservé une lettre admirable de ce pontife en date du 22 mai 1425. Malheureusement ces instances, celles de la famille du duc et les avances de Charles VII ne réussirent point encore à le décider. La France, dans l'intervalle, achevait de tomber dans la détresse. Le royaume jusqu'à la Loire n'était plus qu'une vaste solitude; il n'y avait plus d'habitants que dans les bois et dans les forteresses. La terre n'était cultivée qu'aux pieds des remparts, à portée de la vue de la sentinelle du clocher. Dès qu'elle apercevait l'ennemi, les cloches sonnaient, les laboureurs rentraient en toute hâte dans la ville et les troupeaux, fuyant d'eux-mêmes et par instinct, se pressaient aux portes pour se mettre en sûreté.

(1) Verneuil, ville du Perche, aujourd'hui département de l'Eure.

Les Anglais venaient d'envoyer en France une nouvelle et forte armée commandée par le duc de Salisbury. Bientôt toutes les villes, toutes les forteresses de la Beauce et de la rive droite de la Loire se rendirent faute de secours; Chartres, Le Mans étaient de ce nombre. Enfin, dans les derniers jours du mois de septembre 1428, le comte de Salisbury alla mettre le siège devant la grande et forte ville d'Orléans. Charles VII était réduit à l'extrémité; ses partisans l'abandonnaient en foule; le trésor et la bourse du roi étaient également vides. « Tant de la pécune du roi que de la mienne, il n'y a pas en tout chez moi quatre écus, » disait Renaud de Bouligny, son trésorier.

Orléans était la dernière ressource de la France; il fut vigoureusement défendu. Le siège se prolongea tout l'hiver. Le 12 février 1429, les Français ayant voulu s'emparer d'un grand convoi de vivres et de munitions envoyé de Paris aux Anglais, essuyèrent une défaite complète. Cette triste journée est connue sous le nom de *journée des harengs*. Une armée de huit mille hommes, commandée par les meilleurs capitaines du temps, s'était laissé vaincre par quinze cents Anglais et s'était dispersée devant eux. Richemont, Dunois, La Hire, Xaintrailles, faisaient de vains efforts pour arracher la France aux étrangers : une femme parut et la France fut sauvée.

Cette femme était une simple paysanne de Domremi, hameau situé dans un riant vallon arrosé par la Meuse, entre Neufchâteau et Vaucouleurs. Son père se nommait Jacques d'Arc; sa mère, Isabelle Romieu. C'étaient de bons cultivateurs, pieux et hospitaliers, mais peu riches. Jeanne, l'une de leurs trois filles, était laborieuse, douce, simple et d'une piété qui lui faisait fuir les jeux et les danses pour se retirer à l'église. A treize ans, elle eut des extases; des voix inconnues retentirent à son oreille. Les apparitions célestes se répétaient : c'étaient les saints archanges Michel et Gabriel, ou bien sainte Catherine et sainte Marguerite qui visitaient la pieuse enfant. *Ses voix* (c'est ainsi qu'elle s'exprimait) ordonnèrent à Jeanne d'aller faire lever le siège d'Orléans et, pour cet effet, de se rendre d'abord à Vaucouleurs, auprès du capitaine Baudricourt. Celui-ci la repoussa à plusieurs reprises. Jeanne persista; un respectable gentilhomme, touché de ce qu'il voyait, lui promit enfin de la conduire au roi. Elle put parcourir ainsi en pays ennemi une route de cent lieues, coupée par une infinité de rivières, et arriva à Fierbois, village de Touraine qui n'était qu'à six lieues de Chinon, où le roi Charles tenait sa cour. Elle y pria beaucoup dans l'église du lieu, dédiée à sainte Catherine et renommée par les pèlerinages

qui s'y faisaient. Introduite plus tard auprès du roi, elle le reconnut dans la foule des courtisans et s'agenouilla devant lui. Charles VII surpris la tira à l'écart pour l'interroger et, après cet entretien il déclara que Jeanne lui avait dit certaines choses que nul ne savait ni ne pouvait savoir que Dieu et lui. Les évêques présents à la cour l'examinèrent; on prit les renseignements les plus exacts sur sa vie passée. Toutes ces épreuves lui furent favorables; les plus incrédules cédèrent et il fut décidé qu'on préparerait un convoi pour secourir Orléans et qu'on tenterait de l'y introduire sous la conduite de *Jeanne la Pucelle.*

Le roi fit faire à Jeanne une armure complète. Elle désigna elle-même la manière dont devait être peint son étendard. Sur un champ blanc semé de fleurs de lis était figuré le Sauveur, assis dans les nuées, tenant un globe à la main; deux anges en adoration et les mots : *Jésus*, *Maria*, complétaient le dessin. Elle demanda pour son épée celle qui se trouvait derrière l'autel de sainte Catherine à Fierbois et qui était marquée de cinq croix. On trouva cette épée dans un amas de vieilles armes entassées à la place indiquée. Avant de rien entreprendre, Jeanne, fidèle aux ordres de ses voix, envoya une lettre aux généraux anglais qui commandaient le siège d'Orléans, « pour,

de par Dieu le roi du ciel, qu'ils eussent à rendre les clefs de toutes les bonnes villes qu'ils avoient prises en France. » Le 29 avril 1429, après avoir traversé les lignes des ennemis et à la vue de leurs forts, Jeanne d'Arc entra dans Orléans armée de toutes pièces, montée sur un cheval blanc, précédée de son étendard, ayant à ses côtés le brave Dunois et conduisant un convoi qui ramenait l'abondance dans la ville. Dès ce moment, les habitants d'Orléans se crurent invincibles et le furent en effet. Les jours suivants, la Pucelle dirigea successivement les Français à l'attaque de plusieurs forts qui furent emportés coup sur coup. Le 6 mai, il ne restait plus aux Anglais que le fort des Tourelles qui fermait l'entrée du pont du côté de la Sologne. Les généraux étaient d'avis d'attendre de nouveaux secours pour cette attaque importante. La Pucelle décide qu'on livrera l'assaut dès le lendemain. Dans l'action, un trait l'atteint et la renverse presque sans connaissance. Le sang coule en abondance; Jeanne demande son confesseur. Les soldats, ne la voyant plus à leur tête, se découragent. L'attaque durait depuis dix heures du matin et la nuit approchait. Dunois fait sonner la retraite, mais Jeanne accourt : « Au nom de Dieu, dit-elle, vous entrerez bien bref dedans, n'ayez doute; quand vous verrez flotter mon

étendard vers la bastille, reprenez vos armes, elle sera vôtre. » Après un quart d'heure de prière à l'écart, elle reparaît à cheval au milieu des troupes. Arrivée au pied du boulevard, elle crie aux siens : « Tout est vôtre, entrez. » En un instant, le boulevard est emporté et les Anglais cherchent à la hâte un refuge dans le fort; mais le plus grand nombre périt par la chute du pont-levis qui s'abîme dans la Loire. Les Français réparent le pont, traversent le fossé et se mettent en possession du fort. Le lendemain, dès l'aube du jour, les généraux anglais ordonnèrent les préparatifs de la retraite. Les Français voulaient les poursuivre, mais Jeanne les retint. Ce fut le 8 mai 1429 que l'armée anglaise, après un siège de sept mois, et huit jours seulement après l'arrivée de la Pucelle, s'éloigna avec précipitation des murs d'Orléans. Le même jour, une procession solennelle parcourut les remparts de la ville, en faisant retentir les airs de chants d'actions de grâces. Cette pieuse cérémonie se renouvelle tous les ans à pareil jour.

Orléans délivré, Jeanne résolut de marcher droit sur Reims pour y faire sacrer le roi. Charles VII et son conseil hésitaient. Il fallait, avec une armée peu nombreuse, sans vivres, sans espoir de s'en procurer autrement que les armes à la main, traverser près de quatre-

vingts lieues d'un pays occupé par des ennemis et s'emparer de plusieurs villes considérables qui se trouvaient sur le chemin. La confiance de la Pucelle triompha de toutes les craintes et de tous les obstacles. On part, on s'empare de Jargau (1), de Meun (2), de Beaugency (3), en faisant un grand nombre de prisonniers. Cependant le duc de Bedfort avait envoyé un secours de six mille hommes à Talbot, guerrier célèbre, qui se retirait devant l'armée française. L'avant-garde de cette dernière, arrivée près de Patay (4), n'était plus qu'à une demi-lieue de l'ennemi. Les généraux français hésitent de nouveau, mais la Pucelle promet la victoire et deux mille cinq cents Anglais restent sur le champ de bataille, douze cents sont faits prisonniers et, dans ce nombre, Talbot, le général en chef. Tout cède maintenant sans résistance. De Gien (5), Jeanne écrit « aux gentils loyaux François de la ville de Tournai d'être tout prêts de venir au sacre du gentil roi à Reims, où, ajoute-t-elle, nous serons brièvement. » Enfin on arrive à Reims. La garnison n'attendit

(1) A 15 kilomètres S. E. d'Orléans. aujourd'hui chef-lieu de canton (Loiret).

(2) Un peu plus loin. aussi sur la Loire.

(3) Toujours sur la Loire, à 26 kilomètres d'Orléans.

(4) Au nord d'Orléans.

(5) A 60 kilomètres d'Orléans. — La lettre de la Pucelle aux Tournaisiens est conservée aux archives de Lille.

point qu'on l'attaquât et sortit spontanément de la ville. Le roi fit son entrée solennelle le 16 juillet et, le lendemain, il fut sacré dans la cathédrale. Jeanne assista à la cérémonie, à peu de distance du roi et du maître-autel; elle tenait son étendard à la main : « Il a été à la peine, disait-elle, il est juste qu'il soit au couronnement. » Le jour même du sacre, elle adressa au duc de Bourgogne pour l'exciter à la paix une lettre où on lisait ces mots : « Haut et redouté Prince, Duc de Bourgogne, Jehanne la Pucelle vous requiert de par le Roi du ciel, mon droiturier souverain seigneur, que le roi de France et vous fassiez bonne paix qui dure longuement, ainsi que doivent loyaux chrétiens; et, s'il vous plaît guerroyer, allez sur le Sarrasin. »

La mission de la Pucelle était terminée. Elle le comprit et se jeta aux genoux du roi, le suppliant de la laisser partir. Le roi refusa de lui rendre sa liberté et Jeanne resta à la tête de l'armée. La cause royale continuait à faire des progrès : les villes de Laon, de Neufchâtel, de Soissons, de Crespy, de Château-Thierri et beaucoup d'autres places de la Champagne et de la Brie se rendirent au roi. Cependant une attaque sur Paris était restée infructueuse et l'armée avait pris la résolution de repasser la Loire. Jeanne seule continua à

guerroyer vers le nord avec des forces considérables. Ayant appris que Compiègne venait d'être assiégée par le duc de Bourgogne, elle n'hésita pas un instant à courir se jeter dans cette place. Elle y fut prise, dans une sortie, le 24 mai 1430, et livrée par les Bourguignons aux Anglais. Jamais les victoires de Créci, de Poitiers ou d'Azincourt n'avaient excité chez ces derniers les transports qu'y fit éclater la prise de l'humble bergère. Conduite à Rouen, elle fut chargée de chaînes, plongée dans un cachot, accablée d'outrages. Après un affreux procès dont les pièces, encore existantes, témoigneront à jamais de ses vertus et de son innocence, la glorieuse victime expira sur le bûcher et ses cendres furent précipitées dans la Seine. C'est ainsi que mourut, le 14 mai 1431, à l'âge de vingt ans, après douze mois d'opprobres et de captivité, la vierge-martyre qui avait sauvé son roi et la France.

Les Liégeois donnèrent, vers cette époque, de graves embarras au duc de Bourgogne par les hostilités qu'ils exerçaient dans le comté de Namur. L'origine de la querelle était venue des Dinantais qui avaient conçu le projet de rebâtir la tour de Montorgueil démolie en vertu d'un des articles de la paix d'Othée. Le successeur de Walenrode (1), Jean de Heins-

(1) Tome II, page 258.

berg, prélat modéré et ami de la paix, s'efforça en vain de contenir les mutins. Les habitants de Huy, excités par les Dinantais, entrèrent à main armée sur le territoire namurois, s'emparèrent du château de Beaufort, à trois quarts de lieue de leur ville, et le rasèrent. A cette nouvelle, le duc dirigea sur Namur Antoine de Croy avec quelques troupes d'élite. Croy crut devoir prendre l'offensive à son tour et, dans une incursion sur le pays de Liège, pilla et brûla Havelange, Fosses, Florennes et d'autres localités. Alors Heinsberg, ayant rassemblé toutes les forces de la principauté, sortit de Liège, le 20 juillet 1431, à la tête de soixante mille hommes, et marcha droit sur le château de Golzinne, maison de plaisance des anciens comtes. Le village fut brûlé, le château démoli et la garnison passée au fil de l'épée, malgré les efforts de l'évêque pour empêcher cet acte de cruauté. Après s'être divisées pour nuire davantage à l'ennemi, les forces liégeoises se réunirent de nouveau et vinrent mettre le siège devant Poilvache (1) qui fut obligé de se rendre après une vigoureuse résistance et subit le sort de Beaufort et de Golzinne. Mais

(1) Célèbre forteresse aux bords de la Meuse, à une lieue N. de Dinant, sur la crète d'un rocher très-élevé, déjà prise et ruinée par les Dinantais en 1322.

elles échouèrent devant Bouvigne, l'ancienne rivale de Dinant. Malgré la grosse bombarde de Huy et la célèbre machine de guerre appelée *le chat,* les Liégeois furent obligés de lever le siège. Enfin, grâce à l'intervention de l'archevêque de Cologne et de son frère le comte de Meurs, un traité de paix fut conclu à Malines, le 20 décembre, à des conditions fort onéreuses et fort humiliantes pour les Liégeois. Dans cette triste guerre, si l'on en croit un historien du comté, trois cents villages ou grosses fermes avaient été livrés aux flammes.

La rigueur avec laquelle le duc gêné dans ses finances exerçait ses droits dans le pays fit naître des émeutes à Cassel (1) et à Anvers en 1431 et 1432. L'altération de la monnaie, à laquelle il eut recours pour la même cause, eut des effets plus désastreux. Les marchands anglais refusèrent les espèces altérées et le commerce flamand en souffrit considérablement. Une sédition populaire éclata à Gand, le 12 août 1432, dans laquelle furent tués le grand doyen des métiers et un échevin de la keure. C'étaient les préludes d'une désaffection qui devait grandir par la suite.

Cependant le moment approchait où une

(1) *Castellum Morinorum,* aujourd'hui chef-lieu de canton (Nord), à 10 kilomètres N. O. d'Hazebrouk.

réconciliation entre le duc Philippe et le roi Charles VII allait mettre un terme à de trop longues calamités. Dans les premiers jours de janvier 1435, les ducs de Bourgogne et de Bourbon se réunirent à Nevers avec le connétable de Richemont pour aviser aux moyens de s'entendre sur la paix vivement désirée alors des deux parts. Après douze jours de discussion, on convint d'ouvrir un congrès au mois de juillet suivant et d'y appeler des représentants de la papauté et du concile de Bâle assemblé en ce moment, pour servir d'intermédiaires dans les conférences. Le congrès s'ouvrit le 5 du mois d'août, dans le monastère de Saint-Vaast à Arras. Ce fut la plus illustre réunion politique dont l'Europe eût été jusqu'alors témoin et on pouvait y voir en quelque sorte les états généraux de la chrétienté. Le cardinal de Sainte-Croix, envoyé par le pape, et le cardinal de Chypre, député du concile, siégèrent comme modérateurs. On remarquait dans cette brillante assemblée des ambassadeurs venus de tous les pays du monde chrétien et il n'y avait pas moins de cinq cents chevaliers et de neuf à dix mille personnes en tout. L'archevêque d'York et le comte de Suffolk représentaient l'Angleterre; le connétable, le duc de Bourbon et l'archevêque de Reims étaient chargés des intérêts de la France. Quant au duc de Bour-

gogne, il s'était rendu de sa personne à Arras. Les Anglais firent valoir des prétentions exorbitantes et s'aliénèrent tous les esprits. La mort du duc de Bedford vint hâter la conclusion de la paix. Le 21 septembre 1435, le célèbre traité d'Arras fut arrêté définitivement. Il était aussi honorable qu'avantageux pour le duc de Bourgogne. Outre de grandes sommes d'argent, le roi cédait au duc Philippe les comtés d'Auxerre et de Mâcon ; les châtellenies de Péronne, Roye, Montdidier ; les redevances du comté d'Artois et les villes de la Somme.

Cette paix, appelée quelquefois *la sainte paix,* excita, en France surtout, des transports de joie. Dès que les sceaux eurent été apposés au bas du traité, on se rendit en grande pompe dans l'église de Saint Vaast où une messe solennelle fut chantée. On avait érigé au milieu du chœur un petit autel sur lequel étaient un crucifix d'or, deux flambeaux allumés et le livre des évangiles. L'évêque d'Auxerre fit un sermon sur les bienfaits de la paix. La messe terminée, les cardinaux ordonnèrent de donner lecture du traité. Alors s'avança maître Jean Tudert, doyen de Paris, qui se jeta aux pieds du duc et demanda merci de la part du roi pour le meurtre du duc Jean. Le duc le releva tout ému, l'embrassa et dit qu'il n'y aurait plus à l'avenir de guerre entre le roi Charles et lui.

Après cela, le cardinal de Sainte-Croix, ayant posé la croix d'or sur un coussin, fit jurer au duc de Bourgogne que jamais il ne rappellerait la mort de son père et entretiendrait bonne paix et union avec le roi de France. Puis, les deux cardinaux, étendant les mains, le délièrent des serments qu'il avait prêtés aux Anglais. Enfin le duc de Bourbon, le connétable, tous les seigneurs français et bourguignons jurèrent successivement sur le crucifix. « C'est de cette même main, s'écria le comte de Lannoy, que j'ai juré cinq fois la paix durant cette guerre, mais je promets à Dieu que de ma part celle-ci sera tenue et que jamais je ne l'enfreindrai. » La paix fut ensuite publiée dans les rues aux acclamations de la foule qui criait Noël ! de toutes parts.

La paix d'Arras humilia la royauté française, mais pour la sauver. Tous, gens d'église, nobles, bourgeois, commun peuple, y applaudirent. Les concessions faites par Charles VII eurent une compensation immédiate : le traité d'Arras donna Paris au roi de France. Le 29 mai 1436, les bourgeois et le peuple des halles appelèrent le connétable de Richemond, lui tendirent des échelles, ouvrirent la barrière Saint-Jacques et l'aidèrent à repousser dans la Bastille les quinze cents Anglais qui gardaient la ville. « Si fut le roy moult joyeux, dit un écrivain

contemporain (1), et bien le devoit estre, car ce fut le plus grand bien que lui advint oncques, et par icelle recouvra tout son royaume. »

(1) Saint Remy.



CHAPITRE III.

DEPUIS LA PAIX D'ARRAS JUSQU'A LA BATAILLE DE GAVRE.

Mécontentement de l'Angleterre. — La guerre éclate. — Préparatifs du siège de Calais. — Siège de Calais. — Les Flamands se dégoûtent et rentrent dans leur pays malgré les supplications du duc. — Les Anglais envahissent la Flandre occidentale. — Troubles à Bruges et à Gand. — Le Franc de Bruges constitué quatrième membre de Flandre. — Insurrection populaire à Gand et à Bruges. — Le duc est repoussé de la seconde de ces deux villes après une lutte sanglante. — Son autorité rétablie à Gand. — Soumission des Brugeois. — Mesures prises en faveur du commerce et de l'industrie. — Fêtes en Flandre, joutes, tournois. — Prospérité du pays. — Les Gantois s'opposent à l'établissement de la gabelle du sel. — Nouvelles et plus graves difficultés à propos des élections communales à Gand. — Guerre ouverte, pillages et autres excès. — Divisions à Gand. — Nouvelles expéditions. — La guerre prend de plus en plus un caractère d'extermination.— Les Gantois trouvent des appuis au dehors. — Intervention du roi de France. — L'animosité s'accroit des deux parts. — Préparatifs d'un dénouement prochain. — Bataille de Gavre et paix de ce nom.

La paix d'Arras fut accueillie en Angleterre avec un mécontentement égal à la joie qu'on en ressentait en France. Le duc Philippe, tou-

jours courtois dans ses procédés, envoya immédiatement son roi d'armes Toison d'or et un autre héraut nommé Franche-Comté porter au roi d'Angletere des lettres pour lui annoncer comment, à l'exhortation des légats, il avait conclu la paix, et lui faire de nouvelles propositions d'accommodement avec la France. Ces hérauts étaient accompagnés d'un religieux dominicain, docteur en théologie, chargé par les cardinaux de remontrer encore une fois au conseil d'Angleterre tous les maux de la guerre et d'offrir la médiation du Saint-Père et du duc de Bourgogne. Arrivés à Douvres, les envoyés furent fort mal accueillis; on les conduisit à Londres, sous l'escorte d'un sergent d'armes et du clerc du trésor, et ils y furent gardés à vue. Lorsque le jeune roi, alors âgé de quatorze ans, vit la suscription des lettres, il remarqua que son oncle de Bourgogne ne l'appelait plus roi de France; il en fut touché jusqu'aux larmes. Le conseil hésita longtemps. Enfin il arrêta de ne faire aucune réponse écrite aux lettres du duc et ses envoyés furent congédiés dans les termes les plus désobligeants. Le peuple voulait massacrer tous les marchands flamands et brabançons et déjà préludait à ce dessein par des pillages. Il fallut que le roi intervînt et fît punir les coupables.

Comme tout le faisait prévoir, les hostilités

ne tardèrent pas à éclater entre les Anglais et les Bourguignons. Sur mer, les premiers arrêtaient les navires en destination pour les états du duc et leurs gros vaisseaux étaient aidés dans cette chasse par une flottille aux ordres d'un banni de Gand appelé Jean Yoens, dont le nom seul était un défi. Ce pirate inspirait une grande terreur et, à la manière des anciens dévastateurs, s'intitulait hautement ami de Dieu et ennemi des hommes. Il eut un sort digne de la mission qu'il se donnait, il périt dans une tempête. Avec la guerre maritime, la lutte recommença aux frontières de l'Artois, où la garnison de Calais essaya, mais en vain, de s'emparer de la forteresse d'Ardres. Déçus dans leur espoir, les Anglais se mirent à ravager les campagnes de Bourbourg, de Berghes et de Cassel. Un grand nombre de laboureurs s'étaient refugiés avec leurs familles dans l'église de Looberghe; ils y soutinrent un siège contre les pillards dont un des chefs fut tué par une pierre lancée du clocher. Les Anglais irrités mirent le feu à l'église et toute cette multitude périt dans les flammes ou sous les décombres.

Une vive jalousie régnait depuis longtemps entre le port de Calais et ceux de la Flandre. Le duc s'empara de ce sentiment surexcité par les circonstances pour décider les Flamands à

lui prêter un concours énergique dans la guerre que les Anglais le contraignaient à leur faire. Il commença par s'adresser aux Gantois toujours enclins aux résolutions impétueuses et passionnées et se rendit à cet effet dans leur ville. C'était le 8 mars 1436. Les échevins et les doyens avaient été convoqués et le sire de Commines, souverain bailli de Flandre, leur exposa l'intention du duc d'enlever à ses ennemis la ville et le port de Calais et de faire disparaître ainsi une cause de dommages considérables pour la Flandre. Le lendemain, le duc se rendit, comme la veille, à la maison des foulons et il lui fut répondu par maître Hubert de la Helle, pensionnaire de la ville : « Très cher seigneur et prince naturel, les trois membres de cette ville de Gand se sont réunis, chacun au lieu ordinaire de ses assemblées, et ils ont décidé, d'une voix unanime, sur la requête qui leur a été présentée par monseigneur le souverain bailli de Flandre, de votre part, qu'avec l'aide de Dieu et celle de vos autres sujets et amis, ils vous assisteront à reconquérir votre héritage et, à cet effet, ils vous offrent leurs corps et leurs biens et se recommandent à vos bonnes grâces. »

Ces sentiments patriotiques des Gantois se communiquèrent rapidement à toute la Flandre. Chaque ville ne songea plus qu'à se distinguer

en se montrant bien pourvue d'armes, de machines et d'habillements de guerre. A Gand, les échevins ordonnèrent à tous les bourgeois de la ville et à ceux du dehors qui jouissaient de la bourgeoisie foraine, *haghepoortery*, de se faire inscrire et de s'équiper convenablement sous peine de perdre leur bourgeoisie. Chaque homme devait avoir une lance ou au moins deux maillets de plomb ou de fer. Tous ceux qui avaient été condamnés par jugement à faire des pèlerinages eurent ordre de ne les entreprendre qu'au retour de la guerre. On détermina ensuite ce que chaque ménage devait payer pour les frais de cette guerre et on stipula qu'au lieu d'acquitter toute la taille en argent, les habitants de la campagne fourniraient un certain nombre de chariots et de charrettes attelés. Comme ils ne se pressaient pas de remplir ce dernier ordre, on fit publier que la confrérie des chaperons blancs allait être chargée de l'exécution. C'en fut assez pour obtenir une prompte obéissance. A Bruges et dans les autres parties de la Flandre, les mêmes apprêts avaient lieu et suspendaient les travaux des métiers et du labourage.

Dans les premiers jours du mois de juin, le duc vint faire la revue de l'armée des communes et présider lui-même au départ. A Gand, la réunion eut lieu au marché du vendredi.

Outre les Gantois proprement dits, cette partie de l'armée était composée des hommes d'armes du pays d'Alost et des puissantes communes de Grammont, de Ninove, de Sottegem, d'Escornay, de Gavre et de Renaix; elle était commandée par le sire Colard de Commines. Le duc accompagna les Gantois jusqu'aux portes de leur ville et ils allèrent loger, le premier jour, à Deynze. Le 11 juin, le duc réunit également à Bruges les milices de cette ville et celles de Damme, de l'Écluse, d'Ootsbourg, d'Ardenbourg, de Thourout, d'Ostende, de Mude, de Munickenreede, de Blanckenberghe, de Ghistelles, de Dixmude et d'Oudenbourg. Les Brugeois avaient pour chef Jean, seigneur de Steenhuyse et d'Avelghem. Ils furent rejoints à Oudenbourg par les miliciens du Franc que commandaient les sires de Moerkerke et de Merkem (1). Les hommes d'armes d'Ypres et de Courtrai avaient pris leur route à part, les premiers sous le commandement du sire Jean de Commines, les seconds sous celui du sire de Ghistelles. Le point de ralliement général était Gravelines.

(1) Jusqu'alors, les milices du Franc avaient combattu sous la bannière de la ville de Bruges Par une charte du 17 juin 1436, elles obtinrent d'*avoir et porter bannière aux armes de Flandre, comme font et ont ceux et chacun des trois autres membres.*

Lorsque toute cette armée qui ne comprenait pas moins de trente mille combattants eut dressé ses tentes devant cette ville, ce fut un coup d'œil magnifique et comme l'aspect d'une grande cité. Les Flamands étaient rangés par ordre de villes et de châtellenies; ils avaient conduit avec eux un grand nombre de ribaudequins chargés de canons, de coulevrines et de grosses arbalètes. Leurs chariots et leurs charrettes se comptaient par milliers « et sur chacun chariot, dit Monstrelet, avoit un coq pour chanter les heures de la nuit et du jour. » Les Flamands et particulièrement les Gantois, n'imaginaient pas que rien pût leur résister et ils allaient disant aux Picards et aux Bourguignons : « Quand les Anglais sauront que messeigneurs de Gand sont armés et à puissance pour venir contre eux, ils ne les attendront mie et ç'a été une grande négligence de ne pas envoyer par avance des navires afin qu'ils ne pussent fuir. »

L'armée flamande vint prendre position devant Calais, le 9 juillet 1436. Elles occupaient les mêmes lieux où jadis les ancêtres de ceux qui la formaient avait campé, lorsqu'ils aidèrent Edouard III à conquérir cette ville que leurs descendants voulaient aujourd'hui enlever à ses héritiers. Mais l'Angleterre était bien décidée aux plus grands sacrifices pour con-

server cette précieuse acquisition d'où elle menaçait les ducs de Bourgogne et les rois de France au cœur même de leurs états. Chaque jour, on voyait entrer dans le port des navires venant d'Angleterre avec des troupes et des vivres.

Cependant la flotte que le sire de Hondschotte devait amener pour investir Calais du côté de la mer n'arrivait pas. Les Flamands, prompts aux murmures, commençaient à se plaindre des conseillers du duc de Bourgogne et celui-ci s'efforçait de les apaiser en disant qu'elle était retenue par des vents contraires et qu'il avait reçu l'avis qu'elle ne tarderait pas à arriver; en attendant, l'accès restait ouvert aux Anglais dont l'armée était toute prête à prendre la mer. Sur ces entrefaites, Pembroke, héraut d'Angleterre, se présenta devant le duc et, après l'avoir respectueusement salué, lui déclara que son maître le duc de Glocester était sur le point de passer la mer avec toute sa puissance pour venir le combattre et que, si le duc de Bourgogne ne voulait pas attendre en ce lieu, il irait le chercher chez lui. Philippe répondit qu'il n'y aurait nul besoin de venir le chercher dans ses états et qu'on le trouverait où il était actuellement, si Dieu ne lui envoyait aucune mauvaise fortune. Après avoir fait grande fête à ce héraut, il crut devoir convo-

quer dans la tente de la ville de Gand les nobles et les principaux de l'armée. Son conseiller, maître Jean de la Woestyne, leur exposa, de sa part, le défi qu'il venait de recevoir du duc de Glocester et les requit instamment de ne point quitter leur seigneur et de l'aider à garder son honneur. Les communes flamandes cédèrent à ces prières et on songea sérieusement à combattre. Afin de pousser plus vigoureusement le siège, on éleva sur une éminence qui dominait la ville une grande et forte bastille garnie de canons et de bombardes. Les Anglais firent plusieurs sorties pour s'en emparer, mais ils furent vivement repoussés par les Flamands.

Enfin, le 20 juillet, on signala l'approche de la flotte longtemps et impatiemment attendue. Ce fut une joie extrême dans tout le camp. La flotte amenait avec elle de vieux navires chargés de pierres avec d'énormes ancres de plomb pour les couler dans la passe qui conduit au port, afin de la fermer aux vaisseaux venant d'Angleterre. La mer est habituellement si mauvaise et si orageuse dans le canal entre Calais et Douvres que, ne pouvant espérer d'y tenir des vaisseaux, on avait choisi ce moyen de bloquer le port. L'entreprise réussit malgré le canon des assiégés. Malheureusement, lorsque la marée baissa, les quatre gros

navires qu'on avait coulés dans la passe se trouvèrent à sec sur la grève. Alors toute la population accourut : la charpente fut dépécée et la mer en revenant emporta ces pierres si vainement opposées à la puissance des flots.

Ce n'était que le commencement du triste dénouement qui se préparait. On ne tarda pas à apprendre que la flotte, ne pouvant tenir la mer, avait remis à la voile et cinglait vers la Hollande. Pour comble de malheur, presque au même moment, la bastille des assiégeants se laissait surprendre par les Anglais et une grande partie de la garnison était massacrée. Alors le mécontentement se changea en fureur. On accusait de trahison les conseillers du duc, on les menaçait de mort et les sires de Croy, de Noyelles et de Brimeu effrayés jugèrent prudent de fuir. Les communes décidèrent tumultueusement qu'elles allaient lever le siège et regagner leur pays sans retard.

Le duc, à la vue de ce qui se passait, réunit une seconde fois les principaux capitaines flamands dans la tente des Gantois, leur représentant que le duc de Glocester allait arriver; qu'il avait promis de l'attendre; que si ses gens l'abandonnaient sans avoir combattu, ce serait pour lui un déshonneur tel que prince n'en avait jamais reçu. Tout fut inutile. Quelques-uns s'excusèrent avec courtoisie; la plupart

écoutèrent à peine ses représentations et ses prières. Le duc comprit qu'il était inutile d'insister. Il demanda seulement que le départ fût différé jusqu'au lendemain, afin que la retraite se fît en bon ordre. Il ajouta qu'il les accompagnerait en personne avec ses hommes d'armes jusqu'à Gravelines pour les défendre contre les sorties de l'ennemi. Les Flamands répondirent qu'ils n'avaient pas besoin de protection et qu'ils étaient assez forts pour se défendre eux-mêmes. Dès le soir, les Gantois et le grand doyen tout le premier commencèrent à plier leurs tentes et à charger leurs bagages. Le reste fit ses préparatifs à la hâte et tous partirent en répétant le vieux cri : « Allons, allons, nous sommes tous trahis (1). » Le duc persista à vouloir les accompagner jusqu'à Gravelines où il essaya encore de les retenir pour défendre cette ville qui formait la frontière du pays de Flandre contre les Anglais, mais il ne fut pas plus heureux dans cette dernière tentative que dans les autres. L'affront qu'il recevait l'affecta profondément. « Il ne faut pas demander, dit Monstrelet, s'il avoit au cœur grand déplaisance, car jusqu'à ce toutes ses entreprises lui estoient venues assez (2)

(1) *Go, go, wy zyn al verraden.*
(2) *Assez,* comme l'italien *assai,* dans le sens de *fort, beaucoup.*

à son plaisir, et icelle qui estoit la plus grande de toutes les autres de son règne lui venoit au contraire. »

A peine la nouvelle de la retraite de l'armée flamande était-elle parvenue en Angleterre, que le duc de Glocester mit à la voile avec une flotte de trois cent soixante vaisseaux portant vingt-quatre mille hommes de débarquement. Avec ces forces il envahit la Flandre occidentale. Ravageant tout sur son passage, il prit et dévasta Poperinghe, Bailleul, Commines et Werwicq, bourg célèbre alors pour la fabrication des draps, Cette portion de l'armée anglaise rentra à Calais avec deux mille chariots de butin, après avoir traversé l'Aa, près d'Arques. D'autres hommes d'armes anglais s'étaient portés vers Furnes et vers Nieuport. A leur approche, les moines de l'abbaye des Dunes se retirèrent à Bruges. Les Anglais respectèrent le monastère célèbre par l'élégance des stalles qui en décoraient la belle église ; par une riche bibliothèque où l'on comptait plus de mille manuscrits; par des vastes bâtiments où deux cents frères se livraient habituellement aux travaux des métiers. Mais ils dévastèrent les fermes voisines et les champs qu'un travail persévérant avait fertilisés au milieu même des sables de la mer. A l'Écluse, un chevalier flamand, Gui de Visch,

essaya de résister aux Anglais, mais il aperçut de loin les milices d'Eecloo et d'Oostbourg qui s'étaient armées dans le même dessein. La peur les lui fit prendre pour des ennemis. Il se retira précipitament et livra tout le pays aux envahisseurs. Le 9 août, ceux-ci pillèrent Gaternesse, Schoendyke et Nieukerke, mais ils furent vivement repoussés à Hulst par les sires de Steenhuyse et de Vorholt qui avaient assemblé les gens de la contrée sous leur bannière.

L'état alarmant du pays réclamait des mesures urgentes et énergiques. La duchesse de Bourgogne fit un appel au dévouement patriotique des Flamands. Une assemblée des députés des trois bonnes villes et du Franc fut convoquée à Bruges pour le lundi 20 août. On devait s'y occuper à la fois de la défense du pays et du maintien de ses franchises. Jean de Hornes avait abandonné la flotte bourguignonne dans les eaux du Zwyn. Il fut décidé que des hommes choisis se rendraient à bord des vaisseaux si malencontreusement délaissés par le chef qui les commandait. Mais, quand cette troupe d'élite se présenta devant l'Écluse, Roland d'Uutkerke qui en était gouverneur ne consentit à recevoir que le sire Jean de Steenhuyze avec quarante de ses compagnons. Après une nuit passée aux pieds des remparts, malgré la pluie qui tombait par torrents, il

enjoignit aux autres de regagner Bruges sans retard et, comme on ne se pressait pas d'obéir, il ordonna de tirer le canon contre eux. Trois jours après, il fit publier une injonction à tous les bourgeois résidant à l'Écluse de s'éloigner de cette dernière ville sous peine de mort.

Les Brugeois rentrèrent chez eux, le 24 août, exaspérés et le cœur gros de vengeance. Leurs cris et leur attitude menaçante eurent bientôt porté à son comble l'émotion populaire. Le sire de la Gruuthuse et le bailli Jean Uutenhove avaient fait de vains efforts pour calmer la multitude. L'écoutète Tassard Brice, plus hardi, mais plus imprudent, voulut enlever de la place du marché la bannière ducale qui ne pouvait en disparaître, aux termes de la charte de 1407, sans imprimer au mouvement le caractère de sédition. La foule indignée se précipita sur lui et l'immola à sa fureur. En ce moment, le jour finissait et la nuit descendait sur la ville sombre et pleine de périls. On accourait de toutes parts sous les bannières. Les échevins reconnurent la nécessité de céder et remirent au peuple, avec les clefs de la ville, celle de la *boîte aux privilèges*.

En présence de faits aussi graves, Jean de la Gruuthuse crut devoir présenter, du haut du balcon des halles, la démission de ses fonctions. Le peuple l'accepta et lui donna pour succes-

seur Vincent de Schotelaere. Le nouveau capitaine s'efforça de rétablir le calme et la paix. On lut publiquement toutes les chartes de privilèges et notamment celle du 9 janvier 1323, confirmée par Philippe le Hardi, laquelle plaçait les habitants de l'Écluse sous l'autorité de ceux de Bruges. Les anciens magistrats furent sommés de rendre compte des infractions à ces privilèges encouragées ou protégées par eux. On pilla les maisons de ceux qui s'y refusèrent. Ces excès s'étendirent bientôt au dehors et l'on commença à faire des excursions sur le territoire du Franc. Au milieu du désordre, la duchesse Isabelle résolut de quitter la ville avec son fils, ce qui déplut fort aux Brugeois. Au moment où, escortée par quelques seigneurs fidèles, elle allait traverser la porte, elle fut, sans nul respect, retenue par Jean Lonckaert, un des chefs de la multitude. On arracha de son chariot, malgré les cris du jeune comte de Charolais, la femme de Roland d'Uutkerke et la veuve de Jean de Hornes qu'on retint comme otages. La duchesse put ensuite poursuivre sa route, après avoir subi l'humiliation d'entendre les propos injurieux de la foule.

Elle retrouva à Gand, avec le duc son mari qui venait d'y arriver, les mêmes troubles et les mêmes périls. Les métiers avaient fait cause commune avec ceux de Bruges et s'étaient

réunis en armes sur le marché du vendredi. Le duc vit bien qu'il fallait user de ménagements pour le moment. Il permit aux Gantois d'élire trois capitaines pour le gouvernement de leur ville et s'engagea à rétablir la suprématie des Brugeois sur la ville de l'Écluse. Les doyens des métiers gantois allèrent porter eux-mêmes cette bonne nouvelle à Bruges.

Cette dernière ville venait de convoquer les milices de toutes les communes qui voulaient s'associer à elle en y acceptant le droit de bourgeoisie foraine. Un chaperon de roses était destiné à ceux qui répondraient les premiers à l'appel : il fut décerné aux habitants d'Oostcamp. Les communes de Damme, de Monickereede, de Hoecke, les suivirent de près, toutes rangées sous leurs bannières. Trois jours plus tard, parurent celles d'Ardenbourg, de Blanckenberghe et de Thourout. Depuis lors, il ne se passa plus de journée où l'on ne vît quelque bourg ou quelque village apporter son adhésion. Une chevauchée, dirigée par le nouveau capitaine de Bruges, décida bien vite dans le même sens les communes moins zélées d'Ostende, d'Oudenbourg, de Ghistelles, de Loo, de Lombardzyde, de Dixmude, de Bergues, de Furnes et de Bourbourg.

Le duc, frappé de la gravité que prenaient si rapidement les événements, se rendit sur le

champ à Damme. Le 4 octobre, il intima de là aux Brugeois l'ordre de déposer les armes, promettant de son côté de confirmer leurs privilèges dans les trois jours. Les corps des métiers étaient réunis depuis quarante jours. Ils obéirent, mais, en se séparant, ils jurèrent, et cet engagement fut scellé du sceau de la cité, qu'ils s'entr'aideraient à la vie et à la mort. Ils arrêtèrent de plus que deux hommes veilleraient près de chacune des bannières qu'on allait déposer aux halles jusqu'à ce qu'on fût assuré de la confirmation des privilèges.

Le désarmement était complet depuis trois jours, quand le bruit se répandit tout à coup que le duc venait d'introduire à Damme des hommes d'armes secrètement mandés de Lille et des frontières de la Hollande et placés sous les ordres des sires de l'Isle-Adam, de Praet, de Lichtervelde et de Borsele. A ce bruit, les corps de métiers se précipitent vers les halles et on les voit se presser sur la place du marché plus nombreux que jamais. « Devant le beffroi, dit le dernier historien de la Flandre (1), flottaient l'étendard de Flandre et celui de la ville; les six *hooftmans* s'y trouvaient chacun avec le drapeau de sa sextainerie. De là jusqu'à la *Groenevoorde* s'étaient placés les quatre

(1) M. Kervyn de Lettenhove.

grands métiers, c'est-à-dire, les tisserands, les fouleurs, les tondeurs et les teinturiers ; immédiatement après, se tenaient les bouchers et les poissonniers et, à côté de ceux-ci, les *corduaniers*, *les corroyeurs de noir cuir et de blanc cuir*, les tanneurs, les adabeurs *(dobbeerders)*, *les ouvriers de bourses*, les gantiers, les *agneliers*. Près de l'hôtellerie de *la lune*, on remarquait, sous leur bannière, les vieuwariers accompagnés des *quentepointiers* (culcstickers), des chaussetiers, des *parmentiers*, des sauvaginiers *(wiltwerckers)*, des *vieupelliers*. La confrérie de Saint-Georges s'était rangée près de la chapelle de Saint-Christophe. De là jusqu'aux halles se déployaient les *afforeurs* et les *deschargeurs de vin*, les charpentiers, les maçons, les *couvreurs de thuilles*, les seyeurs, les peintres, les tonneliers, les tourneurs, les *huchiers*, les *artilleurs (boghemakers)*, les cordiers, les *couvreurs d'esteulle (stroodeckers)*, les *placqueurs*, les potiers de terre, les plombiers. Deux bannières signalaient les métiers non moins nombreux des *fèvres*, des *armoyeurs*, des potiers d'étain, des boulangers, des *mouliniers*, des chapeliers, des tapissiers, des telliers *(tiewevers)*, des *gainiers*, des *bateurs de laine*, des barbiers, des fruitiers, des *chandeleurs*, des *marroniers*, des *ouvriers d'ambre (paternostermakers)* et des *couretiers (makelaers)*. Plus

loin s'étaient rangées en bon ordre les milices de soixante-deux bourgs et villages. »

Effrayés de la lutte sanglante qui paraissait se préparer, les marchands étrangers qui résidaient à Bruges se rendirent à Damme le 12 octobre; deux députés des magistrats les accompagnaient. Le lendemain, des envoyés du duc arrivèrent à Bruges pour inviter les bourgeois à déposer les armes. Philippe consentait à confirmer leurs privilèges et à leur remettre une copie du *calfvel* de 1407, scellée du sceau de la ville de Bruges et soigneusement conservée par Jean sans Peur après la destruction de la charte originale en 1411, mais il exigeait en même temps que les Brugeois vinssent faire devant lui amende honorable de leur rébellion. Les Brugeois se soumirent après quelques moments d'hésitation et Philippe leur octroya les deux chartes du 17 octobre 1436, révoquées bientôt après. Une procession solennelle célébra cette réconciliation éphémère.

Le jour même où l'on fêtait à Bruges le rétablissement de la paix publique, on y cita, en vertu des privilèges fraîchement renouvelés, Roland d'Uutkerke, Colard de Commines et leurs amis. Ils ne comparurent point et furent bannis. Mais ils étaient en possession de l'Écluse et y exerçaient de mauvais traitements

envers les Brugeois qui tombaient en leur pouvoir. A ces provocations répondirent des représailles qui se traduisaient en scènes d'incendie et de pillage. Les milices communales occupèrent Damme et Ardenbourg pour empêcher les chevaliers bourguignons d'y pénétrer. Les choses en étaient là lorsqu'on vit, le 13 décembre, le duc arriver lui-même à Bruges où personne ne l'attendait. Ce fut à peine si le capitaine Vincent de Schotelaere et les bourgmestres Maurice de Varssenaere et Louis van de Walle eurent le temps de se rendre au devant de lui pour le recevoir. Le prince demandait que les Brugeois renonçassent à la suprématie sur l'Écluse et à la juridiction qui en découlait; ensuite que les bannis fussent rappelés et que l'alliance jurée entre la bourgeoisie et les corps de métiers fût dissoute. Tout ce qu'il put obtenir fut que Bruges soumettrait ses privilèges sur l'Écluse à un examen ultérieur et qu'elle ne s'opposerait point à ce que les bannis rentrassent en Flandre, à condition toutefois qu'ils ne se montreraient point dans la ville et que cette grâce toute spéciale ne serait point invoquée comme un précédent de droit. Une défiance réciproque et profonde n'était que trop visible. Les Brugeois s'alarmaient à la vue des sept cents Picards que le duc avait amenés avec lui et Philippe, de son

côté, accusait les métiers de lui être hostiles.

L'hiver s'écoula au milieu de ces tristes préoccupations. On commençait à voir se dessiner plus nettement la politique constante des ducs de Bourgogne, qui s'étudiaient à changer la forme de l'administration de la Flandre concentrée dans les trois grandes villes du pays, pour augmenter leur propre pouvoir par l'affaiblissement de cette puissante centralisation. De là l'importance qu'ils attachaient à la constitution d'un quatrième membre, le Franc de Bruges. Le 11 février 1437, le duc, tranchant les difficultés qui touchaient aux rapports de Bruges et du Franc, déclara que celui-ci formerait à l'avenir le quatrième membre du pays et qu'il ne permettrait jamais que les habitants pussent être reçus bourgeois de Bruges. Par une autre charte du 11 mars, il confirma de nouveau, malgré les réclamations des Brugeois, les droits du Franc à une organisation complètement indépendante.

Le 15 avril 1437, une sédition éclata à Gand. Les échevins furent exposés à de graves dangers et le peuple mit à mort deux doyens des métiers. A Bruges, la fureur populaire se tourna contre le bourgmestre Maurice de Varssenaere. Son frère, Jacques de Varssenaere, capitaine du quartier de Saint-Jean, ayant voulu le défendre, périt le premier. L'infortuné

bourgmestre fut découvert dans la *Groene voerde* où il s'était caché, traîné devant les halles et immolé sur le corps sanglant de son frère. Le tumulte ne tarda pas pourtant à se calmer. Une députation des principaux bourgeois et des plus riches marchands fut envoyée à Arras pour obtenir du duc paix et oubli. Philippe ne fit qu'une réponse évasive.

Le duc songeait en effet à opposer la force à ces agitations renaissantes et il avait réuni à Lille dans cette vue des troupes considérables. On comptait parmi elles quatre mille Picards, soldats toujours avides de pillage et, depuis longtemps, détestés des Famands. Le départ eut lieu sans retard et, le 21 mai, l'armée avait atteint Roulers. Le duc informa les Brugeois qu'il se proposait de traverser leur ville avec une suite peu considérable et qu'aucun Picard n'y entrerait. L'expédition était censée dirigée contre la Hollande, et des approvisionnements considérables avaient été faits au château de Male pour les soldats Bourguignons, qui devaient s'y arrêter en se portant du village de Saint-Michel vers la Zélande.

Ce village est situé à une demi-lieue de Bruges. Le 22 mai, le duc arriva devant la ville au milieu de l'après-dîner. Soit erreur, soit dessein secret, l'armée, négligeant l'itinéraire annoncé, se dirige vers la porte de la Bouve-

rie. Le bourgmestre, Louis van de Walle, les échevins, les capitaines, les doyens des métiers, accourus au devant du duc, le trouvent entouré des sires d'Uutkerke, de Commines et de l'Isle-Adam. Ils lui expriment respectueusement le regret de ce qui se passe et réclament l'exécution des promesses qui leur ont été faites. Le duc insiste; on parlemente pendant deux heures. Mais, apprenant que le bâtard de Dampierre et le sire de Rochefort se sont emparés de la barrière, le prince, rompant brusquement l'entretien : « Je ne me séparerai point de mes hommes d'armes, » dit-il, et, se tournant vers les siens, il ajoute : « Voilà la Hollande que je veux soumettre. » L'armée répond par ses acclamations. Seule une troupe de milices de la commune de Malines refuse de s'associer à l'attaque et, se séparant du reste de l'expédition, elle prend le chemin du château de Male.

Entré dans la ville, le duc n'osa s'avancer jusqu'à la place du marché avant qu'on se fût assuré qu'elle pouvait être occupée sans combat. Le sire de Lichtervelde, chargé de ce soin, la trouva déserte. « Bruges est gagnée, dit-il à ceux qui l'accompagnaient; malheur aux rebelles de Bruges! » « Savez-vous, sire, répondit un bourgeois qui l'écoutait, ce que peuvent contenir d'hommes les halles de Bruges? »

Le sire de Lichtervelde, retournant sur ses

pas, rencontre les Picards à deux cents pas de l'église du Saint-Sauveur, et rapporte les paroles qu'il vient d'entendre. Pour éviter toute surprise, le bâtard de Saint-Pol propose de rétrograder jusqu'au marché du vendredi et de s'y ranger en bataille. Mais déjà les flots agités de la population débordent de toutes parts. Le bâtard alors pousse son cri d'armes; les archers tendent leurs arcs; une grêle de traits va frapper la foule des femmes groupées aux fenêtres et plusieurs citoyens désarmés et inoffensifs. C'en est assez. Les cris qui s'élèvent mettent la ville entière en émoi. Le tocsin retentit; tous les habitants sont sur pied. Les uns réussissent à fermer la porte de la Bouverie et interceptent tout rapport entre les quatorze cents Picards qui se sont introduits dans les murs et le reste de l'armée bourguignonne; les autres traînent des ribaudequins et d'autres pièces d'artillerie sur les deux ponts qui formaient autrefois la limite de la ville, à l'est du marché du vendredi.

Le duc effrayé commande la retraite et s'engage avec les siens dans la rue de la Bouverie pour regagner la barrière. Cette manœuvre enhardit les bourgeois. Ils renversent à leurs pieds les archers et brisent leurs piques sur les corselets d'acier des chevaliers. Jean de Villiers, sire de l'Isle-Adam, guerrier expert

et valeureux, avait mis pied à terre pour se mieux défendre. Il tombe frappé à mort près de la chapelle de Saint-Julien et le collier de la Toison d'or, arraché de ses épaules sanglantes, devient le trophée des combattants populaires. Le duc lui-même est obligé de tirer l'épée pour résister aux assaillants. Dans ce moment critique, le bourgmestre Louis van de Walle se précipite au milieu de la mêlée en criant : « Prenez garde à ce que vous allez faire, c'est notre seigneur. » On l'écoute à peine; mais il a pensé à une dernière ressource. Aidé de deux capitaines de la ville, Jacques Neyts et Jacques d'Ardoye, il court chercher un pauvre ouvrier serrurier dont le marteau et les tenailles brisent enfin les verroux de la porte. Philippe sort précipitamment et reprend le chemin de Roulers avec ses chevaliers et ses archers en désordre. « Si estoient, dit Monstrelet, la plus grande partie de ses hommes d'armes si effrayés, qu'à grand'peine leur pouvoit-il faire tenir ordonnance au retour. »

Cent soixante-dix serviteurs du duc de Bourgogne qui n'avaient pas réussi à fuir avec leur maître furent jetés en prison. Avec eux se trouvaient le confesseur de la duchesse et deux chantres de sa chapelle. Ces prisonniers durent la vie aux prières du clergé et des marchands étrangers, mais rien ne put soustraire vingt-

deux Picards à la vengeance populaire. Chose plus triste à dire! le pauvre serrurier dont la Providence s'était servie pour dénouer le drame du 22 mai tomba victime de l'aveugle courroux de ses concitoyens. Il s'était d'abord éloigné de Bruges, mais le souvenir de sa femme et de ses enfants l'y ramena. Il crut que son obscurité le protégerait. Il se trompait, hélas! il fut saisi, jugé et écartelé. Jacques d'Ardoye subit le même sort et paya de sa vie un acte de sage prévoyance et de véritable patriotisme.

La guerre était donc déclarée entre le duc et les Brugeois. Le 1er juillet, ceux-ci se décidèrent à aller attaquer l'Écluse, au nombre de cinq mille. La garnison, commandée par Roland d'Uutkerke et Simon de Lalaing, était nombreuse, mais les Brugeois disposaient d'une formidable artillerie. Déjà une des portes était détruite, lorsque des députés des échevins de Gand vinrent supplier les assiégeants de suspendre les opérations. Les Brugeois y consentirent et levèrent le siège. Mais cette levée du siège eut pour résultat de livrer la campagne aux attaques des Bourguignons. Mude, Heyst, Blanckenberghe, Ramscappelle, Moerkerke, Maldeghem furent pillés et leurs habitants emmenés captifs.

Ces évènements firent tressaillir les Gantois toujours partagés entre leur rivalité contre

ceux de Bruges et leur haine secrète contre le duc. Le doyen des maréchaux, Pierre Hurrebloek, fit porter au marché du vendredi les soixante-sept bannières des métiers, en criant que le temps était venu de mettre un terme aux dévastations de la garnison de l'Écluse, et qu'il fallait que les Gantois rétablissent dans la Flandre la paix et la liberté du commerce et de l'industrie. Le lendemain, les Gantois plantaient leurs tentes à Mariakerke et invitaient à les rejoindre toutes les milices des châtellenies soumises à leur autorité. Ils passèrent quinze jours dans ce camp de Mariakerke. De là, ils vinrent prendre possession à Eecloo, en se proclamant médiateurs entre le duc et les Brugeois. Des députés de Bruges s'y rendirent et, sous l'influence des Gantois, se soumirent à la décision prise par le duc, le 11 février précédent, et qui constituait « ceux du Franc comme le quart membre du pays. » Seize otages choisis parmi les députés brugeois garantirent l'exécution de cet engagement.

Lorsque les autres députés revinrent à Bruges, ils trouvèrent leurs concitoyens assemblés au nombre de vingt mille devant la maison des échevins et attendant impatiemment le résultat de leurs négociations. Dès qu'ils l'eurent fait connaître, un banni de Gand, appelé Jacques Demessemaeker, mais plus

connu du peuple sous le nom de Coppin Meesken, prit la parole : « Tout va mal, s'écria-t-il. Comment êtes-vous si couards que vous craigniez les Gantois? » C'en fut assez. La convention fut rejetée et le doyen des bateliers arrêté au moment même avec cinq autres doyens qui avaient pris part aux conférences d'Eecloo.

Rasse Onzedene, bourgeois de Gand que ses concitoyens avaient pris pour chef, voyant le résultat de ses efforts anéanti par un caprice populaire, ne considéra plus les Brugeois que comme des ennemis. Il fit publier à Gand le mandement du duc qui défendait de leur porter des vivres et ordonna que partout où ils se présenteraient on eût à sonner le tocsin pour les combattre. Une assemblée générale révoqua ensuite la sentence de bannissement qui avait été lancée contre Roland d'Uutkerke et Colard de Commines. De fait l'autorité du duc était complètement rétablie à Gand et tous ses officiers avaient repris leurs fonctions des mains de celui-là même que la commune insurgée s'était donné pour chef.

La ville de Bruges ne tarda pas à se voir entièrement isolée, sans alliance et sans appui. L'absence des approvisionnements ordinaires et la dévastation des campagnes engendrèrent une misère affreuse. L'hiver commença fort tôt et fut excessivement rigoureux : pendant

onze semaines la gelée ne cessa point. A ces fléaux se joignit une peste qui emporta vingt-quatre mille habitants. A la fin, on n'entendit plus à Bruges qu'un seul cri poignant comme les nécessités qui le dictaient : « La paix! la paix! » Il n'y avait d'espoir que dans la clémence du duc et une députation brugeoise se rendit à Arras pour implorer humblement la protection de la duchesse. Malgré cette haute médiation, le duc ne se pressa point et ce fut seulement le 17 février 1438 qu'il admit en sa présence quatorze délégués de la commune de Bruges. Ceux-ci étaient accompagnés des représentants des marchands étrangers; ils demandèrent merci. Les abbés de Saint-André, de Terdoest, d'Oudenbourg et d'Eechout unirent à cette prière leur voix pacifique; tout le clergé d'Arras s'y joignit également. Le duc resta quelque temps muet en présence des Brugeois tremblants et prosternés devant lui. Alors Jean de Clèves, neveu de Philippe, et la duchesse Isabelle elle-même, tenant dans ses bras le jeune comte de Charolais, se jetèrent à ses genoux en invoquant sa clémence. Vaincu par ces supplications, Philippe déclara aux députés brugeois qu'il acceptait leur soumission et les invita à se représenter le 4 mars suivant pour entendre la sentence qu'il rendrait ce jour-là.

Cette sentence, en treize articles, était em-

preinte de hauteur et de sévérité. Entre autres conditions, on y remarquait les suivantes : « La première fois que le duc viendra à Bruges, les bourgmestre, échevins, conseillers et trésoriers de la ville, accompagnés des chefs *(Hooftmans)* de la bourgeoisie, des doyens et jurés des métiers et de dix membres de chacun d'eux, se rendront au devant de lui jusqu'à une lieue, pieds nus et sans chaperons, se mettront à genoux aussitôt qu'ils l'apercevront, lui crieront merci et lui offriront les clefs de la ville pour en faire à son plaisir. — La porte de la Bouverie sera supprimée; les ponts, barrières et fortifications qui la défendaient seront abattus. — Les Brugeois payeront au duc deux cent mille *philippus* d'or, à titre d'amende profitable. — Sont exceptées du pardon accordé par le duc les personnes, au nombre de quarante-deux, dont il a fait connaître les noms aux députés de la ville. »

Le 11 mars, Jean de Clèves se présenta, comme commissaire du duc, aux portes de la ville de Bruges. Les magistrats et les doyens des métiers l'attendaient près du couvent de la Madelaine. Dès qu'ils l'aperçurent, ils s'agenouillèrent, puis le conduisirent solennellement au palais du prince. La paix fut proclamée du haut des halles. Malheureusement elle ne s'étendait pas à tous. Le 30 avril, les supplices

commencèrent. Dans cette première journée périrent Josse van de Walle, fils de l'ancien bourgmestre de Bruges, le doyen des charpentiers, des membres des corps des métiers et un pauvre religieux de l'ordre de Saint-François. Jacques Neyst était le dernier. Déjà il s'était agenouillé, les yeux bandés, dépouillé de ses vêtements, offrant à Dieu sa dernière prière, quand Jean de Clèves fit signe qu'il lui accordait la vie. Le 2 mai, Vincent de Schotelaere porta sa tête sur l'échafaud. Louis van de Walle et sa femme, Gertrude de Schotelaere, devaient partager son sort, lorsque le son de toutes les cloches annonça aux habitants de Bruges que la duchesse venait d'entrer dans leurs murs, pour assister le lendemain à la célèbre procession du Saint-Sang. Sa présence fit cesser les supplices. L'ancien bourgmestre et sa compagne allèrent subir au château de Winendale les ennuis d'une perpétuelle captivité. Parmi les suppliciés, on remarqua le porte-étendard d'Oostcamp; sa tête sanglante fut exposée aux regards, ceinte du chaperon de roses décerné à cette commune le 8 septembre 1436, pour être accourue la première à l'appel des Brugeois.

Le repos qui succéda à ces scènes affligeantes ressemblait moins à la riante activité de la paix qu'au silence de la tombe. La plupart des mar-

chands étrangers avaient quitté Bruges et ils ne se hâtaient pas d'y revenir. Les épidémies n'avaient pas cessé et les nouveaux impôts établis sur toutes les denrées maintenaient la famine. Chaque jour on voyait, sur le pavé des rues, des malheureux succomber à leurs privations et à leurs souffrances. D'autres calamités mirent le comble à cette désolation. Des pluies désastreuses qui se succédèrent sans interruption ruinèrent les moissons et détruisirent jusqu'à l'espoir d'un meilleur avenir. Cette ruine d'une ville qui naguère encore faisait l'admiration de la chrétienté était lamentable. La Flandre tout entière était menacée d'une décadence imminente. Les marchands étrangers déclarèrent qu'ils quitteraient le pays s'ils n'y trouvaient plus des garanties de sécurité et demandèrent en même temps le rétablissement des relations commerciales entre la Flandre et l'Angleterre. Le duc ne croyait pas que l'honneur lui permît d'entamer lui-même des négociations avec les Anglais. Ce fut la duchesse Isabelle, nièce par sa mère du roi Henri VI, qui négocia en son propre nom. Elle se rendit elle-même aux conférences qui s'ouvrirent entre Calais et Gravelines avec des députés de la Flandre et du Brabant. Dans les premiers jours d'octobre 1439, une trêve fut conclue après de longues discussions. Cette

trève stipulait la liberté de la pêche à partir du 5 octobre; celle du commerce a partir du 1er novembre. Elle ne devait durer que trois ans; mais, le 24 décembre de l'année suivante, elle fut prorogée pour cinq nouvelles années.

Les ressources naturelles que compte notre pays sont si nombreuses qu'au bout de quelques années de paix toute trace des infortunes dont nous venons de tracer le tableau semblait avoir disparu et que nous n'apercevons plus que fêtes et réjouissances partout. Le duc d'Orléans, prisonnier des Anglais depuis vingt-quatre ans, venait de sortir de captivité, grâce à l'intervention du duc de Bourgogne assisté par la générosité des bonnes villes de Flandre. Il avait quitté Londres vers les premiers jours de novembre 1440. La duchesse de Bourgogne l'attendait à Gravelines; le duc Philippe s'y rendit aussi et lui fit grand accueil. Les deux ducs allèrent ensemble à Saint-Omer où ils logèrent à l'abbaye de Saint-Bertin. Deux jours après, le duc d'Orléans jura solennellement, en présence d'une nombreuse assemblée, d'observer le traité d'Arras. Dunois, son frère (1), chevalier célèbre dans les fastes de la guerre, prêta le même serment, non sans avoir hésité quelques instants. Aussitôt après, l'archevêque

(1) Illégitime et connu sous le nom de bâtard d'Orléans.

de Narbonne procéda aux fiançailles entre le duc d'Orléans et mademoiselle de Clèves, nièce du duc de Bourgogne. Le mariage fut célébré solennellement le samedi avant la Saint-André. Philippe conduisit lui-même sa nièce à l'autel, au milieu d'une foule de seigneurs anglais et français. Après un riche banquet, la journée se termina, comme d'habitude, par des jeux guerriers.

Le mardi suivant, jour de la Saint-André, le duc tint le dixième chapitre de la Toison d'or où l'on devait pourvoir aux quatre places vacantes dans l'ordre. Le duc d'Orléans reçut la première et Philippe lui passa le collier au nom du Père, et du Fils et du Saint-Esprit. Le roi d'armes Toison d'or le vêtit ensuite du manteau et du chaperon. A son tour, le duc d'Orléans pria son cousin de vouloir bien accepter aussi son ordre du Porc-Épic (1) et, tirant de sa manche le collier qu'il avait apporté, il le lui passa au cou, à la grande joie de tous les seigneurs présents. Deux autres places vacantes dans l'ordre de la Toison d'or furent conférées aux ducs de Bretagne et d'Alençon ; la quatrième fut décernée à Mathieu de Foix, comte de Comminges.

(1) Cet emblème s'explique par la devise du duc d'Orléans : *cominus et eminus*, de près et de loin.

Pendant ces fêtes, les Brugeois, profitant des bonnes dispositions où était le duc, vinrent le prier de favoriser leur ville de sa présence. Philippe partit, peu de jours après, pour Damme avec le duc d'Orléans et toute sa cour. Le 11 décembre, les magistrats de Bruges, les doyens des métiers et les bourgeois les plus notables s'avancèrent au devant de lui hors de la porte de Sainte-Croix jusqu'aux limites du Franc. Ils reçurent leur prince à genoux et lui présentèrent les clefs de la cité qu'il accepta et remit au sire de Commines. Un peu plus loin, le clergé l'attendait au chant du *Te Deum*. Les marchands étrangers, étalant à l'envi leurs magnifiques costumes de satin, de damas et d'écarlate, lui firent cortège jusqu'à son hôtel. Toutes les maisons étaient tendues de tapisseries et d'étoffes précieuses. A chaque pas on rencontrait des arcs de triomphe et des estrades ornées où des personnages muets figuraient quelque allégorie en son honneur. Vers le soir, on alluma des feux sur toutes les tours de la ville et le duc à cheval, portant la duchesse d'Orléans en croupe, parcourut les rues à la lueur des torches. Toutes les cloches étaient en branle; partout on entendait les joyeux accords et les chants des ménestrels. Le lendemain, dès l'aube du jour, retentit le cri des hérauts d'armes appelant les chevaliers et les dames au

spectacle des joutes. Philippe remit lui-même la lance au jeune Adolphe de Clèves, son neveu, et applaudit fort au courage que celui-ci déploya dans la lutte. On admira aussi l'adresse du sire de Wavrin. Le jour suivant, après le tournoi où Perceval d'Halewyn et un chevalier des Ardennes méritèrent les prix, les magistrats offrirent au duc un magnifique banquet à l'hôtel des échevins. Lorsque le comte et la comtesse de Charolais arrivèrent peu après, les fêtes et les joutes recommencèrent. Les deux ducs ne quittèrent Bruges que le 18 décembre.

Philippe aimait beaucoup les tournois et il y en eut un grand nombre sous son règne. Aucun ne fut plus célèbre que celui qui eut lieu à Gand, au mois de décembre 1445, à l'occasion d'un nouveau chapitre de la Toison d'or. Ce chapitre fut tenu dans l'église de Saint-André avec une pompe extraordinaire. On y proclama chevaliers le roi d'Aragon, Alphonse V; le sire de Borsèle, qui avait été le dernier mari de la malheureuse Jacqueline (1); Renaud, comte de Brederode, de l'ancienne maison des comtes de Hollande; le sire de Borsèle de la Vère, amiral de Hollande, qui avait épousé la fille du roi d'Écosse; Jean, *ber* d'Auxy, et André de Humières. C'est alors que

(1) Tome I, page 260.

fut donné le tournoi dont nous parlons et où se distingua particulièrement Jacques de Lalaing. Ce jeune combattant appartenait à l'une des plus illustres familles du Hainaut; sa mère était fille du seigneur de Créquy. Nous l'appellerions volontiers le Bayard de la Belgique, car il fut, comme le célèbre chevalier de ce nom, *sans peur et sans reproche.* « On n'eût sceu, dit Chastelain, ni peu trouver en nulle terre plus parfaict, plus preux, plus vaillant, plus hardi chevalier. » Il fut blessé mortellement quelques années plus tard au siège de Poucques... Par la mort du bon chevalier, ajoute le même écrivain, fut mené grand deuil et grand bruit par tout l'ost du bon duc Philippe de Bourgogne lequel, quand il en fut adverti, en ploura moult tendrement. Et n'est point à croire les pleurs et regrets que tous faisoient, car à les voir sembloit chascun avoir perdu son meilleur ami (1).

Le repos momentané duquel on jouissait en Flandre avait donc été des plus favorables à la prospérité du pays, s'il faut en croire les his-

(1) *Chronique de Jacques de Lalaing.* — Ceux qui veulent connaître l'éducation de nos jeunes gentilshommes à cette époque, dit M. de Gerlache, en trouveront le modèle accompli et la délicieuse peinture dans cet ouvrage, véritable miroir de chevalerie, monument de littérature nationale et chef-d'œuvre de notre Chastelain.

toriens. Les Gantois, en particulier, n'avaient jamais été si riches. « La ville de Gand, au rapport d'Olivier de la Marche, florissoit en abondance de biens, de richesse et de peuple, et l'on ne parloit en Flandre que du pouvoir de messieurs de Gand. » Ceux-ci n'en étaient que plus fiers et le duc, de son côté, depuis l'abandon du siège de Calais, leur gardait une rancune qu'il ne savait pas entièrement dissimuler. Déjà en 1440 de graves dissentiments s'étaient produits sur des matières de compétence et d'impôts. En 1446, le duc forma le projet d'introduire dans toute la Flandre la gabelle du sel, triste importation française, et convoqua l'assemblée de la *collace* (1) à Gand pour délibérer sur ce sujet. Il y assista lui-même dans l'espérance de faire passer le projet à l'aide de ces paroles mielleuses dont il ne se faisait pas faute quand il les jugeait nécessaires. Il rappela à ses *bons et fidèles amis de Gand,* comme il les appelait, qu'il avait été nourri et élevé au milieu d'eux et qu'il les avait toujours

(1) Ce corps était composé des échevins qui avaient été en fonctions les deux années précédentes et de quarante-deux nobles ou bourgeois des plus notables, choisis au nombre de six, dans chacune des sept paroisses de la ville, par le grand bailli et les échevins de l'année courante. Le registre des délibérations de la *collace, dagboek der gentsche collatie,* est conservé aux Archives du royaume.

plus aimés que les habitants de ses autres villes. Il leur représenta toutes les dépenses auxquelles il avait été soumis pour le bien et pour l'honneur du pays, l'épuisement de ses ressources et la nécessité d'y pourvoir en ménageant le pauvre peuple. Il ajouta qu'un impôt sur le sel lui paraissait le meilleur moyen d'atteindre ce but et finit par demander avec instance qu'un droit de trois sous fût établi sur chaque mesure de cette substance pendant douze années. Le duc s'engageait, moyennant cette taxe, à supprimer toutes les subventions qui lui avaient été accordées jusque là. La réponse des bourgeois fut un simple et laconique refus.

Philippe irrité quitta la ville et, pendant longtemps, n'y reparut plus. Mais, trois ans plus tard, surgirent de nouveaux et plus graves dissentiments. Au mois de novembre 1301, Philippe le Bel avait supprimé à Gand l'organisation du fameux échevinat connu dans l'histoire sous le nom des *Trente-Neuf* (1). Des mains de l'aristocratie urbaine le statut du roi Philippe avait fait passer, par des modifications successives, l'administration de la commune dans celles des métiers. Des vingt-six échevins, dix avaient fini par être pris invariablement

(1) Cette organisation remontait à l'an 1228, sous la comtesse Jeanne.

dans les cinquante-deux petits métiers et dix dans celui des tisserands. Des dix premiers trois appartenaient toujours aux métiers des bouchers, des boulangers et des brasseurs, deux au métier des bateliers. Le duc déclara ces innovations destructives du statut de 1301, et fit connaître sa volonté de n'y plus souscrire à l'avenir. Malgré cette déclaration, la loi (1) fut renouvelée, le 17 août 1449, conformément à la coutume établie. Le duc ayant voulu faire annuler ces élections et la commune s'y étant refusée, il retira son bailli et ses autres officiers de leurs sièges. Il convoqua ensuite à Malines les trois états de Flandre, prélats, nobles et bonnes villes, Gand excepté. Dans cette réunion tenue le 26 janvier 1450, il fut résolu que des députés des trois états se rendraient à Gand, afin de s'entendre avec la commune sur des moyens d'accommodement. L'annulation de la dernière élection fut décidée dans cette seconde assemblée qui eut lieu le 4 mars, après que le duc eut consenti à ce que l'on se conformât aux usages reçus, en ce qui concernait la représentation des tisserands et des petits métiers dans le corps échevinal. La nouvelle élection se fit

(1) C'est-à-dire les échevins. L'échevinage créait proprement une *ville franche,* une ville à la loi, *stede van wet,* comme on disait en Flandre.

le 10 mars. Le duc s'applaudit de ce résultat comme d'un premier succès et n'en fut que plus enclin à poursuivre la lutte contre la commune. Mais à tous les griefs qu'il suscitait les Gantois n'opposaient qu'une seule réponse : « Nous voulons conserver tous nos droits, tous nos privilèges, toutes nos libertés. »

Dans les premiers jours de juin 1451, quatre bourgeois du parti bourguignon, Pierre Tincke, Louis d'Hamere, Éloi Coolbrant et Liévin Wicke, se présentèrent aux magistrats de la commune comme délégués par le duc pour exposer ses plaintes et défendre sa cause devant leurs concitoyens. Les lettres qui leur conféraient cette mission faisaient peser la responsabilité de l'absence prolongée de Philippe sur deux anciens échevins, David Sersanders et Liévin Sneevoet, ainsi que sur le grand doyen nommé aux élections récemment annulées, Liévin de Potter. On refusa d'entendre ces députés et ils auraient couru le risque d'être mis en prison, s'ils n'avaient été protégés par un sauf-conduit. Le duc était en ce moment à Termonde. Les Gantois lui envoyèrent une députation à laquelle il répondit, en flamand, qu'il ne rentrerait point à Gand aussi longtemps qu'il serait exposé à y rencontrer Sersanders, de Potter et Sneevoet. Le 26 juillet, il cita directement devant son conseil les trois

personnages incriminés et, avec eux, tous les échevins de la keure (1) de l'année précédente. Ceux-ci crient à l'illégalité, déclarent que les échevins des autres membres de Flandre sont seuls compétents pour statuer sur leur gestion et refusent de comparaître. Trois citations successives leur sont adressées inutilement. Enfin, le 3 août, messire Colard de Commines, souverain bailli de Flandre, et Gérard de Ghistelles, haut bailli de Gand, arrivent en cette ville où les échevins sont réunis pour délibérer sur la gravité de la situation. Après avoir donné lecture de leurs lettres de créance, ils annoncent que le duc pardonne aux anciens échevins de la keure et se borne à exiger que Sersanders, de Potter et Sneevoet viennent s'excuser en sa présence. Ils promettent d'ailleurs sur leur foi de chevalier que le prince sera satisfait par cette démarche.

Aucune hésitation n'était plus possible. Sersanders, de Potter et Sneevoet, après avoir protesté contre la violation des privilèges de la commune, quittent Gand et se dirigent vers Termonde, accompagnés des échevins et des doyens. A Termonde, on les fait attendre long-

(1) On distinguait à Gand les *échevins de la keure,* qui avaient l'administration proprement dite, et les *échevins des parchons,* qui avaient la connaissance des *formortures* (droits sur les successions), et *se entremettoient de appaiser tant seulement,* dit le statut.

temps et ils ne sont admis en présence du duc que comme des suppliants, tête et pieds nus. C'est dans cette posture qu'ils s'entendent condamner à quitter la Flandre dans le délai de trois jours, frappés d'une sentence de bannissement, l'un pour vingt ans, l'autre pour quinze, le troisième pour dix ans. Des sergents d'armes avaient l'ordre de les emmener et de faire exécuter la sentence sans retard.

Le lendemain matin, le duc s'éloigna de Termonde et se retira à Bruxelles. Les sires de Commines et de Ghistelles s'éloignèrent aussi, n'osant point retourner à Gand. Dans cette dernière ville, il n'y eut qu'un cri d'indignation et de colère quand on sut ce qui venait de se passer à Termonde. Le mécontentement allait croissant chaque jour et l'on trouva, près de l'hôtel des échevins, des lettres où l'on invoquait, comme un libérateur, un autre Jacques d'Artevelde. Le 13 août, Pierre Tincke, Louis d'Hamere et d'autres partisans du duc essayèrent d'opérer une diversion en sa faveur en faisant un appel public à la paix et à une réconciliation avec le duc Philippe. Mais les tisserands accoururent, saisirent les agitateurs et les enfermèrent au châtelet (1) comme

(1) Ancienne prison située sur le marché aux grains et appelée par corruption le *Sausselet*.

coupables d'avoir excité des troubles dans la ville. Le 28 octobre, les métiers se réunissent sous leurs bannières et déclarent qu'ils ne déposeront les armes que quand on aura fait justice des prisonniers. Enfin, le 11 novembre, un échafaud s'élève sur l'*Hooftbrugge* (1) et, par ordonnance des deux grands doyens et du peuple, Pierre Tincke et Louis d'Hamere y subissent le dernier supplice.

Tous les travaux avaient cessé; la cloche, qui chaque jour en donnait le signal, ne se faisait plus entendre; les bannières des métiers restaient déployées sur la place du marché. Le 15 novembre, les trois membres de la commune, invoquant leurs privilèges qui avaient prévu le cas où quinze jours se passeraient sans que le prince amendât la faute de son bailli, nommèrent Liévin Willemets justicier *(rechter ende justicier)* de la ville de Gand. Celui-ci fut remplacé, le 25, par Liévin Boone qui appartenait au métier des maçons. Ce jour là même, les doyens et les échevins des deux bancs adressèrent au duc de Bourgogne une longue lettre de justification. On voit avec peine percer dans ce document une certaine propension à recourir à la suzeraineté de la France et à introduire ainsi l'étranger dans la gestion des affaires du pays.

(1) C'était là que se faisaient les exécutions criminelles.

Une tentative de conciliation qu'on ne saurait assez louer fut tentée en ce moment par des personnages éminents des trois ordres de la Flandre. Les abbés de Saint-Pierre, de Saint-Bavon, de Baudeloo, de Ninove, de Grammont et de Tronchiennes; les sires de Praet, d'Escornay, de Boulers; des députés de plusieurs châtellenies, se rendirent auprès du duc de Bourgogne pour l'engager à écouter les plaintes des Gantois. Le duc accueillit leurs prières et permit aux trois bannis de se rendre à Gand pour engager leurs concitoyens à la paix. Il est triste de dire que ceux-ci rejetèrent immédiatement les propositions ducales et que les proscrits durent reprendre le chemin de l'exil, après avoir eu à peine le temps de s'asseoir quelques moments au foyer domestique.

Les progrès de l'anarchie au sein de cette population industrielle devenaient alarmants. Le 3 décembre, on élut capitaines *(hooftmannen)* trois hommes peu respectés, Liévin Boone, Jacques Willacq et Evrard Van Bottelaere; on leur adjoignit un conseil composé de six personnes dont on éleva l'autorité au-dessus de celle des échevins. En même temps, on ouvrit une enquête contre d'anciens magistrats accusés de fraude et d'exactions. Déjà se manifestait l'intention de recourir aux armes; on tenta même, mais sans succès, une expédition sur Biervliet.

Le duc, de son côté, ne restait pas inactif. Le 15 mars 1452, il fit lire en séance publique, à l'hôtel de ville de Bruxelles, par l'amman de cette ville, une condamnation solennelle des méfaits qu'il reprochait à la commune de Gand. Après avoir déclaré les Gantois indignes de toute indulgence, il défendait de leur vendre du blé et voulait que tous ceux dont on pourrait s'emparer fussent jetés en prison. En même temps, il conférait au sire de la Vère le commandement de l'Écluse et au sire de Lalaing celui d'Audenarde.

Huit jours après la déclaration du duc, les capitaines, échevins et conseillers de Gand écrivirent aux villes de Termonde, d'Alost, de Ninove, de Grammont, d'Audenarde et de Courtrai, pour exposer leurs griefs et réclamer du secours contre les dangers dont ils étaient menacés. Ninove seule annonça l'intention de fermer ses portes aux hommes d'armes bourguignons ; les autres protestèrent de leur neutralité. Bruges, à qui les mêmes lettres avaient été adressées, repoussa toute solidarité avec les Gantois et reconnut n'avoir qu'à se louer des bienfaits du prince.

Le 31 mars, le duc publia à Bruxelles un manifeste très étendu où, après avoir repris à l'origine et exposé longuement les motifs de plainte que lui avaient donnés les Gantois, il

faisait connaître sa volonté bien arrêtée d'user de la force des armes pour réprimer leurs attentats. A la lecture de ce manifeste, tout ce qu'il y avait d'hommes sages à Gand s'émut en présence d'un péril si imminent. Le 4 avril, on porta en procession la châsse de saint Liévin pour obtenir du ciel le rétablissement de la paix et de la concorde et, le même jour, six abbés et deux chevaliers, accompagnés des mandataires de toutes les villes de la châtellenie de Gand, partirent pour Bruxelles. Ils profitèrent de la solennité du vendredi-saint pour implorer la clémence ducale. Le prieur de la chartreuse de Gand leur servait d'interprète. Philippe accueillit les députés avec douceur, mais témoigna peu de confiance dans la sincérité du repentir des Gantois. Toutefois il se montra disposé à pardonner, comme il avait toujours été prêt à le faire, ajouta-t-il. Il promit ensuite de déléguer des gens de son conseil pour entamer des négociations avec eux après les cérémonies de ce saint temps.

Malheureusement, en ce moment même, le parti anarchique qui dominait à Gand semblait prendre à tâche de justifier les soupçons du prince. Malgré la sainteté du jour, les capitaines de Gand envoyèrent surprendre le château de Gavre qui appartenait au sire de Laval. Ils s'emparèrent, vers le même temps et par le

même moyen, des châteaux de Poucques et de Schendelbeke, aux frontières du Hainaut. Quelque chose de plus grave se tramait entre les trois capitaines gantois et des habitants du dehors. C'était une tentative sur Audenarde où commandait Simon de Lalaing, qui *étoit sage et imaginatif*, dit Chastelain. Ce brave et vigilant chevalier opposa une vive résistance aux assaillants et les rejeta brusquement hors de la ville. L'expédition s'était faite à l'insu de la commune, mais elle crut son honneur intéressé dans l'exécution et proclama sur le champ l'appel aux armes, *wapening*. Au son de la cloche du beffroi, toute la population valide se réunit. Dix-huit à vingt mille combattants, choisis dans toutes les *connétablies*, quittent les murs de Gand, suivis d'une artillerie si nombreuse qu'il n'était pas de roi en Europe, au dire d'un historien (1), qui n'en eût été jaloux. De village en village cette armée va grossissant. Arrivée devant Audenarde, elle se divise en deux corps : l'un campe sur les bords de l'Escaut que l'on réunit par un pont jeté à la hâte; l'autre occupe la route d'Alost. L'artillerie commence à vomir sur la malheureuse ville ses projectiles incendiaires. Simon de Lalaing résiste aux assiégeants avec toute l'énergie que

(1) M. Kervyn de Lettenhove.

lui permet l'exiguité des moyens dont il dispose. Par ses ordres, les faubourgs ont été brûlés et la flamme de l'incendie est aperçue de plus de quatre lieues à la ronde. Dans les rues, on a placé de grandes cuves d'eau où l'on jette avec des pelles les boulets rougis au feu des bombardes gantoises.

Le samedi matin, 15 avril, un messager du sire de Lalaing, qui avait réussi non sans peine à traverser l'armée des assiégeants, arriva à Bruxelles. Le duc comprit toute la gravité de la situation et expédia sur le champ au comte d'Étampes, capitaine et lieutenant général de Picardie, l'ordre de se porter en avant avec les milices picardes et bourguignonnes campées à Seclin. Aussitôt après, il monta à cheval et arriva le soir même à Ath, plein d'agitation et d'inquiétude. En passant à Enghien, il avait appris que six cents paysans de Sotteghem venaient de s'emparer de Grammont et y attendaient des renforts qu'un des leurs était allé réclamer à Gand. Le duc n'avait avec lui qu'un petit nombre d'hommes d'armes; il détacha toutefois de sa suite trois cents archers, sous la conduite de Jean de Croy, pour reprendre la ville. Les Flamands se défendirent à outrance et périrent jusqu'au dernier en répétant leur cri de guerre : *Flandre et Gand!* Jean de Croy entra dans la place, suivi de ses archers criant :

Ville gagnée, tuez tout! Grammont fut livré au pillage, ses habitants, prêtres, vieillards même, emmenés en captivité ou massacrés sans ménagement, s'ils faisaient la moindre résistance. Le pillage dura deux heures. Rien ne fut épargné, ni les cloîtres, ni la fameuse abbaye de Saint-Adrien. Le butin, chargé sur des chariots, fut transporté à Lessines.

Cependant le comte d'Étampes s'était mis en marche à la tête d'un corps de deux à trois mille hommes. Arrivés au pont d'Espierre (1) que les Gantois avaient fortifié pour défendre le passage de l'Escaut, les Picards se jetèrent aussitôt à l'eau pour forcer les retranchements. Ils étaient guidés par Jacques de Lalaing qui avait voulu faire partie de l'expédition pour être le premier à secourir son oncle Simon. Les Gantois, inférieurs en nombre, se réfugièrent dans l'église du village, qui fut emportée de vive force. Le comte d'Etampes poursuivit sa marche vers Helchin (2), où il reçut des lettres du duc qui l'engageait à rejoindre le gros de l'armée à Grammont. Le comte réunit son conseil. Celui-ci fut d'avis qu'on était trop près de l'ennemi pour se retirer sans combattre. Deux émissaires réussirent à traverser

(1) Espierre, sur la rive gauche de l'Escaut, à trois lieues S. de Courtrai.

(2) Helchin, une demi-lieue plus bas.

l'Escaut à la nage et prévinrent Simon de Lalaing de la tentative qu'on allait faire pour le délivrer. Le lendemain, 23 avril, on se mit en mouvement dès l'aube du jour. Jacques de Lalaing faisait partie de l'avant-garde. Il avisa un endroit assez mal retranché qu'occupait une troupe de milices gantoises et s'y précipita avec quelques autres chevaliers. Ils y soutinrent une lutte périlleuse, mêlée de mille incidents héroïques, jusqu'au moment où le comte d'Étampes parut avec le reste de ses forces. Les Flamands moins nombreux se replièrent vers Gand sans être poursuivis. Mais le duc eut vent de la chose à Grammont et fit aussitôt monter ses gens à cheval pour couper la retraite aux Gantois. Le comte de Saint-Pol et Jean de Croy s'étaient armés des premiers; ils galoppèrent jusqu'à Merelbeek, près des *maladreries* de Gand. Là, à l'endroit appelé *Draieboom*, sur le tertre d'un moulin, sept ou huit cents tisserands s'étaient ralliés, à l'ombre de la bannière de Notre-Dame, pour protéger la retraite de leurs concitoyens. On admira le courage avec lequel le porte-étendard de Gand, Corneille Sneyssene, défendit son drapeau. Quoique blessé, il continuait le combat, agitant de la main gauche l'étendard qu'il avait en sa garde et que les lances ennemies avaient mis en lambeaux. Un coup de hache lui brisa la jambe

droite. Il s'appuya sur la hampe et persista à combattre. Un second coup lui cassa l'autre jambe : il tomba à genoux et refusa de se rendre. Un chevalier lui abattit la main qui tenait l'étendard : il le saisit dans la jointure du bras qu'il replia sur sa poitrine, agitant toujours son épée. Le Cynégire gantois vendit ainsi chèrement sa vie et tomba enfin au milieu des morts.

En ce moment, la ville de Gand était en proie à l'un de ces brusques revirements si communs dans la vie des peuples livrés aux orages des révolutions. Une accusation de trahison venait de s'élever contre les capitaines gantois, et la hache du bourreau était suspendue sur la tête de ces hommes qui l'avaient rougie du sang de leurs ennemis. Arrêtés le 25 avril, peu d'heures après le combat de Merelbeek, ils périrent cinq jours plus tard. On procéda ensuite à une revue de tous les habitants en état de porter les armes et on élut de nouveaux capitaines, parmi lesquels on distinguait Guillaume de Vaernewyck, d'une des plus anciennes familles de la ville. Cette élection rétablit le calme dans les esprits et donna aux courages une nouvelle énergie. Une attaque dirigée contre la porte de Saint-Pierre fut repoussée, et bientôt on apprit que les chaperons blancs venaient d'enlever à l'ennemi Deynze et le château de Peteghem.

Le duc de Bourgogne et le comte de Charolais occupaient Termonde. Le duc y avait fait jeter un pont fortifié sur l'Escaut, ce qui permettait aux Bourguignons de se porter à leur gré sur la rive gauche du fleuve. Ces expéditions, nocturnes le plus souvent, eurent peu de succès. Le 18 mai 1452, jour de l'Ascension, les sires de Lannoy et de Humières passèrent l'Escaut avec quelques chevaliers et une forte troupe d'archers. Jacques de Lalaing, qui ne manquait jamais une occasion de combattre, les accompagnait. Ils s'avancèrent jusqu'à Lokeren et les archers se répandirent dans les maisons pour piller. Quelques paysans se réfugièrent dans le clocher de l'église, qui était « moult belle (1), » et s'y défendirent. Les chevaliers suivirent leur route, poursuivant une petite compagnie de Gantois qui s'enfuyaient du village. Cependant de clocher en clocher le tocsin avait sonné et averti les habitants. Ils se rassemblèrent et, passant derrière des haies, traversant les canaux, suivant les digues, ils arrivèrent, au nombre de plus de trois mille, à Lokeren, s'emparèrent du pont de planches jeté sur la Durme, fermèrent ainsi le chemin du retour aux gens du duc et commencèrent à tomber sur les archers. Les chevaliers revin-

(1) Chastelain.

rent et se trouvèrent dans le plus grand péril. Déjà le porte-étendard avait abandonné la bannière ducale. Jacques de Lalaing ne s'effraya de rien : il se jeta tout au travers des longues piques et se mit en devoir de rallier ses gens. Il courait d'un lieu à l'autre pour les ranger et leur donner courage. Les archers reprirent cœur. Afin d'être plus alertes, ils dépouillèrent leurs jaques pour combattre en pourpoints; mais il fallait trouver le moyen de se retirer. Jacques de Lalaing essaya de passer la rivière à gué et la traversa en effet à plusieurs reprises, toujours revenant pour sauver ceux qui restaient en arrière et protéger leur passage. Il avait déjà eu cinq chevaux tués sous lui, quand il s'aperçut que son frère Philippe était encore parmi les ennemis; il traversa de nouveau la rivière et s'en alla le délivrer, suivi de quelques-uns des siens. Au retour le duc fit un grand accueil à ce vaillant homme. Il convia tous ses chevaliers à partager son repas dans le boulevard du pont et fit asseoir au-dessus de lui Jacques de Lalaing. C'était, disait-il, pour se conformer aux bonnes et anciennes coutumes qui voulaient qu'on honorât ainsi le meilleur chevalier de la journée.

Pendant que ceci se passait, le comte d'Étampes opérait avec ses forces au sud de Gand. Il s'était dirigé d'Audenarde vers Har-

lebeke pour faire lever le siège du château d'Ingelmunster bloqué par les Gantois. Il y réussit et poursuivit sa marche sur Nevele, gros bourg fortifié et entouré de fossés. Les Gantois se retirèrent devant l'ennemi et attirèrent après eux la chevalerie bourguignonne. Mais bientôt des renforts considérables arrivent de Gand, en même temps que quatre ou cinq cents paysans avertis par le son du tocsin et poussant de grands cris. Le sire de Hérinnes, qui occupait le bourg, les entend et marche résolument à leur rencontre. Les Flamands le repoussent avec perte jusqu'au pont et s'emparent de la place. Hérinnes lui-même et avec lui plusieurs chevaliers de la Bourgogne, du Dauphiné et de la Picardie, tombent sous les coups de ces intrépides laboureurs. Le comte d'Étampes alors prend une résolution suprême et fait mettre pied à terre à ses gens ; il parvient ainsi à forcer l'entrée du bourg. Tous les Gantois qui s'y trouvaient furent massacrés impitoyablement. Le comte y fit ensuite mettre le feu et ordonna la retraite. Celle-ci ne s'accomplit pas sans peine et sans danger. Les villageois avaient embarrassé la route par des arbres abattus et la marche devenait, à chaque pas, plus difficile et plus désordonnée. Ce fut bien pis encore lorsque le capitaine du château de Poucques assaillit l'arrière-garde avec sept

ou huit cents combattants. L'alarme gagna le corps principal et ce ne fut qu'au prix des plus grands efforts que les chevaliers parvinrent à rallier leurs hommes d'armes autour de l'étendard du comte d'Étampes. Celui-ci, épuisé de fatigue et de privations, n'atteignit Harlebeke qu'au milieu de la nuit, après avoir vu tomber plusieurs des siens sous les traits de l'ennemi.

Cette guerre n'était pas restée sans retentissement au dehors. Les Gantois ne comptaient pas seulement des alliés secrets dans la plupart des villes de Flandre inquiètes pour leurs privilèges, mais ils provoquaient les sympathies des autres cités de la Belgique par le sentiment des mêmes intérêts et des mêmes périls. Ils entretenaient des relations suivies avec les Liégeois; Tournai les favorisait également et, pendant toute la guerre, ils respectèrent les biens des habitants de cette ville. Les échevins de Gand écrivaient à ceux de Dordrecht comme à des amis dont l'appui leur était assuré, et Simon Uutenhove fut arrêté près de Biervliet par les Bourguignons et décapité pour avoir été trouvé porteur d'un message de la cité de Gand destiné à « séduire et à eux attraire ceux de Hollande. »

Le 24 mai 1452, les échevins et les doyens des métiers s'adressèrent par lettres au roi Charles VII pour réclamer son intervention

entre eux et le duc de Bourgogne. « Vous êtes, lui disaient-ils, comme notre souverain seigneur, gardien et conservateur de notre droit et de nos privilèges, franchises et libertés. » Deux jours plus tard, six mille Gantois sortaient de leur ville et se dirigeaient vers Bruges où ils allaient rappeler à leurs anciens alliés les intérêts de la patrie commune et leur montrer, en arrivant en si grand nombre, un appui ou une menace pour l'avenir, suivant la décision que ceux-ci auraient prise. Parvenus à Merbrugge, près du Beverhoutsveld, ils apprirent que Louis de la Gruuthuse, gouverneur de la ville, et Pierre Bladelin, seigneur de Middelbourg, avaient fait fermer les portes de la cité brugeoise. Les Gantois, à cette nouvelle, envoyèrent leurs trompettes à la porte Sainte-Catherine, avec des lettres où ils invitaient les métiers à une alliance fraternelle. Louis de la Gruuthuse et Pierre Bladelin allèrent alors trouver les Gantois, leur dirent qu'une députation de marchands étrangers résidant à Bruges venait de partir pour Gand avec la mission de travailler à l'arrangement des difficultés, et firent si bien qu'il les décidèrent à reprendre le chemin de leur ville.

La députation dont il s'agit ici était composée de marchands espagnols, portugais, écossais et italiens. Ils furent reçus à Gand au sein de la

collace et y représentèrent vivement l'état alarmant où se trouvait le commerce de la Flandre. « Ce comté, qui estoit en grande renommée et réputation par tout le monde, estoit, disaient-ils, en adventure et en hasard que les marchands n'y conversassent plus et que tout le pays fust destruit. » La médiation des *nations* fut acceptée par les Gantois et on chargea quatre religieux, l'abbé de Tronchiennes, le prieur des chartreux, le prieur de Saint-Bavon et un moine de la même abbaye, Baudouin de Fosseux, dont la sœur avait épousé Jean de Montmorency, grand chambellan de France, de joindre leurs efforts à ceux des médiateurs. Ils trouvèrent le duc à Termonde. Le prieur des chartreux parla le premier ; puis l'un des marchands lut une cédule où ils exposaient respectueusement l'objet de leur demande. Cette lecture entendue, le duc convoqua son conseil pour délibérer sur leur demande. Les députés furent rappelés ensuite et le chancelier de Bourgogne, Nicolas Raulin, récapitula de nouveau en leur présence tous les griefs à la charge des Gantois. Le duc prit ensuite la parole et déclara qu'il ne pouvait plus être question de trêve aussi longtemps que les Gantois n'auraient pas déposé les capitaines qui les gouvernaient. Il ajouta que, si l'on faisait cela, on le trouverait toujours enclin lui aussi

à faire grâce et justice comme par le passé; puis il congédia courtoisement les députés.

Sur ces entrefaites, on apprit en même temps à Gand et à Termonde que des ambassadeurs français étaient arrivés le 11 juin à Saint-Amand. C'étaient Louis de Beaumont, sénéchal de Poitou; Gui Bernard, maître des requêtes et archidiacre de Tours; Jean Dannet, procureur général au Parlement. Leurs instructions, datées de Bourges le 5 juin, leur prescrivaient de prendre pour chef de leur ambassade Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, dont le crédit était tout puissant à la cour du duc de Bourgogne. L'objet de leur mission était double. Ils avaient d'abord à revendiquer la possession des villes de la Somme, que le duc retenait en vertu du traité d'Arras. Cette revendication se fondait sur la raison que la cession n'avait eu lieu que pour protéger les terres du duc et que ce but était atteint par la conquête postérieure de la Normandie (1) et par l'existence des trêves. Les ambassadeurs devaient s'occuper ensuite des différends entre le duc et les Gantois et tâcher de déterminer les deux partis à en remettre la décision au roi, dont les droits de souveraineté sur la Flandre eussent été de

(1) Charles VII avait reconquis cette province sur les Anglais en 1450.

cette façon complètement reconnus. C'était là une politique fort habile assurément, mais aussi fort égoïste.

La nouvelle de l'arrivée des ambassadeurs français précipita le mouvement d'un drame qui ne pouvait plus désormais se dénouer que dans le sang. Le soir du 14 juin 1452, on lut publiquement à Gand les lettres qui annonçaient l'intervention de Charles VII et, le lendemain, le capitaine Jean Devos prit le commandement d'une expédition dirigée contre le Hainaut. Le duc, de son côté, ne perdait point le temps. Dès le 13, le sire de Contay et trois cents hommes d'armes avaient passé l'Escaut, en face de Rupelmonde qui, à cette époque, n'était plus qu'une ruine. Ils se logèrent tant bien que mal dans les débris, n'étant protégés que par quelques couleuvrines. La nuit se passa tranquillement, bien qu'on fût très près de l'ennemi : deux mille Gantois occupaient Tamise et il y en avait quatre mille à Basele. Au point du jour, le comte de Saint-Pol et le sire de Chimai traversèrent le fleuve avec l'avant-garde, composée de mille archers et de trois cents lances, et s'avancèrent aussitôt vers Basele. Les Gantois surpris et chassés de leurs retranchements par les archers se réfugièrent dans l'église et dans une maison fortifiée qui en était voisine. Les Bourguignons les y assiégeaient en désor-

dre, quand ils virent paraître inopinément les Gantois qui occupaient Tamise et qui vinrent se jeter au milieu de cette foule désordonnée. Une sanglante mêlée s'engagea autour de la bannière du comte de Saint-Pol, que Gui de Béthune défendait avec un courage héroïque. Les Bourguignons se rallièrent peu à peu et finirent par prendre le dessus. Le duc, qui avait entendu de l'autre côté de l'Escaut le bruit du combat, s'était jeté sans hésiter dans une nacelle avec le comte de Charolais, le duc de Clèves, qui venait d'arriver à la tête de quinze cents chevaux, et le bâtard de Bourgogne. A mesure que ses hommes d'armes le suivaient sur la rive opposée, il les rangeait lui-même en ordre de bataille. Mais ce renfort était inutile. L'ennemi fuyait et il ne regagna la ville de Gand qu'après une perte de deux mille hommes. Ce succès permit à l'armée bourguignonne d'achever son passage et, le lendemain vers le soir, elle se trouvait toute entière sur la rive gauche.

Le vendredi, 16 juin 1452, de grand matin, l'armée quitta ses tentes au signal donné et vint prendre position dans une vaste plaine entre Rupelmonde et Basele. Tout le monde était à pied par ordre du duc, sauf une centaine de chevaucheurs chargés de surveiller les mouvements de l'ennemi. On comptait en tout

huit à neuf mille combattants et non plus, dit Olivier de la Marche. « Et combien, ajoute ce chroniqueur, que le comte Charles fût jeune et en sa première armée, toutefois il marchoit ou l'épée ou le baston en poing et tenoit gens en ordre et en bataille, et se faisoit redouter et obéir, et montroit bien que le cœur lui disoit et apprenoit qu'il estoit prince né et élevé pour autres conduire et gouverner. »

Il était une heure après-midi quand on annonça l'approche des Gantois. Le duc, usant d'artifice, ordonna à ses gens de se replier devant les assaillants et de les attirer jusqu'auprès du village de Basele où il était posté avec le gros de son armée. Dès que les Gantois furent à portée du trait, les trompettes sonnèrent, on mit le feu aux couleuvrines et les archers, poussant de grands cris, commencèrent à lancer leurs flèches qui allaient pleuvant sur les Gantois. Cette arme était terrible aux milices flamandes; elle rompait leurs rangs et finissait par y ouvrir l'entrée aux hommes d'armes. Mais l'impatience des jeunes chevaliers ne put attendre ce moment. Jacques de Luxembourg s'élança le premier; tout fort qu'était son cheval, il fut abattu à coups de piques « et y eut de grandes armes faites à le secourir et recouvrer. » Le bâtard de Bourgogne suivit cet exemple. Il mit sa lance en arrêt et se fraya

un passage au plus épais de la mêlée. Pendant que les autres s'écartaient, un vilain se retourna et lui envoya sa pique droit au cou. Il n'avait pas de gorgerin : l'arme entra dans la bouche et traversa la tête; le jeune chevalier tomba mort. Les Gantois perdirent un grand nombre d'hommes mais ils sauvèrent leur étendard.

Le lendemain, on vit arriver, remontant l'Escaut, la flotte hollandaise amenant les renforts que le duc avait demandés. Le sire de Lannoy, lieutenant général de Hollande, les commandait. Avec lui était le sire de Brederode à la tête d'un millier de soldats levés à ses propres frais. Le duc s'avança avec eux dans le pays de Waes et atteignit bientôt Waesmunster. Il brûlait tout sur son passage. Cependant de pauvres paysans s'étant présentés à lui en grand nombre et dans une attitude de suppliants, il se laissa toucher et ordonna d'épargner leurs habitations. Les Gantois, eux, se consolaient de leurs pertes à la vue des résultats de l'expédition de Jean Devos. Celui-ci avait repris Grammont, dispersé la garnison d'Ath, brûlé Acren et Lessines, semé la terreur jusqu'aux portes de Mons et recueilli, chemin faisant, un immense butin. Rentré à Gand, Jean Devos fut proclamé *opperhooftman* ou premier capitaine de la ville. C'est à peu près le moment où se forma, de l'appel d'un homme

par connétablie, la célèbre association connue sous le nom de *compagnons de la verte tente.* Ces hommes déterminés avaient choisi pour chef le bâtard de Blanc-Estrain; ils s'étaient promis de partager également le butin et de ne jamais coucher sous un toit tant qu'ils seraient hors de la ville.

Cependant les ambassadeurs français étaient arrivés à Tournai. Le duc, informé de leur arrivée, leur fit écrire qu'il lui était impossible de les recevoir à Termonde et les invita à se rendre à Bruxelles. Ils s'y rendirent en effet, mais refusèrent de traiter avec les conseillers du duc par la raison que les instructions formelles de Charles VII ne leur permettaient de négocier qu'avec le duc lui-même. Au bout de trois jours, ils se dirigèrent vers le camp de Waesmunster. Mais, avant de quitter Tournai, ils avaient expédié, le 15 juin, un héraut chargé de notifier aux Gantois que « le roi les envoyoit par devers monseigneur de Bourgogne, garnis de bonne puissance pour procéder à la pacification des différends et faire cesser les hostilités par voie amiable et de justice, gardant la raison à qui il appartiendra le mieux. » « Nous avons bien voulu vous avertir de ces choses, ajoutaient-ils, afin que vous connoissiez le bon vouloir et affection du roi notre souverain seigneur. » Cette communication fut reçue avec enthousiasme par les Gantois.

Les ambassadeurs trouvèrent à Waesmunster le duc en compagnie de son fils le comte de Charolais, du comte d'Étampes, du sire de Croy et d'autres chevaliers et écuyers. A peine lui eurent-ils exposé l'objet de leur mission qu'il répondit vivement que « ceux de Gand lui avoient fait les plus grands outrages du monde; qu'il étoit besoin d'en faire une telle punition que cela servît d'exemple à tout jamais et que c'étoit son intention pour l'honneur de tous les princes chrétiens. »

Il finit en disant qu'il répondrait plus amplement le lendemain. Ce jour là, 21 juin 1452, le chancelier de Bourgogne, Nicolas Raulin, était présent à l'audience. Il prit la parole et exposa « comment, par les députés des nations étrangères établies à Bruges et des trois membres de Flandre, il y avoit eu des ouvertures de paix; comment ceux de Gand avoient été contents que le comte de Charolois et le comte d'Étampes fussent médiateurs; qu'ainsi monseigneur de Bourgogne remercioit le roi de son bon vouloir et verroit avec satisfaction les ambassadeurs s'employer à apaiser cette guerre à l'amiable avec les princes et les députés susdits. » Les ambassadeurs déclarèrent alors que leur intention était de se rendre à Gand « pour le bien de la besogne. » Le chancelier objecta qu'il n'y aurait honneur ni sûreté pour eux à

y aller. Ils répliquèrent qu'ils étaient obligés par leurs instructions de traiter directement avec les parties et que besogner une telle pacification avec d'autres ne serait pas conforme à l'autorité du roi. Le duc ne se prononça point immédiatement ; il finit cependant par condescendre à ce que les ambassadeurs allassent eux-mèmes à Gand. Tous ces détails sont consignés dans une lettre qu'ils écrivirent au roi le lendemain, et qui est datée de Termonde le 22 juin 1452. Cette lettre se terminait ainsi : « En vérité, sire, ceste matière est bien grande et dangereuse et difficile à manier et est guerre bien dure, car on n'y prend homme à mercy et se brûlent villes et villages et font grands dommages tant d'une part que d'autre ; monseigneur de Bourgogne est fort dur et difficile. »

Les ambassadeurs furent reçus à Gand avec de grands honneurs et une extrême joie. Une députation des échevins et de la bourgeoisie était allée au devant d'eux à une lieue de la ville. Des conférences eurent lieu immédiatement à l'hôtellerie de la Tète d'or, où logeaient le sénéchal de Poitou et ses collègues. Enfin, le dimanche 25 juin, le peuple nomma des députés pour traiter avec les conseillers du duc et à l'intervention des ambassadeurs du roi. Dès le lendemain, une trêve de trois jours était accordée par Philippe. Le 29 juin, le résultat

des premières négociations fut communiqué aux Gantois. On avait cru devoir fixer avant tout les bases des arrangements à intervenir. C'étaient, d'une part, le maintien de l'autorité du duc si longtemps méconnue, de l'autre, la conservation des privilèges de la ville menacés d'une sentence de confiscation; mais, au dessus de tout, le droit d'arbitrage des ambassadeurs du roi, en n'y attachant toutefois d'autre sanction légale que l'amende, dans le cas où les Gantois seraient reconnus coupables de quelque méfait. Cette notification fut mal accueillie à Gand. La commune ne voulut accepter la médiation des ambassadeurs qu'en repoussant leur arbitrage et elle se réserva non seulement ses privilèges et le soin de se justifier des griefs du duc, mais aussi le droit de ratifier toutes les conditions du rétablissement de la paix. L'influence anglaise paraît ne pas avoir été étrangère à cette décision.

Ce jour là même, les Gantois, commandés par un coutelier, s'en vinrent, au nombre de cinq mille, tenter une attaque contre les Bourguignons qui se tenaient à Hulst avec Simon et Jacques de Lalaing. Ils croyaient les surprendre et ils les trouvèrent au contraire tout préparés. Un combat très vif s'engagea et, au milieu de l'affaire, le capitaine d'Assenede qui portait l'étendard de Gand, le jeta à ses pieds

en criant : Bourgogne! Cette trahison répandit la confusion parmi les milices communales qui prirent la fuite jusqu'aux portes de Gand, où Jean Devos fit saisir et décapiter quelques-uns de ces fuyards. Quant au coutelier qui les commandait, il fut fait prisonnier avec plusieurs des siens. On le mena au duc qui le fit mettre à la potence ainsi que tous ses compagnons. Il eût voulu en épargner quelques-uns, mais ils refusèrent toute grâce en disant qu'ils aimaient mieux mourir que de lui crier merci et répétant qu'ils périssaient pour la bonne cause et comme de vrais martyrs (1).

Après cette affaire, le duc avait quitté immédiatement Waesmunster et s'était dirigé avec toute son armée vers les Quatre-Métiers. Les Gantois qui occupaient Axel, avertis de l'approche des Bourguignons, se hâtèrent d'évacuer cette position que ses fossés desséchés ne permettaient pas de défendre. Le duc y entra sans résistance, et abandonna le bourg à l'incendie. Grâce à la terreur, le pays de Waes et les Quatre-Métiers furent soumis au bout de quelques jours. Le duc s'avança alors jusqu'à Everghem et assit son camp au passage du

(1) Ils respondirent qu'ils aimoient mieux à mourir que de lui prier merchy et qu'ils mourroient à bonne querelle et comme martyrs. *Mémoires de Jacques du Clerq.*

Long-Pont, à une petite distance de Gand. Il rasa sans miséricorde tout ce qui se trouvait en dehors de la ville rebelle. Bientôt la disette et la maladie commencèrent à s'y faire sentir, sans lasser la constance des habitants qui avaient tantôt le dessus, tantôt le dessous dans des sorties répétées. Cependant les ambassadeurs français qui étaient restés à Termonde faisaient de nouvelles tentatives de réconciliation. Enfin, le 21 juillet, une suspension d'armes pour six semaines fut accordée par le duc et acceptée par les Gantois.

Philippe licencia aussitôt son armée, se contentant de laisser de fortes garnisons à Audenarde, à Alost, à Termonde et à Biervliet. Des deux côtés, on s'était empressé d'écrire au roi pour le mettre de plus en plus dans ses intérêts. La ville de Lille fut désignée pour être le siège de nouvelles conférences. Le 31 juillet, les Gantois choisirent douze députés pour défendre les intérêts de la cité. Ces députés partirent pour Lille le lendemain avec soixante chevaux; ils étaient assistés de maître Jean de Popincourt, avocat au parlement de Paris, qui devait leur servir de conseil. Le duc arriva lui-même à Lille peu de jours après eux. Les négociations durèrent tout un mois. Le 10 septembre, les députés rentrèrent à Gand et y donnèrent

connaissance de la sentence des ambassadeurs du roi.

Cette sentence portait, sans compter d'autres dispositions non moins rigoureuses, que la porte par où les Gantois étaient sortis pour livrer bataille à leur seigneur serait murée à jamais; que les Gantois seraient tenus de ne jamais porter de chapeaux blancs; que tous les magistrats de la ville, les doyens, les *hooftmans* et deux mille habitants iraient en chemise, à une demi-lieue de Gand, crier merci au duc, dire qu'ils s'étaient mauvaisement et faussement révoltés contre lui, leur seigneur, et qu'ils le priaient de leur pardonner; enfin que, pour les dommages faits au duc par cette rébellion, les dits gens de Gand seraient tenus de payer une somme de deux cent cinquante mille *ridders* d'or.

Comme on le pense bien, cette sentence provoqua un cri universel de réprobation à Gand. On sonna les cloches, on arbora les bannières. C'est la destruction de nos libertés, de nos vieux privilèges, disait-on de toutes parts. Il vaut mieux qu'il ne reste pas pierre sur pierre dans la ville. Nous ne sommes pas encore en si pauvre état qu'on puisse nous faire accepter d'aussi injustes conditions. Et, joignant l'action aux paroles, on reprend les armes, on nomme de nouveaux *hooftmans*. Une troupe nombreuse

sort comme un torrent de la ville, se porte sur les Quatre-Métiers, pénètre dans le bourg de Hulst et, pour le punir de s'être rendu au duc, le livre aux flammes et au pillage.

A ces nouvelles, le duc, malade et irrité, leva de nouvelles troupes. Il appela en Flandre le sire de Beaumont, maréchal de Bourgogne, qui vint se poster à Courtrai. Ce chef, *qui moult savoit et connoissoit de la guerre,* dit Olivier de la Marche, rendit les hostilités plus cruelles encore, s'il était possible. Il faisait pendre sans rémission les prisonniers et chassait devant lui, comme un vil bétail, des troupeaux de femmes et d'enfants. A ces horreurs les Gantois, et plus particulièrement les compagnons de la verte tente opposaient d'autres horreurs. Ils détruisirent Ardembourg, Oostbourg et beaucoup d'autres lieux de la châtellenie de Gand; brûlèrent Grammont, Lessines, avec plusieurs villages du Hainaut et ravagèrent les environs d'Audenarde. De là, passant dans la châtellenie de Courtrai, ils portèrent l'incendie à Harlebeke, à Thielt et à Ingelmunster. C'était un spectacle affreux de voir cette partie de la Flandre en proie aux excès rivaux des deux partis. Depuis Gand jusqu'à Courtrai rien ne resta debout.

Au milieu de ces scènes de désolation, de nouveaux ambassadeurs, porteurs de lettres

signées par le roi de France à Moulins dans le Bourbonnais, le 11 décembre 1452, arrivaient aux frontières de la Belgique. Parvenus à Tournai le 23 janvier 1453, ils dûrent se rendre à Lille où était le duc de Bourgogne et ne purent avoir audience de ce prince que le 5 février. Après trois semaines d'attente, ils reçurent une réponse peu satisfaisante. Les Gantois ne montrèrent pas plus d'empressement et ne répondirent que dans des termes évasifs. Les ambassadeurs, désespérant du succès de leur mission, rentrèrent en France au mois de mai.

Le moment approchait où ce drame lugubre allait se dénouer dans le sang et dans l'humiliation. Le duc avait résolu de tenter un effort suprême et avait réuni de nouvelles forces dans ce dessein. Le 20 juin, il quitta Lille et vint, par Courtrai, mettre le siège devant le château de Schendelbeke avec une armée nombreuse. La garnison, forte seulement de cent quatre hommes, opposa une vive résistance jusqu'au cinquième jour, mais ne put tenir plus longtemps et fut mise à mort avec le gentilhomme qui la commandait. De là, le duc se dirigea par Audenarde et Deynze sur le château de Poucques, bâti à une époque reculée près des bruyères d'Axpoele bien connues dans

notre histoire (1). A l'époque où nous sommes, cette place était devenue l'asile des milices communales qui parcouraient tout le pays depuis Bruges jusqu'à Roulers. Au mois de septembre précédent, le sire de Beaumont avait vainement cherché à s'en emparer.

Les ressources dont disposait le duc de Bourgogne lui permettaient d'espérer un succès plus complet. Sa formidable artillerie avait été placée contre les murailles, quand arriva Jacques de Lalaing venant de l'abbaye d'Eenhame abandonnée par les Gantois et que le duc lui avait ordonné de « faire ardoir et démolir. » Le preux chevalier avait obéi, mais « très énuis et à grand regret, car jamais de feu bouter ne vouloit-il estre consentant. » Aussi « le lendemain matin il alla ouïr trois messes sans bouger et parla à un notable docteur des frères-prescheurs, nommé maistre Guy de Donzy, en confession; car il faisoit conscience du feu qu'il avoit par l'ordonnance du duc fait bouter. » Il visita ensuite les travaux du siège et ce fut là qu'une pierre lancée par une machine de guerre l'atteignit au front et le renversa, lui laissant à peine le temps de joindre les mains et de se recueillir avant la mort.

(1) Par un combat entre Thierri d'Alsace et Guillaume Cliton. Tome I, page 150.

« Par la mort du bon chevalier, dit Chastelain, fut mené grand deuil et grand bruit par tout l'ost du bon duc, Philippe de Bourgogne, lequel, quand il en fut adverti, en pleura moult tendrement. Et n'est point à croire les pleurs et regrets que tous faisoient, car à les voir sembloit chascun avoir perdu son meilleur ami. Et quant à parler de ses vertus, il n'est langue humaine, tant soit facondieuse, qui au long les sust descrire. Il fut chevalier doux, humble, amiable et courtois, large aumosnier et pitoyable. Tout son temps aida les pauvres veuves et orphelins. De Dieu avoit esté doué de cinq dons. Et premièrement c'estoit la fleur des chevaliers; il fut beau comme Pâris le Troyen; il fut pieux comme Énée; il fut sage comme Ulysse le Grec. Quand il se trouvoit en bataille contre ses ennemis, il avoit l'ire d'Hector le Troyen; mais, quand il se voyoit ou sentoit estre au dessus de ses ennemis, jamais on ne trouva homme plus débonnaire ni plus humble. Quand mort le prit, il n'avoit qu'environ trente-deux ans d'asge. » — Le château de Poucques se défendit pendant neuf jours. Contraint de se rendre après une lutte acharnée, le capitaine Jean Goethals partagea avec les siens le sort du capitaine de Schendelbeke. Le vainqueur n'épargna que les prêtres, un lépreux et deux ou trois enfants. C'était l'un de ces derniers

qui avait mis le feu au veuglaire dont le bon chevalier avait été frappé, mais le duc ne le sut qu'après et l'enfant s'était déjà sauvé à Gand.

La bonne contenance des Gantois et les embarras financiers du duc arrêtèrent quelque temps la poursuite des hostilités. L'armée bourguignonne avait regagné Courtrai et le chancelier avait été expédié au pays de Brabant « pour illec recouvrer et faire finance. » Deux parts furent faites de l'or qu'il rapporta : l'une servit à assurer aux troupes ducales le payement d'un mois de solde, l'autre à acheter la trahison du capitaine du château de Gavre, Arnoul van der Speeten, doyen des maçons de la ville de Gand. Les hautes et épaisses murailles de ce château dont il ne reste plus rien aujourd'hui étaient entourées par les eaux profondes de l'Escaut. Il avait été le premier prétexte de la guerre et il allait la voir se terminer sous ses murs.

Le 16 juillet, le duc de Bourgogne vint mettre le siège devant la place. Pendant plusieurs jours, les Gantois entendirent du haut de leurs remparts les détonations de l'artillerie bourguignonne. Les bourgeois ne quittaient plus les armes; toutes les écluses avaient été fermées pour inonder les environs de la ville. L'inquiétude allait croissant quand, le 23 juillet,

à l'aube du jour, le capitaine de Gavre se présenta aux portes de la cité. Il raconta qu'il s'était laissé descendre du sommet des créneaux dans les fossés du château qu'il avait franchis à la nage; qu'il avait traversé ensuite tout le camp bourguignon; que ce camp était à moitié désert, les meilleurs soldats de Philippe l'ayant abandonné faute de payement; que jamais occasion plus favorable ne s'était présentée d'attaquer cet ennemi acharné et de finir la guerre d'un seul coup.

Ces nouvelles se répandent dans la ville comme l'éclair. Le conseil des magistrats et des chefs de guerre s'assemble. Un capitaine anglais, Jean Fox, appuie fortement le conseil de Van der Speeten et le combat est voté avec enthousiasme. Aussitôt la cloche du beffroi appelle toute la population valide aux armes : depuis vingt ans jusqu'à soixante, défense est faite, sous peine de la hart, de se soustraire à cet appel. Les clercs, les religieux s'arment aussi, tant il y a une volonté commune de défendre la ville contre les vengeances du duc de Bourgogne. Les femmes surtout se montrent ardentes à la lutte et ne négligent rien pour communiquer cette ardeur à leurs fils et à leurs époux.

Le château de Gavre, abandonné par son capitaine, se rendit le matin même du 23 juillet.

Les gens de la garnison furent pendus jusqu'au dernier. A une heure de l'après-dîner, cette triste exécution était en train de s'achever et beaucoup de Bourguignons assistaient encore à ce spectacle, lorsqu'on vint annoncer au duc l'approche des Gantois. A cette nouvelle, il fit sonner l'alarme dans le camp et tout le monde courut aux armes. Les Gantois s'avançaient en effet, au nombre de trente-cinq à quarante mille, formés en deux corps et résolus de confier leurs destinées aux chances douteuses d'une bataille. Le premier corps, composé des hommes les plus vigoureux et les mieux armés, précédé d'une avant-garde d'archers anglais et de bourgeois à cheval commandés par Jean de Nevele et le bâtard de Blanc-Estrain, se dirigeait rapidement vers Merlebeke et de là vers Vurste par le chemin le plus court qui conduisait à Gavre. L'autre, plus nombreux, fut rejoint à Lemberge par les milices communales accourues du pays de Waes. Sa marche était plus lente, car il amenait avec lui une artillerie considérable. C'étaient des canons dont les métiers avaient payé le prix par des contributions volontaires afin de remplacer les veuglaires perdus au siège d'Audenarde et à la bataille de Basele.

Au moment où l'avant-garde gantoise déboucha des hauteurs de Semmersaeke, elle

aperçut dans la plaine les chevaucheurs bourguignons de Simon de Lalaing. A cette vue, Jean Fox qui se tenait à la tête des archers anglais piqua son cheval de l'éperon et, faisant signe de la main aux Bourguignons : « Je vous amène, dit-il, les Gantois, comme je vous l'avais promis. Conduisez-moi au duc de Bourgogne, car je suis son serviteur et de son parti. » Cette trahison ne fit qu'enflammer le courage des Gantois. Ils se précipitent sur l'ennemi et culbutent tout ce qui se trouve devant eux. Simon de Lalaing entretient cependant le combat et parvient à attirer ses adversaires hors du grand chemin en simulant un mouvement de retraite. Quand les Gantois eurent gagné l'extrémité des bois qui les environnaient, se croyant déjà vainqueurs, ils aperçurent tout à coup l'armée bourguignonne rangée en bataille et occupant une forte position sur les hauteurs de Gavre. Ils purent voir aussi derrière cette formidable armée, à l'ombre des tours du château, les grandes potences où pendaient les cadavres de leurs malheureux concitoyens livrés par un traître à la vengeance du duc de Bourgogne.

L'armée du duc était divisée en trois corps principaux. Elle comptait sous ses bannières un grand nombre de chevaliers illustres accourus de toutes les contrées de l'Europe et, à

côté d'eux, beaucoup de soldats avides et cruels sortis de ces bandes de *condottieri* qu'avaient fait naître les longues guerres de France, d'Angleterre et d'Allemagne. Le duc avait relégué à l'arrière-garde ce qu'il avait avec lui de chevaliers flamands, soit qu'il ne se confiât pas pleinement en eux, soit qu'ils se fussent eux-mêmes éloignés d'une lutte fratricide, obéissant ainsi au souvenir de leur origine et à un sentiment indélébile d'affection entre les fils d'une commune patrie. Philippe parcourait les rangs à cheval, animant les siens à bien faire et leur prédisant une victoire assurée pour le soir, car, disait-il, les Gantois étaient tombés dans le piège qu'il leur avait tendu.

Leur premier corps, en effet, entraîné trop loin à la poursuite des Bourguignons, avait laissé pénétrer la confusion dans son ordre de bataille et s'était mis hors d'état d'appuyer les efforts du gros de l'armée de la commune. Celui-ci était arrivé de Lemberge et il se déployait sur un terrain plus favorable, entre Gavre, Vurste et Baeyghem. Thierri de Schoonbrouck, Jacques Meussone et d'autres chefs prudents et intrépides le commandaient. En voyant cette forêt de piques au milieu d'une enceinte de chariots, on pouvait s'attendre à une résistance longue et sanglante.

L'avant-garde du maréchal de Bourgogne

s'approchant donna le signal du combat. La voyant ébranlée par le feu des bombardes flamandes, les archers s'avancèrent pour la soutenir et une lutte terrible s'engagea. Trois fois les chevaliers bourguignons suivant de près les archers tentèrent de rompre les rangs des Gantois, trois fois ils furent repoussés. Dans cette tentative, Olivier de Lannoy, Jean de Poligny, d'autres nobles combattants mordirent la poussière. Après deux heures d'une mêlée sanglante, les assaillants reculaient, quand une explosion effroyable retentit au sein de la masse compacte que formaient les Gantois. Une mêche enflammée avait touché leurs tonneaux de poudre. Mathieu Van de Kerckhove qui commandait l'artillerie avait été le premier atteint. Du milieu d'un nuage de fumée on l'entendit crier : « Fuyez! fuyez! » Ce cri qui se mêle à ceux des mourants et des blessés, la confusion que les ravages de l'explosion répandent parmi les milices communales, la destruction de leurs machines de guerre, tout cela ébranle la résolution des Gantois : ils lâchent pied et reculent en désordre. Philippe s'en aperçoit; il se porte en avant avec le comte de Charolais et Jacques de Luxembourg, criant : « Notre Dame et Bourgogne! » A sa voix toutes les bannières se sont inclinées et le suivent à travers la plaine déjà jonchée de cadavres.

Les Bourguignons, s'avançant rapidement vers Semmersaeke, avaient rejeté l'aile droite de l'ennemi dans les fondrières boisées qui s'étendent au nord de Gavre ; ils l'avaient séparée de l'aile gauche resserrée entre les eaux profondes de l'Escaut et la ligne mobile de leurs archers. La situation des Gantois devenait à chaque moment plus affreuse. Quelques-uns réussirent à traverser l'Escaut à la nage, mais la plupart de ceux qui l'essayèrent trouvèrent la mort dans les flots. Il n'y avait qu'une ressource : arrêter par une résistance désespérée la poursuite des vainqueurs et laisser ainsi le temps de fermer les portes de Gand et d'empêcher les Bourguignons d'y entrer pêle-mêle avec les vaincus. Ce dévouement se rencontra chez un millier de Gantois parmi lesquels on comptait des échevins, des *hooftmans* et d'autres magistrats populaires. Ce corps d'élite tint bon seul contre toute l'armée du duc. Le canon ne put ébranler ces braves gens; plusieurs fois leurs bonnes lances forcèrent à la retraite les chevaliers bardés de fer. Mais une dernière attaque ouvrit leurs rangs éclaircis et ces hommes héroïques couvrirent de leurs cadavres le sol où, vivants, ils avaient si vaillamment combattu. Les Bourguignons eux-mêmes admirèrent ces courages indomptés. « Se combattoient, dit Olivier de la

Marche présent à la bataille, se combattoient et defendoient Gantois moult vaillamment et moult navrèrent et blessèrent de gens et de chevaux. Et certes tel Gantois, vilain et de petit estat, fit ce jour tant d'armes, tant de vaillance et d'outrage, que, si je susse nommer, je m'acquitterois de porter honneur à son hardiment. » Le duc voulant regagner le temps perdu demanda quelqu'un pour le conduire, par le plus court chemin, vers la cité rebelle. Un guide se présenta. On le suivit longtemps et, au moment où il croyait enfin toucher au but, le duc se retrouva devant les tours de Gavre. « Comment, s'écria-t-il, j'entendois que l'on me menât à Gand et voici mon logis! » Le guide avait disparu.

Seize a vingt mille Gantois succombèrent à la bataille de Gavre. Dans ce nombre on comptait huit échevins et deux cents ecclésiastiques ou religieux. Il n'y avait point de famille qui n'eût été frappée, point de maison qui n'eût son deuil. Femmes, vieillards, enfants parcouraient les rues en sanglotant et en poussant des cris de désespoir. L'Escaut roulait les cadavres jusque dans la ville. Le duc lui-même sentit pour la première fois, dit un contemporain, la pitié envers les Gantois pénétrer dans son cœur. Dès le soir de la bataille, il réunit son conseil et déclara que son intention

était d'offrir aux vaincus les mêmes conditions de paix qu'il avait proposées à leurs députés aux conférences de Lille. Des lettres rédigées en ce sens furent remises le lendemain au roi d'armes de Flandre et cet officier se dirigea en grand appareil, escorté des coureurs de l'armée, vers les portes de la ville. Toutes les troupes suivaient en bon ordre, trompettes sonnant et bannières déployées. Les lettres ayant été lues respectueusement devant le peuple réuni, quelques bourgeois notables allèrent trouver le duc, le priant de leur accorder un peu de répit et lui promettant qu'avant trois jours la ville serait mise à sa volonté. Il y consentit. En retournant à Gavre, il vit les femmes de Gand cherchant à reconnaître leurs frères, leurs maris, leurs enfants parmi les cadavres et faisant repêcher les corps qui flottaient sur l'eau. « Ne me parlez plus de ma victoire, s'écria-t-il à cet aspect : tous ceux qui ont péri là étoient mon peuple. » Il ordonna que nul ne fût assez hardi pour troubler ces malheureuses femmes et qu'on les laissât ensevelir leurs morts.

Le 27 juillet, une députation de la ville apporta solennellement au duc les propositions de la paix qu'il avait dictées lui même. Les Gantois s'engageaient à livrer au duc leurs bannières pour en faire à sa volonté, à lui

demander pardon à genoux et en chemise, à lui payer deux cent mille ridders à titre d'amende et cinquante mille pour la restauration des églises détruites, pour des fondations pieuses et pour l'érection de croix et de monuments funèbres. Le duc accepta et en fit dresser un instrument public.

Trois jours plus tard, Philippe, accompagné de son fils et des principaux seigneurs de son armée, s'avança jusqu'à Ledeberg, à une demi-lieue de la ville. Il était revêtu de ses armes et montait le même cheval qui, le jour de la bataille de Gavre, avait reçu quatre coups de pique dont on voyait encore les marques. Les archers, l'arc tendu, bordaient le chemin des deux côtés jusqu'aux portes de Gand. Bientôt on vit défiler le triste cortège des Gantois. Le clergé ouvrait la marche ; puis venaient les échevins, les *hooftmans*, les doyens, nu-tête, en chemise, sans autre vêtement que des brayes de toile. Après eux suivaient deux mille bourgeois en robe noire, sans ceinture et nu-pieds aussi. Aussitôt qu'ils purent apercevoir leur seigneur, tout ce peuple se jeta à genoux et cria trois fois merci. Philippe répondit en français qu'il accordait miséricorde. « Soyez-nous dorénavant bons sujets, ajouta-t-il, et nous vous serons bon et loyal seigneur. » On remit les bannières de la ville et des métiers à Toison

d'or qui les enferma dans un sac. Le duc les fit porter, partie à Notre-Dame de Hal, partie à Notre-Dame de Boulogne. Depuis ce jour, dit le dernier historien de la Flandre, dans les fréquents pèlerinages qui se dirigèrent de Gand vers ces sanctuaires vénérés, les souvenirs de la patrie puissante et libre se mêlèrent à toutes les prières, se retrouvèrent dans tous les vœux.

CHAPITRE IV.

DERNIÈRES ANNÉES DU RÈGNE DE PHILIPPE LE BON.

Prise de Constantinople par les Turcs. — Projet de croisade. — Banquet des vœux. — Arrivée du dauphin de France en Belgique. — Inimitié entre lui et le comte de Charolais et entre celui-ci et les Croy. — Derniers efforts pour l'organisation de la croisade. — Mort du roi Charles VII; ingratitude de Louis XI. — Maladie du duc. — Rachat par le roi des villes de la Somme. — Nouvelles discordes et réconciliation entre le duc et son fils. — Nouveaux croisés; leurs exploits. — Disgrâce des Croy. — Le duc fait reconnaître le comte de Charolais pour son héritier. — Ligue du bien public. — Bataille de Montlhéri. — Traité de Conflans. — Louis de Bourbon, évêque de Liège. — Ses dissensions avec les Liégeois. — Alliance entre Louis XI et ces derniers. — Bataille de Montenaeken. — Paix de St-Trond. — Siège de Dinant et sac de cette ville. — Traité d'Oleye. — Mort de Philippe le Bon.

Pendant que le duc de Bourgogne était occupé de la guerre contre les Gantois, un immense évènement était venu jeter la stupeur d'abord, l'inquiétude ensuite dans l'Occident. Le 29 mai 1453, la ville de Constantinople,

depuis longtemps menacée par les Turcs, était tombée en leur pouvoir; l'empereur d'Orient, Constantin Dracosès, s'était enseveli sous les ruines de sa capitale. En apprenant le triomphe de Mahomet II, tous les peuples chrétiens furent saisis d'effroi. On comprit alors tout le péril de la situation. Bien différents des barbares qui avaient renversé l'empire romain et qui finirent par adopter la croyance et les mœurs du peuple vaincu, les Turcs voulaient avant tout faire triompher le Coran. Dès qu'ils furent les maîtres de Constantinople, la religion, les mœurs, le langage, les souvenirs de la Grèce, le nom même de la ville conquise, tout fut détruit, tout fut changé. Sous l'impression de cette grande catastrophe, on croyait déjà voir les Jannissaires renverser les autels chrétiens en Hongrie et en Allemagne; on frémissait à la pensée que l'Italie n'échapperait peut-être point à la domination des infidèles et qu'un jour on pourrait entendre prêcher l'islamisme dans les églises de Rome transformées en mosquées.

L'Occident n'avait semblé jusque là voir qu'avec indifférence les dangers qui menaçaient l'empire grec. Cependant, parmi les princes chrétiens, le duc de Bourgogne était un de ceux qui avaient le moins de reproches à se faire sur ce sujet. On savait que son plus cher

désir avait toujours été de guerroyer contre les infidèles. Seul il avait fait passer des secours en Orient. Avant la guerre contre les Gantois en 1451, il avait envoyé le sire Jean de Croy et le bon chevalier Jacques de Lalaing en ambassade auprès du pape et du roi d'Aragon pour s'entendre avec eux sur les moyens de sauver Constantinople du joug où elle allait passer. Dans le dernier chapitre de la Toison d'or, il avait fait prêcher, pour ainsi dire, la croisade à tous ses chevaliers.

Aussi, dès que le pape Nicolas V le sut libre et en paix, il se hâta d'engager celui qu'on appelait *le grand duc d'Occident* à réparer le mal qu'on aurait dû empêcher et à se réunir avec les rois de la chrétienté dans une guerre contre les Turcs. Une ambassade arriva à Lille de la part du Saint Père et y fut reçue très honorablement. Le duc résolut de donner un éclat exceptionnel à l'entreprise chrétienne dont il voulait être le chef, et s'efforça d'émouvoir d'un zèle pieux les seigneurs et toute la population de ses états. Après avoir tenu plusieurs conseils, il arrêta de profiter, dans ce dessein, d'une des nombreuses fêtes auxquelles donnait occasion, en ce moment, le mariage de son neveu Jean de Clèves avec la fille unique du comte d'Étampes. Les préparatifs de la grande manifestation qu'il méditait durèrent

plus de trois mois. Un secret profond avait été gardé sur tous les détails, pour que l'effet qu'ils devaient produire sur les spectateurs fût plus saisissant.

Le 17 février 1454, un banquet somptueux réunissait à Lille un nombre considérable d'invités. Dans une vaste salle dont la tenture en tapisserie représentait les travaux d'Hercule, on avait dressé trois tables d'inégale grandeur, chargées de décorations riches et variées. Sur la table du duc, on admirait une église avec ses vitraux, ses cloches, son orgue et des chantres dont la voix était accompagnée par cet instrument; une fontaine qui présentait la figure d'un petit enfant jetant de l'eau de roses; un navire avec ses mâts, ses voiles, les matelots grimpant aux cordages et faisant les manœuvres de mer; une prairie plantée de fleurs et d'arbrisseaux avec des rochers de rubis et de saphirs; au milieu, une fontaine représentant saint André ayant sa croix devant lui. Sur les autres tables, on voyait un pâté qui renfermait un concert tout entier de vingt-huit musiciens; le château de Lusignan avec ses fossés et ses tours sur la plus haute desquelles se montrait la fée Mélusine avec sa queue de serpent; un vignoble, au milieu duquel étaient les deux tonneaux du bien et du mal avec leur liqueur douce ou amère; un désert, où un tigre com-

battait un serpent; une forêt des Indes avec d'autres bêtes sauvages; un lac environné de villages et de châteaux, avec une barque qui y voguait. Le buffet resplendissait de vases d'or, d'argent et de cristal. Il était surmonté de deux colonnes. L'une portait une statue de femme, à demi voilée par une draperie blanche où l'on avait tracé des lettres grecques. Un lion vivant était attaché à l'autre colonne par des chaînes de fer. Au dessus on lisait en lettres d'or : « Ne touchez point à ma dame. » Autour de la salle régnaient des échafauds en amphithéâtre pour les simples spectateurs.

Quand chacun fut placé, le service commença. Chaque plat était porté sur un chariot brillant d'or et d'azur qui descendait du plafond. La cloche ayant sonné, les musiciens de l'église et du pâté chantèrent d'une façon très agréable une sorte de *benedicite*. Les intermèdes commencèrent ensuite. C'étaient un sanglier énorme portant un monstre, moitié-homme, moitié-griffon; un cerf blanc, au bois doré, qui chantait avec son conducteur; un dragon de feu qui traversa la salle et une chasse au vol, où deux faucons abattirent un héron. Au milieu de ces divertissements, un rideau de soie verte s'ouvrit et l'histoire de Jason et de la Toison d'or fut jouée en l'honneur de l'ordre institué par le duc. Les taureaux qui jetaient des

flammes, domptés par Jason et attelés à une charrue; le dragon qu'il tuait et dont il semait les dents qui se changeaient en soldats, tout cela parut merveilleusement exécuté.

Mais ce n'était là qu'une préparation. Bientôt on vit s'avancer un géant, coiffé du turban, vêtu d'une longue robe de soie verte et conduisant un éléphant. Une tour s'élevait sur le dos de l'animal et, aux créneaux, on voyait une dame portant un manteau noir sur une robe de satin blanc, la tête couverte d'un voile blanc. Quand cette dame qui paraissait fort éplorée fut devant le duc, elle ordonna au géant de s'arrêter et on l'entendit s'exprimer en ces termes :

Oyez mes plaints, vous tous où je ravise,
Secourez-moi sans me mettre en faintise,
Pleurez mes maux, car je suis Sainte Église,
La vostre mère.
Mise à ruine et à douleur amère
Foullée aux pieds par aspre vitupère.

—

O toy, o toy, noble duc de Bourgogne,
Fils de l'Église et frère à ses enfans,
Entends à moy et pense à ma besogne :
Peins en ton cœur la honte et la vergogne,
Les griefs remords qu'en moy je porte et sens.
Infidèles, par milliers et par cens,
Sont triomphants en leur terre damnée,
Là où jadis souloye estre honorée.

Alors entra Toison d'or précédé d'un grand nombre d'officiers d'armes. Il était accompagné

de deux chevaliers, le sire de Créqui et Simon de Lalaing, qui donnaient la main à Iolande de Bourgogne et à Isabeau de Neufchâteau. Le roi d'armes portait un faisan vivant, orné d'un collier d'or et de pierreries. Il s'inclina devant le duc et lui dit que l'ancienne coutume était d'offrir aux princes et aux seigneurs quelque noble oiseau pour faire un vœu et qu'il venait avec les dames et les chevaliers faire hommage du faisan à sa vaillance. Le duc remit à Toison d'or un parchemin tout préparé; le héraut le déploya et lut ce qui suit :

« Je voue à Dieu mon créateur et à la très glorieuse Vierge sa mère et, en après, aux dames et au faisan que, si le plaisir du roi très chrétien et très victorieux prince est d'entreprendre et exposer son corps pour la défense de la foi chrétienne et pour résister à la damnable entreprise du Grand Turc et des infidèles, alors, si je n'ai loyal empêchement de mon corps, je le servirai en ma personne et de ma puissance, le mieux que Dieu m'en donnera sa grâce. Et si, durant ledit saint voyage, je puis, par quelque voie ou manière que ce soit, savoir que ledit Grand Turc ait volonté d'avoir affaire à moi corps à corps, je, pour la foi chrétienne soutenir, le combattrai, à l'aide de Dieu tout puissant et de sa très douce mère, lesquels j'appelle toujours à mon aide. »

La dame Sainte Eglise, avec une grande joie, répondit au duc :

Dieu soit loué et servi hautement
De toy, mon fils, doyen des pairs de France!
Ton très haut vœu m'est tel enrichiment,
Qu'il me semble que je suis clèrement
De tous mes maux à pleine délivrance.
Partout m'en vais requérir alliance
Et prie à Dieu qu'il te donne la grâce
Que ton désir à son plaisir se face.

—

O vous princes, chevaliers, nobles hommes,
Voyez patron pour hauts faits entreprendre.
Rompez vostre aise, accourcissez vos sommes,
Levez vos mains, tandis que nous y sommes,
Offrez à Dieu ce que luy devez rendre.
Je prends congé, car ci ne puis descendre;
Mais vais tirant la terre chrestienne,
Pour Dieu servir et abréger ma peine.

Elle commença ensuite à faire le tour des tables, recevant l'un après l'autre le vœu de chaque seigneur et de chaque chevalier. Le comte de Charolais, le duc de Clèves, le comte de Saint-Pol, le comte d'Étampes vouèrent successivement d'aller à la croisade. L'empressement était général et l'enthousiasme allait toujours croissant. Le duc fut obligé d'arrêter l'émission des vœux et de faire crier par Toison d'or que les nobles hommes qui voudraient se vouer lui remettraient leurs engagements le lendemain et qu'ils seraient aussi valables que s'ils eussent été pris en sa présence.

La dame Sainte-Eglise s'étant retirée, une autre dame entra au son des instruments et à la clarté des flambeaux; elle était aussi vêtue en religieuse, mais toute blanche. De son épaule gauche descendait un petit rouleau où était écrit en lettres d'or : « Grâce de Dieu; » c'était son nom. Elle était suivie de douze chevaliers vêtus de pourpoints cramoisis, avec des chausses noires et un manteau noir et gris, le tout couvert des plus riches broderies. Les douze chevaliers donnaient la main à autant de dames habillées de satin cramoisi avec une robe de mousseline par dessus et une large frange d'or. C'étaient les douze vertus : Foi, Espérance, Charité, Justice, Raison, Prudence, Tempérance, Force, Vérité, Largesse, Diligence et Vaillance. Madame Grâce-de-Dieu s'avança vers le duc et lui dit :

Grâce-Dieu suis, la divine aumosnière,
Qui des bienfaits de paradis pourvoye
Ferme seurté et espérance entière ;
Miséricorde est dessous ma bannière.
Dieu ne permet nul don que je n'y soye.
Par son plaisir à toy droit ci m'envoye
Pour toy bailler ce bref et au surplus
Toy présenter ces dames de vertus.

Le sire de Créqui donna lecture du message de madame Grâce-de-Dieu. Elle recommandait au duc et à la noble assemblée les nobles vertus de ses compagnes, « lesquelles, si eux et toi

voulez croire et continuellement user de leur conseil, vous viendrez à bonne et victorieuse conclusion de vostre entreprise. » La dame se retira, ses compagnes s'assirent au banquet et la fête se continua dans la bonne chère et les joyeux ébats, jusque vers trois heures après minuit.

Cette fête, moitié profane, moitié religieuse, n'avait pas sans doute l'enthousiasme grave, la dévotion austère qui présidaient aux serments des premiers croisés. Tout prouve cependant que les projets du duc Philippe étaient sincères et que la pensée en avait mûri lentement dans son esprit. Fidèle à sa détermination, il quitta Lille, le 24 mars 1454, pour aller visiter ses états de Bourgogne. De là il se rendit dans les cantons suisses où il reçut un accueil aussi honorable que *si c'eût été l'empereur* en personne; puis il pénétra en Souabe par Constance et eut des entrevues successives avec le comte de Wurtemberg et les ducs de Bavière et d'Autriche. Enfin il vint prendre part à la diète de l'empire réunie en ce moment à Ratisbonne. Un personnage éminent de l'époque, le célèbre Æneas Sylvius, depuis pape sous le nom de Pie II, y assistait aussi. Il rendit dans une lettre ce glorieux témoignage au duc de Bourgogne : « Par dessus tous les princes, il en est un qui me semble digne de tous mes éloges :

c'est Philippe, duc de Bourgogne. Nulle difficulté ne l'a empêché de se rendre à cette réunion convoquée dans l'intérêt commun. Il a renouvelé la promesse d'accompagner lui-même à la guerre sainte l'empereur, le roi de Hongrie ou tout autre prince important qui voudrait se mettre à la tête de l'armée chrétienne. Qui pourrait assez le louer? Nul n'a moins à redouter des Turcs et des infidèles et nul ne se montre aussi zélé pour la croisade. Nul n'est plus riche, ne jouit d'un sort plus heureux dans son âge déjà avancé; et tout cela ne l'arrête pas, car c'est un noble cœur. Il se souvient de son père Jean qui fut fait prisonnier en combattant pour la foi et il brûle du désir de marcher sur les traces de ses ancêtres. »

Le duc reçut, peu de temps après sa rentrée dans ses états, des ambassadeurs du roi de France qui le félicitèrent de son zèle pour la guerre d'Orient, mais en exprimant la crainte que l'entreprise ne fût au dessus de ses forces et de son âge, car il avait alors près de soixante ans. Cette crainte semblait voiler de la défiance et rappelait d'anciennes inquiétudes. Le duc donna audience aux ambassadeurs en présence des députés des états convoqués à cet effet et leur fit répondre par un de ses officiers : « Il sied bien de vous réduire à mémoire que autrefois, sous l'empire d'Alexius, un sien

prédécesseur d'immortelle mémoire, le comte Baudouin de Flandre, par sa vertu et haute emprise, conquit en cas semblable cette noble cité de Constantinople sur les mécréants. S'en doit mon très redouté seigneur avoir le cœur plus net et affecté envers elle pour cause d'icelui son prédécesseur, si glorieux prince, en qui l'injure aujourd'hui faite redonde. »

Après s'être arrêté quelque temps à Bruges, le duc se rendit en Hollande. Ce fut là qu'un légat du pape Callixte III lui apporta, de la part de ce pontife, l'étendard de la guerre sainte, orné d'une croix rouge, en mémoire de la passion du Sauveur. Le pape permettait au duc de Bourgogne, qu'il nommait le bouclier de la foi, de disposer, pour les employer aux frais de la croisade, des revenus de tous les bénéfices vacants dans le monde chrétien. Les apprêts considérables faits par les ordres de Philippe avaient excité une attente générale. Malheureusement de graves obstacles s'opposèrent à l'exécution de ses projets ajournés d'abord et enfin entièrement abandonnés.

Un hôte inattendu vint réclamer, en ce moment, un asile auprès du duc de Bourgogne. C'était le trop célèbre Louis XI, alors dauphin de France et futur successeur de Charles VII. Né à Bourges le 3 juillet 1423, ce prince avait montré de bonne heure du courage, de l'acti-

vité et une grande vigueur de résolution. Mais ses bonnes qualités étaient gâtées par une duplicité raffinée au delà de tout ce qu'on peut dire. Jamais personne n'eut moins d'égard pour la vérité et pour la parole donnée et il se montra souvent aussi dur que perfide. Brouillé avec son père par ses intrigues et par la part qu'il avait prise à la *praguerie* (1), il avait quitté la France sous prétexte d'un pèlerinage à Saint-Claude en Franche-Comté et était arrivé presque fugitif à Bruxelles.

Il y fut reçu avec les plus grandes marques de respect par la duchesse de Bourgogne et la comtesse de Charolais (2). Aussitôt que le duc eut appris son arrivée, il écrivit au roi qu'il avait cru ne pouvoir se dispenser, pour l'honneur de la noble maison de France, de faire au dauphin bon accueil, révérence et plaisir. Il revint à Bruxelles le 15 octobre et assigna à son hôte deux mille couronnes d'or par mois. Il le pria ensuite de choisir pour résidence celui de ses châteaux qui lui plairait le plus. Le dauphin donna la préférence au château de

(1) Cette révolte qui eut lieu en 1440 prit son nom de la ville de Prague, fameuse alors dans toute l'Europe par les désordres dont ses habitants, sectateurs pour la plupart de l'hérésiarque Jean Huss, l'avaient rendue le théâtre.

(2) Isabelle de Bourbon. Son mariage avec le comte de Charolais avait été célébré à Lille le 30 octobre 1454.

Genappe et l'habita presque constamment pendant cinq ans, ne s'en éloignant que pour assister aux fêtes pompeuses de la cour de Bruxelles ou pour accompagner le duc dans des visites aux riches et populeuses cités du pays. Charlotte de Savoie vint rejoindre son mari à Genappe le 10 juillet 1457 et, le 17 juillet 1459, elle lui donna un fils, qui eut le duc de Bourgogne pour parrain. Cet enfant ne vécut que quatre mois et fut enterré dans l'église de Hal où un petit monument rappelle encore sa mémoire. Ce fut à Genappe également que naquit, au mois d'avril 1461, Anne de France laquelle épousa plus tard Pierre de Bourbon, sire de Beaujeu, et gouverna la France avec gloire pendant la minorité de son frère Charles VIII.

Une sourde inimitié ne tarda pas à se former entre le dauphin et le comte de Charolais. Celui-ci dont les allures étaient franches et hautaines n'éprouvait que de l'antipathie pour le caractère perfide et astucieux du prince français. Ces deux hommes, en vivant à proximité l'un de l'autre, apprirent à se haïr mutuellement et cette aversion les suivit jusque sur le trône. Le duc lui-même n'était pas sans souffrir de la fougue indomptable que son fils montrait dès lors. Le comte de Charolais se plaignait de la faveur illimitée dont jouissaient

les Croy. Ce mécontentement, contenu précédemment, éclata enfin au mois de janvier 1457. Il en résulta des scènes domestiques d'une violence extrême. Le comte de Charolais s'était refugié à Termonde. Le duc exigea qu'il se soumît à toutes ses volontés et ne lui rendit son amitié qu'à la condition qu'il se séparerait de deux officiers qui l'avaient encouragé dans cette résistance.

En ce moment, l'expédition du duc de Bourgogne en Orient semblait plus que jamais invariablement arrêtée. L'infatigable orateur de la croisade, celui qui avait passé une partie de sa vie à la prêcher, Æneas Sylvius avait succédé en 1458 à Callixte III sur la chaire de saint Pierre. Le nouveau pontife se hâta de convoquer une assemblée générale à Mantoue pour délibérer sur les moyens d'arrêter les progrès des Ottomans. Lui-même s'y rendit, s'éleva avec force contre l'indifférence des princes et déclara que s'il était abandonné des puissances chrétiennes, il se présenterait seul dans cette lutte glorieuse et mourrait en défendant l'indépendance de l'Europe et de l'Eglise. Le langage de Pie II était plein de religion, et sa religion pleine de patriotisme. Ses paroles firent une vive impression sur l'âme du duc de Bourgogne. Une maladie qui mit les jours de celui-ci en péril et les infirmités de la vieil-

lesse qui s'accroissaient d'année en année lui parurent un avertissement de Dieu de ne pas différer davantage l'accomplissement de son pieux dessein. Au mois de janvier 1460, Antoine Hanneron, depuis prévôt de Bruges, fut chargé d'aller en Allemagne réclamer de l'empereur pour le duc la dignité de vicaire impérial, inséparable à ses yeux de celle de chef de la croisade. L'empereur David de Trébisonde à qui il s'était adressé lui avait promis, en son nom et au nom de plusieurs princes d'Asie, de l'aider à délivrer l'Orient chrétien, et de le placer sur le trône de Jérusalem. Enfin, au mois de mai 1461, on vit arriver à Saint-Omer, où le duc venait de tenir un chapitre de la Toison d'or, des ambassadeurs partis de ces régions reculées. « Voici de nouveaux mages, dirent-ils, venus vers vous dont la puissance brille d'un si grand éclat jusqu'aux rivages de l'Orient. » Philippe reçut avec joie cette ambassade et protesta de son désir d'aller bientôt relever au delà du Bosphore la vieille bannière des Robert et des Godefroid, dont les noms faisaient encore la terreur des infidèles.

Sur ces entrefaites, le roi Charles VII mourut, le 22 juillet 1461, à Mehun-sur-Yèvre, laissant à la France des regrets unanimes et bien mérités. Son successeur s'empressa de signifier cette nouvelle au duc de Bourgogne,

en le priant de l'accompagner à Reims où il devait être sacré. Le duc s'empressa d'aller le rejoindre à Avesnes avec une suite nombreuse et toute vêtue de noir, lui offrit de grandes sommes d'argent pour les premiers besoins de son gouvernement et se mit entièrement à sa disposition. Au sacre, qui fut célébré le 15 août, le duc parut avec tout l'éclat de la cour de Bourgogne. Avant de recevoir l'onction sainte, le roi tira son épée et, la remettant au duc, lui dit qu'il voulait être fait chevalier de la main de son cousin de Bourgogne. Après le sacre, le roi, le duc et toute leur cour se mirent en route pour Paris. A l'entrée du roi, le duc marchait à dix pas derrière lui et attirait tous les regards par sa magnificence. Son manteau noir de velours était orné d'orfèvrerie et garni de gros balais diamants et de grosses perles; une plume brillante de rubis et d'autres pierres précieuses surmontait son chapeau; la bourse qui pendait à sa ceinture semblait toute tissue de pierreries; la selle et le chanfrein de son cheval étaient également d'une richesse éblouissante. A Paris, le duc déploya la même magnificence. Quand il visitait les églises, sa suite n'était jamais moindre de quatre-vingts ou cent chevaliers. Il avait fait apporter à son hôtel d'Artois ses plus belles tapisseries d'Arras, rehaussées de soie, d'argent et d'or. La foule

allait surtout y admirer celle qui représentait l'histoire de Gédéon et qu'il avait fait faire en l'honneur de la Toison d'or; car c'était, disait-il, de ce héros fidèle, et non de Jason qu'il avait pris l'idée de son ordre. Son buffet était une merveille : les gradins en étaient couverts de la plus riche vaisselle qu'il y eut au monde; à chaque coin était une corne de licorne, chose alors presqu'introuvable en France. Il avait fait dresser dans le jardin un pavillon en velours brodé de soie, orné partout de feuilles et d'étincelles d'or, avec les armoiries de toutes ses terres et domaines; il y donna de grandes fêtes et de grands festins.

Le roi n'était pas homme à dépenser ainsi de l'argent en fêtes et en réjouissances. D'ailleurs il était fort occupé et, sans écouter les conseils du duc Philippe, il employait son temps à changer tout ce qu'avait fait son père et particulièrement à renouveler tous ses officiers. Le peuple désirait vivement la diminution des tailles, des gabelles et des autres impôts. Le duc pressait le roi de lui donner cette satisfaction, mais on voyait bien que celui-ci n'avait nulle envie de se laisser conseiller. Tout en se montrant plein d'égards pour son oncle de Bourgogne, il le mettait sans cesse en méfiance et en mécontentement. Philippe dégoûté finit par prendre la résolution de

se retirer. Le roi alors le combla plus que jamais d'honneurs et de caresses. Ce fut le 30 septembre que le duc quitta Paris. Il s'arrêta un jour à Saint-Denis afin d'y faire célébrer un service pour le roi Charles et les rois précédents, ancêtres de la maison de Bourgogne. Il continua ensuite sa route par Compiègne et par les domaines du comte de Saint-Pol qui le reçut et le fêta. Il arriva enfin à Valenciennes en passant par Cambrai.

Au mois de janvier 1462, le duc tomba gravement malade à Bruxelles. Le comte de Charolais, qui était au Quesnoi, accourut en grande hâte auprès de son père et fit ordonner des processions et des prières publiques dans tous les états de sa maison. Il déploya, en cette circonstance, une tendresse filiale vraiment admirable; il veillait son père constamment et il passa quatre nuits sans se coucher. La convalescence fut longue et pénible. Les médecins avaient ordonné que le duc se fît raser la tête et, comme il ne voulait pas être seul, il prescrivit que tous les gens de sa cour et toute la noblesse se fissent aussi couper les cheveux. Il y eut plus de cinq cents gentilshommes qui s'empressèrent de lui obéir. Lorsqu'il fut entièrement guéri, Philippe se rendit lui-même dans les principales villes de Flandre pour remercier les habitants de leurs prières et de

l'affection qu'ils lui avaient montrée. Il y fut reçu avec les plus grandes démonstrations de joie, et l'entrée qu'il fit à Bruges fut *une chose de moult grand triomphe impossible à croire à ceux qui ne l'ont vue.*

Le duc commençait à peine à reprendre la direction des affaires quand on lui annonça que le roi venait de défendre qu'on allât chercher le sel en Bourgogne. « C'est ma récompense, répondit-il, d'avoir soutenu celui qui ne cherche qu'à me détruire. » Le roi l'ayant pressé de nouveau, à la même époque, comme il l'avait déjà fait précédemment, de rompre ses trèves avec l'Angleterre, il s'y refusa absolument et déclara qu'il maintiendrait des relations que ses prédécesseurs moins puissants que lui n'avaient jamais abandonnées. C'était là du reste une règle que les sympathies de la Flandre traçaient à son gouvernement en fait de politique et de commerce, et dont il n'aurait pu s'écarter sans danger. Louis XI voyant échouer ses tentatives sur le duc voulut être mieux appuyé auprès de lui et se lia avec les Croy. Pour en faire ses créatures, il donna à Antoine, l'un d'eux, le comté de Guine avec la baronnie d'Ardres et les châtellenies de Saint-Omer.

Cette alliance lui permit de terminer une affaire de grande importance et qui avait

occupé longtemps les conseillers de son père. Par le traité d'Arras, les villes de la Somme avaient été engagées au duc de Bourgogne pour une somme de quatre cent mille francs afin de le dédommager des pertes qu'il aurait pu souffrir en se mettant en guerre avec les Anglais. Du moment que le duc concluait à lui seul des trèves avec l'Angleterre, disait-on en France, ce gage ne lui était plus nécessaire. On lui en proposa donc le rachat. Le comte de Charolais eut beau faire représenter à son père combien il serait désastreux pour la maison de Bourgogne de perdre des villes aussi importantes qu'Amiens, Abbeville et Saint-Quentin, et comment l'Artois allait se trouver par là sans défense. La négociation n'en continua pas moins et le duc, vieux et dominé par les Croy, finit par accepter la proposition du roi. Celui-ci se hâta de lui faire parvenir la moitié de la somme convenue. Vers la fin du mois de septembre 1463, il alla lui-même faire effectuer en sa présence le second paiement entre les mains du duc au château de Hesdin, et il y passa près d'un mois avec son oncle de Bourgogne.

Le sire de Croy avait reçu le gouvernement des villes de la Somme qui valait vingt-quatre mille francs d'or par an; son neveu, le sire de Lannoy, avait été créé capitaine d'Amiens,

d'Arras, d'Hautbourdin et de Douleur. Ces faveurs ne firent qu'exaspérer davantage le comte de Charolais retiré à Gorcum envers des gens qu'il considérait comme ses mortels ennemis. Son inimitié avec le roi était hautement déclarée, et ils ne gardaient plus de ménagement l'un envers l'autre. De secrètes intelligences existaient entre le comte et le duc de Bretagne qui se préparait à lever l'étendard de la guerre civile contre le roi. De son côté, le duc, toujours occupé de son projet d'une nouvelle croisade, venait de convoquer les états à une nouvelle réunion qui devait avoir lieu à Bruges, le 9 janvier 1464.

A cette nouvelle, le comte de Charolais, voulant s'assurer leur concours, les invita à une réunion préparatoire à Anvers, le 3 du même mois. Philippe vit dans cette convocation une atteinte à son autorité et défendit aux membres de l'assemblée de se rendre à Anvers. Mais il était trop tard : plusieurs députés étaient déjà arrivés en cette ville. Ils se réunirent en l'abbaye de Saint-Michel et le comte leur exposa les méfaits des Croy, les suppliant en même temps d'intercéder auprès de son père pour qu'il lui rendît ses bonnes grâces et ne laissât point, pendant son absence, un pays si florissant en proie à des mains étrangères. Cependant l'assemblée des

états s'ouvrit à Bruges au jour désigné. Le duc y prit la parole, se plaignit du chagrin que lui causait l'éloignement de son fils et fit donner lecture d'une lettre de celui-ci contenant une apologie de sa conduite et un nouvel exposé de ses griefs contre les Croy. Quelques membres de l'assemblée se résolurent alors à se rendre auprès du comte de Charolais qui s'était avancé jusqu'à Gand. Ils conseillèrent au prince de mettre un peu sa grandeur à l'écart et de se réconcilier avec son père. Le comte suivit ce conseil et partit pour Bruges avec une suite imposante et nombreuse. Arrivé en cette ville, il monta vers la chambre de son père et, ayant mis par trois fois les genoux en terre : « Mon très redouté seigneur et père, dit-il, j'ai appris que vous étiez mécontent de moi. Si je vous ai aucunement troublé ou courroucé, je vous en crie merci. » — « De toutes vos excuses, répondit le duc, je sais bien ce qu'il en est ; mais puisque vous êtes venu à merci, soyez-moi bon fils et je vous serai bon père. » Puis il lui prit la main et lui pardonna tout. Les états, auxquels la réconciliation de leur seigneur avec son fils était un grand sujet de joie, furent ajournés au mois de mars.

Le duc eut à cette époque une entrevue à Lille avec le roi de France qui le décida à différer d'une année son départ pour la croi-

sade. Philippe, ne voulant point manquer aux engagements pris envers le Saint Père, résolut de faire partir immédiatement une armée de deux mille hommes, sous la conduite d'Antoine de Bourgogne. Il voulut de plus renouveler en présence des états réunis à Lille le vœu d'être, avec toutes ses forces, sur les marches de Turquie à la Saint-Jean 1465. Les sentiments du prince sur ce point étaient en harmonie avec ceux du pays. Tous les dimanches, dans toutes les chaires de la Flandre, les prêtres lisaient la bulle de la croisade. Le 18 mars 1464, un religieux dominicain, Nicolas Brugghman, prêcha la guerre sainte au marché du vendredi à Gand et bon nombre d'habitants, entraînés par ses exhortations, se mirent en chemin pour aller s'embarquer à Venise. A Bruges, des processions étaient faites chaque semaine pour attirer les bénédictions du ciel sur la religieuse entreprise qui semblait sur le point de s'accomplir.

Ce fut le 21 mai 1464 qu'Antoine de Bourgogne, après avoir pris la croix la veille, mit à la voile du port de l'Écluse. Le sire de Boussu, Simon de Lalaing et ses deux fils, avec plusieurs autres chevaliers, faisaient partie de l'expédition. Trois cent trente croisés y représentaient la commune de Gand. Philippe voulut assister de sa personne à l'embarquement.

Dans le même temps, une foule de gens se dirigeaient vers les Alpes, par troupes de vingt, trente ou quarante, sans chefs, sans armes, sans argent. Plus de vingt mille hommes quittèrent ainsi les états du duc.

Philippe avait envoyé des députés au pape pour justifier les retards que la guerre sainte subissait sans cesse. Pie II leur fit une réponse touchante. Après avoir rappelé les promesses solennelles du duc de Bourgogne, il ajouta : « Si vous ne venez point, nous n'en irons pas moins en Orient. Personne ne pourra dire : le pape Pie a pris un engagement et ne l'a pas tenu ; il a annoncé son départ et n'est pas parti. Nous partirons, nous nous embarquerons, nous aborderons au milieu des ennemis, nous lutterons pour faire triompher le nom du Christ. Rien ne nous retiendra, ni la vieillesse, ni les souffrances. Nous savons que nous devons mourir et nous croyons ne pouvoir mieux finir notre vie qu'en combattant pour la cause du Sauveur. » Il partit en effet au mois de juin 1464, après avoir imploré la bénédiction de Dieu dans la basilique des Saints-Apôtres. Atteint d'une fièvre lente et craignant que la pensée de ses infirmités ne décourageât les soldats de la croix, il recommanda à son médecin de garder le silence sur sa maladie. Tout le long de la route le peuple adressait au ciel

des prières pour le succès de l'entreprise, et la ville d'Ancône le reçut, en le saluant de ses acclamations, comme le libérateur du monde chrétien. Sentant sa fin s'approcher, il convoqua les cardinaux et leur fit jurer de poursuivre la guerre contre les infidèles. Il mourut le 14 août, en leur recommandant les chrétiens d'Orient. Les derniers regards qu'il jeta sur la terre se portèrent sur la Grèce opprimée par les ennemis de Jésus-Christ.

La flotte d'Antoine de Bourgogne était en ce moment arrêtée à Marseille où elle s'était réunie après avoir délivré, sur la côte d'Afrique, la ville de Ceuta assiégée par les Maures et avoir été elle-même dispersée par la tempête. La peste lui avait enlevé, en outre, le bailli de Dijon, les deux fils du sire de Lalaing et plus de cinq cents hommes d'armes. Enfin l'argent commença à manquer. Il fallut donc renoncer à l'entreprise et regagner les états du duc de Bourgogne. Plus persévérants que leurs compagnons, Frédéric de Witthem et Pierre de Waes continuèrent leur voyage vers l'Orient où ils acquirent, dit Olivier de la Marche, grand honneur, « car ce n'estoit pas peu de chose après l'armée rompue de soutenir la guerre contre les infidèles. » Les trois cent trente croisés de Gand les accompagnèrent et rapportèrent au retour des lettres du pape

Paul II et du doge de Venise attestant qu'ils avaient pénétré à trois cents lieues dans le pays des Sarrasins, conquis des villes et des châteaux, livré de nombreux combats. On distinguait parmi ces derniers représentants de la Flandre à la guerre sainte Sohier van den Bossche, Pierre Uutermeere, Laurent Uutenhove, Liévin de Coppenolle, Mathieu Meussone, Pierre van de Kerckhove, Gilles de Waernewyck.

Le comte de Charolais voyait avec une anxiété toujours croissante le pouvoir tombé aux mains des Croy. Il n'était pas sans crainte pour son héritage et il avait résolu de ne plus retourner en Hollande pour être prêt à tout évènement. Le duc aussi désirait garder son fils auprès de sa personne et témoignait au comte une tendresse inaccoutumée, sans cependant lui faire aucune part dans le gouvernement. Cependant sa santé s'affaiblissait visiblement de jour en jour. Il était revenu de Lille à Bruxelles et, au mois de mars 1465, il tomba si gravement malade qu'on crut qu'il allait mourir. Le comte de Charolais prit aussitôt ses mesures. Il assembla tous ses partisans, déclara qu'il tenait les Croy pour ses ennemis et ceux de l'État, et fit signifier au sire de Quiévrain, le seul qui fût présent, l'ordre de quitter immédiatement la cour et le service

du duc, sans quoi il lui mésarriverait. Le sire de Quiévrain tout effrayé alla se jeter aux pieds du vieux duc et lui demanda la permission de s'en aller. Philippe, troublé au delà de toute expression, lui enjoignit de rester; puis, dominé peu à peu par la colère, il s'emporta en paroles violentes, finit par saisir un épieu, sortit de sa chambre et descendit jusqu'à la porte de l'hôtel, criant qu'il verrait si son fils viendrait assassiner ses serviteurs dans sa maison. Sa sœur, la duchesse de Bourbon, les dames qui l'accompagnaient et Antoine de Bourgogne s'empressaient autour de lui pour le calmer, et on réussit enfin à le ramener dans ses appartements. C'était le dernier effort d'un malade et d'un vieillard. Le sire de Quiévrain vit bien qu'il ne pouvait s'assurer sur cette volonté défaillante et, sans dire adieu à son maître, il partit secrètement, emportant ses bagages les plus précieux.

Un mois plus tard, pendant la semaine sainte, et à la suite d'un sermon dont on avait été fort touché, une nouvelle et dernière réconciliation eut lieu entre le père et le fils. Les chevaliers de la Toison d'or amenèrent au duc le comte de Charolais qui se jeta aux genoux du vieillard, en le priant de lui pardonner pour l'honneur de la passion de notre seigneur Jésus-Christ. Le vieux duc tenait son fils par

le bras et avait les yeux fixés sur lui. Enfin il lui dit : « Mon fils, je vous pardonne. » En prononçant ces paroles, il se mit à pleurer, ce qui attendrit toute l'assemblée. Dès ce moment, son règne fut fini et tout le pouvoir passa aux mains du comte de Charolais. Quelques jours plus tard, le 25 avril 1465, le duc de Bourgogne fit reconnaître, dans une assemblée générale des états de Flandre, de Brabant, d'Artois et de Hainaut, son fils pour son héritier et lui donna le commandement d'une armée qui se levait en ce moment et qui était destinée à envahir la France.

A l'époque où nous sommes, le mécontentement était si grand et si général en France qu'une association des princes et des seigneurs s'y était formée pour résister au roi. A l'avènement de Louis XI, le peuple s'attendait à une réduction des impôts et la taille perpétuelle avait été portée de dix-huit cent mille livres à trois millions. L'université de Paris avait reçu défense de se mêler des affaires du roi et de la ville et d'exercer le droit qu'elle revendiquait d'interrompre ses leçons. Les parlements n'avaient pas été mieux traités : le roi avait soustrait à leur tutelle la cour des comptes et restreint leur juridiction. Le clergé avait été invité à remettre un état exact de ses biens, avec les titres des propriétés, les preuves d'ac-

quisition et les rôles des rentes qu'il en retirait. Mais les nobles surtout étaient exaspérés. Le roi leur avait enlevé le droit de chasse, ce premier des droits féodaux, tout en réclamant l'accomplissement de certains devoirs de vassalité dont il n'était plus question depuis longtemps. La haute aristocratie, les grandes familles n'avaient pas été plus épargnées. Louis XI avait dépouillé la maison de Brézé de la sénéchaussée de Normandie, celle de Bourbon du gouvernement de la Guienne et son propre frère Charles de celui du Berri. François, duc de Bretagne, plus que tout autre, avait de nombreux griefs contre lui. Après l'avoir fait juger par une espèce de commission, Louis XI s'était rendu avec une armée sur la frontière de Bretagne et lui avait intimé défense de s'intituler *duc par la grâce de Dieu*, de frapper monnaie en son nom, de faire des levées d'hommes et d'exiger un serment de ses sujets.

L'association formée pour résister au roi avait pris le nom de *ligue du bien public*, « pour ce qu'elle s'entreprenoit, dit Commines, sous couleur de dire que c'étoit pour le bien du royaume, » Louis XI avait fini par s'inquiéter. Il avait convoqué à Tours, le 18 décembre 1464, une grande assemblée des nobles et cherché par de belles paroles à calmer leur ressenti-

ment. Il ne voulait, disait-il, gouverner que par les princes et avec les princes. Tous les seigneurs protestèrent de leur dévouement, mais tous étaient déjà entrés dans la ligue. A la fin du même mois, les agents des princes se donnèrent rendez-vous à Paris dans l'église Notre-Dame; pour se reconnaître, ils portaient une aiguillette rouge brodée à la ceinture. Le comte de Saint-Pol était l'âme de tout ce mouvement : c'était lui qui avait négocié l'alliance entre le duc de Bretagne et le comte de Charolais. Bientôt après, le duc de Berri, frère du roi, qui était le chef nominal de la ligue, s'enfuit auprès du duc de Bretagne et de là appela le comte de Charolais au secours de la noblesse et du royaume de France. Au mois de mars 1465, le duc de Bourbon publia dans un manifeste les intentions des princes pour la réforme de l'État ainsi que pour le bien du peuple et commença les hostilités.

Le 15 mai 1465, le comte de Charolais réunit au Quesnoi la chevalerie de Flandre, de Brabant, de Hainaut et de Hollande. Le 4 juin, il traversa la Somme et entra en campagne. Son armée était belle; il avait environ quatorze cents hommes d'armes et huit mille archers. Il s'avança sans trouver de résistance jusqu'à Saint-Denis. Le rendez-vous général des confédérés était devant Paris. Le 13 juillet, le

comte passa la Seine au pont de Saint-Cloud et alla loger à Issy, d'où il se porta le lendemain sur Lonjumeau et Montlhéri dans l'intention d'opérer sa jonction avec le duc de Bretagne. Louis XI, qui venait du Bourbonnais, peu désireux de livrer sa fortune aux chances d'une bataille, tâchait de gagner Paris sans être obligé de forcer le passage, soit sur les Bretons, soit sur les Bourguignons.

L'espoir du roi fut trompé. Le 15 au soir, ses éclaireurs et ceux du comte de Charolais se rencontrèrent à Châtres (1). A cette nouvelle, le comte s'apprêta joyeusement à combattre et choisit son champ de bataille près de Lonjumeau (2). Le roi, au contraire, voulait encore essayer d'éviter le combat et il réunit ses capitaines dans un conseil de guerre. Parmi eux, se trouvait le sire de Brézé, contre qui le roi gardait quelques soupçons. Il lui demanda nettement s'il n'avait point *baillé son scel* aux princes. « Oui, sire, répondit Brézé, ils ont mon scel, mais vous avez le cœur et le corps. » Le roi lui donna l'avant-garde à conduire. Brézé, sans tenir compte des intentions royales, marcha droit à l'ennemi et se précipita si im-

(1) Aujourd'hui *Arpagon*, chef-lieu de canton (Seine et Oise), à 31 kilom. S. de Paris.

(2) Aussi chef-lieu de canton, sur l'Yvette, à 20 kilom. N. E. de Corbeil.

pétueusement sur les avant-postes bourguignons qu'il fut tué au premier choc. Le comte de Saint-Pol, qui commandait l'avant-garde bourguignonne, occupait le bourg de Montlhéri (1); il avait reçu du comte de Charolais l'ordre de se replier sur Lonjumeau. Il déclara que, dût-il mourir, il ne reculerait pas, et ce fut le reste de l'armée qui vint le rejoindre. On se prépara des deux parts, mais lentement, à combattre.

Les deux armées s'ébranlèrent enfin. L'aile gauche de la gendarmerie française, opposée au comte de Charolais, voulut franchir un fossé qui la séparait de l'ennemi : les flèches des archers picards et belges la forcèrent à reculer vers le sommet de la colline sur laquelle s'élève la tour de Montlhéri. Alors le comte, tournant le fossé, fondit sur ce corps français, le culbuta et s'élança avec tant de fougue à la poursuite que, non-seulement ses archers, mais la plupart de ses gens d'armes ne purent le suivre. Il perça jusqu'à l'arrière-garde française que commandait le comte de Maine, sans avoir autour de lui plus de cent lances. Soit trahison, soit plutôt terreur panique, car le bruit se répandit en cet instant que le roi était tué, le comte de

(1) Montlhéri, *Mons Letherici,* à 15 kilom. N. O. de Corbeil, compte aujourd'hui 1500 habitants.

Maine, l'amiral de Montauban et toute l'arrière-garde, forte de sept à huit cents lances, prirent la fuite devant cette poignée d'assaillants et ne tournèrent plus la tête. Charles poursuivit les fuyards plus d'une demi-lieue au delà de Montlhéri.

L'aile gauche bourguignonne avait eu à peu près la même fortune que l'aile gauche française. La jeune noblesse qui la composait, présomptueuse et ignorante des choses de la guerre, avait passé sur le ventre à ses propres archers, pour se ruer au devant des gens d'armes dauphinois et savoyards qui s'avançaient contre elle. Elle fut battue, mise en déroute et s'enfuit *à bride avalée*, entraînant avec elle le comte de Saint-Pol et le gros de l'arrière-garde. Les Dauphinois et leurs compagnons taillèrent en pièces les archers ennemis, poussèrent jusqu'aux bagages et en pillèrent la plus grande partie, malgré la résistance des conducteurs du charroi qui, plus fermes à leur poste que la chevalerie, se défendirent bravement à coups de maillets de plomb. Par suite de cette double déconfiture, ni le roi ni le comte Charles ne purent rallier avant la nuit assez de monde pour recommencer un combat régulier.

Le comte de Charolais et ses capitaines passèrent cette nuit dans une grande anxiété. Le lendemain ils apprirent par les coureurs de

l'armée qu'ils n'avaient plus personne en tête et que le roi avait évacué Montlhéri pour se replier sur Corbeil. « Les Bourguignons reconnurent alors, dit Commines, qu'ils avoient victoire, puisque le champ leur restoit. Monseigneur de Charolois demeura là tout le jour, fort joyeux et estimant cette gloire comme étant sienne. » Dès ce moment, remarque le même historien, commencèrent cet amour des armes et cette confiance en lui-même qui le rendirent de tous les princes le plus incapable d'écouter un conseil et d'obéir à rien qu'à sa volonté.

Le roi n'avait passé qu'un jour à Corbeil et était entré à Paris le 18 juillet. Le comte de Charolais s'avança vers la capitale, en traversant la Brie, et vint établir ses campements à Charenton (1) et aux environs. Au bout de quelques temps, des négociations s'ouvrirent et, après de longs pourparlers, on parvint à se mettre d'accord. Le 5 octobre 1465, le roi, bien résolu à ne pas tenir ses engagements accepta le traité de Conflans par lequel, dit l'historien cité plus haut, « les princes butinèrent le monarque et le mirent au pillage. » Le comte de Charolais ne fut pas le plus mal partagé. Louis XI lui céda les villes de la Somme, pour

(1) Charenton-le-Pont, à 9 kilom. E. de Paris, sur la rive droite de la Marne, vis-à-vis d'Alfort.

en jouir lui et ses hoirs, au rachat de deux cent mille écus d'or, lequel toutefois ne pourrait s'effectuer durant la vie du comte. Il lui fit d'autres concessions, car il était disposé à accorder aux plus redoutables des princes confédérés tout ce qu'ils demanderaient, sauf, selon la remarque d'un écrivain belge, à ne pas donner aux uns ce qu'il leur avait promis et à reprendre aux autres ce qu'il leur avait cédé (1). Ainsi finit la ligue dite du bien public, mais où, en réalité, le bien public n'était qu'un prétexte, car il en fut à peine question dans le traité.

Depuis la bataille d'Othée, les Liégeois nourrissaient une haine violente contre la maison de Bourgogne. La bourgeoisie avait repris tous ses droits sous l'évêque Jean de Heinsberg qui avait rétabli le fameux tribunal des Vingt-deux en y adjoignant un deuxième conseil investi d'une sorte de pouvoir modérateur. Ce prélat avait été entraîné plus tard dans une expédition contre le comte de Namur laquelle faillit aboutir à une guerre avec le duc de Bourgogne. Il n'y avait échappé qu'en se soumettant à des conditions humiliantes, qui l'avaient profondément dégoûté de l'exercice du pouvoir. Ce dégoût le conduisit à se démettre de son évê-

(1) M. de Gerlache.

ché en faveur d'un neveu du duc. C'était Louis de Bourbon, qui avait eu pour mère Agnès de Bourgogne, fille de Jean sans Peur (1456).

Ce prince, à peine âgé de dix-huit ans, unissait à quelques bonnes qualités un caractère dissipé et un grand amour des plaisirs, du faste et de la dépense. Ses profusions le jetèrent peu à peu dans le dénuement, et les exactions auxquelles il était réduit le rendirent méprisable d'abord, odieux ensuite à ses sujets. Le petit peuple avait fini par lui donner le surnom d'évêque mendiant ou de premier mendiant du pays. En 1465, les trois états de la principauté se réunirent pour lui ôter l'administration. Louis de Bourbon n'avait pas reçu la consécration épiscopale. On proposa pour le remplacer le prince Marc de Bade et, pour mambour, le marquis de Bade, frère de celui-ci et beau-frère de l'empereur Frédéric III. Ces princes arrivèrent à Liège le 23 avril et y furent reçus solennellement par les bourgmestres, mais la noblesse et le clergé s'abstinrent presque complètement. Raes de Heers, qui s'était emparé de l'esprit de la multitude, conduisit Marc de Bade dans le Condros et le pays d'entre Sambre et Meuse, où le prince allemand fut accueilli par des fêtes et des acclamations.

Louis XI, qui voyait avec plaisir cet orage se former, fit immédiatement partir pour Liège

une ambassade chargée de proposer aux magistrats une alliance contre l'ennemi commun, c'est-à-dire, le duc de Bourgogne, parent et soutien de l'*élu*. C'est ainsi qu'on appelait les princes-évêques avant leur consécration. Les états se réunirent et les avis se partagèrent. Guillaume de Berlo, homme sage au conseil et intrépide dans le combat, combattit l'alliance proposée. Il fit remarquer tout ce qu'il y avait d'impolitique à appeler la guerre étrangère dans un pays déjà livré aux discordes intestines; mais Raes de Heers répondit que c'était là un discours dicté par la timidité ou l'imprévoyance et fit prévaloir le sentiment contraire. L'alliance fut conclue, à huis-clos toutefois et avec défense d'en révéler l'existence sous peine de la vie.

Les Liégeois avaient hâte de commencer la guerre. Malgré l'avis des chefs, les métiers, s'entraînant les uns les autres, se jetèrent sur le Limbourg. On eut à peine le temps de dépêcher un héraut à Bruxelles pour faire au vieux duc la déclaration de guerre voulue par le droit des gens. Les Liégeois se répandirent donc sur le *ban* de Herve, comme un torrent, ravageant tout ce qu'ils rencontraient, sans épargner les églises ni ceux qui s'y réfugiaient. Mais bientôt la division se mit parmi eux; les deux princes de Bade, avec la cavalerie qui les

accompagnait, finirent par se séparer complètement du reste de l'armée et par se retirer. Les Liégeois alors se découragèrent et abandonnèrent précipitamment leur camp et même leur artillerie et leurs munitions. Mais le bruit s'étant propagé tout à coup que le comte de Charolais était mort à Montlhéri, ils reprirent courage et allèrent mettre le siège devant la ville de Limbourg.

Cependant le vieux duc avait rassemblé des forces considérables, sous le commandement des comtes de Horne et de Nassau. Pendant qu'un autre corps occupait la ville de Maestricht, ces troupes entrèrent dans la principauté et portèrent la terreur jusqu'à Visé, Tongres, Maeseyck et jusqu'aux portes de Liège. Il fallut bien alors se décider à marcher au devant de l'ennemi : quatre mille hommes d'infanterie vinrent occuper une position forte près de Montenaken et s'y retranchèrent. Les Bourguignons, désespérant de pouvoir les en déloger, feignirent une retraite. Les Liégeois trompés les poursuivirent dans la plaine, mais l'ennemi faisant volte-face eut bien vite raison avec sa cavalerie de ces milices à pied et en massacra environ la moitié.

Une peur panique succéda à ce désastre. On n'entendit bientôt plus qu'un seul cri à Liège, c'est qu'il fallait se reconcilier avec le duc de

Bourgogne. Louis XI avait eu soin, d'ailleurs, de faire avertir *ses bons et anciens amis de Liège* qu'ils eussent à s'arranger le plus tôt possible avec Philippe, avant que le comte de Charolais fût de retour à la tête de son armée. Le 22 décembre 1465, la paix fut conclue à Saint-Trond, aux conditions les plus dures et les plus humiliantes. Cette paix fut flétrie par la voix publique du nom de *la misérable et piteuse paix de Liège.*

Les Dinantais avaient attiré plusieurs fois par leurs agressions la colère du duc de Bourgogne et pourtant ils les recommençaient toujours. Ils étaient fiers de la force de leur ville laquelle, disaient-ils, n'avait jamais été prise et des richesses qu'avait accumulées chez eux la fabrication des ustensiles de cuivre connus, à cette époque, sous le nom de *dinanderie.* La nouvelle de la prétendue défaite du comte de Charolais à Montlhéri avait été accueillie à Dinant avec des transports de joie. On y fabriqua un mannequin à l'effigie du comte, on le suspendit à une potence au milieu d'un marais et on le cribla d'une grèle de flèches, en proférant les injures les plus outrageantes contre la duchesse sa mère. Le vieux duc, poussé à bout, résolut de tirer une vengeance sanglante des Dinantais. Il convoqua ses vassaux et ses gens d'armes et, pour être témoin lui-même du

châtiment, il voulut accompagner son fils devant Dinant et se fit transporter en litière à Bouvigne, dont les démêlés séculaires avec Dinant sont célèbres dans notre histoire.

Le 16 août 1466, l'armée ducale, forte au moins de trente mille hommes, traversa la Meuse et se dirigea vers Dinant en cotoyant la rive droite. Le 18, le siège fut mis devant la place. L'artillerie bourguignonne foudroya cette malheureuse ville de trois côtés à la fois. Les assiégés avaient demandé du secours à Liège. Le comte de Charolais, voulant prévenir l'arrivée des Liégeois, poussa le siège avec une vigueur extrême. L'artillerie tonnait avec tant de fureur et de constance qu'elle fit crouler en une fois plus de soixante pieds de murailles, quoique ces murs fussent d'une solidité extrême. Le bruit, l'épaisse fumée, le fracas des édifices en poudre, les cris des combattants, des blessés, des mourants, tout, selon le langage d'un contemporain, contribuait à donner l'aspect d'un enfer à cette lamentable cité.

Une grande partie des bourgeois avaient péri dans les sorties et à la défense des remparts. Ceux qui survivaient, ne pouvant résister aux larmes de leurs femmes et de leurs enfants, demandèrent à capituler. En vain un ancien bourgmestre, nommé Guérin, fit tous ses efforts pour les en détourner en remon-

trant que les Liégeois allaient arriver et que c'était une folie de compter sur la clémence d'un ennemi mortellement offensé : il n'y avait plus personne en état de l'entendre. Après une première démarche inutile, le duc consentit enfin à recevoir les Dinantais *à sa miséricorde*.

Le 26 août, vers midi, le comte de Charolais fit son entrée dans la ville, au son des trompettes et des clairons; il descendit dans la maison d'un des principaux habitants. Le 28, « fut publié à son de trompettes par le comte de Charolois, raconte un écrivain comtemporain(1), que toutes les femmes estant dedans Dinant eussent à sortir hors les portes devant soleil coucher. Lors eussiez ouy des cris, pleurs, hurlements et la plus grande pitié du monde, car tous les hommes qu'on avoit trouvés dedans furent tenus prisonniers et ne savoient les femmes ce que l'on feroit d'eux. Après le susdit cri, le comte de Charolois donna congé à son hotesse de porter avec elle tout ce qu'elle put d'argent, accoutrement et autres bagues (2) quelconques. Sur quel congé elle fist oster quelques pierres du pavé de la scaillie (3) de sa maison devant l'estable des chevaux et y tira

(1) *Mémoires de Jean de Hennin.*
(2) Bagages.
(3) Escalier.

hors trois ou quatre sachets pleins d'or et les porta et fit porter avec elle. » « Lesquels femmes, petits enfants et gens d'église, ajoute un autre chroniqueur (1), à l'issue hors la ville, jetèrent deux ou trois cris si terribles et si piteux que tous ceux qui ce oyirent eurent pitié et horreur. » Le même jour, un incendie, dont la cause n'est pas bien connue, éclata dans cette infortunée ville et se propagea avec une telle rapidité qu'*il suivait les gens au talon de tous côtés*; ce ne fut bientôt plus qu'un brasier ardent. Le comte de Charolais fit les plus grands efforts pour sauver la grande église, mais en vain : il n'en resta guère que les quatre murs. Plusieurs riches prisonniers qu'on y avait renfermés furent brûlés vifs.

Aussitôt après la reddition de la ville, le comte de Charolais avait fait procéder à une enquête pour découvrir, parmi ses prisonniers, ceux qui avaient poussé à la guerre, ou proféré des injures contre sa mère ou contre lui. Des femmes de Dinant et quelques bourgeois de Bouvigne furent entendus comme témoins. On traita sans merci les malheureux qu'ils accusèrent. Les trois plus coupables furent pendus à des arbres; les autres, liés corps à corps, furent noyés dans la Meuse. Le maître bom-

(1) Jacques du Clercq.

bardier, Pierre de Lievestyenne, fut attaché à un gibet élevé au sommet du rocher qui domine Dinant.

Philippe le Bon n'abandonna cette terre si cruellement dévastée que le 1er septembre. Il descendit la Meuse en bateau couvert et regagna Bruxelles. Avant de quitter Bouvigne, il avait ordonné de démolir de fond en comble les portes, murs, tours, ponts et autres fortifications de la ville condamnée et d'y employer le nombre d'ouvriers reconnu nécessaire. Il fallut sept mois à plus de cent travailleurs, charpentiers et maçons, pour mener l'œuvre à bien. Ainsi s'accomplit la vengeance du maître irrité qui voulait qu'au nom de la ville qui avait osé braver sa puissance, on se demandât : *où donc fut Dinant?*

La nouvelle de ce désastre suscita à Liège un tumulte épouvantable. La multitude furieuse voulait égorger les chefs de la commune qui avaient laissé périr leurs frères de Dinant. Raes de Heers eut le temps de s'enfuir, mais un ancien bourgmestre fut atteint par la populace et mis en pièces. On s'apaisa cependant peu à peu et l'on commençait à délibérer, quand on apprit que le comte de Charolais avait quitté Dinant avec son armée et s'avançait à travers la Hesbaye. Les métiers s'armèrent aussitôt et marchèrent à la rencontre de l'ennemi. Le

7 septembre, ils étaient à Oleye (1), en présence des Bourguignons qui occupaient Waremme. Les chefs, qui prévoyaient une défaite, demandèrent, dès le lendemain, à entrer en arrangement *pour l'honneur de la Vierge Marie dont c'étoit la fête.* Le comte offrit de maintenir le traité du 22 décembre précédent, à condition que les Liégeois lui livrassent cinquante otages désignés. La condition fut acceptée et, quatre jours après, la paix fut criée sur les degrés du perron à Liège.

Le vieux duc s'était retiré à Lille, où sa santé allait chaque jour en déclinant. Son fils alla l'y voir et le détermina à revenir à Bruges. Arrivé en cette ville, il ne tarda pas à être saisi d'une attaque d'apoplexie, qui se déclara par des vomissements et qui parut bientôt sans remède. Le comte de Charolais était à Gand. En apprenant la triste nouvelle, il partit incontinent et chevaucha sans s'arrêter un instant. A son arrivée à Bruges, il se précipita, en sanglotant, aux pieds de son père qui le reconnut à peine. Philippe avait été tellement surpris par la mort qu'il ne put pas même se confesser. Après quelques heures d'agonie, il expira, entre neuf et dix heures du soir, le 15 juin 1467.

Les obsèques furent célébrées le dimanche,

(1) A une demi-lieue N. E. de Waremme.

21 juin, avec une richesse et une pompe inconnues jusques là. Seize cents hommes, habillés de noir, portaient des torches. Ils marchaient par deux files et, au milieu, s'avançaient neuf cents gentilshommes et notables bourgeois. Après eux venait le clergé : cinq évêques, l'abbé de Saint-Donat de Bruges et tous les abbés de Flandre. Derrière le clergé étaient les hérauts, menés par les rois d'armes de Brabant, de Flandre, de Hainaut et d'Artois. Le comte de Charolais était tellement abîmé dans sa douleur qu'il ne put suivre le convoi. Les chevaliers et les habitants de la ville et des pays voisins formaient une assistance de plus de trente mille personnes. On descendit le cercueil dans les caveaux de l'église de Saint-Donat et, quand les hérauts jetèrent leur bâton blanc dans la fosse, on n'entendit de toutes parts que sanglots et lamentations.

La mort du vieux duc fit, on le voit, éclater de grands regrets. Son règne de cinquante ans avait été, en effet, noble et glorieux ; Philippe l'avait emporté sur tous les souverains de son temps ; nul n'avait eu autant de puissance et de richesse. Il avait gouverné ses peuples avec des ménagements habiles, poursuivant ses desseins avec une constance qui se cachait sous une modération calculée. Sa libéralité et sa magnificence l'avaient rendu populaire. Mais

l'histoire ne peut oublier ni son ambition, ni sa soif d'agrandissement, dont furent victimes ses propres parents, ni la dissolution qui règnait à sa cour et qu'il autorisait par ses exemples. Le bon duc, car c'est ainsi qu'on l'appelait, laissa à son successeur quatre cent mille écus d'or monnayé, soixante douze mille marcs d'argent en vaisselle ordinaire et un ameublement évalué à plus de deux millions d'or.

CHAPITRE V.

DEPUIS L'AVÈNEMENT DE CHARLES LE TÉMÉRAIRE JUSQU'A SA RÉCONCILIATION AVEC LES GANTOIS.

Entrée du nouveau duc à Gand. — Soulèvement des Gantois. — Concessions. — Troubles à Malines. — Nouvelle levée d'armes des Liégeois. — Bataille de Brusthem. — Le duc entre à Liége. — Paix imposée aux Liégeois. — Le duc tient cour plénière à Bruxelles. — Ordre et magnificence de sa maison. — Le duc épouse Marguerite d'York. — Fêtes à l'occasion de ce mariage. — Entrevue de Péronne. — Nouvelles entreprises des Liégeois. — Le duc force le roi de France à l'accompagner à Liége pour être témoin de sa vengeance. — Le duc et le roi prennent position devant Liége. — Dévouement des Franchimontois. — Liége prise, horriblement saccagée et livrée aux flammes. — Liége est livrée au pillage. — Horribles excès. — Le feu mis aux quatre coins de la cité. — Réconciliation du duc et des Gantois.

Le nouveau duc de Bourgogne, appelé le Hardi pendant sa vie, n'est connu dans l'histoire que sous le nom de Charles le Téméraire. Prince doué d'ailleurs des plus nobles qualités, chaste, vaillant, généreux, il ne sut pas mo

dérer la fougue de son caractère et dut tous ses malheurs à ce défaut d'empire sur lui-même. Il avait à peine pris possession de l'héritage paternel qu'il se trouva en face des passions populaires. Des magistrats gantois et des habitants influents étaient venus le prier de faire son entrée dans sa bonne ville de Gand ; ils l'avaient assuré que les dispositions du peuple étaient excellentes et, malgré l'hésitation de son conseil, le duc avait accepté l'invitation. Il fut reçu à Gand, le 27 juin, avec le cérémonial accoutumé dans ces circonstances. Tout ne semblait respirer, dans ces premiers moments, qu'amour et confiance entre lui et les Gantois.

On célébrait précisément en ce moment à Gand une fête qui avait le privilège de mettre sur pied toute la population et qu'on appelait la grande procession de Saint Liévin. On allait prendre la châsse à Saint-Bavon, le 28 juin, puis on la portait au village de Hauthem, à trois lieues de Gand, aux environs duquel le saint missionnaire avait reçu la couronne du martyre et où ses restes avaient reposé d'abord. Le lendemain, lorsque la châsse avait passé la nuit dans l'église du lieu, on la rapportait en grande cérémonie à Saint-Bavon. Les gens des petits métiers qui suivaient en foule la procession avaient pris la coutume d'y venir tout armés avec leurs bannières. On passait joyeu-

sement la soirée et même la nuit, buvant, chantant, dansant, à Hauthem où il y avait une grande foire en l'honneur de saint Liévin. D'ordinaire, dans ces derniers temps, ces deux jours ne s'écoulaient pas sans quelque tumulte et même sans qu'il y eût du sang répandu. Aussi, depuis la paix de Gavre, était-il défendu de paraître avec des armes à la procession, ou couvert d'un haubergeon de fer. En 1467, à cause de l'entrée du duc, il avait été ordonné par le magistrat que la châsse serait portée à Hauthem un jour plus tôt et rapportée à Gand le 29.

Le dimanche, 28 juin, jour de l'entrée du duc, la célébration de la fête fut, plus que de coutume, abandonnée aux gens de petit état, car les riches étaient occupés à bien recevoir leur seigneur. Dans les cabarets, on vit la multitude s'animer peu à peu par l'effet du vin, de la bière et des secrètes pratiques des agitateurs. « On entendra parler de nous, disait-on ; nous allons brasser un potage d'un goût amer et qui coûtera cher à ceux qui le boiront. » On alla ensuite acheter sur les boutiques de la foire des lames de plomb que les auteurs du complot avaient fait fondre et qui étaient exposées en vente parmi des jouets d'enfants ; elles étaient toutes percées et préparées pour être cousues sur les manches et sur les épaules,

afin d'en faire une sorte d'haubergeon. « Nous sommes selon l'ordonnance, criaient les ouvriers et les apprentis : ce n'est que du plomb, mais ce plomb deviendra du fer. Allons, allons, retournons à Gand. Il faut délivrer la ville de ces maudits larrons qui nous mangent les entrailles (1). Le prince n'en sait rien, mais nous lui en donnerons des nouvelles. »

Le lundi 29, à cinq heures de l'après-midi, la procession rentra dans la ville et se dirigea vers le marché au blé. C'était là qu'on payait un droit établi sur les grains et autres denrées depuis la paix de Gavre et qui était destiné à payer les charges imposées aux Gantois par ce traité. Or donc, comme la procession traversait la place, les gens qui portaient la châsse s'en vinrent droit devant le bureau où l'on percevait la *cueillotte,* c'était le nom de l'impôt : « Saint Liévin ne se détourne jamais, » cria-t-on et, au même instant, la baraque fut démolie et l'on s'en disputa les morceaux. La foule grossissant toujours se porta ensuite au marché du vendredi et là, saisissant un des drapeaux qui ornaient la châsse, elle s'en fit un étendard qu'elle arbora immédiatement en criant *aux armes* et en appelant la vengeance populaire

(1) *Lever heeters,* mangeurs de foie.

sur les exacteurs, c'est-à-dire, sur les magistrats et les officiers publics.

Ce bruit parvint bientôt jusqu'au duc lui-même qui en parut d'abord troublé, parce qu'il ne savait pas précisément ce qui se passait. Mais, voyant les archers de sa garde réunis devant son hôtel et ayant été mis au courant de ce qui était arrivé, il demanda son cheval : « Par saint Georges, dit-il, ils me regarderont de près et je saurai leur faire dire ce qu'ils demandent. » Le sire de la Gruuthuse l'entendant trembla de ce qui pouvait résulter de la colère du prince et, le conjurant de ne pas s'échauffer, se rendit auprès des Gantois pour tâcher de les apaiser par la douceur et par de bonnes paroles. Il en vint à bout assez facilement, leur promit de faire connaître leurs plaintes au duc et obtint de la foule qu'elle se tiendrait tranquille jusqu'à son retour.

Quand le sire de la Gruuthuse lui eut rapporté son entretien avec le peuple, le duc monta à cheval et s'en vint tout furieux vers la place du marché. Il était vêtu d'une robe noire et tenait un bâton à la main; les chevaliers qui l'entouraient étaient couverts de leurs armures. Le peuple le voyant venir dans cet appareil se serra sous ses bannières en criant : « A nos rangs! à nos rangs! » et l'on entendit le bruit des piques retombant sur le pavé. La foule

s'ouvrit cependant pour laisser passage au prince qui allait demandant avec colère : « Que vous faut-il, méchantes gens? que réclamez-vous? » Et, comme on ne se rangeait pas assez vite, il frappa de son bâton un homme qui se tenait devant lui. Le bourgeois, exaspéré de cet outrage, jura par le sang et par les plaies de Notre Seigneur qu'il en aurait vengeance. Sa pique était déjà en arrêt sur le duc. On crut un instant que c'en était fait, que tout était perdu. Heureusement les bouchers et les poissonniers, dont les bannières étaient rapprochées, s'avancèrent vers le prince pour le protéger. « Rassurez-vous, monseigneur, disaient-ils, nous mourrons tous, s'il le faut, pour vous défendre ; mais, pour Dieu, ayez patience et ne vous emportez point. Il n'est pas l'heure de vous venger des méchantes gens qui peuvent être ici. Surtout que personne de vos serviteurs ne s'avise de lever la main. Nous pouvons bien endurer que vous nous frappiez ; tout autre en serait puni sur le champ. »

Ainsi protégé et convaincu par le langage sensé du sire de la Gruuthuse qu'il fallait user de douceur et de bonnes paroles, le duc monta au balcon, entouré de ses chevaliers et de son conseil. « Mes enfants, dit-il à la foule en langue flamande, Dieu vous garde, je suis votre prince légitime. Je viens vous visiter, pour

vous réjouir de ma présence et vous aider à vivre en paix et en prospérité. Tout ce que je pourrai faire pour vous, sauf mon honneur, je le ferai. Comportez-vous donc doucement, je vous prie. » — « Soyez le bienvenu, soyez le bienvenu, s'écria aussitôt toute cette foule; nous sommes vos enfants et nous vous remercions. » Le sire de la Gruuthuse prit ensuite la parole pour expliquer plus en détail les bonnes intentions du nouveau prince. Quand il eut fini, plusieurs bourgeois s'avancèrent au devant du balcon et commencèrent à exposer les griefs des Gantois. Pendant que le duc écoutait avec bienveillance ces paroles respectueuses, un homme de grande taille, tout armé, sortit soudain de la foule, entra dans l'hôtel, monta l'escalier et parut au balcon. Là, se faisant rudement place, il leva sa main couverte d'un gantelet de fer noir et luisant et frappa un grand coup sur la balustrade pour imposer silence à tout le monde : « Mes frères, qui êtes là-bas, dit-il au peuple, vous êtes venus pour faire vos doléances à notre prince ici présent et vous en avez de grandes causes. D'abord, vous voulez que ceux qui ont le gouvernement de cette ville et qui dérobent le prince et vous reçoivent punition. Ne le voulez-vous pas ainsi? — Oui, oui, cria le peuple. — Vous voulez que la cueillotte soit abolie? —

Oui, oui. — Vous voulez que vos portes condamnées soient rouvertes et que vos bannières soient autorisées comme dans tous les temps? — Oui, oui. — Vous voulez ravoir vos châtellenies de la campagne, porter vos chaperons blancs et reprendre toutes vos anciennes coutumes, n'est-ce pas? — Oui, oui, » s'écria tout d'une voix la foule qui remplissait la place. Alors cet homme se retournant vers le duc : « Monseigneur, ajouta-t-il, vous avez entendu ce que veulent tous ces gens; j'ai parlé pour eux et ils m'ont avoué, ainsi que vous l'avez entendu. Excusez-moi; maintenant c'est à vous d'y pourvoir. »

Le duc et le sire de la Gruuthuse se regardaient d'un air confus et embarrassé. « Mon ami, dit enfin le chevalier, vous n'aviez pas besoin de monter sur ce balcon; on vous aurait bien entendu de là-bas. Vous vous êtes étrangement comporté. Descendez, ce n'est point ici votre place. Monseigneur fera ce qu'il conviendra. » Le duc ajouta quelques bonnes paroles pour calmer la multitude, remonta à cheval et regagna son logis, irrésolu et dissimulant sa colère. Il passa la nuit dans une agitation extrême. Ses inquiétudes étaient vives, surtout pour sa fille unique, mademoiselle Marie de Bourgogne, qu'il avait amenée avec lui. Les mutins étaient toujours en armes sous leurs

bannières. Après de cruelles hésitations, le duc se résigna à faire des concessions. Quelques bourgeois furent choisis par le peuple pour traiter avec le conseil du prince et, le troisième jour, celui-ci revêtit de son consentement et de sa signature les demandes qui lui avaient été si outrageusement présentées sur la place du marché. Ce fut à ce prix seulement que le peuple quitta les armes et rapporta à Saint-Bavon la châsse de saint Liévin. Le 1er juillet, Charles, plein de honte et de colère, quitta cette ville où son avènement venait d'être signalé par de si cruels affronts.

Cet orage était à peine calmé, quand une sédition furieuse éclata à Malines. On accusait les magistrats d'avoir vendu à Bruxelles l'étape du sel (1) et à la ville d'Anvers l'étape du poisson et de l'avoine. Le peuple s'assembla en armes sur la place publique, démolit trois maisons appartenant à de riches bourgeois et pilla trois bâteaux chargés d'avoine en destination pour Bruxelles. Cela fait, les meneurs convoquèrent la commune et s'emparèrent des

(1) On appelait *étaple, stapulum,* de l'allemand *Stapelen,* un marché public, établi dans les villes maritimes principalement, pour la vente des marchandises étrangères. Le droit d'*étape* consistait à pouvoir arrêter les marchandises venant du dehors et à les faire exposer en vente, avant que les propriétaires, fussent autorisés à les transporter plus loin.

magistrats qu'ils traînèrent à l'hôtel de ville où les jurés des métiers étaient réunis. A cette nouvelle, le duc, à qui l'on venait d'apprendre que les Liégeois reprenaient les armes, manda trois cents lances et des archers du Hainaut pour aller mettre les gens de Malines à la raison. Mais les nobles du Brabant se chargèrent de cette mission et le duc se dirigea avec eux vers Malines. Arrivé à Vilvorde, il y trouva des députés des habitants qui lui offrirent les clefs de leur ville. Il entra donc sans résistance et fit immédiatement commencer une enquête contre les chefs de la sédition. Les uns furent condamnés au banissement, d'autres à de fortes amendes, un petit nombre à la mort. L'échafaud fut dressé sur le marché devant les fenêtres du duc. Un des condamnés y monta; on lui banda les yeux, il se mit à genoux les mains jointes; déjà le bourreau avait tiré sa longue épée, quand le prince parut au balcon et cria qu'il faisait grâce. Le pauvre condamné s'était cru si près de la mort, qu'il avait comme perdu connaissance et qu'on eut beaucoup de peine à le faire revenir à lui. La ville eut à payer une amende de trente mille florins du Rhin et des indemnités aux bateliers bruxellois dont on avait saisi les bateaux ainsi qu'aux propriétaires des cargaisons. La peine n'était pas trop forte, mais ce qui lui fut plus sensible c'est qu'elle

eut à subir en même temps des modifications à ses privilèges.

Après le traité d'Oleye, le duc Philippe s'était fait représenter à Liège par Gui de Brimeux, seigneur d'Humbercourt, homme fidèle et habile. Mais Raes de Heers, d'accord, comme précédemment, avec Barré de Surlet et d'autres personnages influents à Liège, avait fini par s'emparer de nouveau d'une puissance absolue sur les Liégeois. Comptant toujours sur l'alliance de la France, ceux-ci devinrent plus provocateurs que jamais. Ils allèrent prendre sur les terres de Namur Jean Charpentier, ancien bourgmestre de Dinant, qui avait concouru à la première paix avec le duc de Bourgogne. Traîné à Liège, Charpentier fut décapité et mis ensuite en quatre quartiers, après avoir été torturé cruellement. Ce n'était pas assez. Se prévalant de quelques dévastations exercées par les habitants de Huy dans la Hesbaie, les Liégeois commandés par Guillaume d'Aremberg et ayant avec eux un corps de proscrits aux ordres de Raes de Heers et de sa femme, allèrent mettre le siège devant cette ville et s'en emparèrent. Louis de Bourbon, qui y résidait, eut le temps de se réfugier à Bruxelles.

Le duc Charles venait de succéder à son père. Peu endurant de sa nature, il résolut de

mettre une bonne fois les Liégeois hors d'état de recommencer. Il leur fit déclarer la guerre à feu et à sang par un héraut tenant une épée d'une main, une torche de l'autre, et se dirigea vers Louvain avec une armée plus formidable qu'aucune de celles qu'il eut jamais mises sur pied. Il avait atteint les marches de la principauté, quand le connétable de Saint-Pol, le cardinal de la Balluc et maître Jean Vanderdriesche (1), trésorier de France, ambassadeurs du roi, vinrent tenter un effort suprême pour l'arrêter. Ils objectaient que Liège était l'alliée du roi, tout en ajoutant que celui-ci pourtant laisserait faire le duc, s'il voulait renoncer à protéger désormais le duc de Bretagne contre sa colère royale. Charles impatienté termina brusquement l'entretien par ces paroles : « Les Liégeois m'attendent; avant trois jours nous aurons la bataille : si je la perds, vous ferez ce que vous voudrez; si je la gagne, je crois que vous laisserez le duc de Bretagne en paix. »

Pendant que le duc marchait sur Saint-

(1) Jean Vanderdriesche était natif de Termonde et avait été nommé président de Flandre par le duc Philippe, qui lui témoignait une grande confiance et le combla d'honneurs et de richesses. Accusé plus tard de prévarication, il fut condamné à perdre la tête et à avoir tous ses biens confisqués. Cette peine ayant été commuée en un banissement perpétuel, Vanderdriesche trouva un asile chez le comte de Saint-Pol. Louis XI l'attira ensuite à son service et le fit trésorier de France.

Trond, les Liégeois, se rappelant le vieux dicton

> Qui passe dans le Hesbain
> Est combattu le lendemain.

faisaient en toute hâte leurs préparatifs de combat. Toutes les milices des bonnes villes et du plat pays avaient été convoquées. Au moment du départ, Guillaume de Berlo alla prendre à la cathédrale l'étendard de Saint Lambert qui lui fut remis en grande cérémonie par les chanoines. Il jura de le rapporter après la bataille, à moins qu'il n'eût succombé ou n'eût été fait prisonnier. Le peuple toutefois ne montrait pas sa confiance ordinaire; il se rappelait que le successeur de son patron vénéré se trouvait dans les rangs ennemis. L'armée liégeoise, composée d'environ trente mille hommes de pied *tant bons que mauvais*, avec cinq cents chevaux seulement, campa le premier jour à Xhendremael et prit position le lendemain, 28 octobre 1467, à Brusthem (1), en face des troupes bourguignonnes. Les chefs les plus expérimentés proposaient de remettre l'action au jour suivant. La foule refusa de les écouter et demanda à grands cris la bataille. La droite et la gauche étant protégées par des marais, les Liégeois creusèrent à la hâte de grands fossés, pour défendre leur centre et

(1) A trois quarts de lieue S E. de Saint-Trond.

garnirent leurs derrières d'une double ligne de chariots qui devait servir à protéger les bagages.

Le duc de Bourgogne, pris à l'improviste, fit ses dispositions avec une sagesse rare chez lui. Son avant-garde, composée d'archers et d'artillerie légère, était commandée par le sire de Ravenstein. Un corps de douze cents hommes, destiné à couvrir ses deux ailes, avait été placé à droite et à gauche du village de Brusthem. Le duc lui-même occupait le centre avec huit cents hommes d'armes et un bon nombre d'archers. Un corps de réserve considérable se tenait prêt à tenir tête à l'armée française qui marchait, disait-on, au secours des Liégeois.

Les milices de Tongres avaient réclamé l'honneur de combattre en première ligne. Les archers bourguignons commencèrent la bataille en faisant pleuvoir sur les Tongrois une grêle de traits; puis arriva l'artillerie qui, tirant serré et de fort près, les mit en désordre; enfin les fossés furent gagnés par Ravenstein. Alors les Liégeois s'avancèrent armés de leurs longues et lourdes piques; ils abattirent en un instant à leurs pieds quatre ou cinq cents hommes et *branlèrent toutes les enseignes bourguignonnes comme de gens presque déconfits,* dit Commines, témoin oculaire. Les Bourguignons reculèrent à leur tour, mais les

archers rétablirent le combat, et, quand les Liégeois furent ébranlés, quittant leurs arbalètes, ils tombèrent dessus avec leurs fortes épées à deux mains et à double tranchant; ils en fauchèrent ainsi des rangs entiers. Les Liégeois tenaient bon cependant. Ils combattaient avec la hache, l'épée, la masse à pointe de fer, donnant et recevant la mort avec une égale intrépidité. Mais l'artillerie bourguignonne éclaircissait leurs rangs de plus en plus. La première ligne, composée d'hommes d'élite, avait disparu presque tout entière. Le drapeau de Saint Lambert flottait encore, mais les chanoines qui le gardaient avaient péri ainsi que presque tous les chefs des compagnies bourgeoises. La seconde et la troisième ligne, retranchées derrière les bagages, se défendaient toujours; enfin elles furent forcées, et la déroute devint générale. La nuit et les marais empêchèrent la cavalerie bourguignonne d'atteindre les fuyards. Six mille Liégeois avaient mordu la poussière.

A Liège, on attendait des nouvelles de la bataille avec une mortelle anxiété. Vers minuit, on vit arriver quelques cavaliers couverts de boue, de sueur et de sang : c'étaient Berlo et sept de ses compagnons. Ils rapportaient l'étendard de Saint Lambert, mais tout brisé et déchiré. Ils ne dirent pas un mot, et personne

ne les interrogea : un seul sentiment dominait toutes les âmes, la terreur muette et la désolation.

La ville de Saint-Trond avait perdu tout espoir d'être secourue : elle capitula immédiatement. Le duc continua sa route vers Liège, après avoir, dès le soir de la bataille, écrit au connétable que sans doute le roi ne serait plus si difficile. Tongres, Hasselt, le comté de Looz acceptèrent sans résistance la loi du vainqueur. Partout il exigea, comme il l'avait fait à Saint-Trond, qu'un certain nombre d'hommes fussent remis à sa volonté. Rien ne pouvait plus l'arrêter dans sa marche et, le 11 novembre, il se trouva à peu de distance de Liège. Toute résistance était impossible et trois cents des principaux bourgeois vinrent, pieds nus et en chemise, lui apporter les clefs de la ville. Il y fit son entrée par une brèche pratiquée dans le mur (1), le 17 novembre, et condamna les habitants à la perte de leurs murailles, de leurs armes et de leurs privilèges. Ainsi, s'écrie un historien liégeois (2), plus de magistratures

(1) Le lendemain que les portes eurent esté baillées, dit Commines, entra le duc en la cité de Liège, en grand triomphe, et luy fut abattu vingt brassées de mur et uny le fossé le long de la grande bresche. A l'environ de luy entrèrent à pied bien deux mille hommes d'armes, armés de toutes pièces et deux mille archiers.

(2) M. Polain.

populaires à Liège! plus de juridictions indépendantes! plus de commune! plus de métiers! tout l'édifice des libertés publiques s'écroulait à la fois. L'œuvre de plusieurs siècles disparaissait en un jour et la maison de Bourgogne allait désormais tenir Liège asservie. Quelques hommes seulement, réfugiés, comme Ambiorix jadis, dans les profondeurs des forêts de l'Ardenne et du pays de Franchimont, conservaient dans leur cœur la pensée de l'indépendance nationale, et osaient encore rêver l'indépendance de la patrie.

Dès le lendemain de son retour, le duc tint cour plénière pour célébrer à la fois sa victoire et la fête de Noël. Il admit, à cette occasion, tout venant en sa présence et fit donner à manger à plus de deux mille pauvres. Délivré des inquiétudes et des soins pressants qui l'avaient accablé au commencement de son règne, il s'occupa à donner un pompeux éclat à sa cour et à étaler dans tout son faste l'étendue de son pouvoir. Mais, en même temps, il songea à mettre bon ordre à ses finances et à faire cesser les désordres que la vieillesse et la complaisance du duc Philippe avaient tolérés dans les dernières années. Il prit lui-même connaissance des moindres détails. Avec l'obstination d'une volonté que rien ne pouvait distraire de son but, il s'informa du revenu de

chacun de ses domaines, des réparations qu'il y avait à y faire, des abus qu'on devait réformer, du produit des tailles, péages, droits de toute sorte formant les impôts ordinaires. En même temps, il faisait dresser sous ses yeux l'inventaire de ce que son père avait laissé d'or, d'argent, de joyaux, d'armes, de riches vêtements. Il voulut que tout cela fût tenu en réserve pour les besoins de l'avenir et régla que le train de sa maison, plus splendide que celle d'aucun prince de la chrétienté, serait payé sur les revenus ordinaires de ses états.

L'ordre et la discipline régnaient dans la maison ducale de la façon la plus sévère. Les chambellans, les écuyers, les domestiques de toute classe étaient divisés par quartiers et faisaient leur service à tour de rôle. Le premier chambellan, le premier maître d'hôtel et tous les premiers officiers étaient à demeure près de la personne de leur seigneur. On voyait à sa cour des princes et des grands seigneurs qui avaient aussi leurs serviteurs à eux et en augmentaient ainsi l'éclat. Chaque jour, les choses se passaient avec le même faste et la même régularité. Pour les repas, tous les serviteurs étaient divisés par dizaines et chaque dizaine avait sa table présidée par un officier de la maison. Ils dînaient avant le duc qui parfois allait de salle en salle voir comment ils

étaient servis. Après leur dîner, ils venaient assister à son couvert. La chapelle, le conseil, la garde des archers étaient de même exactement réglés et le duc ne se montrait jamais qu'environné d'un pompeux cortège.

Le lundi, le mercredi et le vendredi de chaque semaine, il tenait son audience publique assis sur un fauteuil à grand dossier, couvert de drap d'or, et entouré de ses serviteurs et de son conseil. Là il recevait les plaintes de tous ceux qui se présentaient, même des plus pauvres gens, faisait lire leurs requêtes tout haut devant lui et signifiait sa volonté. Parfois ces audiences duraient trois ou quatre heures de suite, et personne n'aurait osé témoigner le moindre ennui, sous peine d'être fortement tancé, car le duc n'épargnait pas les réprimandes à ceux qui s'écartaient de ce qu'il avait règlé. Il avait l'œil à tout. Quiconque ne se serait pas trouvé à l'heure ou à la place prescrite, qui aurait manqué à la chapelle où à l'audience, l'écuyer qui se serait mis entre les chevaliers, celui qui serait allé à l'offrande avant son tour, étaient bien assurés de quelque sévère leçon. Souvent même, lorsque ses serviteurs et ses barons étaient rangés autour de son fauteuil, il leur faisait, ainsi qu'un orateur, des sermons sur la conduite qu'ils devaient tenir, sur les vertus de leur rang et de leur état, les admonestant avec gravité et hauteur.

Isabelle de Bourbon, femme du duc Charles, était morte deux mois après la bataille de Montlhéri. Le 3 juin 1468, il contracta à Damme un nouveau mariage avec Marguerite d'York, sœur d'Edouard IV, roi d'Angleterre. Le même jour, la nouvelle épouse fit son entrée à Bruges avec une magnificence inouïe. Pendant toute une semaine, ce ne fut que fêtes, tournois, joûtes, banquets et entremets de plus en plus merveilleux par l'imagination et les industrieuses mécaniques qui les faisaient mouvoir. Si bien que, le dernier jour, on vit entrer dans la salle une baleine de soixante pieds de long, escortée de deux géants. Son corps était si gros qu'un homme à cheval aurait pu s'y tenir caché. Elle remuait la queue et les nageoires; ses yeux étaient deux grands miroirs. Elle ouvrit la gueule et l'on en vit sortir des sirènes qui chantèrent merveilleusement, et douze chevaliers marins qui dansèrent, puis se combattirent les uns les autres, jusqu'à ce que les géants les fissent rentrer dans leur baleine.

Louis XI avait profité des embarras du duc de Bourgogne pour le séparer de ses alliés et s'était réconcilié avec le duc de Bretagne que la nécessité avait contraint à la paix. Mais cet abandon n'avait apporté ni frayeur ni faiblesse au prince bourguignon; il ne lui avait donné, au contraire, qu'une volonté plus grande de

garder son honneur. Rien ne put le déterminer à traiter d'une alliance avec le roi. Louis XI résolut alors de s'aboucher lui-même directement avec son cousin de Bourgogne. Le roi partit, le 9 octobre 1468, pour Péronne (1) où le duc se tenait à la tête d'une armée récemment réunie; il n'avait pour toute escorte que quatre-vingts Écossais de sa garde et une soixantaine de cavaliers. Le duc le reçut avec de grandes démonstrations de respect et la première entrevue fut pleine de cordialité. Ne trouvant pas le logis qu'on lui avait préparé assez sûr, le roi fit demander au duc le château qui était vieux, inhabité et mal en ordre. Il s'y établit avec toute sa maison, qui ne consistait guère qu'en une douzaine de personnes, et les négociations commencèrent. Malgré toute son habileté, Louis XI ne parvenait point à changer la volonté du duc, quand des nouvelles inattendues vinrent bouleverser les esprits et mettre tout le monde en émoi.

De nouveaux troubles venaient, en effet, d'éclater à Liège. Les mécontents s'étaient rendus maîtres de la ville et y retenaient au milieu d'eux Louis de Bourbon qu'ils avaient surpris à Tongres. Ces faits étaient suffisam-

(1) Aujourd'hui chef-lieu d'arrondissement, sur la rive droite de la Somme, à 47 kilom. d'Amiens.

ment graves, mais la renommée les grossissait encore. On disait que les Liégeois avaient usé de violence envers leur prince et massacré sous ses yeux, pendant la route, seize de ses compagnons, chanoines et autres gens qualifiés. Ces nouvelles, comme on le pense bien, mirent le duc en fureur. Il ne doutait pas que le roi n'eût lui-même poussé les Liégeois à ces excès et il ordonna immédiatement que les portes de la ville et du château fussent fermées et gardées par des archers. Il se promenait çà et là, prenant tous ceux qu'il rencontrait à témoin de la trahison du roi et s'emportant en terribles menaces de vengeance. Pendant ce temps, Louis XI, à qui l'on avait tout rapporté, ne se voyait pas sans crainte enfermé dans l'étroite enceinte de ce château, tout près de cette grosse tour où jadis Herbert, comte de Vermandois, avait tenu prisonnier jusqu'à la mort son roi, Charles le Simple (1). Toutefois il faisait bonne contenance et ne songeait qu'aux moyens de se tirer d'un si mauvais pas.

Le lendemain, le duc assembla son conseil. La réunion fut longue et agitée : elle dura tout le jour et une partie de la nuit. Le roi avait fait offrir de jurer la paix telle que le duc la proposait et d'obtenir toutes réparations suffi-

(1) Tome I, page 108.

santes des Liégeois ou de revenir se joindre au duc pour leur faire la guerre. Les opinions étaient partagées. Au commencement, c'étaient les ennemis du roi qui prévalaient. Pour eux il s'agissait tout simplement de retenir Louis XI en prison, d'envoyer chercher le prince Charles son frère et de régler avec lui le gouvernement du royaume. Cet avis passa, le messager eut ordre de s'apprêter pour partir sur le champ et il n'attendait plus que les lettres du duc, quand tout à coup celui-ci recula devant une si extrême résolution. Écoutant alors les plus sages de ses conseillers qui lui remontraient que le roi étant venu à Péronne sur un sauf-conduit, ce serait un éternel déshonneur à la maison de Bourgogne de manquer à la foi promise, il résolut de négocier avec l'hôte royal devenu presque son prisonnier.

Des commissaires furent nommés de part et d'autre pour dresser un projet de traité. On prit pour base les conditions arrêtées à Arras et à Conflans, mais tout ce qui s'était élevé de difficultés fut résolu au profit du duc. Il fut impossible aux commissaires français d'obtenir la moindre concession. Pendant que ces négociations se poursuivaient, le duc était resté en proie à une violente agitation. Il ne se coucha pas de toute la nuit et, le matin, sa fureur était encore si grande que l'on pouvait croire tout

perdu. Néanmoins il envoya les sires de Créqui, de Charni et de la Roche annoncer au roi qu'il allait venir jurer la paix avec lui, et en effet il ne tarda pas à se rendre au château. En entrant chez le roi, il s'efforçait de montrer une contenance humble et courtoise, mais sa voix tremblait de colère, ses paroles étaient brèves et âpres, son geste menaçant. « Mon frère, dit le monarque un peu ému, ne suis-je pas en sûreté dans votre maison et votre pays? — Oui, monsieur, répondit le duc, et si sûr que si je voyais un trait d'arbalète venir sur vous, je me mettrais devant pour vous garantir. Mais ne voulez-vous point jurer le traité tel qu'il a été écrit? — Oui, dit le roi, et je vous remercie de votre bon vouloir. — Et ne voulez-vous pas venir avec moi à Liège, pour m'aider à punir la trahison que m'ont faite ces Liégeois, à cause de vous et de votre voyage ici? L'évêque est votre proche parent de la maison de Bourbon. — Oui certes, répliqua le roi, et je me suis fort émerveillé de leur méchanceté. Mais commençons par jurer le traité. Puis je partirai avec autant ou si peu de gens que vous le voudrez. » Pour lors on tira des coffres du roi une parcelle du bois de la vraie croix, appelée la croix de Saint-Laud, parce qu'après avoir appartenu à Charlemagne, elle avait été gardée dans l'église de ce nom à An-

gers. Le traité fut juré et le roi expédia le jour même toutes les lettres patentes, au nombre de vingt, qui règlaient l'exécution des divers articles.

Les deux princes partirent le jour suivant. Le roi n'avait d'autre escorte que ses Écossais et trois cents hommes d'armes qu'il manda. L'armée du duc était belle et nombreuse; il commandait en personne les Flamands et les Picards, le reste était sous les ordres du maréchal de Bourgogne. Le 27 octobre, Charles et Louis étaient devant Liège. Le duc s'établit près de Sainte-Walburge; le roi occupait une petite maison qui n'était séparée de celle du duc de Bourgogne que par une grange. Ce dernier, supposant toujours quelque arrière pensée au roi, plaça trois cents hommes d'élite dans cette grange. Il en fit percer et créneler les murs de chaque côté, afin que cette garde fût mieux à même de tout observer et de se porter où sa présence serait nécessaire.

De la position élevée que couronnait l'armée des Bourguignons, dit un historien liégeois (1), on embrassait cette grande ville s'étendant au loin dans un vallon pittoresque et fertile sur les deux rives de la Meuse. De là on découvrait

(1) M. de Gerlache. Nos lecteurs nous sauront gré de leur avoir conservé cette belle page.

ces murailles, ces tours et ces portes jadis surmontées d'autant de citadelles alors en ruines ou remplacées par de faibles palissades; et tout en bas de la montagne, au milieu des édifices et des innombrables églises dont on apercevait à ses pieds les clochers et les cimes élancées, dominaient cette immense cathédrale de Saint-Lambert, qui ne fut détruite que de nos jours, et l'antique palais de l'évêque, où l'évêque n'était pas pour mourir avec son peuple (1). De là le Bourguignon avide, pressentant les dispositions fatales du destructeur de Dinant, dévorait d'avance les dépouilles que devaient récéler tant de maisons de riches bourgeois et de riches marchands, tant de palais, de couvents, de prieurés et d'abbayes. Charles, dont la dernière tentative des Liégeois (2) n'avait fait qu'affermir de plus en plus la cruelle résolution, annonça qu'on attaquerait le lendemain. Les milices liégeoises, si souvent décimées, dépouillées naguère de toutes leurs armes, sans cavalerie, sans une pièce d'artillerie en bon état, n'ayant plus ni murailles, ni rem-

(1) Louis de Bourbon s'était rèndu auprès du duc pour implorer sa clémence en faveur des Liégeois.

(2) Un ancien capitaine liégeois, Jean de Ville, avec un petit nombre de gens éprouvés, avait tenté, la nuit précédente, une attaque sur les premières troupes bourguignonnes arrivées devant Liége. Il en déconfit plus de huit cents, leur prit deux drapeaux et répandit l'alarme dans le reste de l'armée.

parts pour se défendre, abandonnées de ce vil et infâme roi de France qui combattait avec ses ennemis contre des infortunés qui se perdaient à cause de lui, forcées de faire tête à une armée nombreuse qui les attaquait de plusieurs côtés à la fois sans trouver d'obstacle nulle part, ne pouvaient songer ni à livrer combat, ni à soutenir un siège en règle.

Il ne restait d'hommes valides dans toute la cité que six cents Franchimontois avec quelques proscrits et deux braves capitaines nommés Vincent de Bueren et Georges de Strailhe; c'étaient d'anciens compagnons d'armes de Jean de Ville, qui avaient combattu vaillamment à Brusthem et partout où les Liégeois se distinguèrent. Ils rassemblèrent leur petite troupe et lui dirent : « Liège n'existera peut-être plus demain; elle sera détruite comme Dinant; son pauvre peuple sera traité comme les Dinantais; elle ne saurait éviter son sort, si vous l'abandonnez. Quant à vous, les forêts des Ardennes vous sont toujours ouvertes; il vous est facile d'échapper aux Bourguignons. Mais vous savez ce que c'est que l'exil; et peut-être penserez-vous, comme nous, qu'il vaudrait mieux mourir ici pour son pays que de périr de faim et de froid dans les forêts ou de manger le pain amer de l'étranger... Que ne pouvons-nous tenter un dernier coup! — Nous le pouvons, s'écrièrent

à la fois tous les Franchimontois, et, si nous n'avons une belle victoire, nous aurons du moins une bien glorieuse mort. — Puisque vous êtes des hommes, répliquèrent Strailhe et Bueren, soyez ici avec vos armes, ce soir, à dix heures. » A l'heure convenue, ils arrivèrent au rendez-vous munis de leurs lourdes piques; ils y trouvèrent les deux hôtes des maisons occupées par le roi et par le duc, qui devaient leur servir de guides... Ils se glissent en silence, à travers leurs remparts à demi ruinés, vers les hauteurs de Sainte Walburge; escaladent aisément les mauvaises palissades en planches qui couvraient la ville de ce côté; gravissent les sommités de la montagne en faisant divers détours et en cherchant les endroits les plus sinueux pour dérober leur marche aux ennemis; traversent une partie de l'armée sans coup férir; surprennent et égorgent en passant quelques sentinelles; s'attachent un instant au pavillon du duc d'Alençon derrière le logis du duc de Bourgogne et essaient de le forcer; puis, voyant qu'on s'y met en défense, ils l'abandonnent; puis, réprimandés par leurs guides, qui s'effraient de leurs retards, ils se précipitent vers les deux chétives habitations qui abritaient Charles de Bourgogne et le roi de France.

Malheureusement les trois cents Bourguignons que Charles avait placés dans la grange

entendent quelque rumeur pendant que les Liégeois s'arrêtent au quartier du duc d'Alençon. Ils se lèvent en sursaut et s'arment au hasard. Les Liégeois surpris et ne comptant pas toutefois qu'il y eût dans cette espèce de citadelle une si forte garnison, les attaquent à grands coups de piques à travers les crénelures de leurs murailles et en même temps ils cherchent à forcer le logis des princes; mais la résistance est plus vive qu'ils ne l'avaient prévue. Les uns crient *vive Bourgogne!* les autres *vive le roi*, et *tuez!* Bientôt toute l'armée est en émoi : chacun se dirige vers le lieu où il a entendu du bruit. Charles et Louis, n'ayant pas pris de repos depuis plusieurs jours, s'étaient mis au lit et dormaient profondément pour se refaire en attendant l'assaut du lendemain. Le duc n'avait avec lui que douze archers qui jouaient aux dés dans une chambre au dessous de la sienne; Louis était gardé par ses fidèles Écossais. Charles, brusquement réveillé, endosse à la hâte son haubergeon et veut descendre dans la rue où l'on se battait aux flambeaux avec un vacarme et un désordre extrêmes; il trouve ses archers occupés à défendre la porte, non sans peine, contre les assaillants, et il ne sort point. On ne savait dans cette mêlée à qui l'on avait affaire, ce qui augmentait encore la confusion. Les Bourgui-

gnons éprouvaient des alarmes d'autant plus vives qu'ils soupçonnèrent d'abord quelque nouvelle trahison de la part de Louis XI, et les Liégeois, qui l'avaient prévu, cherchaient à provoquer des méprises en criant à force : *vive le roi! vive la France!*

De leur côté les Écossais défendaient vaillamment leur maître et, tirant au hasard, ils tuaient indistinctement Liégeois et Bourguignons. Les deux conducteurs des Franchimontois tombèrent malheureusement des premiers. Les Liégeois redoublèrent d'efforts; cependant dès que l'un d'eux touchait le seuil fatal, il était abattu. Ceux qui le suivaient frappaient à leur tour; mais peu nombreux et combattant sur plusieurs points à la fois, ils voyaient leurs rangs de plus en plus s'éclaircir, tandis que leurs ennemis se renforçaient de toutes parts. Enfin cette poignée de braves, enveloppée, accablée sous le poids d'une armée nombreuse, succomba jusqu'au dernier, après avoir immolé une grande multitude d'ennemis. On dit que la nuit n'a point de honte : cependant aucun ne voulut fuir; ils avaient juré de vaincre ou de mourir, et ils moururent.

Ainsi, dit M. de Gerlache en achevant ce récit, ainsi se termina ce fait d'armes comparable à tout ce que l'antiquité et les temps modernes offrent de plus héroïque. Si les Fran-

chimontois eussent été droit au logis du roi et du duc sans s'arrêter, on ne doute pas qu'ils n'eussent facilement tué ou fait prisonniers ces deux princes. Commines croit même *qu'ils eussent aussi déconfit le demeurant de l'armée.* Toutefois, pour ceux qui jugent de la grandeur d'une entreprise, non par le succès, mais par la hardiesse et l'intrépidité de ceux qui la conçoivent et l'exécutent, la gloire d'un si beau dévouement reste tout entière à ses auteurs et il n'est pas au pouvoir de la fortune de la leur ravir.

Le matin du dimanche 30 octobre, un coup de bombarde et deux coups de coulevrine donnèrent le signal et quarante mille soldats, se faisant un chemin sur les ruines des anciennes murailles, entrèrent dans la ville de deux côtés à la fois. En arrivant à la place de l'hôtel de ville, le duc fit briller son épée et cria *vive Bourgogne!* Louis XI tira la sienne et répéta le même cri. Aussitôt le pillage commença. Le peuple poursuivi, traqué dans les maisons privées, se réfugia dans les églises; mais rien ne put arrêter le Bourguignon altéré de sang et de richesses. La religion et la pudeur furent également méconnues et les horreurs de Dinant furent surpassées. Charles avait commandé, dit-on, que l'on épargnât Saint-Lambert et l'on ajoute qu'il tua de sa main deux

ou trois de ses archers qui voulaient y pénétrer. Néanmoins ceux qui y avaient cherché un asile furent enlevés pour être mis à mort ou à rançon. Les massacres continuèrent jusqu'à la fin de la journée, mais on y procéda en quelque sorte plus méthodiquement. On ne se contenta plus d'assommer un à un les malheureux bourgeois, de les suspendre aux arbres et aux barreaux des croisées : on les réunit par dizaines, par vingtaines, les mères aux enfants, les époux aux épouses, par un raffinement de cruauté, et on les précipitait ainsi dans la Meuse. Les Bourguignons faisaient trafic de femmes et d'enfants; ils les jouaient aux dés ou les vendaient pour quelques sous; et encore ne se trouvait-il pas beaucoup d'acheteurs, parce qu'au milieu du danger chacun ne songeait qu'à soi. Des auteurs portent jusqu'à quarante mille le nombre des morts.

Le duc roulait au fond de son cœur le dessein d'anéantir entièrement la malheureuse ville. Louis XI le confirma dans cette pensée, en disant que *le moyen de chasser les oiseaux, c'était de brûler le nid*. On mit donc le feu aux quatre coins de la cité. Il ne demeura debout que cinq ou six habitations bourgeoises attenant à des églises, et environ trois cents maisons canoniales ou curiales qui toutefois furent dévastées. Trois à quatre mille ouvriers, ap-

pelés du dehors, employèrent l'espace de sept semaines à compléter la destruction, soit par le feu, soit par le marteau et la pioche, et à retirer des entrailles du sol une prodigieuse quantité de métal mis en fusion par l'incendie et perdu dans les débris.

Après avoir donné ses derniers ordres, Charles s'était embarqué sur la Meuse pour aller à Maestricht. Parvenu à quelque distance de Liège, il s'arrêta afin de contempler les tourbillons de flammes et de fumée qui s'élevaient du sein de la ville condamnée et pour entendre le fracas des édifices qui s'écroulaient. Sa vengeance n'était cependant pas entièrement satisfaite. Il n'eut point de repos qu'il n'eût détruit dans leurs dernières retraites les familles de ces braves Franchimontois, dont il aurait dû respecter le courage et le malheur. Il brûla leurs cabanes, anéantit leurs forges qui étaient leurs richesses et emmena toute la population captive. Ces excès produisirent une horreur générale et la voix de l'Eglise se joignit aux malédictions populaires. Charles s'en repentit enfin et, vers le milieu du mois de février 1471, il envoya à la cathédrale de Saint-Lambert un petit Saint-Georges en or massif, aux pieds duquel on le voyait à genoux en posture de suppliant. C'était une réparation des pillages et des profanations essuyés par les

églises de la part de ses soldats pendant le sac de Liège.

Le duc était rentré à Bruxelles dans les derniers jours de novembre; il y reçut des députés des quatre membres de Flandre chargés de le complimenter. Ceux de Gand, malgré le peu de succès des démarches tentées précédemment pour opérer une réconciliation, lui firent faire, de bouche et par écrit, des protestations de fidélité et d'obéissance qu'il ne voulut pas recevoir, disant que leurs actes avaient trop souvent démenti leurs paroles. Au retour des députés, le 22 décembre 1468, la *collace* de Gand fut assemblée; on y comptait, outre les échevins des deux bancs et les doyens, huit cents à mille bourgeois des plus riches, des plus sages et des plus gens de bien. L'assistance apprit avec douleur ce qui s'était passé à Bruxelles et il fut résolu à l'unanimité que, pour apaiser le duc, de nouveaux députés se rendraient immédiatement auprès de lui et lui exposeraient de point en point toutes les marques que les Gantois voulaient donner de leur soumission. Le duc, cette fois, les reçut avec bienveillance et leur enjoignit de revenir quelques jours après, en lui apportant la charte de Philippe le Bel relative à leurs élections et en se faisant accompagner d'un homme de chaque métier porteur de la bannière de son métier.

Le dimanche, 8 janvier 1469, ces députés furent admis en la présence du duc, siégeant en pompe dans la grande salle du palais à Caudenberg; ils étaient accompagnés des doyens et des jurés des métiers. Tous se prosternèrent aux pieds du prince en criant merci et en déposant humblement leurs bannières à ses pieds. Le duc fit lacérer la charte sous ses yeux et, après leur avoir de nouveau reproché leur désobéissance, finit par les recevoir en sa grâce, leur promettant de leur être bon prince, s'ils restaient fidèles à leurs engagements. Ces engagements furent consignés dans des lettres du même jour. Elles portaient obligation, pour les Gantois, de renoncer à leurs bannières et de tenir closes les portes condamnées par le traité de Gavre; de consentir à ce que le duc et ses successeurs renouvelassent annuellement la *loi* de leur ville, en y commettant les personnes qu'ils jugeraient convenables, pourvu que ce fussent des bourgeois de Gand; de consentir de même à ce que les assemblées générales, appelées *collaces*, convoquées pour les affaires du prince, du pays et de la ville, se fissent désormais en la forme qu'il plairait au duc d'établir. Il était aussi stipulé pour le cas où quelque métier s'avançât de *faire armée ou course à bannière déployée*, sans l'ordre du bailli et de la *loi*, que ceux dudit métier seraient

privés de leurs *keures,* franchises, privilèges et libertés. Le 29 avril, la *cueillotte* sur les grains fut établie à Gand et, le 31 mai, le duc vint en cette ville, accompagné de la duchesse et de mademoiselle de Bourgogne. De grands préparatifs avaient été faits pour les recevoir. Le 6 juin, Charles assista à un tournoi sur le marché du vendredi et, le 18, une joûte eut lieu sur la Lys par ordre du magistrat. La cour séjourna à Gand jusqu'au 13 juillet.



CHAPITRE VI.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DES DÉMÊLÉS DE CHARLES LE TÉMÉRAIRE AVEC LES SUISSES JUSQU'A SA MORT DEVANT NANCY.

Origine des démêlés avec les Suisses. — Guerre imminente. — Politique de Louis XI. — Le duc réclame une aide des quatre membres de Flandre. — Les États refusent. — La guerre commence, mais elle est bientôt suspendue. — Edouard IV remonte sur le trône. — La guerre recommence. — Nouvelle trêve — Conduite révoltante d'Adolphe de Gueldre envers le duc Arnoul son père. — Arnoul transfère au duc de Bourgogne tous ses droits sur les duchés de Gueldre et de Zutphen. — Le duc réunit ces territoires à ses états. — Négociations avec l'empereur Frédéric III pour obtenir le titre de roi. — Entrevue à Trèves. — Déception du duc de Bourgogne. — Le duc institue un parlement à Malines pour tous ses états de Belgique. — Mécontentement provoqué par les violences du sire de Hagenbach. — Le duc se rend en Alsace. — Il prend à sa solde le comte de Campo-Basso. — Alliance entre le roi de France, les Suisses et l'archiduc Sigismond. — Hagenbach surpris, jugé et livré au supplice. — Alliance du duc de Bourgogne et du roi d'Angleterre contre la France. — Siége de Neuss. — Les Bourguignons dévastent la Haute-Alsace et sont battus par les Suisses et leurs alliés. — Après de longs

et inutiles efforts, le duc est obligé de lever le siège de Neuss. — Convocation des États de Flandre. — Subside. — Archers offerts par les Liégeois. — Edouard IV débarque à Calais. — Louis XI parvient à le détacher de l'alliance du duc de Bourgogne. — Guerre avec la Lorraine — Prise de Nancy. — Les Suisses, poussés à bout par le comte de Romont, déclarent la guerre au duc de Bourgogne. — Siège d'Yverdun. — Bataille de Granson. — Réunion des États généraux des Pays-Bas à Gand. — Opposition. — Bataille de Morat; nouvelle défaite du duc de Bourgogne. — Le duc René reprend presque toutes les villes de la Lorraine. — Siège de Nancy. — Mort du duc Charles.

De grands projets occupaient les pensées du duc de Bourgogne; il ne songeait à rien de moins qu'à réunir ses divers états par l'adjonction des territoires qui les tenaient séparés et à en former ainsi un seul et puissant royaume. Ce n'était pas là, comme on l'a dit, un plan chimérique et peu s'en fallut que ce vaste dessein ne s'accomplît. Un premier jalon dans cette voie avait été posé en 1469. La maison d'Autriche et les communes suisses se faisaient depuis longtemps une guerre continuelle où les Suisses avaient presque toujours remporté l'avantage. Le duc Sigismond, fils de l'empereur Frédéric III, prince doux d'ailleurs et paisible, manquait d'argent pour s'acquitter envers ces redoutables montagnards qui, après avoir ravagé ses états, lui avaient imposé une

paix ruineuse. On lui conseilla de s'adresser au duc de Bourgogne qu'il vint trouver à Arras où il fut reçu avec grande solennité. Un traité fut conclu à Saint-Omer le 9 mai, par lequel le duc Charles s'engageait à fournir à Sigismond l'argent qui était nécessaire à ce prince et recevait en gage les possessions du duc d'Autriche situées sur les bords du Rhin. Pierre d'Hagenbach, nommé gouverneur par le duc de Bourgogne, partit immédiatement à la tête de quinze cents chevaux et de quatre mille hommes de pied avec la mission de prendre possession des territoires engagés, c'est-à-dire, du *landgraviat* d'Alsace, du comté de Ferette, du Brisgau, du Sundgau et des quatres villes *forestières* (1) Waldshutt, Sackingen, Lauffenburg et Rheinfelden.

A quelque temps de là, le duc se trouva mêlé à une nouvelle querelle entre la France et l'Angleterre. Le comte de Warwick (2) avait

(1) Ainsi appelées de la *Forêt noire, Schwarzwald, Sylva hercynia*. Les deux premières, sur la rive droite du Rhin, appartiennent aujourd'hui au grand duché de Bade ; les deux autres, sur la rive gauche, à la Suisse.

(2) Richard Nevil, comte de Warwick, dit le *faiseur de rois*, avait fait prisonnier, à la bataille de Saint-Alban (1455), le roi Henri VI, de la maison de Lancastre, et proclamé roi, sous le nom d'Edouard IV, le fils du duc d'York. Mécontent du nouveau roi qui avait trouvé un appui dans le duc Charles de Bourgogne, époux de Marguerite d'York, il se déclara contre lui et proclama roi de nouveau Henri VI qu'il tira de la Tour de Londres.

organisé une vaste conspiration contre le roi Édouard IV, mais, après quelques succès passagers, il échoua complètement et fut obligé, avec le duc de Clarence son gendre, de chercher un refuge en France. Il avait avec lui trente vaisseaux avec lesquels il avait fait voile vers Calais. Le duc de Bourgogne envoya contre lui une partie de sa flotte. Mais Warwick courut sur les vaisseaux flamands, en prit plusieurs et entra avec un butin considérable dans le port d'Honfleur, où il fut accueilli avec empressement. A cette nouvelle, le duc entra dans un grand courroux et se plaignit amèrement des procédés de la France. Le 25 juin 1470, usant de représailles, il ordonna à ses officiers de *saisir tous les biens appartenant aux sujets du roi de France dans ses états, pour être, sur les dits biens et les deniers provenant de leur vente, fait restitution à ses propres sujets endommagés par le duc de Clarence et le comte de Warwick.*

Une guerre était imminente et de nouveaux sacrifices allaient être exigés du pays. Dès le 14 mai, les députés des quatre membres de Flandre avaient été convoqués à Lille et le chancelier de Bourgogne leur avait exposé qu'une aide de cent vingt mille couronnes était requise pour les armements. Mais les sommes accordées au duc depuis son avènement étaient

si considérables qu'une vive répugnance se manifesta au sein des États et que d'autres députés furent chargés d'aller présenter des remontrances au duc à Middelbourg où il se trouvait en ce moment. Le duc accueillit très mal ces remontrances et renvoyant les députés : « Vous autres, Flamands, leur dit-il tout en colère, avec vos dures têtes, avez toujours contemné (méprisé) ou haï vos princes. Car, quand ils n'étoient pas bien puissants, vous les contemnâtes et, quand ils étoient puissants et que vous ne leur pouviez rien faire, vous les haïtes. Quant à moi, j'aime mieux être haï que contemné. »

Sur ces entrefaites, le comte de Warwick avait remis à la voile sous l'escorte de l'amiral de France et était débarqué sans encombre à Darmouth. Le roi Édouard était sans défiance et il n'eut le temps que de gagner en toute hâte le port de Lin dans le Norfolk. Il y trouva par bonheur quelques navires marchands de la Hollande et y prit place avec sa suite. La petite flotte arriva à grand' peine devant Alckmaar, sur la côte de la Frise, et y jeta l'ancre. Le sire de la Gruuthuse, gouverneur de Hollande, se trouvait en ce moment dans cette ville. Il alla recevoir dans la rade le royal fugitif et le conduisit à la Haye d'abord, puis au château de la Gruuthuse, situé au village

d'Oostcamp, à une lieue de Bruges. Le roi habita ensuite l'hôtel de la Gruuthuse à Bruges, où il séjourna depuis le 13 janvier 1471 jusqu'au 19 février suivant. Les magistrats brugeois exercèrent noblement l'hospitalité envers le roi d'Angleterre. Aussi, quand Édouard quitta leur ville pour se rendre en Zélande, il voulut témoigner sa satisfaction à la foule respectueuse et sympathique qui l'entourait en allant à pied jusqu'à Damme, au lieu de prendre place sur un des navires pavoisés destinés à le transporter jusque là.

Louis XI qui avait conduit toute cette affaire d'Angleterre se hâta d'en profiter au détriment du duc de Bourgogne. Après avoir envoyé des forces sur les côtes pour s'opposer aux descentes de la marine bourguignonne, il fit publier une défense à tout marchand, sous peine de confiscation de corps et de biens, de vendre ou acheter blés, vins, draps, épiceries et toute denrée ou marchandise quelconque dans les pays ou seigneuries du duc de Bourgogne. Défense fut faite de même aux marchands bourguignons de trafiquer en France. On ne se borna pas à cela. Une assemblée de princes, de grands officiers et de notables de tous les ordres, tenue à Tours le 3 décembre, annula le traité de Péronne comme arraché par la violence et le duc de Bourgogne, atteint et

convaincu du crime de lèse-majesté, fut cité à comparaître devant le parlement de Paris. Le duc était à Gand. Un jour qu'il se rendait à la messe, un huissier du parlement osa se présenter devant lui et lui remettre la citation. Charles le fit jeter en prison. Bientôt il apprit que ses possessions en France venaient d'être déclarées saisies par le roi.

Dès les premiers jours de janvier 1471, le connétable de France entra à Saint-Quentin où il s'était menagé des intelligences. Le sire de Poix livra Roye au comte de Dammartin et passa au service du roi. Heureusement le sire d'Esquerdes arriva à temps pour sauver Abbeville et y tint garnison avec trois mille hommes. Le duc surpris avait été obligé de quitter Doulens et de se replier sur Arras. Le comte de Dammartin passa la Somme, envoya sa cavalerie en avant et s'empara de quelques châteaux. Mais, grâce aux excellents règlements introduits dans l'armée bourguignonne, il ne fallut pas un temps bien long au duc pour réunir des forces considérables et se mettre en mesure de tenir la campagne. Prenant alors l'offensive, il se dirigea vers la Somme et marcha rapidement sur Picquigni. La garnison, après avoir fait quelque résistance, rendit la ville qui fut brûlée. Le duc était maître du passage de la rivière. A cette nouvelle, le con-

nétable sortit de Saint-Quentin et se porta sur la gauche des Bourguignons. Arrivé devant Bapaume, il somma la ville de se rendre, mais Jean de Longueval qui y commandait s'y refusa. Le duc avait, de son côté, détaché une partie de ses forces, sous les ordres du sire de la Gruuthuse, pour défendre le territoire menacé par le connétable. Celui-ci alors prit le parti de se retirer, en brûlant tout sur son passage. Le duc put ainsi continuer sa marche sans obstacle. Il passa la Somme et vint assiéger Amiens par la rive gauche. On était en force des deux côtés et, le siège menaçant de traîner en longueur; on souffrait de la disette aussi bien chez les assiégeants que dans la ville assiégée. Enfin les deux partis se lassèrent et le duc ayant pris l'initiative d'une négociation avec le roi, une suspension d'armes pour trois mois fut conclue le 4 avril 1471. Chaque belligérant devait continuer à occuper les portions de territoire dont il était en possession.

En ce moment, la face des choses changeait complètement en Angleterre. Le roi Édouard, aidé sous main par son beau-frère de Bourgogne, avait quitté la Zélande pour tenter de reconquérir son royaume. Il débarqua à Ravensport, dans le comté d'York, n'ayant pas avec lui plus de deux mille hommes. Ses forces grossirent peu à peu et, le 11 avril 1471, il fit

paisiblement son entrée dans sa capitale. Cependant le comte de Warwick avait réuni des troupes considérables et, le 14 avril, il vint présenter la bataille à Édouard dans la plaine de Barnet, à dix milles de Londres. Le combat fut rude et longtemps douteux. Enfin Édouard l'emporta et le comte de Warwick, qui était descendu de cheval et combattait avec les archers, fut tué dans la mêlée ainsi que son frère le marquis de Montagut. Édouard, à peine remonté sur le trône, envoya à Bruges des messagers porteurs d'une lettre datée du 14 mai 1471 et destinée à remercier les magistrats de cette ville, *ses chers et bien spéciaux amis, de la bonne et grande courtoisie* qu'ils lui avaient faite pendant son exil.

La guerre recommença bientôt. Le duc ouvrit les hostilités, passa la Somme et se présenta devant Nesle. La ville était défendue par cinq cents archers du pays qui tirèrent sur le héraut envoyé pour les inviter à se rendre et qui, ayant été admis plus tard à capituler, tuèrent encore deux Bourguignons. Cette perfidie rendit furieux le duc de Bourgogne. Ses soldats se précipitèrent dans la ville et s'y livrèrent au plus effroyable carnage. Rien ne fut épargné, ni l'âge, ni le sexe; l'église même ne fut pas respectée : on égorgea tous ceux qui s'y étaient réfugiés. « Tels sont les fruits de l'arbre de la

guerre, » dit le duc en sa colère. De Nesle il marcha sur Roye. Les assiégés demandèrent des conditions : ils eurent la vie sauve et sortirent désarmés en simple pourpoint, le bâton à la main. Le duc vint ensuite mettre le siège devant Beauvais dont les habitants, quoique sans garnison, avaient résolu de se défendre à outrance. La ville fut attaquée de deux côtés à la fois. Les bourgeois ne perdirent pas courage. Ils avaient une grande confiance en sainte Angadresme, patronne de leur cité, dont la châsse fut portée processionnellement sur les remparts. Les femmes surtout montraient un courage admirable. On vit une jeune fille, Jeanne Lainé, plus connue sous le nom de Jeanne Hachette, arracher la bannière d'un Bourguignon au moment où il allait la planter sur la muraille. Le dernier assaut fut donné le 9 juillet. Après trois heures d'un combat acharné et après avoir eu mille ou quinze cents hommes tués ou blessés, les Bourguignons s'arrêtèrent; le duc, voyant qu'il n'y avait nul espoir de succès, ordonna lui-même la retraite et délogea, quelque temps après, par une belle nuit et sans trompettes. Le siège avait duré vingt-quatre jours. C'est en mémoire de cette glorieuse défense que fut instituée à Beauvais la *procession de l'assaut* où les femmes marchaient immédiatement après le clergé. Parmi

ces vaillantes bourgeoises de Beauvais, Jeanne Hachette est restée célèbre et l'on montra longtemps, dans une église de la ville, l'étendard arraché par elle des mains de l'ennemi au plus fort de l'assaut.

Le duc ainsi désappointé se dirigea vers la Normandie. Il ravagea le pays de Caux, se présenta inutilement devant Dieppe et s'arrêta quatre jours devant Rouen. Son armée souffrait de la disette, les maladies y règnaient et, pour comble de malheur, l'un de ses plus sages conseillers, le sire Philippe de Commines, venait de l'abandonner pour passer au service de Louis XI qui avait su l'attacher à sa fortune depuis l'aventure de Péronne. Le duc Charles se vit donc obligé de regagner la Picardie et l'Artois, où l'ennemi brûlait les villes et ravageait le territoire aussi cruellement que lui-même le faisait en Normandie. On sentait, des deux côtés, la nécessité de mettre un terme à ces dévastations. Enfin, après beaucoup de difficultés, une trêve fut signée entre le duc et le connétable pour cinq mois à partir du 3 novembre.

Il y eut des prolongations de trêve pendant toute l'année 1473. Le duc en profita pour terminer une affaire qui l'occupait depuis longtemps. Arnoul, duc de Gueldre, s'était allié en 1456 avec le duc de Saxe contre Philippe,

duc de Bourgogne. Sa femme, Catherine de Clèves, nièce du duc Philippe, emmenant avec elle le jeune Adolphe, son fils, s'était alors séparée de son mari, et depuis lors de grandes discordes avaient agité ce malheureux pays. Après une guerre cruelle entre le fils et le père soutenus, le premier par les gens de Nimègue et de Venloo, l'autre par ceux de Ruremonde, Adolphe avait reçu en apanage la ville et la seigneurie de Nimègue. Il ne sut point s'y tenir en repos et finit par se réfugier auprès du duc de Bourgogne qui le fit chevalier de son ordre et le maria à sa nièce Catherine de Bourbon, sœur de la comtesse de Charolais. Une réconciliation eut lieu deux ans plus tard et la duchesse, qui avait tenu vivement le parti de son fils, fit aussi sa paix avec son mari. Le 10 janvier 1465, la famille réunie célébrait cet heureux changement par de joyeuses fêtes dans la ville de Gavre. Le vieux duc venait de se retirer dans sa chambre, lorsque des gens de Nimègue, d'accord avec la duchesse, pénètrent dans le palais, font lever Arnoul et l'emmènent à cheval au château de Buren où on le retient prisonnier. Adolphe alors s'empare du pouvoir et se fait reconnaître partout, excepté à Ruremonde. Cette ville se déclara neutre entre le père et le fils. Celui-ci retint six ans son père dans une dure captivité. L'empereur Frédé-

ric III et le pape Paul II firent de vains efforts pour mettre ordre à ce scandale. Enfin le duc Charles, pressé par l'indignation de toute la chrétienté, commanda à ce fils dénaturé de tirer son père de prison et de l'amener à Doulens.

Le duc de Bourgogne chercha vainement à les mettre d'accord. L'obstination d'Adolphe était si grande que le vieillard lui jeta son gage de bataille devant le duc Charles et tout le conseil assemblé. En présence de tant de haine, Charles songea à s'arranger avec le père et commença à traiter avec celui-ci de sa succession. Adolphe, ayant soupçon de la chose, s'échappa sous un déguisement et voulut rentrer en Gueldre. Mais il fut reconnu, arrêté à Namur et enfermé, par commandement du duc de Bourgogne, au château de cette ville. Le 7 décembre 1472, fut signé le traité en vertu duquel le duc Arnoul transportait au duc de Bourgogne tous ses droits sur les duchés de Gueldre et de Zutphen, moyennant trois cent mille florins d'or du Rhin, à la condition de continuer à jouir, sa vie durant, de la moitié de ses domaines. Trois mois plus tard, le vieux duc mourait.

Au commencement du mois de juin de l'an 1473, le duc de Bourgogne entra dans la Gueldre à la tête d'une armée considérable. Il

trouva plus de résistance qu'il ne s'y était attendu. Venloo tint ses portes fermées pendant cinq jours. Regnier, sire de Broekhausen, qui commandait à Nimègue où il avait sous sa garde deux enfants d'Adolphe, Charles et Philippine de Gueldre, sut inspirer à la garnison et aux habitants une vive ardeur pour se défendre. L'artillerie bourguignonne avait renversé leurs portes, leurs tours, leurs murailles et ils résistaient encore. Six cents archers anglais qui avaient tenté l'assaut périrent presque tous pendant l'attaque, et laissèrent pour trophées aux habitants de Nimègue leurs bannières plantées sur la brèche. Enfin il fallut céder. Le duc de Clèves s'interposa et, le 19 juillet, les clefs furent livrées au duc de Bourgogne qui accorda la vie à la garnison et condamna la ville à une forte amende. Les enfants d'Adolphe lui furent remis et la soumission du pays fut bientôt complète. Le duc ajouta ainsi cette puissante seigneurie à des états déjà si considérables.

Le plan du duc Charles était de continuer à s'agrandir en Allemagne et d'y devenir maître des bords du Rhin, de façon que ce fleuve, depuis le comté de Ferette et le comté de Bourgogne (1), ne coulât plus que sous sa

(1) La Franche-Comté.

domination. Depuis plusieurs années, il était en continuelles négociations avec l'empereur pour obtenir le titre de roi et celui de vicaire impérial. Le 29 septembre 1473, Frédéric III arriva à Trèves, où une entrevue solennelle devait avoir lieu entre lui et le duc de Bourgogne. Le duc s'y rendit aussitôt et les deux princes semblèrent rivaliser de grandeur et de magnificence. Ils avaient amené leurs principaux conseillers avec eux et l'on ne tarda pas à traiter des affaires importantes qui occupaient tous les esprits. Dans une séance d'apparat qui eut lieu à l'abbaye de Saint-Maximin où le duc était logé, l'archevêque de Mayence fit en latin un long discours au nom de l'empereur. Tout en comblant le duc de Bourgogne des plus grandes louanges, il exprima le regret de ce que les guerres continuelles que ce prince soutenait contre le roi de France troublaient le repos de la chrétienté et empêchaient les potentats de s'unir contre les Turcs, dont les progrès étaient si menaçants depuis plusieurs années. Le chancelier de Bourgogne, Guillaume Hugonet, répondit, aussi en latin, au discours de l'archevêque de Mayence. Il rappela toute l'histoire des différends de son maître avec le roi de France et protesta que nul, plus que le duc de Bourgogne, n'aspirait à venger la chrétienté des cruelles et récentes victoires des infidèles.

Mais ce n'était pas en public ni avec tant d'appareil que s'expliquaient les véritables motifs de l'entrevue. Les prétentions du duc de Bourgogne étaient hautes et nombreuses. Non seulement il voulait que le titre de roi lui fût donné, mais il réclamait de grandes augmentations de territoire, entre autres les quatre évêchés de Liège, d'Utrecht, de Tournai et de Cambrai, qui étaient des fiefs relevant directement de l'empire. L'empereur était d'un génie borné et d'un caractère méfiant; il craignait toute espèce de trouble et de mouvement. On lui représentait en secret quel danger il courait en favorisant un prince dont l'orgueil et l'ambition ne connaissaient aucune borne; qui de vassal voudrait bientôt se faire maître; qui enlèverait la dignité impériale à son fils Maximilien, peut-être à lui-même; qui, étant incapable de sagesse et de repos, exciterait sans cesse des guerres en Allemagne pour y tenter de nouvelles conquêtes.

Au milieu de ces négociations, les journées se passaient en fêtes, en tournois, en festins. Le duc apprêtait tout pour un couronnement qui lui paraissait assuré. L'église de Saint-Maximin était tendue des plus riches tapisseries, les autels couverts de vases d'or, de vermeil et d'argent, de châsses et de reliquaires constellés de diamants qui avaient été apportés

avec la chapelle ducale. Le trône de l'empereur était dressé et un peu au-dessous le trône du nouveau roi ; le sceptre, la couronne, le manteau et la bannière royale étaient exposés aux regards des curieux. Hélas! le matin même du jour fixé pour la cérémonie, le duc apprit que, la veille au soir, l'empereur s'était mis en un bateau sur la Moselle pour se rendre à Cologne. Toutes ses espérances étaient renversées pour le moment, mais ses projets n'en persistaient pas moins. Il quitta Trèves le 25 novembre et se dirigea sur Thionville, où il résida jusqu'au 11 décembre.

Ce fut à Thionville que le duc donna un nouveau développement à une création de son père, laquelle remontait à l'année 1465. Ce prince, voulant empêcher ses sujets de Flandre et d'Artois d'appeler au parlement de Paris des décisions des cours de justice du pays, avait attaché à sa personne une sorte de conseil intime où la plupart des cas de ce genre furent désormais évoqués. Charles, poursuivant l'œuvre de son père, institua à Malines un parlement auquel ressortissaient non-seulement les comtés de Flandre et d'Artois, mais de plus toutes les cours de ses nombreux états de Belgique. C'était un pas considérable fait vers cette fusion de tous les domaines de sa maison dans un royaume de Bourgogne, dont

la fondation resta la pensée dominante de sa vie.

Depuis trois ans que le comté de Ferette et les domaines reçus en gage de l'archiduc Sigismond étaient au pouvoir du duc de Bourgogne, la haine la plus furieuse s'était allumée contre son gouvernement. Pierre de Hagenbach, *landvogt* (gouverneur), en qui le duc avait une confiance absolue, était un homme rude et violent. A ses violences on l'accusait de joindre des mœurs effrénées et on lui reprochait les plus violents attentats. Les villes libres du voisinage, Strasbourg, Colmar, Schelestadt étaient sans cesse en butte à ses insultes et à ses menaces. Enfin il avait offensé les ligues suisses (1), ces anciens amis de la maison de Bourgogne, et préparé au duc les plus cruels embarras. Celui-ci voulut visiter ses nouveaux domaines et obtint du jeune duc René le passage libre à travers la Lorraine. Il traversa le Rhin et fit son entrée à Brisach, où il reçut le serment des habitants. Il se montra si gracieux que les gens du pays se risquèrent à porter plainte de la conduite du gouverneur et à réclamer leurs anciennes libertés. L'évêque de Bâle et l'évêque de Spire, les envoyés du comte Palatin et du markgrave de Bade, ap-

(1) C'est à dire, les confédérés suisses, *Schweizerische Eidgenossen*.

puyèrent ces remontrances. Le duc témoigna à tous une extrême courtoisie, les engagea à rester ses fidèles alliés, mais ne retira pas sa confiance au sire de Hagenbach. Il se montra plus froid envers deux anciens *avoyers* (1) de la ville de Berne qui se présentèrent au nom des ligues suisses et le conjurèrent également d'arrêter les excès de son *landvogt*, sans pouvoir en obtenir une réponse positive.

Le duc Charles, ayant repassé le Rhin, continua sa route par Einsisheim, Thann, Béford, Montbéliard, Besançon et arriva enfin à Dijon. Il tint ses états de Bourgogne dans cette ville qui était la capitale du duché. Après le dîner, où il déploya sa magnificence ordinaire, il réunit de nouveau les membres de l'assemblée et leur fit un beau discours sur l'ancien royaume de Bourgogne, dont jadis les rois de France s'étaient emparés sans nul droit et qu'ils avaient converti en un duché vassal et tributaire. Ce devait être, disait-il, un grand motif de regrets pour tous ses sujets; mais il gardait en lui-même des desseins qu'il ne convenait pas de déclarer maintenant, que lui seul savait et que l'avenir pourrait montrer. En ce moment, en effet, il ne s'occupait plus que de rendre son

(1) *Advocatus*. nom que portait le premier magistrat dans quelques villes et quelques cantons suisses.

armée toujours plus puissante et plus nombreuse. Sans cesse il faisait des ordonnances sur l'armement, l'ordre et la discipline de ses compagnies, et surveillait tout lui-même avec un soin et une activité infatigables. Il s'occupait aussi à recruter des soldats et des capitaines à l'étranger et c'est à cette époque qu'il prit à son service le comte de Campo-Basso, *condottiere* italien, qui s'était acquis quelque réputation d'habileté dans le commandement. Les Lombards commencèrent alors à figurer dans l'armée du duc de Bourgogne, qui les favorisa particulièrement, sans doute parce qu'il les trouvait plus disposés à faire toutes ses volontés.

Louis XI, qui avait l'œil présent partout, profita du mécontentement des Suisses pour conclure une alliance avec eux et pour arriver à réunir en une confédération formidable ces vaillants montagnards, l'archiduc Sigismond, les villes libres de l'Alsace et des bords du Rhin, les seigneurs de tout ce pays et les malheureux sujets des domaines engagés au duc de Bourgogne. Entre tous ces derniers ce fut bientôt fait. Bâle et Strasbourg s'obligèrent, sous la caution du roi de France, à prêter à l'archiduc la somme nécessaire pour dégager ses domaines. Restaient les Suisses. Le duc de Bourgogne, informé de ce qui se tramait, fit des efforts tardifs pour empêcher une alliance

qui semblait contre nature, celle des Suisses et de la maison d'Autriche. L'alliance fut néanmoins signée, le 25 mars 1474, à Constance, sous la garantie du roi et publiée le 3 avril suivant. L'archiduc envoya signifier au duc Charles que le montant de sa créance était à sa disposition dans la ville de Bâle, et qu'ainsi les pays donnés en gage devaient rentrer sous la puissance de leur seigneur naturel.

Sur ces entrefaites, Hagenbach s'était transporté à Brisach le dimanche de Pâques et avait ordonné, au mépris de la sainteté du jour, que tous les habitants, sans distinction, eussent sur le champ à travailler aux ouvrages de défense. Cet ordre mit le comble à l'indignation commune. Un complot se forma entre les gens de la ville et les soldats allemands de la garnison. Au premier bruit de l'insurrection, le *landvogt* accourut, l'épée nue, sur la place, mais les soldats allemands avec leurs piques, les bourgeois et même les femmes, armés de haches, de fourches, de broches, se précipitèrent sur lui, le saisirent et le constituèrent prisonnier aux mains du bourgmestre. Les Lombards et les Flamands de la garnison protestèrent qu'ils n'étaient pour rien dans les cruautés du gouverneur et demandèrent à se retirer avec leurs bagages, ce qui leur fut accordé.

L'archiduc, voyant les choses se précipiter ainsi, n'attendit point la réponse du duc de Bourgogne et s'avança jusqu'à Bâle. Là il nomma Herman d'Eptingen pour son *landvogt* et l'envoya prendre possession de ses anciens domaines avec deux cents cavaliers seulement. Il n'y eut aucune résistance et en peu de jours le changement de gouvernement fut consommé. L'archiduc se rendit alors à Brisach, et décida que Pierre de Hagenbach serait jugé immédiatement par un tribunal composé de députés de toutes les villes et de seize chevaliers pour l'ordre de la noblesse. Le jugement fut rendu le soir, à la clarté des flambeaux; l'ancien *landvogt* était condamné à perdre la tête. Huit bourreaux de différentes villes se présentèrent aussitôt pour exécuter la sentence; celui de Colmar fut préféré. Après que le condamné eut été dégradé de sa dignité de chevalier et de tous ses honneurs, les juges montèrent à cheval ainsi qu'Herman d'Eptingen. Au milieu d'eux marchait Pierre de Hagenbach entre deux prêtres. Des torches éclairaient la marche; une foule immense se pressait autour de ce triste cortège. Hagenbach s'entretenait avec son confesseur d'un air pieux et recueilli, mais ferme, se recommandant aux prières de tous ceux qui l'entouraient. Arrivé au lieu de l'exécution, il monta sur l'échafaud d'un pas assuré : « Je ne

regrette point la vie, dit-il, mais je supplie Dieu de me pardonner d'avoir mérité une telle sentence et plus cruelle encore. Vous tous aussi, dont j'ai été le gouverneur pendant quatre années, pardonnez-moi : j'étais homme; priez pour moi. » Il s'entretint encore un instant avec le confesseur, présenta la tête et reçut le coup. Cette mort, humble et courageuse tout ensemble, le réhabilita aux yeux du peuple, parmi lequel se perpétua la tradition que sa fin avait été celle d'un saint.

Quand le duc Charles eut connaissance de ces évènements, il entra dans une colère aveugle et insensée. Étienne de Hagenbach s'était rendu auprès de lui pour demander vengeance de la mort de son frère et avait reçu la promesse d'une réparation éclatante; des troupes furent mises à sa disposition pour commencer la guerre en Alsace. Cependant l'attention du duc était tournée en ce moment d'un autre côté. Il était parvenu à décider le roi Édouard d'Angleterre à tenter une grande entreprise en France. Des traités furent conclus à Londres, le 25 juillet 1474, par Antoine de Bourgogne, au nom du duc son frère. Le premier renouvelait les anciennes alliances; le second portait que le roi d'Angleterre passerait en France, à la tête de dix mille combattants au moins, avant le 1er juillet de l'année sui-

vante, afin d'y recouvrer ses anciens domaines et de se remettre en possession de la royauté; un autre traité réglait les secours que les deux princes contractants devaient se fournir mutuellement; par un quatrième traité enfin, Édouard, comme roi de France, faisait donation à Charles de Bourgogne du duché de Bar, des comtés de Champagne, de Nevers, de Rhétel, d'Eu, de Guise, de la baronnie de Douzy et de toutes les villes de la Somme.

Dans l'intervalle, le duc voulut terminer de vive force une affaire où il s'était engagé fort à la légère. Robert de Bavière, archevêque nommé de Cologne, avait indisposé tout le monde contre lui. Il avait été obligé de quitter sa ville archiépiscopale et le chapitre, procédant à une nouvelle élection, l'avait remplacé par Herman, frère du landgrave de Hesse-Cassel. Robert prit son recours auprès du duc de Bourgogne. L'empereur lui était contraire, et ce fut assez pour que le duc épousât sa cause et lui promit de le rétablir sur son siège de Cologne. Il entra donc dans l'électorat de Cologne et mit le siège, le 30 juillet, devant la petite mais forte ville de Neuss (1). La place était défendue par Herman de Hesse qui s'y

(1) Neuss, à 6 kilom. S. O de Dusseldorf, compte aujourd'hui six à sept mille habitants.

était enfermé avec dix-huit cents combattants. Son frère Henri de Cassel et beaucoup de seigneurs du voisinage s'étaient joints à lui avec leurs vassaux; l'évêque de Munster, celui de Mayence avaient envoyé des secours d'hommes et d'argent. Toute l'Allemagne, qu'effrayait la domination du duc de Bourgogne, paraissait s'intéresser à la défense.

Cependant Étienne de Hagenbach et le comte de Blamont avaient envahi la Haute-Alsace. Jamais pays ne fut plus cruellement traité. Plus de cinquante villages entre Porentruy et Delle furent saccagés ou brûlés, les habitants massacrés, les plus abominables sacrilèges perpétrés. L'empereur et le roi de France pressèrent alors les alliés de ne pas laisser ce malheureux pays livré aux cruautés des Bourguignons. Les Suisses hésitaient, mais l'entrée de l'ennemi sur les marches de leur territoire fit bientôt cesser leurs hésitations. Vers la fin d'octobre, une lettre de défi, écrite sous le sceau de la ville de Berne, fut remise au comte de Blamont. L'archiduc et ses alliés des bords du Rhin firent remettre la leur au duc lui-même par Gaspar Hurter, héraut de l'empire. Le héraut, arrivé au camp devant Neuss, se plaça sur le passage du prince, lui signifia ce défi à haute voix et lui en remit la cédule. Le duc ne répondit rien,

mais on le vit se mordre la lèvre et on l'entendit répéter avec une colère étouffée : « Berne! Berne! »

L'effet suivit de près la menace. Le mois d'octobre n'était pas encore passé quand l'armée confédérée pénétra dans la Franche-Comté, du côté de Montbelliard; c'était une force d'environ dix-huit mille hommes dont les Suisses formaient presque la moitié. Toute cette armée portait, en signe d'union, la croix blanche au lieu de la croix rouge qui avait distingué les Suisses dans leurs guerres avec la maison d'Autriche. Les alliés arrivèrent devant Héricourt (1). Le maréchal de Bourgogne marcha contre eux avec cinq mille combattants et il ne tarda pas à être rejoint par le comte de Romont qui amena huit mille hommes de pied et douze mille chevaux, en descendant les montagnes situées entre le pays de Vaud et la Franche-Comté. La première rencontre fut terrible. On n'avait rien vu de pareil à l'élan furieux des Suisses. Leurs cris épouvantables, leur ardeur, leur impétuosité eurent bientôt jeté l'effroi parmi l'armée du comte de Romont. Son infanterie fut rompue et la cavalerie elle-même vint se briser en efforts impuissants

(1) Position fortifiée entre Montbelliard et Béford, aujourd'hui chef-lieu de canton (Haute-Saône).

contre les longues piques de l'ennemi. Le désordre et le désespoir s'emparèrent des Bourguignons dont la déroute fut complète et sanglante. Les chariots d'artillerie et une grosse coulevrine furent menés en triomphe à Berne. Les Suisses consentirent, quoique difficilement, à laisser les autres prisonniers racheter leur vie, mais il n'y eut aucun moyen de sauver les Lombards. C'était à eux qu'étaient imputées toutes les horreurs commises dans le pays de Ferette. Dix-huit furent remis aux gens de Bâle, condamnés à être brûlés vifs comme des bandits sacrilèges et exécutés solennellement.

Tout cela ne détournait point le duc de Bourgogne du siège de Neuss où il s'obstinait depuis six mois. Il était parvenu à resserrer étroitement la place; les vivres et la poudre commençaient à devenir rares. Les assiégés étaient presqu'à l'extrémité, lorsque l'empereur Frédéric, accompagné de presque tous les princes de l'empire, arriva à Andernach, entre Coblentz et Cologne, avec une armée de soixante mille hommes. Le duc fut alors contraint de changer ses dispositions afin de ne pas se voir exposé à être lui-même assiégé dans son camp. Le blocus devint moins exact et les gens de Cologne en profitèrent pour ravitailler la place. En ce moment, Charles Ier,

roi de Danemark, de Suède et de Norwège, traversait l'Allemagne en revenant d'un pèlerinage à Rome. L'empereur le pria de s'interposer comme arbitre dans l'affaire de l'archevêque de Cologne et pour négocier la paix avec le duc. Le roi accepta et se rendit à Dusseldorf: mais il ne put rien gagner sur l'esprit du prince bourguignon. Un légat du pape avait joint, sans plus de succès, ses efforts à ceux du roi. Cependant le duc épuisait ses états d'hommes et d'argent, et ses sujets commençaient à se refuser au payement des impôts excessifs dont il les accablait. Voulant en finir, il résolut, le 24 mai 1475, d'attaquer l'armée allemande dont il n'était séparé que par la petite rivière d'Erft. Il obtint l'avantage, mais tout se borna à emporter les approches du camp ennemi dont c'eût été une trop grande entreprise d'assaillir les remparts. Il crut alors en avoir assez fait pour sa gloire et conclut une trêve de neuf mois. L'affaire de Cologne fut remise au jugement du pape et la ville de Neuss placée en dépôt entre les mains du légat. Le 27 juin, après avoir étalé sa magnificence dans un festin somptueux, il quitta enfin ce camp où il avait passé si vainement onze mois entiers.

Charles était revenu à Bruges où il s'empressa de convoquer les états de Flandre. L'assemblée se réunit le 12 juillet. Il fallait des

hommes et de l'argent. Le duc adressa de vifs reproches aux mandataires du pays, qui l'avaient, disait-il, obligé de lever le siège de Neuss, en ne lui envoyant ni chariots, ni *piquenaires*, ni pionniers, ni ouvriers. « Vous parlez d'obéissance, ajouta-t-il, et vous n'exécutez point mes ordres; vous parlez de loyauté et vous abandonnez votre prince, qui s'expose pour vous au vent et à la pluie. Puisque vous ne voulez pas être gouvernés comme des enfants par leur père, vous le serez comme des sujets sous leur seigneur. Je suis le vôtre et je le demeurerai tant qu'il plaira à Dieu, à la barbe de ceux qui en seraient mécontents et que je ne crains point. » S'adressant aux prélats et aux nobles, il leur ordonna d'obéir sous peine, pour les uns, de perdre leur temporel, pour les autres de forfaire leur vie et leurs terres. Puis, se tournant vers les députés du tiers état: « Et vous, dit-il, mangeurs des bonnes villes, faites de même, sur vos têtes et confiscation de tous vos biens, ensemble tous vos privilèges, franchises, coutumes et libertés. » Enfin, ayant juré par saint Georges que, si l'on faisait faute à ce qui serait de par lui ordonné, lui ne se ferait faute d'exécuter ce qu'il venait de dire, il se leva et sortit en laissant à l'assemblée pour tout adieu ces simples mots : « Sur ce je vous salue. »

A ces ordres du duc les États répondirent par un long mémoire où ils représentaient que, sous le règne du duc Philippe, l'adhésion préalable des mandataires du pays avait toujours été considérée comme indispensable pour percevoir des taxes; qu'il était impossible de songer à une levée en masse; que les marchands, les ouvriers, les laboureurs étaient peu propres à porter les armes. « La guerre, ajoutaient-ils, est inconciliable avec le fait de marchandise, ès laquelle vos très nobles progéniteurs, passé quatre cents ans, à si grand soin et labeur de tous moyens possibles, se sont parforcés d'entretenir le pays. » Charles repoussa cette réponse avec colère : « Il ne m'en chaut de votre écrit, dit-il; faites-en ce que bon vous semble, mais accomplissez votre devoir. » De guerre lasse, les États lui accordèrent un subside de cent mille ridders et la solde de quatre mille *sergents*, payable d'avance par tiers chaque année. Les Liégeois lui offrirent en même temps six mille archers entretenus à leurs frais, à condition qu'il leur permît de reconstruire leur pont sur la Meuse et de rebâtir leurs maisons. Le duc accepta cette condition.

Dès le mois d'octobre 1474, le roi d'Angleterre avait envoyé Jarretière, son héraut, signifier à Louis XI d'avoir à lui restituer ses

duchés de Guyenne et de Normandie : faute de quoi, il descendrait en France avec toute sa puissance. Louis XI reçut le héraut avec une courtoisie plus grande encore que d'habitude et, après avoir entendu le message du prince anglais, il répondit froidement : « Dites lui que je lui conseille de n'en rien faire. » Puis il congédia l'envoyé, en le chargeant d'offrir de sa part le plus beau cheval de ses écuries au roi Édouard. Le 5 juillet 1475, Édouard débarqua à Calais avec une magnifique armée. Il ne trouva, à son débarquement, ni le duc, ni armée, ni magasin, et se montra très peu satisfait de la conduite de son allié. Le duc s'excusa comme il put et annonça au roi que le connétable avait embrassé leurs intérêts et n'attendait qu'un moment favorable pour livrer Saint-Quentin. Mais quand les Anglais s'approchèrent de la ville, l'artillerie, tirant sur eux, leur tua deux ou trois hommes et la garnison sortit toute prête à les combattre. Ils rentrèrent furieux dans leur camp. Cela ne fit que disposer davantage Édouard à écouter les propositions du roi de France, qui répandait l'or à pleines mains parmi son entourage. Une entrevue eut lieu à Picquigny entre les deux rois, vers la fin du mois d'août. Louis XI parvint à détacher Édouard de l'alliance du duc de Bourgogne, en s'engageant à lui payer un

tribut annuel de cinquante mille écus, ou à lui céder la Guyenne pour la pension de sa fille aînée à laquelle le dauphin Charles était promis. Ainsi abandonné, le duc de Bourgogne fut réduit à signer lui-même, à Soleuvre (1), le 13 septembre 1475, une trève de neuf ans avec Louis XI.

Depuis longtemps, le duc Charles avait conçu la pensée de s'emparer de la Lorraine, qui joignait son comté et son duché de Bourgogne avec le duché de Luxembourg et qui lui était indispensable pour former un seul corps de ses vastes états. La Lorraine était alors en la possession du jeune duc René de Vaudemont, qui avait réuni en sa personne les droits des deux branches de sa maison sur ce duché. Louis XI, en traitant avec le duc de Bourgogne, lui permit de punir les habitants de Nancy, alliés de ceux du comté de Ferrette, et de conserver toutes les conquêtes qu'il ferait en Lorraine. Le duc fit aussitôt entrer ses troupes dans le pays sous le commandement du comte de Campo-Basso, qui jouissait de plus en plus de sa confiance et qui avait des motifs personnels de ressentiment contre René. Campo-Baso commença par s'emparer de Briey, dont il fit pendre la garnison, quoiqu'on lui eût promis

(1) Château entre Luxembourg et Montmédi.

la vie sauve. Le duc de Bourgogne arriva bientôt lui-même et se montra plus traitable envers les vaincus. La Lorraine avait peu de moyens de se défendre et la ville de Nancy fut obligée de se rendre dès le 29 novembre. Charles y fit une entrée triomphale et y réunit les États du duché le 18 décembre. Il promit à ses nouveaux sujets de leur être bon prince, de les gouverner en toute justice et de faire de Nancy, qu'il voulait agrandir et embellir considérablement, la capitale de ses états. Ce discours parut faire un excellent effet sur les gens du pays.

Les Suisses, depuis leur alliance avec le roi de France et l'Autriche, s'étaient comportés sans nul ménagement envers le duc de Bourgogne. De son côté, le comte de Romont, de la maison de Savoie, gouverneur du duché de Bourgogne, ne leur épargnait aucune vexation. Poussés à bout, ils lui envoyèrent leur défi : « Vous nous avez fait outrage, disaient-ils. Comme violence appelle violence, nous voulons nous défendre par voie de fait, tant et si bien que vous disiez que c'est assez. » Joignant l'action aux paroles, les Bernois entrèrent, avec leurs voisins de Fribourg, sur les terres du comte de Romont. Il n'était en aucune façon préparé à soutenir l'attaque de ces hommes terribles, qu'aucun péril n'effrayait,

que nulle résistance n'arrêtait, qui prenaient les forteresses d'assaut, sans artillerie, qui brisaient les portes des villes à coups de haches et de halebardes et qui ne faisaient point de quartier. En moins de trois semaines, le comte avait perdu tous ses états et la duchesse de Savoie avait vu sa principale ville mise à rançon par les Suisses.

Le duc de Bourgogne assiégeait alors Nancy. Il venait de conclure un traité avec l'empereur et un délai de six mois avait été stipulé pour tenter un accommodement avec l'archiduc. Il avait également accordé une trève aux gens de l'Alsace. Les idées d'un vaste royaume de Bourgogne l'obsédaient plus que jamais : maître de la Suisse, il eût été placé au centre de sa puissance. Confirmé dans cette chimère par les étrangers qui l'entouraient, il se décida à une nouvelle guerre et quitta Nancy, le 11 février 1476, pour se mettre à la tête de ses troupes. Il avait amené de Lorraine à peu près trente mille hommes; le comte de Romont vint le rejoindre avec quatre mille combattants et six mille hommes lui arrivèrent aussi du Milanais. L'artillerie était la plus belle qu'on eut jamais vue. Il traînait avec lui toutes ses richesses : sa chapelle, sa vaisselle, ses joyaux, ses riches armures. Jamais il n'avait marché en si grande pompe.

Le comte de Romont commandait l'avant-garde; il entra par Jougne que les Suisses avaient renoncé à défendre; de là il gagna Orbe abandonnée aussi par eux et arriva devant Yverdun. Il avait des intelligences dans la place. Pendant la nuit, les Bourguignons y pénétrèrent par l'intérieur de deux maisons qui touchaient aux remparts. Ils se répandirent aussitôt dans la ville en criant : « Ville gagnée! Bourgogne! Bourgogne! » Les Suisses surpris sortirent de leurs logis à demi armés, à demi vêtus, parvinrent à se réunir et se retirèrent en bon ordre vers le château, s'ouvrant un chemin avec leurs longues piques. Le comte de Romont se présenta alors devant le château et somma cette faible garnison de se rendre. Sur son refus, il fit remplir le fossé de paille et de fascines et y mit le feu. La flamme et la fumée enveloppaient le château; les portes allaient être brûlées : tout à coup elles s'ouvrirent, le pont s'abaissa et les Suisses tombèrent sur les Bourguignons. Ils les mirent en fuite, ramassèrent quelques vivres à la hâte, ramenèrent les canons laissés dans la ville et rentrèrent au château. Le lendemain, arriva de Berne un détachement pour renforcer cette vaillante garnison. On crut que c'était l'avant-garde des Suisses. En un moment, la ville fut vide de soldats et d'habitants. Conformément

aux ordres des chefs, elle fut entièrement brûlée et ce poste fut abandonné, comme l'avaient été les forteresses de Jougne et d'Orbe.

La garnison d'Yverdun se retira au château de Granson avec son artillerie. Il avait été résolu de défendre cette position jusqu'à la dernière extrémité. Le 19 février, le duc arriva avec toute son armée. Aussitôt il fit donner un assaut où il perdit deux cents hommes; cinq jours après, un autre fut tenté et repoussé de même après trois heures de résistance. Cependant les canons continuaient à battre les murs jour et nuit; le magasin à poudre prit feu et sauta; les vivres commençaient à manquer : on était réduit au pain d'avoine. Enfin, tout espoir de secours étant perdu, les quatre cent douze hommes restant des huit cents qu'ils étaient d'abord se rendirent aux assiégeants le 28 février. Après les avoir dépouillés de leurs armes et de leur argent, on les conduisit au duc. Charles était plus rude que cruel, mais dans ses dernières années les obstacles le rendaient impitoyable et il croyait faire par là peur à ses ennemis. Il ordonna de pendre tous les Suisses aux arbres d'alentour, sans en excepter un seul. Cet ordre barbare fut exécuté en moins de quatre heures. C'était un spectacle horrible, rapporte un témoin oculaire, que celui de tant d'hommes pendus autour du camp.

Pendant le siège, le duc avait établi son camp de la façon la plus redoutable. La droite s'appuyait au lac de Neufchâtel; la gauche s'étendait jusqu'à cette partie du Jura qu'on nomme le Thevenon et dont le pied est occupé par des marais. Au devant et sur la rive du lac qui conduit vers la ville de Neufchâtel, il prit pour défense la petite rivière de l'Arnon, fit creuser des fossés, éleva des retranchements, plaça son artillerie et rendit son camp presque inattaquable. Sa tente était située sur une colline qui porte encore aujourd'hui son nom et d'où il découvrait au loin toute l'étendue du lac. Les Suisses pris à l'improviste se réunissaient à la hâte. Les gens de Berne s'étaient empressés d'écrire à leurs confédérés pour leur donner courage et demander secours. « Nous avons bon espoir, disaient-ils, que l'affaire ne sera pas longue et finira bien. » Tout était en mouvement sur les bords du Rhin et dans les montagnes; depuis Strasbourg jusqu'au Saint-Gothard et à Innspruck, tout s'apprêtait contre un prince qui avait répandu tant de haine et d'épouvante. Au 1er mars, l'armée des Suisses était d'environ vingt mille combattants.

A l'approche de l'ennemi, le duc se porta avec les archers de sa garde au château de Vaux-Marcus. Ce château commandait le chemin de Granson à Neufchâtel, fort resserré en

cet endroit, parce que les montagnes se rapprochent du lac. La garde de ce poste et celle des hauteurs voisines furent confiées au sire Georges de Rosimbos avec cent archers. Dans la journée du 1er mars, les Suisses s'étaient avancés vers Vaux-Marcus. Le 2, ils rencontrèrent le sire de Rosimbos avec ses archers : le combat s'engagea et les Bourguignons furent repoussés. Les Suisses s'avancèrent encore un peu et bientôt, de la hauteur où ils étaient, ils aperçurent toute l'armée bourguignonne, en ordre de marche, occupant la route le long du lac. On fut également étonné des deux parts, mais on se résolut à combattre. Le duc, monté sur un grand cheval gris, parcourut les rangs, disposa ses troupes, donna ses ordres : « Marchons à ces vilains, encore, disait-il, que ce ne soient pas gens dignes de nous. »

Bientôt on vit les Suisses s'avancer d'un pas ferme et en belle ordonnance; ils descendaient des hauteurs vers une petite plaine aux bords du lac. Quand ils furent tout près de l'ennemi, dans les vignes qui couvraient les dernières pentes du côteau, ils se mirent, selon l'usage de leurs pères, dévotement à genoux, se découvrirent la tête et se recommandèrent à Dieu. « Ils demandent merci, » criaient les Bourguignons. Les Suisses, sans s'émouvoir, continuèrent à s'avancer en bataillons carrés,

se faisant un rempart de leurs longues piques et de leurs hallebardes. Les bannerets, portant leurs enseignes, se tenaient au milieu des bataillons; dans les intervalles étaient les canons qui tiraient sans cesse. Il n'y eut sorte d'efforts que ne tenta le duc avec ses gens d'armes pour rompre ces masses serrées. Ce fut vainement. Toutes les attaques venaient s'arrêter devant les pointes des hallebardes. Il pénétra pourtant jusqu'à la bannière de Schwitz et par deux fois y porta la main pour la saisir, mais n'y réussit pas. Les Suisses s'avançant toujours avaient fini par ramener les Bourguignons vers leur camp fortifié et le gros de leur armée; le duc pensait retrouver là tout son avantage. Tout à coup on entendit retentir vers la gauche le son retentissant des trompes d'Uri et d'Unterwalden, mêlé au cri de « Granson! Granson! » C'était une nouvelle armée qui descendait des hauteurs.

Le ciel s'était éclairci et le soleil de ce jour d'hiver éclairait vivement la scène du combat. Le duc n'avait pas perdu courage : il s'en allait de tous côtés, ralliant ses gens, essayant de les mettre en bataille, se jetant tout le premier à travers le danger. Ce furent peine et vaillance perdues. Le trouble et l'épouvante s'étaient emparés de l'armée et, lorsqu'elle vit les Suisses descendre tête baissée et à grands pas, comme

si rien ne dût les arrêter; lorsque les coulevrines qu'ils avaient amenées commencèrent à tirer, le désordre se mit dans tout le camp et une terreur panique s'empara des esprits. Les Italiens les premiers prirent la fuite; tous couraient éperdus ça et là, hâtant leur course sans s'arrêter un instant et comme poursuivis par une puissance invisible. Le duc les rappelait par ses cris, les accablait d'injures, les frappait à grands coups d'épée. Accablé de fatigue, épuisé de douleur et de rage, resté presque le dernier, lui-même enfin prit la fuite, n'ayant plus ni camp ni armée et s'en alla à l'aventure, suivi de cinq seulement de ses serviteurs. Il courut ainsi sans s'arrêter jusqu'à Jougne dans le passage du Jura. « Ah! monseigneur, lui disait son fou pendant cette triste retraite, nous voilà bien annibalés. »

Dès que les Bourguignons furent entièrement dispersés et leurs retranchements sans défense, toute poursuite cessa et les vainqueurs se jetant à genoux remercièrent Dieu qui leur avait accordé une si belle victoire. Les chefs tentèrent de mettre un peu d'ordre dans le riche butin qu'on avait conquis et dont les pauvres Suisses étaient loin de connaître la valeur. Ignorant l'usage ou le prix de tant de choses inconnues à leur simplicité, ils vendaient la vaisselle d'argent pour quelques

deniers; les vases d'or et de vermeil leur semblaient lourds et incommodes et ils s'en défaisaient au plus vite. Le gros diamant du duc, qui avait autrefois orné la couronne du grand mogol, fut trouvé sur le chemin enfermé dans une petite boîte enrichie de pierres fines. L'homme qui la ramassa garda la boîte et jeta le diamant comme un morceau de verre; pourtant il se ravisa, l'alla rechercher, le retrouva sous un chariot et le vendit un écu. Ces magnifiques tentures de soie et de velours, brodées en perles; ces cordes tressées d'or qui attachaient le pavillon du duc; ces draps d'or et de damas, ces dentelles de Flandre, ces tapis d'Arras, dont on trouva une incroyable abondance enfermée dans des caisses, furent coupés et distribués à l'aune comme de la toile commune dans une boutique de village.

Outre ces objets de faste, le camp de Granson renfermait un butin dont les Suisses connaissaient mieux la valeur. Ils y trouvèrent quatre cents pièces d'artillerie, bombardes ou coulevrines; huit cents arquebuses à crochet, comme on appelait l'artillerie de main; trois cents tonneaux de poudre, un nombre infini de lances, de masses d'armes, d'arcs, d'arbalètes, de flèches, de brides pour les chevaux. Les bannières, étendards, pennons de tant de princes et de seigneurs s'en allèrent orner les églises

de toutes les villes des confédérés. Le trésor du duc fut pris aussi et fidèlement distribué entre chacun des alliés. Il était si riche que le partage s'en fit sans compter ni peser, mais en mesurant à pleins chapeaux.

En approchant des murs de la ville de Granson, les Suisses aperçurent les arbres encore chargés des cadavres de leurs parents, de leurs amis, de leurs compagnons. Cette vue alluma en eux une soif furieuse de vengeance. La garnison s'était rendue sans condition. Une partie fut précipitée du haut de la tour du château ; d'autres furent amenés vers les arbres où pendaient les corps et étranglés avec les mêmes cordes. La jeunesse et les larmes de quelques-uns attendrirent cependant les vainqueurs, qui leur firent grâce. La garnison de Vaux-Marcus fut plus heureuse. Le sire de Rosimbos, repoussé des hauteurs au commencement de la bataille, était rentré dans la forteresse. Quand la nuit fut venue, il dit à ses archers : « Vous voyez le danger où nous sommes. Puisque la nuit est noire et que nos ennemis semblent endormis, il nous faut sortir tous ensemble l'épée au poing et passer tout au travers. Il s'agit de sauver notre vie. » Ils le crurent, ouvrirent les portes, traversèrent les postes des Suisses, passèrent les montagnes et arrivèrent sans encombre à Salins, dans la Franche-Comté.

Le duc repassa les montagnes et s'en vint à Orbe, puis à Lausanne, d'où il expédia des ordres partout pour rassembler les débris de son armée et réunir de nouvelles troupes. Mais ses forces ne pouvaient suffire à tant de tourments d'esprit, à tant de fatigues de corps : il tomba malade. Le désespoir et l'abattement le saisirent; sa raison était presque égarée; il ne voulait voir personne. Heureusement un médecin italien qu'il avait parvint à le guérir. Au bout de quinze jours, il reprit ses anciennes habitudes et retrouva toute son activité. Jamais il n'avait été plus terrible dans ses volontés et n'avait commandé plus rudement à ses serviteurs. Une seule pensée l'occupait : refaire son armée et se préparer de nouveau à la guerre.

Le 26 avril 1476, une assemblée des États généraux des Pays-Bas s'ouvrit à Gand, en présence de Marguerite d'York, duchesse de Bourgogne, et de la princesse Marie, qui y tenaient leur résidence. Le Brabant, la Flandre, l'Artois, le Hainaut, la Hollande, la Zélande, la Picardie, le Namurois, les châtellenies de Lille, de Douai, d'Orchies, le pays de Ponthieu, le duché de Limbourg, les pays d'Outre-Meuse, le duché de Luxembourg et le duché de Gueldre y étaient représentés. Le chancelier Hugonet proposa une levée en masse. Une partie des gens de guerre ainsi levés devaient être chargés

de la garde des frontières, les autres envoyés à l'armée du duc de Bourgogne. Un second désir du duc fut exposé aux États, c'était que mademoiselle de Bourgogne, sa fille unique et son héritière, fût conduite auprès de lui. Le 24 mai, les députés, après en avoir référé à leurs commettants selon l'usage, se réunirent de nouveau au cloître des Augustins. Tous les pays de la langue flamande rejetèrent la proposition d'une levée en masse; l'Artois et le Hainaut se montrèrent plus accommodants. Mais il y eut unanimité pour empêcher que l'héritière de la maison de Bourgogne fût conduite hors du territoire national. Les deux princesses s'efforcèrent de changer la résolution des États et l'on essaya, tour à tour, dans ce but, des prières et de l'intimidation. Pendant que l'on négociait, les graves évènements accomplis au dehors vinrent créer une situation complètement nouvelle en Belgique.

Le duc Charles, après deux mois de séjour à Lausanne, se trouvait de nouveau à la tête d'une forte armée. Le 9 mai, il voulut la passer en revue devant la duchesse de Savoie. Cette armée comptait au moins vingt mille hommes, mais laissait à désirer dans son organisation. Les Suisses, de leur côté, avaient commencé à se concentrer aux environs de Morat, qu'on regardait comme le boulevard de Berne. Il y

a environ six lieues de Morat à cette dernière ville, et la rivière de la Saane sépare cet intervalle en deux portions à peu près égales. C'était sur la rive droite que les Suisses avaient établi leurs positions. En attendant l'arrivée de leurs confédérés, ils avaient fortifié Laupen et Gumminen, seuls endroits où il y eut des ponts sur la Saane; leur résolution était d'attendre que les Bourguignons vinssent les attaquer.

« Or ça, ces chiens ont donc perdu courage; il m'est avis que nous allions les trouver, » dit le duc. Il quitta Lausanne le 27 mai et vint, le 10 juin, camper à Faoug, une lieue avant Morat. Le comte de Romont, avec neuf mille combattants, avait pris sa route entre les deux lacs de Neufchâtel et de Morat, afin d'investir la ville des deux côtés. « Le duc de Bourgogne est ici avec toute sa puissance, ses soudoyés italiens et quelques traîtres d'Allemands, écrivit Adrien de Bubenberg aux Bernois. Messieurs les avoyers, conseillers et bourgeois peuvent être sans crainte, ne point se presser et mettre l'esprit en repos à tous nos confédérés. Je défendrai Morat. » Aussitôt il rassembla la garnison et les habitants, leur fit faire serment de se comporter vaillamment et promit, par serment aussi, de mettre à mort le premier qui parlerait de se rendre.

Bientôt Morat fut environné de tous côtés, hormis vers le lac, par où arrivaient, la nuit, de petites barques. Ce fut le comte de Romont qui donna le premier assaut le 12 juin. Ses grosses bombardes abattirent un large pan de mur. Les assiégeants, criant ville gagnée, coururent à la brèche; mais les Suisses y étaient aussi et ils soutinrent bravement le choc. On combattit pendant trois heures sur la muraille et dans le fossé. A la nuit, les Bourguignons se retirèrent. Ils avaient perdu sept cents hommes et le chef de leur artillerie avait été tué d'un coup d'arquebuse. Le siège n'avançait pas. Deux fois le duc de Bourgogne fit tenter de nouveaux assauts : le fossé fut comblé, les échelles dressées, tout fut inutile. Adrien de Bubenberg était partout, veillait au moindre danger, animait par sa présence, par ses paroles, par son exemple, tous ceux de sa garnison et les rendait aussi inébranlables que lui-même. Cette héroïque résistance donna aux confédérés le temps d'arriver tous au rendez-vous.

Successivement on avait vu arriver à Berne les hommes d'Uri, d'Unterwalden, de l'Entlibuch, de Thun et de l'Oberland, de l'Argovie, de Bienne, de la commune et de l'évêque de Bâle. Ceux des pays de l'archiduc étaient venus sous la conduite du comte Oswald de Thier-

stein, ainsi que les gens de Colmar, de Schelestadt, de Rothweil et de Saint-Gall. Le comte de Gruyère, dont la puissante seigneurie s'étendait entre Fribourg et le pays de Vaud, était arrivé aussi avec sa troupe. Il fut suivi par le contingent de Strasbourg sous le commandement du comte Louis d'Eptingen et par le duc René de Lorraine avec trois cents chevaux. Ce prince malheureux faisait cause commune avec les Suisses et mettait en eux tout son espoir dans sa détresse. On n'attendait plus que les gens de Zurich et, comme ils tardaient, on résolut de se mettre en marche sans différer davantage. Enfin, le 21 juin au soir, pendant que les habitants de Berne étaient dans les églises à prier Dieu pour la bataille qui allait se donner, on annonça qu'ils arrivaient avec ceux de la Turgovie, de Baaden et des libres bailliages. Aussitôt la ville fut illuminée; on dressa des tables devant toutes les maisons; on y servit à boire et à manger. Tout en faisant fête aux hommes de Zurich, on les pressait de continuer leur route afin d'arriver au camp avant la bataille. Ils passèrent deux heures à Berne et repartirent à dix heures du soir, en chantant leurs chansons de guerre. En ce moment, les confédérés comptaient environ trente-quatre mille combattants.

Le lendemain, à la pointe du jour, l'armée

assista à l'office divin à Gumminen; puis les chefs s'assemblèrent pour régler l'ordre de la bataille. Il fut résolu qu'on enverrait une petite troupe du côté du comte de Romont, afin qu'en se joignant aux habitants du pays elle l'empêchât de prendre part à l'action; le gros de l'armée eut charge d'attaquer le duc de Bourgogne. Une chaîne de collines assez élevées qui règne entre Morat et le cours de la Saane dérobait aux Bourguignons la disposition de l'armée des alliés. Une forêt couvrait les deux pentes de ces côteaux. C'était là que les Suisses faisaient leurs préparatifs et se plaçaient dans l'ordre réglé. Tout cela terminé, les chefs donnèrent l'ordre de marcher.

Le duc de Bourgogne avait appris, la veille, que les Suisses passaient la rivière et en avait montré grande joie. Les Suisses le virent bientôt s'avancer avec une avant-garde considérable. Ils s'arrêtèrent sur le revers des collines, toujours abrités par la forêt. La pluie tombait en abondance; le ciel était couvert de nuages. Après plusieurs heures, voyant que leurs ennemis conservaient la même position et semblaient ne pas accepter le combat, les Bourguignons, trempés par la pluie, commencèrent à se retirer vers leur camp. La poudre était mouillée dans les chariots; les cordes des arcs étaient humides et sans ressort, les hommes

harassés par cette longue et pénible attente. Alors Hanns de Hallwyl, vieux guerrier consommé dans la connaissance des choses de la guerre, qui commandait l'avant-garde des confédérés, donna le signal à ses gens. « Braves confédérés, dit-il, voilà devant vous ceux que vous avez défaits à Granson. Ils sont encore venus chercher votre vengeance. N'oubliez pas qu'à pareil jour, il y a cent trente-sept ans, vos pères ont remporté en ces lieux mêmes, à Laupen, une grande victoire. Vous êtes vaillants comme eux et Dieu sera aussi avec vous. A genoux, mes amis, et faisons notre prière. » Tous s'agenouillèrent et joignirent les mains. Au même instant, le ciel s'éclaircit et l'on vit briller le soleil. Hallwyll tira son épée, ajouta quelques mots et tous se mirent en marche, pleins d'ardeur, mais en bon ordre et criant : « Granson! Granson! » Au devant d'eux, une troupe de leurs chiens de montagnes avait rencontré d'autres chiens du camp ennemi et leur donnait la chasse.

Le camp des Bourguignons était fortement retranché par un fossé et une haie vive. Les deux premières attaques des Suisses furent repoussées. L'artillerie faisait de grands ravages parmi eux et emportait des rangs entiers. Le duc René eut un cheval tué sous lui. Les Bourguignons commençaient à compter sur la

victoire, quand ils entendirent de grands cris à la droite du camp. C'était Hallwyl qui, avec son avant-garde, avait marché le long du retranchement et qui, l'ayant tourné, entrait dans le camp. Bientôt le désordre fut complet; le fossé et la haie furent forcés de toutes parts; l'artillerie tomba aux mains des Suisses qui la tournèrent aussitôt contre les Bourguignons. Cependant le combat resta disputé et sanglant. On luttait des deux parts avec un merveilleux courage. Enfin le duc de Somerset, qui commandait une compagnie d'archers anglais à la solde du duc de Bourgogne, le comte de Marle, les sires de Grimbergen, de Rosimbos, de Mailli, de Montaigu, de Bournonville et beaucoup d'autres furent abattus. Jacques Maes, seigneur de Steenkerke, qui portait la bannière du duc, se fit tuer en la défendant et tomba la tenant serrée entre ses bras. Alors tout espoir de résistance cessa. Le duc lui-même dut songer à une prompte fuite, car la retraite allait être coupée. Ce ne fut pas sans peine que, suivi de douze de ses serviteurs seulement, il gagna Morges, sur le lac de Genève.

Après cette fuite, le champ de bataille ne fut plus qu'un lieu de carnage. Les Suisses parcouraient ce vaste espace, tuant tout ce qu'ils rencontraient et criant à ceux qui imploraient miséricorde : « Briey, Granson! » C'étaient

surtout les Lombards qui ne trouvaient nulle pitié. Beaucoup tentèrent d'aller rejoindre le comte de Romont, en traversant le lac qui n'est pas profond, mais dont le fond est très marécageux. La plupart s'enfoncèrent dans la fange et dans les roseaux; d'autres se noyèrent. Les Suisses les poursuivaient jusque dans l'eau, leur tiraient des flèches, les tuaient à coups d'arquebuse et montaient dans des nacelles pour aller les achever. On vit en plus d'un endroit l'eau du lac se rougir de sang. Trois siècles après, les pêcheurs retiraient encore de temps en temps des armures et des cuirasses dans leurs filets. Jamais les Suisses n'avaient montré tant d'acharnement contre leurs ennemis. « Cruel comme à Morat » fut longtemps un dicton populaire. Le comte de Romont et ses douze mille hommes n'attendirent pas qu'on vînt les chercher. Ils se sauvèrent par la route d'Estavayer, en passant entre les deux lacs de Morat et de Neufchâtel. Après trois jours passés sur le champ de bataille, afin de maintenir contre tout venant, selon les anciennes coutumes, que la victoire était bien gagnée, les Suisses s'occupèrent à enterrer les morts. Huit à dix mille Bourguignons étaient restés sur le carreau. On creusa près de Morat une immense fosse; on y jeta les cadavres en les recouvrant de chaux. Quatre années plus tard, lorsque les

chairs furent consumées, une chapelle fut construite, où l'on entassa les os retirés de la fosse. Cette chapelle prit le nom d'*Ossuaire des Bourguignons* (1).

Pendant que le duc de Bourgogne refaisait, pour la troisième fois, son armée, René, avec les secours qu'il tenait de la ville de Strasbourg et les Lorrains qu'il avait conduits à Morat, rentra dans son duché et fut reçu avec une grande joie. Sa bonté, sa douceur lui conciliaient tous les cœurs. Il parvint ainsi facilement, avec quelques mille hommes, à reprendre Saint-Dié, Épinal, Vaudemont et presque toutes les petites villes de Lorraine. Alors il vint mettre le siège devant Nancy. Jean de Rubempré, seigneur de Bièvres, qui y commandait pour le duc de Bourgogne, se défendit vaillamment. Mais, à la fin, se voyant sans vivres, n'espérant point de secours, il capitula et sortit de la ville, le 6 octobre, à la tête de ses gens.

Le sire de Bièvres s'était trompé. En ce moment même, le duc était en route pour le secourir et, le 22 octobre, il arrivait devant

(1) On y lisait l'inscription suivante : *Deo optimo, maximo. Inclyti et fortissimi Burgundiæ ducis exercitus, Moratum obsidens, ab Helvetiis caesus, hoc sui monumentum reliquit.* Une armée française, passant par Morat en 1798, détruisit la chapelle et dispersa les ossements.

Nancy, avec des forces supérieures à celles de René. Celui-ci quitta la ville pour aller chercher des renforts. Il traversa les Vosges, suivi de douze cavaliers seulement, fit fondre une partie de la vaisselle de la comtesse de Vaudemont, sa grand'mère, mit l'autre en gage, reçut quelque argent du roi, emprunta dix mille ducats à la ville de Strasbourg et gagna aussitôt la Suisse où il reçut un accueil plein d'affection. Pendant qu'il faisait toutes ces courses, Nancy se défendait avec une merveilleuse constance. A la fin, presque toutes les tours des remparts étaient abattues; les vivres devenaient fort rares; mais, malgré toutes les menaces du duc de Bourgogne, la garnison restait fidèle au duc René. Les Bourguignons, du reste, souffraient encore plus que les assiégés. L'armée périssait de froid, de misère, de maladies; chaque jour, elle diminuait par la désertion. Le duc n'en persistait pas moins. Il repoussait les conseils de ses plus fidèles serviteurs, tandis qu'il accordait toute sa confiance au comte de Campo-Basso. Ce dernier pourtant le trahissait et avait des intelligences avec le roi de France et René.

L'hiver devenait rude de plus en plus; la terre se couvrit de neige. René s'avançait à grandes journées. Il avait été informé que la garnison de Nancy avait mangé tous les che-

vaux et que maintenant elle n'avait plus pour nourriture que les chats et les rats. Le 4 janvier 1477, toute l'armée de Lorraine, ayant passé la Meurthe, se trouvait à deux lieues tout au plus du camp des assiégeants. Alors le duc de Bourgogne, contre son usage, assembla ses capitaines en conseil. Tous furent d'avis qu'il fallait éviter une bataille et ne pas se précipiter dans une perte presque assurée. Il était encore temps, disaient-ils, de se retirer à Pont-à-Mousson, d'où l'on pourrait gagner le Luxembourg et y refaire l'armée. Le duc jura par saint Georges qu'il ne se retirerait pas devant un enfant, comme il appelait René, et déclara que, dès ce soir même, l'assaut serait donné à la ville et que, le lendemain, on livrerait bataille. Ses capitaines remarquèrent cependant qu'il semblait plutôt dominé par un sombre chagrin qu'animé par l'espérance.

L'assaut fut donné effectivement le soir et ne réussit pas mieux que les précédents. René avait fait allumer un grand feu sur le clocher de Saint-Nicolas (1) pour avertir les assiégés de sa présence et les encourager à soutenir cette dernière attaque. Le lendemain, le duc de Bourgogne s'arma de grand matin et monta son cheval de bataille. Campo-Basso avait

(1) Saint-Nicolas-du-Port, à 13 kilom. S. E. de Nancy.

accompli sa trahison et était allé rejoindre René à Saint-Nicolas. Mais les capitaines suisses protestèrent qu'ils ne voulaient point que ce traître d'Italien combattît à leurs côtés et que jamais leurs pères n'avaient usé de tels gens pour gagner l'honneur de la victoire. Il alla donc occuper, avec sa troupe, les ponts de Bouxières-les-Dames sur la Meurthe et de Condé sur la Moselle, afin de couper aux Bourguignons le chemin de la retraite.

Les deux armées s'étaient rangées en bataille et marchaient l'une contre l'autre. La neige tombait à gros flocons : le jour en était obscurci et on ne voyait pas loin devant soi. Une décharge de l'artillerie des Bourguignons, tirée hors de portée, annonça leur approche. Les Suisses s'arrêtèrent : un vieux prêtre de leur pays leur fit la prière. Tous s'étaient mis à genoux et baisèrent la terre neigeuse. René, qui était descendu pour prier avec eux, remonta à cheval et leur adressa quelques paroles encourageantes. Guillaume Hurter, qui commandait leur avant-garde, se porta à gauche et se mit en devoir de traverser un bois qui couvrait le côteau, où s'appuyait la droite de l'ennemi. René commença, avec quatre cents chevaux, une attaque infructueuse, mais tout à coup apparut sur la hauteur l'avant-garde de Guillaume Hurter. Il avait avec lui les gens d'Uri

et d'Unterwalden et on entendit retentir au loin, par trois fois, le son de leurs trompes. Le duc de Bourgogne reconnut ce son terrible qui lui rappelait Granson et Morat. Il fit cependant bonne contenance. Parmi le découragement des siens, environnés par une armée trois ou quatre fois plus nombreuse que la leur, on le voyait aller d'un lieu à l'autre, ranger ses hommes, les ranimer par menaces ou exhortations. Les archers avaient changé leur front de bataille et ils faisaient face aux Suisses qui descendaient du coteau. Quelques fidèles serviteurs, dont le duc avait méconnu les conseils, joignaient leurs efforts aux siens. Mais rien ne put arrêter l'élan des Suisses. L'aile droite céda la première et fut mise en pleine déroute; l'aile gauche, commandée par Josse de Lalaing, fut enfoncée à son tour et poursuivie vivement par le duc de Lorraine et sa cavalerie. Les fuyards croyaient passer sur le pont de Bouxières : Campo-Basso le gardait. En même temps, la garnison de Nancy fit une sortie. Bientôt les Bourguignons virent s'élever derrière eux les flammes qui consumaient leur camp. Toute l'armée fut en peu d'instants dispersée, les uns se jetant dans la Meurthe pour essayer de la traverser, les autres s'enfonçant dans les bois ou gagnant les campagnes.

La bataille avait peu duré et n'avait pas été

meurtrière; mais la poursuite fut terrible. Deux heures après la chute du jour, les Lorrains, les Allemands, les Suisses couraient encore de tous côtés, tuant sans merci tous ceux qu'ils rencontraient. Après avoir poussé avec ses cavaliers jusqu'à Bouxières, le duc René reprit le chemin de sa capitale qu'il venait de délivrer. Il demandait partout si l'on n'avait pas quelque nouvelle du duc de Bourgogne, sans que personne pût lui rien dire. Le lendemain, René continua à s'enquérir avec anxiété de ce qu'était devenu le duc Charles. On chercha parmi les morts, mais on ne découvrit point le corps. Des messagers furent envoyés de toutes parts et allèrent jusqu'à Metz demander si l'on n'avait rien appris.

Enfin on amena au duc René un jeune page, nommé Jean-Baptiste Colonna, d'une illustre maison romaine, qui, disait-il, avait vu de loin tomber son maître et saurait bien retrouver la place. Le 7 janvier, on se mit, sous la conduite de ce page, à chercher de nouveau le corps. A trois portées de coulevrine de la ville gisaient, à demi enfoncés dans la vase d'un ruisseau, près de la chapelle de Saint-Jean-de-l'Atre, une douzaine de cadavres dépouillés. Une pauvre blanchisseuse de la maison du duc de Bourgogne s'était, comme les autres, mise à cette triste recherche; elle aperçut briller la

pierre d'un anneau au doigt d'un cadavre dont on ne voyait pas la face. Elle avança et retourna le corps : « Ah! mon prince, » s'écria-t-elle. On y courut. En dégageant la tête de la glace où elle était prise, la peau s'enleva. Les loups et les chiens avaient déjà commencé à dévorer l'autre joue; en outre, on voyait qu'une grande blessure avait profondément fendu la tête depuis l'oreille jusqu'à la bouche. Quoiqu'en cet état le corps parût presque méconnaissable, Mathieu Lupi, médecin portugais du duc, Denis son chapelain, Olivier de la Marche son chambellan, le reconnurent sans en pouvoir douter.

Dès que le duc de Lorraine sut que le corps du duc Charles était enfin retrouvé, il ordonna qu'on le transportât dans la ville. Quatre gentilshommes chargèrent sur leurs épaules la litière où il fut placé. On le déposa sous une tente de satin noir; le lit de parade était en velours noir. Un manteau de satin cramoisi recouvrait le mort et une couronne ducale, ornée de pierreries, entourait son front défiguré. Le duc de Lorraine s'en vint jeter de l'eau bénite sur le corps du malheureux prince. Il lui prit la main par dessous le poële : « Ah! cher cousin, dit-il les larmes aux yeux, Dieu veuille avoir votre âme! Vous nous avez fait bien des maux et des douleurs! » Puis il baisa cette main, se mit à genoux et resta un quart

d'heure en prière. Le corps fut solennellement levé et transporté à l'église de Saint-Georges, le 12 janvier. Le cortège était pompeux. Tous les seigneurs bourguignons et les serviteurs du duc faits prisonniers assistaient tristement aux funérailles de leur maître. Les bourgeois, les magistrats et le clergé de la ville; les capitaines lorrains, suisses, allemands, suivaient le convoi. Enfin venait le duc René lui-même, à pied, revêtu de sa cotte d'armes, traînant un long manteau de deuil et portant pour marque de sa victoire une longue barbe d'or, selon l'usage des anciens preux et des Romains d'autrefois. Le corps du dernier duc de Bourgogne resta enseveli dans l'église de Saint-Georges jusqu'en 1550, époque à laquelle l'empereur Charles-Quint, son arrière petit-fils, le redemanda à la duchesse douairière de Lorraine, pour lui ériger un tombeau à Bruges.

CHAPITRE VII.

DEPUIS L'AVÈNEMENT DE LA DUCHESSE MARIE JUSQU'A SA MORT QUI MIT FIN A LA DOMINATION BOURGUIGNONNE EN BELGIQUE.

Situation difficile de la duchesse et du pays. — Activité et intrigues du roi de France. — Réunion des États à Gand. — La duchesse envoie une ambassade à Louis XI; les États généraux font la même chose. — Retour des envoyés des États, arrestations et exécutions à Gand. — Procès, condamnation et mise à mort du chancelier Hugonet et de Gui de Brimeu, seigneur d'Humbercourt. — Continuation des Troubles. — Guerre avec la France. — Prise de Tournai. — Villes prises. — Déroute des Flamands commandés par Adolphe de Gueldre. — Dévastations. — Haine contre le roi de France. — Mariage de la princesse Marie avec Maximilien d'Autriche. — La guerre continue avec la France. — Trève d'Arras. — Naissance de Philippe le Beau. — La guerre recommence. — Bataille de Guinegate. — Horribles exécutions. — Désastres sur mer. — Nouvelles complications. — Soulèvement de la Gueldre.— Difficulté avec les Gantois.— Trève avec la France. — Embarras financiers. — Impopularité de l'archiduc. — Mort de la duchesse Marie. — Situation politique à la fin de la période bourguignonne. — Commerce. — Industrie. — Luxe

exagéré. — État moral. — Beaux arts. — Architecture. — Statuaire. — Peinture. — Musique.

Toutes sortes de rumeurs s'étaient répandues dans le pays sur le sort du duc Charles. Marguerite d'York et la princesse Marie n'étaient pas mieux renseignées à l'origine que le public. Ce fut seulement vers le 20 janvier que mademoiselle de Bourgogne fut informée d'une façon positive de la mort de son père. Elle s'empressa d'appeler auprès d'elle les princes du sang, particulièrement Adolphe de Clèves, seigneur de Ravenstein, que le duc en partant avait nommé son lieutenant-général, et, avec eux, Guillaume Hugonet, chancelier de Bourgogne, le sire d'Humbercourt, chargé du gouvernement des pays d'Outre-Meuse et du pays de Liège, ainsi que les principaux ministres. La situation était des plus inquiétantes. Le règne violent du dernier duc semblait avoir épuisé les forces de ses états. L'armée était détruite, le trésor vide, la noblesse ruinée et le peuple plein d'aversion pour ceux qui le gouvernaient. Les Gantois reprenaient leur ancienne audace; Mons, Anvers, Bruxelles étaient agités par des émeutes; mais c'était surtout du côté de la France que le danger paraissait imminent.

Aussitôt que les premières nouvelles de la disparition du duc de Bourgogne étaient par-

venues à Louis XI, il s'était empressé d'écrire au sire de Craon qui commandait ses troupes sur les marches de Lorraine : « Monsieur le comte, mon ami, lui disait-il, il est temps de déployer vos cinq sens de nature pour mettre le duché et comté de Bourgogne en mes mains. Pour ce, avec votre bande et le gouverneur de Champagne, si ainsi est que le duc est mort, mettez-vous dans lesdits pays et gardez-les. Remontrez à ceux du pays que je les veux mieux traiter et garder que nuls de mon royaume et, qu'au regard de ma filleule (1), j'ai intention de parachever le mariage que j'ai déjà fait traiter de monsieur le dauphin et d'elle. » Le sire de Craon ne se le fit pas dire deux fois et entra en Bourgogne avec sept cents lances. Les États du duché étaient déjà réunis à Dijon. Tout en faisant quelques objections, ils se montrèrent disposés à accepter quelque accroissement de libertés et de privilèges plutôt que d'essayer d'une résistance inutile. Louis XI n'avait pas songé seulement à la Bourgogne : il s'était hâté aussi de dépêcher l'amiral de France et le sire de Commines en Artois et en Picardie. Quand il crut les choses assez avancées, il se rendit lui-même sur les lieux, où tout lui annonçait un succès facile. Ham et

(1) La duchesse Marie.

Bohain lui furent rendus; Saint-Quentin et Péronne prirent le devant et lui ouvrirent leurs portes. La Flandre ne devait pas rester à l'abri des tentations du roi de France. Il y envoya un méchant et subtil personnage qui avait trouvé le moyen de lui plaire plus que tout autre et qui était toujours prêt à se charger des plus vilaines commissions. C'était un chirurgien barbier natif de la ville de Thielt, dont il avait fait son valet de chambre. Le nom de cet étrange personnage était Olivier le Diable (1) ou le Mauvais. Le roi l'avait anobli, avait changé son nom en celui d'Olivier le Dain et lui avait donné la seigneurie de Meulan avec le commandement de cette ville, de sorte qu'il portait le titre de comte de Meulan; du reste méprisé et détesté de tous.

Dès les premiers jours de février, des députés des États de Brabant, de Flandre, d'Artois, de Hainaut et de Namur se trouvèrent réunis à Gand. La duchesse leur remontra l'imminence des dangers qui menaçaient le pays, l'Artois envahi, le Hainaut sur le point de l'être et réclama des secours prompts et efficaces. Les États promirent, en bons et loyaux sujets, de

(1) Il s'appelait en flamand *Necker* ou *de Neckere*. Ce nom, dans les mythologies septentrionales, désignait les génies malfaisants des eaux.

l'aider contre ses ennemis. On écrivit aux villes de Valenciennes, Bouchain, le Quesnoi et Saint-Ghislain, pour les engager à fermer l'oreille aux propositions de la France et les assurer qu'elles seraient secourues. La levée d'une armée de cent mille hommes fut décrétée. Provisoirement le Brabant devait fournir huit mille combattants; la Flandre, y compris Lille, Douai, Orchies et Malines, douze mille; la Hollande et la Zélande, six mille; le Hainaut, trois mille; l'Artois et le Boulonnais, quatre mille; Namur, mille. Le commandement en chef fut déféré au sire de Ravenstein. Chaque province eut à se pourvoir d'artillerie et de munitions de guerre et à se mettre en mesure de satisfaire elle-même à la solde de ses gens.

Mais ce ne fut pas sans de bien grandes concessions que la princesse obtint le concours des États. Dans ce moment de réaction, chacun voulait avoir, remarque Olivier de la Marche, *privilèges anciens et nouveaux*. Le 11 février, fut octroyée cette charte mémorable qui dépasse tout ce qu'on eût pu exiger aux jours évanouis de la plus haute puissance des communes et dont les dispositions s'étendaient à tous les Pays-Bas. Il suffira d'en analyser quelques dispositions. Aux termes de cette charte, un conseil supérieur était fondé, se composant par moitié d'ecclésiastiques et de

nobles et représentant tous les États. — Les membres des conseils établis dans les divers pays devaient jurer d'en respecter les privilèges. — Toutes les affaires devaient être instruites dans la langue du pays où elles seraient plaidées. — Le grand conseil de Malines était supprimé. — La duchesse ne pouvait faire la guerre qu'après avoir pris l'avis des États. — Les États particuliers de chaque province et les États généraux pouvaient se réunir sans avoir besoin d'autorisation. — Tout édit du prince était nul, s'il était contraire aux privilèges. — Il ne pouvait être apporté d'obstacle ni de restriction à la circulation des marchandises. — Enfin il était déclaré que si la charte venait à être violée en tout ou en partie, les sujets et vassaux seraient dégagés de toute obligation de service et d'obéissance jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu le redressement de leurs griefs.

Ce privilège général fut suivi de privilèges spéciaux pour les états particuliers et les villes. Tous obtinrent ce qu'ils voulurent avoir : les chartes furent rédigées sur les minutes qu'ils présentèrent eux-mêmes. Celle qui fait droit aux réclamations des communes de Flandre, plus pressantes que les autres, est de la même date que la charte générale. On y remarque, entre autres dispositions, celles qui établissent

que toutes les affaires seront traitées en flamand; que l'unanimité du vote des membres de Flandre sera nécessaire pour la perception des impôts; que les monnaies devront être de bon aloi; que la chambre des comptes sera rétablie en Flandre; que les marchands circuleront librement dans le pays et qu'il pourra leur être permis d'y résider, lors même qu'ils appartiendraient à une nation ennemie. Le 15 février, on annula, dans la salle de la Collace, l'acte par lequel le duc Philippe avait imposé aux Gantois la paix de Gavre et celui par lequel ils avaient accepté des mains de son successeur le *calfvel* de 1468.

Marie de Bourgogne avait envoyé une ambassade solennelle au roi Louis XI qui se trouvait alors à Péronne. Cette ambassade très nombreuse comptait, parmi ses membres, le chancelier Hugonet (1) et le sire d'Humbercourt (2); Guillaume de Cluni, coadjuteur de Thérouanne; le sire de la Gruuthuse, Wolfaert de Borselle, sire de la Vère; Josse van Halewyn, bourgmestre de Bruges; Roland de Wedergrate, échevin de la keure de Gand, et plusieurs députés des États de Flandre. Les deux

(1) *Très notable personnage et sage,* dit Commines.

(2) *N'ay point souvenance d'avoir vu un plus sage gentilhomme t mieux adextré pour conduire grandes matières.* Le même.

premiers devaient remettre une lettre secrète au roi, mais l'objet principal de leur mission commune était de faire reconnaître par Louis XI les droits de la duchesse et d'obtenir de ce prince le maintien des trèves qu'il avait conclues avec le feu duc. Ils échouèrent. Le roi ne voulut condescendre à aucune surséance de guerre à moins que la cité d'Arras ne fût remise entre ses mains *comme son propre.* Il réclamait de plus la possession du comté de Boulogne pour le garder au profit de qui de droit et exigeait que toutes les villes et les places fortes du comté d'Artois lui fussent ouvertes. Toutefois, ajouta-t-il, *au cas que mademoiselle de Bourgogne et ses pays voulussent lui faire tant d'honneur que de prendre en mariage le dauphin,* il était prêt à renoncer à toutes ses prétentions et même *à leur donner du sien.*

Les ambassadeurs revinrent à Gand vers la fin de février et trouvèrent la ville toujours des plus agitées. Les États généraux, informés de ce qui s'était passé à Péronne, résolurent, avec le consentement de la duchesse, d'envoyer eux-mêmes une ambassade à Louis XI. Ils choisirent, pour les représenter, les abbés de Saint-Pierre et de Saint-Bertin ; les sires de Ligne, de Maldeghem, de Dudzeele, de Bersele, de Welpen ; maître Godefroid Hubbelinc, pension-

naire de Gand, et maître Godefroid Roelants, pensionnaire de Bruxelles. Louis XI vit là un moyen d'embrouiller les choses à son profit et s'en empara avec son astuce et sa perfidie habituelles.

« Le roy estant devant la ville d'Arras, dit Commines, vinrent devers lui aucuns ambassadeurs de par les estats des pays de mademoiselle de Bourgogne. Le roy les ouyt. Et entre autres choses dirent que les choses qu'ils avoient proposées, qui estoient tendans à fin de paix, procédoient du vouloir de ladite demoiselle, laquelle en toutes choses estoit délibérée de soi conduire par le vouloir et conseil des trois estats (1) de ses pays. Le roy s'arresta sur la parole que ces ambassadeurs avoient dite (qui estoit que leur princesse ne feroit rien sans la délibération et conseil des trois estats) en leur disant qu'ils estoient mal informés du vouloir d'elle et d'aucuns particuliers; car il estoit sûr qu'elle entendoit conduire ses affaires par gens particuliers qui ne désiroient point la paix et qu'eux se trouveroient désavoués. Dont lesdits ambassadeurs se montrèrent fort troublés. Et comme gens mal accoutumés de besogner en si grandes matières, respondirent chaudement qu'ils estoient bien sûrs de ce qu'ils disoient et

(1) C'est à dire du clergé, de la noblesse et des communes.

qu'ils montreroient leurs instructions, quand besoin seroit. On leur respondit qu'on leur monstreroit lettres, quand il plairoit au roy, escrites de telle main qu'ils les croiroient, qui disoient que ladite demoiselle ne vouloit conduire ses affaires que par quatre personnes. Ils répliquèrent encore qu'ils estoient bien sûrs du contraire. Et lors le roy leur fit monstrer les lettres que le chancelier de Bourgogne et le seigneur d'Hymbercourt avoient apportées à l'autre fois qu'ils avoient esté à Péronne; lesquelles estoient escrites, partie de la main de ladite demoiselle, partie de la main de la duchesse de Bourgogne douairière, femme du duc Charles et sœur du roy Édouard d'Angleterre, et partie de la main du seigneur de Ravestain, frère du duc de Clèves et prochain parent de ladite demoiselle. Ainsi estoit cette lettre escrite de trois mains. Toutefois elle ne parloit qu'au nom de ladite demoiselle, mais il estoit ainsi fait pour y adjouter plus grande foy. Le contenu de ladite lettre estoit créance sur lesdits chancelier et Hymbercourt. Et davantage ladite demoiselle déclaroit que son intention estoit que toutes ses affaires seroient conduites par quatre personnes qui estoient : ladite douairière sa belle-mère, ledit seigneur de Ravestain et les dessus-dits chancelier et Hymbercourt, et supplioit au roy que ce qu'il

lui plairoit faire conduire envers elle, passast par leurs mains et qu'il lui plust s'en adresser à eux et à nul autre n'en avoir communication. Quand ces Gandois et autres députés eurent vu cette lettre, ils en furent fort marris; et ceux qui communiquoient avec eux les y aidoient bien. Finalement ladite lettre leur fut baillée et n'eurent d'autre dépesche qui fust de grande substance. Il ne leur en chaloit guère, car ils ne pensoient qu'à leurs divisions et à faire un monde neuf. Ils se mirent en chemin droit à Gand où ils trouvèrent ladite demoiselle avec laquelle estoit le duc de Clèves, son prochain parent, l'évesque de Liége et plusieurs autres grands personnages. Fut le conseil préparé et cette demoiselle mise en son siège et plusieurs seigneurs à l'environ d'elle, pour ouïr leur rapport. Et commencèrent à dire la charge qu'ils avoient d'elle et touchèrent principalement le point qui servoit à ce qu'ils vouloient faire : et dirent que comme ils allé-guèrent au roy que ladite demoiselle estoit délibérée de tous points se conduire par le conseil des trois estats, il leur avoit respondu qu'il estoit bien sûr du contraire; à quoy ils avoient persisté, par quoy ledit seigneur offrit de monstrer lettres de ladite demoiselle. Laquelle soudainement mue et courroucée dit sur le champ qu'il ne seroit jà trouvé estre vray

que ladite lettre n'eust esté escrite ni vue. Et incontinent celuy qui parloit, qui estoit le pensionnaire de Gand ou de Bruxelles, tira de son sein ladite lettre et, devant tout le monde, la luy bailla. Il ne faut pas demander si elle eut grande honte, car à chascun elle avoit dit le contraire. »

Les députés des États généraux étaient rentrés à Gand le 13 mars. Ce fut le déchainement d'une tempête qu'on entendait depuis quelques jours gronder sourdement au fond des masses populaires. On accusait de concussions six anciens magistrats, Roland de Wedergrate, Philippe Sersanders, Olivier de Grave, Pierre Baudius, Pierre Huereblock et Jean van Poucke. On les avait arrêtés d'abord mais, comme leur procès ne marchait pas assez vite au gré des meneurs, les gens des métiers prirent les armes et interdirent la cloche de travail, *werke-cloke,* jusqu'à ce que justice eût été faite des coupables. Les six accusés furent condamnés à mort et exécutés sur la place Sainte-Pharaïlde, devant le palais des comtes.

Ce n'étaient là que les préludes d'une démonstration plus éclatante. Le 19 mars, Guillaume Hugonet, chancelier de Bourgogne, Gui de Brimeu, sire d'Humbercourt, Guillaume de Cluni, administrateur perpétuel de l'évêché de Thérouanne, et messire Jean van Melle,

ancien trésorier de la ville, furent arrêtés et conduits au château des comtes. Huit jours plus tard, la duchesse se laissa arracher la nomination d'une commission chargée de procéder au jugement des accusés. Cette commission était composée de messires Éverard de la Marck, seigneur d'Aremberg, Pierre, seigneur de Roubaix et de Herseele, Philippe, seigneur de Maldeghem, Henri de Withem, seigneur de Berseele, Jacques, seigneur de Mastaing, et Jacques Utenlymmingen, chevaliers; des échevins, conseillers, doyens de la ville de Gand, assistés de toutes les personnes notables qu'ils désigneraient à cette fin; de Jean d'Auffrai, maître des requêtes, et d'Arnould de Ceukelaere. C'étaient donc vingt-huit Gantois au minimum et huit commissaires étrangers!

Le procès commença. De nombreux chefs d'accusation furent proposés et discutés. Les principaux étaient l'abus des blancs seings que le duc Charles avait confiés aux accusés, les exactions qui les avaient enrichis, les conseils par lesquels on prétendait qu'ils avaient continuellement excité à de nouvelles guerres dans leur intérêt personnel. Les plaidoiries ne nous sont pas connues, mais aucune preuve existante n'établit la vérité des accusations. Cependant les métiers continuaient à occuper en armes le marché du vendredi, bien décidés à ne vider

la place qu'après qu'on en aurait fini avec les prisonniers. Le jeudi saint, 3 avril, Hugonet, Humbercourt et van Melle, qui avaient été appliqués, les jours précédents, à la question la plus rigoureuse, comparurent en la *vierschare,* où les échevins de la keure rendaient les sentences criminelles et entendirent prononcer l'arrêt de mort, *à cause de certain mauvais gouvernement tenu par eux dans les pays et bonnes villes du duc Charles.* Guillaume de Cluni échappa au supplice, grâce à son caractère ecclésiastique, mais fut retenu en prison. Bien que la sentence qui atteignait Hugonet et Humbercourt eût été rendue par un pouvoir incompétent (1), elle ne tarda pas à être exécutée. La duchesse de Bourgogne avait fait elle-même les plus grands efforts pour arrêter le procès, mais en vain. Le lundi, 31 mars, elle s'était rendue à l'hôtel de ville, auprès des échevins, puis au marché du vendredi, au milieu des ouvriers armés et réunis sous leurs bannières et était descendue aux plus humbles prières et aux larmes pour toucher ces cœurs impitoyables. Tout fut inutile.

On ne laissa aux condamnés que quelques

(1) Pour procéder régulièrement et légalement, le chancelier devait être renvoyé devant le grand conseil et Humbercourt devant le chapitre de la Toison d'or.

heures pour se préparer à mourir. Après avoir reçu les sacrements dans sa prison, le chancelier écrivit à sa femme une lettre d'adieu : « A ma sœur Louise, dame d'Époisses et de Saillant. Ma sœur, ma loyale amie, je vous recommande mon âme de tout mon cœur. Ma fortune est telle que j'attends aujourd'hui mourir et partir de ce monde pour satisfaire au peuple, comme ils disent. Dieu, par sa bonté et sa clémence, leur veuille pardonner et à tous ceux qui en sont cause ; de bon cœur je leur pardonne. Mais, ma sœur, ma loyale amie, je sens la douleur que vous allez prendre de ma mort, tant à cause de cette séparation de notre cordiale compagnie que pour la honteuse mort que je vais souffrir et le sort que vous et nos pauvres enfants en éprouverez. Ainsi donc je vous prie et requiers pour toute la bonne et parfaite amour que vous avez pour moi, de vouloir présentement vous conforter et prendre consolation sur deux motifs : le premier, que la mort est commune à toutes gens et plusieurs l'ont passée et passent en plus jeune âge ; le second, que la mort que je souffrirai est sans cause, sans que j'aie fait chose pour laquelle je mérite la mort. Par quoi je loue mon Créateur qu'il m'accorde de mourir en cette sainte semaine et en ce glorieux jour qu'il fut livré aux Juifs pour souffrir sa passion

tant injuste. Et ainsi, ma mie, j'espère que ma mort ne sera honteuse ni à vous, ni à nos enfants. Pour ce qui est en moi, je le prends bien à gré, en l'honneur et l'exemple de notre Créateur et pour la rémission de mes péchés. Quant aux biens, celui qui nous a fait la grâce de mettre nos enfants sur la terre les nourrira et soutiendra selon sa sainte miséricorde. Adieu, ma sœur, ma loyale amie, je remets vous et nos enfants à la recommandation de Dieu et de sa glorieuse mère. Ce jeudi saint, que je crois être mon dernier jour. » Cette lettre à peine terminée, on vint prendre le chancelier pour le conduire au supplice. L'échafaud était dressé sur la place du vendredi et tendu de noir. Il y monta et reçut le coup mortel. Van Melle le suivit. C'était le tour du sire d'Humbercourt. On l'apporta sur un fauteuil, car son corps avait été brisé par les tourments de la torture. Ses douleurs ne l'empêchèrent pas d'adresser la parole au peuple avec véhémence. Après l'exécution, ses restes furent placés dans une litière et conduits à Arras pour être ensevelis dans l'église cathédrale ; cent personnes, vêtues de noir, les accompagnèrent avec des torches. « Le bourreau, dit le dernier historien de la Flandre, n'avait jamais touché de sa hache des têtes aussi illustres ; la vengeance populaire croyait, en les frappant, condamner toute la domination bourguignonne. »

Les métiers ne quittèrent la place du vendredi et ne déposèrent les armes qu'après avoir vu tomber les têtes des deux ministres. La duchesse leur délivra des lettres de grâce le vendredi saint, *en vue de l'amère passion soufferte ce jour-là par Notre Seigneur Jésus-Christ pour nous sauver tous*. La jeune princesse avait hâte de s'éloigner des murs de Gand; elle se rendit à Bruges où on l'attendait impatiemment. Là aussi des troubles éclatèrent sur le bruit qui s'était répandu de la confirmation par la duchesse des privilèges du Franc, et l'inauguration de la princesse à Saint-Donat fut interrompue par les clameurs populaires. Déjà les métiers se réunissaient en armes sur la place du marché, quand la duchesse fit publier l'abolition du quatrième membre créé par son aïeul. Des mouvements analogues eurent lieu sur différents points du pays. A Ypres, à Bruxelles et dans beaucoup d'autres villes, le peuple se souleva, les représentants de l'autorité ducale furent poursuivis, emprisonnés. A Mons, les échevins se mirent à la tête d'une troupe d'archers tirés des divers serments et arrêterent Robert de Martigny, receveur des domaines de la duchesse Marie. La duchesse nomma une commission pour le juger, mais le peuple s'y opposa. Ce fut le conseil de ville lui-même qui instruisit le procès

et prononça la sentence. Martigny fut exécuté par l'épée, sur le grand marché, le 23 mai 1477, *pour ses démérites*.

Pendant que tout cela se passait, le roi de France saisissait, l'une après l'autre, par menaces, violence ou corruption, presque toutes les villes de la Picardie et de l'Artois. Cependant le peuple se montrait peu favorable aux Français, mais c'était surtout à Arras que cette aversion était le plus forte. Quinze jours après l'entrée du roi dans la cité (1), la ville n'avait pas encore ouvert ses portes. On lisait au-dessus d'une des entrées :

Quand les souris mangeront les chats,
Le roi sera seigneur d'Arras.

Le roi, fatigué de cette obstination, fit avancer toute sa grosse artillerie. Bientôt une des portes et un pan de mur furent entièrement abattus. Il fallut céder. Louis XI entra à cheval, le 4 mai, par la brèche. Après de vains efforts pour s'attacher les habitants et deux ans d'attente, il prit une grande et extrême résolution. Il fit raser les murs et les fortifications, chassa tous les bourgeois, hommes, femmes, enfants, prêtres, religieux et abolit

(1) La ville et la cité n'avaient de commun que le nom d'Arras. La cité dépendait de l'évêque et du chapitre, lesquels relevaient immédiatement du roi.

même, autant qu'il était en lui, l'antique nom d'Arras. Il prétendit créer une nouvelle ville, y attira les gens par l'appât des privilèges les plus étendus et voulut l'appeler *Franchise*. Mais on répondit peu ou point à son appel.

Olivier le Dain (1), fort mal accueilli à Gand, d'où il avait été forcé de se sauver à grande hâte de peur d'être jeté à l'eau, s'était réfugié à Tournai. Cette grande et belle ville relevait directement du royaume de France, mais elle avait conservé d'importants privilèges. En payant une aide annuelle de six mille livres, elle nommait ses magistrats, n'était sujette ni à garnison ni à passage de gens de guerre, commerçait librement avec les pays de Flandre comme avec le royaume et restait neutre dans les guerres. Maître Olivier pensa que ce serait un notable avantage pour le roi d'avoir la pleine et entière disposition d'une ville située presque au cœur de la Flandre et de pouvoir y tenir une forte garnison. Il gagna quelques-uns des habitants, fit secrètement prévenir le sire de Mouy, capitaine de Saint-Quentin, et, le 23 mai, Colard de Mouy, fils de ce dernier, et le sire du Colombier se présentèrent devant la porte, accompagnés de deux cents lances. Les magistrats cédèrent et les reçurent avec

(1) Ci-dessus, page 323.

leur troupe. Le roi était maître de la ville. Six députés qui lui avaient été envoyés par les magistrats furent retenus prisonniers à Paris jusqu'aux derniers mois de la vie de ce prince.

Le roi résolut alors de joindre ses forces à celles du comte de Dammartin qui avait fait jusque-là peu de progrès dans le Hainaut. La première ville qu'il attaqua fut Bouchain. Elle se rendit au bout de trois jours; la garnison eut la vie sauve. Le Quesnoi céda après un premier assaut. Les gens de Valenciennes, craignant pour leur ville, brûlèrent leurs faubourgs, firent venir à prix d'argent une garnison d'arquebusiers allemands et se fortifièrent si bien qu'il n'y eut pas moyen de songer à les attaquer. Le roi tourna alors ses regards sur Avesnes. La commune fit une résistance désespérée. Mais il y avait dans la ville un parti favorable aux Français. Au plus fort de l'assaut, les chevaliers qui commandaient, pensant que toute résistance était inutile, demandèrent à parlementer. Le roi envoya un de ses capitaines entendre les propositions des assiégés. Dès qu'il approcha, on tira sur lui et il tomba mortellement blessé. Les chefs alors ouvrirent une poterne et passèrent aux Français. Grâce au désordre qui s'était mis parmi les assiégés, l'ennemi pénétra dans la ville. Ce fut un pillage horrible et le plus cruel massacre. Les francs

archers passèrent au fil de l'épée hommes, femmes, vieillards, enfants. Tout fut pillé jusqu'aux églises; puis le feu fut allumé. Il ne demeura debout que huit maisons, l'hôpital et le couvent des franciscains.

Pendant que le Hainaut opposait cette furieuse résistance aux Français, les Gantois, qui avaient commencé la guerre du côté de Tournai, tirèrent de sa prison de Courtrai (1) Adolphe de Gueldre et le mirent à la tête de leurs hommes. Le 27 juin, Adolphe, que les Brugeois avaient également reconnu pour chef, s'avança jusqu'aux faubourgs de Tournai, brûlant et dévastant tout sur son passage. Au retour, il fut surpris par le sire de Mouy qui était sorti de la ville avec mille lances et deux mille gens de pied. On se battit avec acharnement, quoique les Brugeois eussent refusé de prendre part au combat. Enfin l'armée flamande fut dispersée; Adolphe tomba en poussant son cri de guerre : « Gueldre! Gueldre! » La poursuite dura trois jours; on amenait par troupeaux les prisonniers à Tournai.

On croyait que le roi de France allait marcher sur Gand : il n'en fit rien. Il voulut s'assurer d'abord des villes du Hainaut et de

(1) Détenu d'abord au château de Namur, il avait été ensuite transporté à Vilvorde, puis à Courtrai. Ci-dessus, page 273.

la Flandre française qui se défendaient si vaillamment. C'étaient Valenciennes, Lille, Douai et surtout Saint-Omer. Cette dernière place servait de retraite à une quantité de gens de guerre qui parcouraient par grandes troupes le territoire ennemi, pillant, brûlant tout, arrêtant les convois, mettant en déroute des détachements de l'armée du roi. Celui-ci n'était que trop disposé à user de représailles, et *pensant avoir par horreur ce qu'il ne pouvoit avoir par honneur* (1), il ordonna au comte de Dammartin d'envoyer dans la contrée trois ou quatre cents faucheurs pour y faire le dégât. On vit alors les paysans, poussés au désespoir, se rassembler par troupes et tenir la campagne de tous côtés; les garnisons, ayant des intelligences partout, faisaient des sorties continuelles. Les massacres et les incendies avaient redoublé l'horreur qu'on éprouvait pour Louis XI et pour les Français.

Ces tristes circonstances hâtèrent la conclusion du mariage de l'héritière de Bourgogne avec l'archiduc Maximilien d'Autriche. La duchesse d'York et ses amis avaient conduit toute la négociation. Le 16 avril 1477, l'archevêque de Trèves, l'évêque de Metz, le duc de Bavière et le chancelier de l'empire vinrent

(1) Molinet.

solennellement à Bruges demander la main de la princesse. Ils y furent reçus le soir à la lueur des torches et reçurent une réponse favorable. L'archiduc arriva lui-même à Gand le 13 août et le mariage fut célébré le lendemain, dans la chapelle de l'hôtel de *Ten Walle*, avec une grande simplicité. Cette alliance semblait le signal de la délivrance et d'un meilleur avenir. La princesse était remplie de grâce et de jeunesse. Maximilien lui-même n'avait que dix-huit ans. La noblesse de ses sentiments, ses qualités aimables, l'estime qu'il témoignait pour les lettres et les arts, la facilité avec laquelle il s'exprimait en latin, en italien, en allemand et en français, faisaient l'admiration générale. Il jura de respecter les privilèges et répéta, peu de temps après, le même serment à Bruges. Il visita ensuite Douai et Valenciennes, engageant les garnisons à continuer leur vaillante défense, et leur amenant des renforts et des convois de vivres. Le 30 avril 1478, il tint à Bruges un chapitre de l'ordre de la Toison d'Or et remit le collier de l'ordre aux sires Guillaume d'Egmont, Wolfart de Borselle et Josse de Lalaing ; à Jacques de Luxembourg, seigneur de Fiennes ; à Philippe de Bourgogne, fils d'Antoine ; à Jacques de Savoie, comte de Romont, et à Barthélemi de Lichtenstein, grand-maître d'Autriche, qu'il avait amené avec lui en Belgique.

Pendant qu'on était en fête à Bruges, il se livrait non loin de là de rudes combats. La petite ville de Condé tomba au pouvoir des Français après une vive résistance. Ceux-ci prirent encore quelques châteaux; mais s'étant avancés jusqu'à Audenarde, la garnison anglaise que madame Marguerite tenait dans cette place les repoussa avec perte. Cependant l'archiduc Maximilien était arrivé à Mons le 7 mai. Les états du Hainaut s'empressèrent de lui accorder une aide de dix mille écus. Bientôt il eut une forte armée à sa disposition. Presque tous les seigneurs de Flandre et de Hainaut étaient accourus se ranger sous sa bannière. On distinguait, parmi les capitaines qui l'entouraient, le comte de Romont, le marquis de Bade, les sires de Nassau, de Croy, de Lannoy, de Ligne, de Hautbourdin, de Rubempré; le jeune Sallazar, Jacques Galiot, tous pleins de courage et de bonne volonté.

Les Français s'étaient dirigés vers Merville et Steenvorde. Le 19 mai, ils s'emparèrent de Bailleul, qu'ils livrèrent aux flammes. Poperinghe et les bourgs environnants furent dévastés. Un héraut vint sommer les bourgeois d'Ypres d'ouvrir leurs portes au roi de France. Ceux-ci répondirent par un refus laconique à cette sommation. Le comte de Romont, Jean de la Gruuthuse, Jean de Nieuwenhove et

Jean Breydel accoururent pour les défendre et partager leurs dangers. Toute la Flandre était en émoi. Au premier bruit de l'entrée des Français à Bailleul, les Gantois, commandés par le sire de Dadizeele, se joignirent à trois cents archers anglais ayant à leur tête Thomas d'Euvringham et allèrent attaquer, entre Berghem et Anseghem, la garnison de Tournai postée là pour observer leurs mouvements. Le combat fut sanglant, mais tourna à l'avantage des Flamands. Quatre cents Français restèrent sur le terrain.

L'archiduc Maximilien s'était avancé avec une armée forte de plus de vingt mille hommes jusqu'à Pont-à-Vendin. Il fallut que les Français abandonnassent au plus vite les châteaux qu'ils avaient pris peu de jours auparavant. En se repliant vers Le Quesnoi, ils brûlèrent, après les avoir pillés, Condé et Mortagne. Le roi fit les premières démarches pour arrêter les hostilités. Une trêve d'une année fut signée à Arras, le 11 juillet. Ce fut le roi de France qui fit tous les sacrifices. Il avait été convenu, dans le cours des négociations, que *les cités de Cambrai et de Tournai demeureraient en neutralité, comme elles l'étaient du vivant du feu duc Charles.*

Pendant que la trêve se négociait, la duchesse Marie mit au monde un fils, le 22 juin

1458. Ce fut un grand sujet de joie pour toute la Flandre. Des fêtes pompeuses furent célébrées à Bruges où l'enfant était né. Il eut pour marraine la duchesse douairière, Marguerite d'York; Adolphe de Clèves, sire de Ravenstein, fut le parrain. Le jeune prince reçut le nom de Philippe, en mémoire de son aïeul maternel dont le souvenir était toujours vivant dans les pays de la domination de Bourgogne.

Il avait été convenu par un article de la trêve que des conférences auraient lieu pour la conclusion d'une paix définitive. Elles se tinrent à Boulogne, mais sans résultat. La guerre contre la France était dans les vœux des Flamands. Dès le mois de juillet 1479, les États généraux des Pays-Bas, réunis à Termonde, votèrent des subsides pour la reprendre avec vigueur. Louis XI, de son côté, faisait toutes sortes de préparatifs. Il prit à sa solde des Suisses, dont le service lui semblait aussi bon et plus sûr que celui des compagnies d'ordonnance (1). Il fit fondre aussi beaucoup de bombardes et de coulevrines.

On n'eut pas le temps d'attendre la fin de la trêve. A la fin d'avril, la guerre avait recom-

(1) Corps formés par Charles VII et qui furent avec les francs archers, institués à la même époque, le premier essai fait en France d'une armée régulière et permanente. Les compagnies d'ordonnance étaient composées de plusieurs espèces de troupes.

mencé. Il y eut des surprises et des rencontres sur différents points. Enfin, l'archiduc qui avait réuni à Saint-Omer une armée forte d'environ vingt-sept mille combattants, se mit en marche le 27 juillet et se dirigea vers Thérouanne. A peine avait-il mis le siège devant cette ville, qu'il apprit que les Français arrivaient en nombre du côté d'Hesdin. Ils étaient commandés par Philippe de Crèvecœur, seigneur d'Esquerdes, ancien serviteur de Charles le Téméraire, qui avait trahi la fille de son maître, peu de jours après lui avoir prêté serment, et était passé au service de Louis XI. Cette armée, moins forte que celle de l'archiduc, comptait cependant dix-huit cents lances et quatorze mille archers avec une artillerie considérable.

L'archiduc tint conseil et on résolut de déloger sur le champ. Ce mouvement sembla une fuite à la garnison de Thérouanne : du haut de ses murailles, elle envoyait mille insultes aux Flamands. Indignés, ceux-ci demandèrent à grands cris qu'on les menât contre les Français. Le sire de Fiennes, maréchal de l'armée, marcha en avant pour assurer le passage d'une petite rivière qui les séparait de l'ennemi. Il y trouva un petit pont, en fit construire un plus grand avec les charpentes du siège et l'armée passa toute entière, joyeuse et montrant

bonne espérance par ses cris et ses chansons.

Le 7 août 1479, au lever du soleil, on vit l'armée française descendre la montagne d'Enquin qui resplendissait au loin toute couverte d'armures, de lances et de canons. En face se trouvait une autre colline nommée Esquinegate ou Guinegate. Le sire de Baudricourt la gravit avec l'avant-garde et, arrivé au haut, il aperçut l'armée de l'archiduc qui n'était pas encore en ordre de bataille. Maximilien ordonna à Salazar de soutenir l'escarmouche contre l'avant-garde française, pendant qu'il se hâtait de ranger ses troupes pour le combat. Les milices de Flandre, avec leurs longues piques, furent mises sur une seule ligne, chaque troupe s'appuyant l'une à l'autre et peu d'intervalle entre chacune, de sorte qu'elles semblaient disposées en herse. En avant étaient cinq cents archers anglais soutenus par trois mille arquebusiers allemands. Le peu de gens d'armes à cheval qu'on avait fut divisé en petites troupes de vingt-cinq environ pour escarmoucher sur les ailes et se porter où besoin serait. Toute cette armée était remplie de haine contre les Français, contre leur roi perfide et cruel, contre les chefs qu'il employait, « vrais routiers de guerre, dit Molinet, disciples de Mars, ennemis de paix, flagelleurs de peuples, durs comme métal, légers comme dains et usités de

répandre le sang humain. » Avant que le combat s'engageât, l'archiduc conféra la chevalerie au sire Charles de Croy et à quelques autres gentilshommes, puis il exhorta ses gens à bien faire. Une immense acclamation répondit à ses paroles et toutes les mains se levèrent en signe d'assentiment. Plusieurs chevaliers, à l'exemple du comte de Nassau, avaient désarmé leur bras droit et s'en allaient à la bataille le bras nu, pour montrer qu'ils ne craignaient pas les coups de l'ennemi.

Il était deux heures lorsque le combat fut entamé. Les archers anglais ayant, selon leur coutume, fait le signe de la croix et baisé la terre, crièrent *Saint Georges et Bourgogne* et commencèrent à tirer. Leurs traits et l'artillerie portaient le ravage dans les rangs français, mais le sire d'Esquerdes détacha une troupe de six cents lances suivie des archers d'ordonnance qu'il fit passer sur sa droite, le long d'un bois, pour envelopper l'armée ennemie. Les gens d'armes de l'archiduc arrivèrent aussitôt de ce côté pour défendre l'aile gauche menacée. Ils soutinrent d'abord le choc vaillamment, mais trop peu nombreux, ils furent coupés et dispersés, les uns fuyant vers la ville d'Aire, les autres sur la route de Saint-Omer. Les Français firent plusieurs prisonniers. Philippe de Clèves, sire de Ravenstein, portait

une robe de drap d'or par dessus une brillante armure; il fut poursuivi jusqu'à la porte d'Aire par des gens d'armes qui l'avaient pris pour l'archiduc.

Pendant que la meilleure partie des lances françaises s'était ainsi éloignée à la poursuite des gens de cheval de l'archiduc, les francs archers pressaient vivement la forte ligne des fantassins que commandaient le comte de Romont, le comte de Nassau et Maximilien en personne. Là fut le plus rude du combat. Le bruit était tel, dit encore Molinet, que « si Dieu eût lors tonné, il n'eût point eu d'audience. » Les archers anglais et les arquebusiers allemands firent un cruel ravage parmi les francs archers, tirant si serré qu'à peine ceux-ci avaient le temps de tendre leurs arcs. Et, lorsqu'ils arrivaient sur le corps de bataille, toutes leurs attaques venaient se briser contre les longues piques des milices flamandes et les bâtons ferrés qu'elles avaient plantés en avant. Au moment où l'ennemi, à bout d'efforts, reculait désespéré, la garnison de Thérouanne, commandée par le sire de Saint-André, vint se jeter sur les bagages de l'archiduc. C'était là que se tenaient les prêtres, les malades, les femmes qui accompagnaient l'armée avec leurs petits enfants. Ce fut une chose horrible de voir cette foule sans défense massacrée ou

foulée aux pieds des chevaux. Les Flamands ne laissèrent point fléchir leur courage à un spectacle aussi déchirant, et restèrent inébranlables derrière le rempart de leurs piques et de leurs pieux à pointe de fer.

Un danger imprévu signala la fin de cette journée. Les Français étaient parvenus à s'emparer de l'artillerie de l'archiduc et commençaient à la tourner contre leurs adversaires. Heureusement le comte de Romont, obéissant à une inspiration soudaine, se précipita avec ses gens du côté où l'ennemi venait de faire cette prise et la leur arracha grâce au désordre qui régnait parmi eux. Sans se laisser arrêter par une plaie reçue à la jambe, il continua à presser vigoureusement les Français et finit par les mettre en déroute. Toutefois ce ne fut point une défaite complète. Le sire d'Esquerdes se retira à Blangy avec les forces qui lui restaient.

La lutte avait duré jusqu'à huit heures du soir. L'archiduc était resté maître du champ de bataille, mais la victoire lui avait coûté cher. Presque tous ses hommes d'armes avaient été pris ou tués. Lui-même avait montré une extrême vaillance. Dès la première attaque, il abattit un franc archer et, au fort de la bataille, il fit prisonnier un gentilhomme breton qui se rendit à lui. Charles de Croy, empressé

d'honorer sa chevalerie nouvelle, s'était lancé au secours du sire Guillaume de Groux qu'il voyait aux prises avec un homme d'armes français. Ses étriers se rompirent et il tomba. L'archiduc, apercevant son péril, s'en vint aussitôt avec Josse de Lalaing et quelques Allemands pour le dégager, au risque d'être lui-même enveloppé. Ce courage acheva de lui gagner l'amour de la noblesse et de la chevalerie de Flandre. Après avoir passé la nuit sur le champ de bataille, il revint à Gand où on lui apporta son jeune fils à l'entrée de la ville. Maximilien prit l'enfant entre ses bras et le porta jusqu'au palais, *ten Walle.* Les bourgeois, fous de joie, firent don au vainqueur de quatorze mille couronnes d'or.

Deux mois après, Maximilien reprit la campagne. Il commença par le siège du château de Malaunoi défendu par le brave Raimonnet d'Ossagne avec cent vingt compagnons. D'Ossagne soutint l'assaut pendant trois jours et ne se rendit à merci que lorsque, deux tours étant forcées, il se fut retiré dans la troisième. Pour le punir de sa défense obstinée, on le pendit trois jours après, ainsi que la plupart de ses compagnons. Pendant que l'archiduc se saisissait de quelques autres châteaux des environs, le roi apprit la triste fin des défenseurs de Malaunoi et résolut d'en tirer une éclatante

vengeance. Il ordonna à son prévôt, Tristan l'Hermite, de prendre cinquante des principaux prisonniers que les Français avaient entre les mains et d'aller les pendre dans les lieux les plus apparents de la province. Tristan se mit à la tête de huit cents lances et de six mille francs archers. Il vint d'abord devant la porte de la ville d'Aire, où avait été exécuté Raimonnet, et là il pendit sept de ses prisonniers. De là il s'en alla devant Saint-Omer, Douai, Lille, toujours faisant ainsi que le roi avait commandé. La troupe de Tristan était assez forte pour servir à autre chose qu'à le protéger dans son office : elle entra dans le comté de Guines, y fit les plus grands ravages et brûla dix-sept châteaux.

Ce qui se passait en mer, au même moment, causa bien plus de dommage encore au pays. Coulon, vice-amiral de France, ayant armé plusieurs navires, s'en alla à la rencontre de la flotte de Hollande et de Zélande qui revenait de la pêche du hareng. C'était une des grandes richesses de nos compatriotes qui avaient depuis longtemps coutume de vendre du poisson salé à tous les états de la chrétienté. La flotte presque entière fut prise et emmenée dans les ports de la Normandie. Les Hollandais alarmés équipèrent quelques vaisseaux pour protéger leurs pêcheurs. Coulon dispersa cette

nouvelle flotte et s'empara encore des navires chargés de poisson. Peu après, il saisit de nouveau un convoi qui apportait de Prusse le seigle nécessaire à la nourriture du pays. Jamais, depuis cent ans, les Flamands et les Hollandais n'avaient, disaient-ils, éprouvé une pareille calamité.

Au commencement de l'année 1480, le roi de France dirigea des troupes vers la Champagne, avec l'intention d'attaquer le Luxembourg. En ce moment même, l'archiduc était engagé dans une nouvelle guerre et sa situation devenait de plus en plus difficile. Après la mort d'Adolphe de Gueldre, les gens de Nimègue et de quelques autres villes de la Gueldre, invoquant la nullité de la cession faite au duc Charles de Bourgogne, avaient sommé la duchesse Marie et l'archiduc de mettre en liberté leur légitime seigneur, le jeune fils d'Adolphe. N'ayant point obtenu de réponse, ils proclamèrent régente madame Catherine de Gueldre, tante du jeune duc. Guillaume d'Egmont, gouverneur de la Gueldre pour la duchesse de Bourgogne, s'étant avancé sans précaution contre les gens de Nimègue, fut saisi dans sa marche avec le sire d'Iselstein et retenu prisonnier. Les habitants de Nimègue choisirent ensuite, pour les gouverner, sous l'autorité de leur régente, Henri de Schwart-

zenberg, évêque de Munster. Ce prélat réclama et obtint l'appui du roi de France. Enhardis par cette alliance, les insurgés repoussèrent les troupes bourguignonnes jusqu'à Bois-le-Duc et furent arrêtés dans leur poursuite seulement par les renforts qu'amena le duc de Clèves.

Les états de Flandre avaient été convoqués à Gand et maître Carondelet, chancelier de l'archiduc, leur demanda une aide pour la levée de mille lances destinées à défendre le pays de Luxembourg. Les Gantois répondirent qu'ils étaient déjà trop foulés d'impôts ; qu'ils avaient promis de fournir à la défense des places et forteresses de Flandre et qu'ils tiendraient leur promesse, mais qu'ils ne voulaient rien faire pour le Luxembourg. Les autres membres de Flandre firent la même réponse. L'archiduc écrivit, de Bruxelles où il était, une lettre pleine d'indignation aux Gantois. Ceux-ci s'en montrèrent fort peu touchés, et on fut sur le point de voir éclater une guerre civile. Heureusement l'archiduc trouva de meilleures dispositions dans le reste du pays, notamment dans le Brabant. Quatre mille piquiers furent fournis par cette province pour la défense du Luxembourg. Mais l'argent devenait de plus en plus rare. C'était à peine s'il y avait encore de quoi suffire à l'entretien de la maison de la

duchesse. Maximilien fut obligé de mettre en gage chez un marchand florentin, établi à Bruges, un drageoir de la valeur de quinze mille écus.

Au milieu de ces fâcheuses conjonctures, l'armée française était entrée dans le Luxembourg. Une guerre sans actions d'éclat désola ce duché. C'étaient des deux parts des courses et des ravages dont le pays était abîmé. Tous les marchands qui revenaient de la foire d'Anvers furent pillés et se virent enlever leurs chariots de marchandises. On parvint enfin à signer une trève pour sept mois, le 27 août 1480. Cette trève fut prolongée l'année suivante.

Cependant l'archiduc continuait à soutenir une forte guerre contre les gens de la Gueldre. Les villes de Flandre lui devenaient de plus en plus contraires; une effroyable famine régnait dans presque tous ses états. Naturellement les finances étaient dans une situation qui devenait plus déplorable chaque jour. Cet état calamiteux était tourné avec un excès de sévérité contre l'archiduc lui-même, prince léger peut-être, mais de bonne volonté. Pour comble de malheur, on voyait, en ce moment, des bandes d'aventuriers ravager le pays et tenir les habitants dans l'effroi. Le commerce des villes avait cessé et les nombreuses fabriques de draps, qui naguère enrichissaient la Flandre,

étaient réduites à chômer. Les Gantois, plus exigeants à mesure que le mécontentement croissait, prétendaient que Maximilien n'était pas leur souverain, mais le mari de leur souveraine. Ils réclamèrent, comme un privilège acquis à leur ville, que les enfants de leurs princes fussent élevés à Gand. Ces enfants étaient au nombre de deux : Philippe, l'aîné, et Marguerite, née à Bruxelles le 10 janvier 1480.

Tandis que l'affection et le respect des Flamands envers l'archiduc allaient s'affaiblissant, la duchesse Marie avait gagné beaucoup dans leur faveur et leur attachement. Épouse fidèle et pleine de déférence pour son mari, volontairement étrangère aux affaires du gouvernement, elle n'était connue que par sa douceur et son affabilité. Elle avait fixé sa résidence à Bruges. Dans les commencements du mois de mars 1482, elle voulut se donner le divertissement de la chasse à l'oiseau et sortit avec sa suite pour voler le héron dans le bois de Winendaele. Pendant qu'elle suivait la chasse, sa haquenée voulut passer par dessus un tronc d'arbre abattu. Les sangles se rompirent, la selle tourna et la duchesse tomba avec rudesse sur ce bois. On la rapporta gravement blessée, mais elle refusa de laisser panser sa blessure par les médecins. La plaie s'envenima et, trois

semaines après sa chute, le 27 mars, elle mourut à l'âge de vingt-cinq ans, vivement regrettée de Maximilien et de la nation. La duchesse Marie reçut la sépulture en l'église de Notre-Dame à Bruges; son cœur fut transporté à Anvers et déposé à côté des restes de sa mère, Isabelle de Bourbon.

Avec la duchesse Marie disparut cette fameuse maison de Bourgogne qui avait régné tout un siècle en Belgique. C'est pendant cette période que nos provinces virent s'éteindre successivement la descendance de leurs anciens princes et se trouvèrent réunies pour la première fois sous une même souveraineté. C'était un premier pas vers l'unité politique, mais il ne conduisit pas à l'établissement d'un gouvernement commun et d'une législation uniforme. Chacun de nos petits états voulut conserver son indépendence et une existence propre. Nos grandes cités cherchaient à s'ériger en gouvernements séparés et à exercer leur domination sur les villes du second ordre. Les princes bourguignons eux-mêmes, par leurs relations intimes avec la France et le peu d'intelligence et de sympathie qu'ils montrèrent à l'égard du caractère belge et des institutions nationales, furent une cause perpétuelle de méfiance, de déplaisir et d'irritation. Si le pouvoir et les populations se fussent mieux entendus, on eût

vu peut-être l'antique Belgique se remontrer au monde unie à la Bourgogne et à la Hollande, et le Rhin, depuis sa source dans les Alpes jusqu'à la mer, former la limite d'un nouvel et magnifique royaume. Il y eut un moment où Charles le Téméraire sembla toucher au but qu'il poursuivit sans cesse, la fondation de ce grand royaume de Bourgogne dont les tronçons, épars aujourd'hui, étaient presque tous déjà réunis dans sa main. Mais, pour mener à bout une si vaste entreprise, il lui eût fallu plus que le courage et la force : il lui eût fallu la prudence dans les conseils, la modération dans les succès, l'amour de ses sujets, leur coopération franche et décidée.

A l'exception de l'évêché de Liège, que la guerre avait presque entièrement ruiné, et du duché de Luxembourg, dont la possession était restée longtemps incertaine, la Belgique s'était enrichie sous les ducs de Bourgogne. Le commerce et l'industrie y furent aussi florissants que jamais. Philippe le Hardi obtint pour les draps de Bruxelles, de Malines et de Lierre la libre entrée au marché de Provins. La petite ville de Lierre comptait alors dans ses murs plus de trois cents métiers à tisser. Elle eut une halle dès 1402 et ses relations ne firent que s'étendre durant les premières années du XV[e] siècle. Lierre exportait particulièrement

ses produits en Allemagne et elle conserva longtemps à Francfort un comptoir connu sous le nom de *Liersche Halle*. Louvain, à cette époque, ne subsistait que de ses tanneries alors fort estimées. Cette ville possédait trente cinq maîtres tanneurs en 1403. On y tenait annuellement une grande foire aux pelleteries. Malines était en possession d'un négoce considérable avec la France et avec l'Espagne. Une ordonnance du roi de Castille, en 1442, taxe le velours superfin de cette ville à 4000 maravédis (1) la pièce. Dès la première moitié du XV[e] siècle, Bruges commença à sentir les effets désastreux de la rivalité commerciale d'Anvers. Les Génois firent cependant construire à Bruges, en 1441, une nouvelle halle aux soieries. Les Flamands possédaient une véritable supériorité dans la fabrication des tapisseries de haute lisse. Les plus beaux tapis se fabriquaient à Arras, à Audenarde, à Bruges et à Tournai. Il existait un chantier de construction navale fort considérable dans le pays de Waes, à deux lieues d'Anvers.

L'imprimerie fut introduite de bonne heure en Belgique. Gérard de Flandre monta une imprimerie à Trévise en 1471. Ce fut Thierri

(1) Ancienne monnaie espagnole de cuivre. C'est actuellement une monnaie de compte de la valeur d'un centime et demi.

Martens qui installa le premier établissement typographique dans notre pays. Né à Alost, il fit son apprentissage à Venise et, de retour dans les Pays-Bas, publia en 1474, dans sa ville natale, le premier ouvrage sorti de ses presses. Il s'établit en 1476 à Anvers, où il eut bientôt des imitateurs. La même année, les frères de la vie commune fondèrent une imprimerie à Bruxelles. Colard Mansion imprimait à Bruges en 1473 ou 1474. Le plus ancien imprimeur anglais, William Caxton, s'initia à la pratique de son art en cette ville, où il avait longtemps résidé en qualité de maître ou gouverneur des marchands de la Grande Bretagne. Les presses de Jean de Westphalie étaient en activité à Louvain depuis 1474.

Un essai remarquable de colonisation fut tenté par nos compatriotes vers le milieu de ce siècle. Quelques Brugeois, se rendant en Portugal pour les affaires de leur commerce, furent forcés par la tempête de s'éloigner des côtes de l'Europe et abordèrent à Terceire, l'une des îles inconnues alors de l'archipel des Açores (1). Jacques de Bruges (il n'est connu que sous ce nom) voulut profiter de la découverte et obtint du prince dom Henri des lettres patentes du

(1) Cet archipel porta, pendant plus de deux siècles, le nom des *Iles flamandes* Un voyageur du XVIIe siècle nomme encore les Açores *Vlaemsche Eylanden.*

2 mars 1450 qui lui accordaient cette île en possession héréditaire. Il s'y transporta avec une suite nombreuse et la jeune colonie prospéra rapidement. Par malheur, Jacques de Bruges étant reparti pour la Flandre afin d'en amener de nouveaux colons, fut, selon toute apparence, assassiné pendant la traversée et l'on n'en entendit plus parler. L'un des compagnons de Jacques de Bruges, Guillaume Van der Haeghen, reprit un peu plus tard l'œuvre interrompue et commença des défrichements dans une autre île du même groupe, celle de Saint-Georges. En 1466, le roi de Portugal, ayant besoin de troupes et particulièrement de bons officiers, s'adressa dans cette vue au duc Philippe et lui céda la possession de l'archipel tout entier au profit de sa tante, la duchesse de Bourgogne. Celle-ci fit équiper aussitôt plusieurs navires, y réunit des gens de tous métiers, leur fit donner des meubles, des ustensiles et des vivres pour deux ans et les envoya aux Açores. Plus de deux mille personnes quittèrent les Pays-Bas pour cette destination. La duchesse céda ensuite, en toute propriété, l'île de Fayal à Josse Van Huerter, seigneur de Moerbeke. Ce dernier quitta la Flandre pour présider à l'organisation de la colonie belge, accompagné de Martin Behaim, son beau-fils, dont le nom occupe une place

distinguée dans les annales de la géographie et de l'astronomie. La fertilité de cette île et la douceur de la température offraient de grands avantages à nos émigrants. Une baie semi-cîrculaire, située à la partie orientale, permet aux vaisseaux d'y relâcher en toute sécurité pendant une partie considérable de l'année. Ce fut le long de cette baie, au pied d'un vaste amphithéâtre de montagnes, que les Flamands élevèrent leurs premières habitations. Le pays environnant reçut le nom de *Nouvelle Flandre*, et la jeune cité celui de *Huerta* (1), en l'honneur du chef de l'expédition. De nos jours encore, l'industrie agricole aux Açores n'est nulle part plus florissante qu'au Fayal, parmi les héritiers des anciens colons flamands, dont les habitudes présentent un contraste frappant avec celles des autres habitants de l'archipel. Ils conservent le costume ainsi que les restes du langage de leurs ancêtres ; ils suivent toujours les procédés de culture qui leur ont été légués et la belle *vallée des Flamands*, qui avoisine le chef-lieu de l'île, en est toujours la partie la plus riche et la plus prospère.

Une ville nouvelle dut, à cette époque, sa fondation à un gentilhomme d'une noble et ancienne famille du Furambacht, Jean Blade-

(1) Aujourd'hui *Hosta*.

lin. Il avait acquis une ferme dans le village de Heyle, entre Ardembourg et Moerkerke, laquelle avait appartenu primitivement à l'abbaye de Middelbourg. Il bâtit sur cette terre plusieurs habitations et y éleva une jolie église en l'honneur de saint Pierre et de saint Paul. Il obtint ensuite le privilège d'une foire franche de six jours pour la nouvelle bourgade de Middelbourg. Lors de la destruction de Dinant, Jean Bladelin y ouvrit un asile aux vaincus. Beaucoup d'entre eux répondirent à son appel et l'une des rues de Middelbourg prit le nom de *Dinant-straet*, rue de Dinant (1).

Pendant les dernières années du règne de Charles le Téméraire, beaucoup de chefs d'ateliers, se voyant sans travail, quittèrent la Belgique pour chercher un meilleur sort à l'étranger. Parmi eux se trouvait un fabricant de tapisserie de haute-lisse dont le nom était destiné à devenir célèbre : c'était Jean van Gobeelen, natif de Bruges, le fondateur de la fameuse manufacture des Gobelins.

L'extrême richesse qui régnait en Belgique, sous Philippe le Bon particulièrement, y avait répandu le goût du luxe et altéré les habitudes modestes du peuple. Le faste des ducs de

(1) On en a fait depuis, par corruption, la rue du diamant, *Diamant straet*

Bourgogne, ces grands ducs d'Occident, dont la cour éclipsait celle des rois et des empereurs, avait inspiré le mépris de l'ancienne simplicité. La recherche était portée à l'excès dans les vêtements, dans la vaisselle, dans les bijoux précieux, et ce qu'avait mis en réserve la sage économie des générations précédentes était souvent prodigué pour satisfaire une vaine ostentation. Les mœurs ne se ressentirent que trop de ces changements, surtout dans les rangs les plus élevés.

Le culte excessif de l'éclat et de la magnificence, le développement merveilleux de la richesse et de l'aisance dans toutes les classes de la société, furent accompagnés d'un progrès général dans les beaux arts; mais, dans ce domaine privilégié du beau, la profusion des ornements, la multitude ou plutôt l'exubérance des détails nuisirent souvent à la grandeur de l'ensemble et à cette simple et noble harmonie des proportions, qui est le caractère de la perfection et le cachet des grands siècles artistiques et littéraires.

Dans l'architecture, règne, au XV[e] siècle, le style ogival *tertiaire* ou *flamboyant*. A cette période, l'art ogival est arrivé au plus haut degré de splendeur et de richesse, mais il a perdu quelque chose de son caractère grave et sévère. Cet art se signalait surtout, à l'origine,

par l'élancement, le mouvement ascensionnel; peu à peu on voit l'ogive s'affaisser sous le poids des pinacles et des frontons dont on l'a surchargée. La forme prismatique remplace dans les moulures les formes cylindriques, ce qui donne aux ornements un air de maigreur, une sécheresse de trait que n'offrent point ceux du XIIIe et du XIVe siècle. Les meneaux des fenêtres et des rosaces, les découpures des balustrades montrent partout ces dessins contournés et bizarres ressemblant à des flammes, à des cœurs allongés, qui diffèrent des trèfles, des quatre-feuilles et des autres figures *rayonnantes* de la période précédente et qui ont valu au style ogival tertiaire son nom de *style flamboyant*. Un des ornements les plus prodigués dans ce style sont les pinacles. Ils surmontent les balustrades, les contreforts, les niches et toutes les parties saillantes des édifices. Ils se distinguent, en général, par beaucoup de grâce et de délicatesse; les crochets dont ils sont ornés se transforment insensiblement en larges feuilles de choux ou de chardons frisés et contournés.

C'est au style ogival tertiaire qu'appartiennent la plupart de nos grands édifices religieux et civils. Parmi les premiers, on distingue l'église de Saint-Sulpice à Diest, commencée en 1417 et terminée, telle qu'elle existe aujour-

d'hui, en 1534. Le côté droit du chœur est remarquable par un luxe de sculpture fort rare dans notre pays ; — l'église de Notre-Dame à Anvers, dont le chœur seul paraît avoir été achevé en 1411. Les six rangs de colonnes, au nombre de trente-six, qui forment les divisions des sept nefs, offrent une perspective admirable, de quelque point de l'édifice qu'on les contemple ; c'est bien là une forêt de colonnes. La superbe tour de gauche, haute de cent vingt-deux mètres, passe à juste titre pour l'une des plus remarquables constructions de ce genre qui existent dans l'Europe entière ; — l'église de Saint-Gommaire à Lierre, d'un très bel effet par la régularité du plan, les grands arcs-boutants qui flanquent la nef et le chœur, les doubles balustrades qui en décorent les combles et la haute tour qui précède l'édifice ; — l'église de Saint-Rombaut à Malines, dont la partie la plus considérable, il est vrai, appartient au style rayonnant le plus pur et le plus élégant. La tour, dont les grandes et belles masses se développent, dans toute leur majesté, au centre de l'ancien cimetière, fut commencée en 1452 ; — l'église de Saint-Pierre à Louvain, qui présente un ensemble merveilleux de pureté et d'harmonie ; on dirait que l'édifice a été bâti d'un seul jet ; — l'église de Sainte-Waudru à Mons, dont l'intérieur reproduit exactement

celui de Saint-Pierre à Louvain. Toutefois le vaisseau de l'église montoise a quelque chose de plus imposant que celui du temple louvaniste, parce que le beau calcaire bleu dont ses murs sont revêtus et les compartiments des voûtes en briques parfaitement appareillées, ont conservé leur couleur primitive.

La Belgique est redevable à ses communes de beaucoup d'édifices remarquables qui forment encore aujourd'hui l'un des plus beaux ornements de nos cités, beffrois, halles, hôtels de ville, bâtiments servant de lieux de réunion aux gildes ou serments et aux corps de métiers. Nous ne citerons que les hôtels de ville de Bruxelles et de Louvain, bâtis tous deux au XVe siècle et qui font époque l'un et l'autre dans l'histoire de l'architecture. Le premier est surtout digne d'admiration par cette magnifique tour découpée à jour qui s'élance à une hauteur de près de cent quatorze mètres, chef-d'œuvre d'élégance, de hardiesse et de légèreté. L'hôtel de ville de Louvain est sans contredit le plus bel édifice du style tertiaire élevé dans le nord de l'Europe. On ne saurait assez louer la régularité du plan, l'élégance et l'harmonie des proportions, la pureté des profils, la richesse de l'ornementation, la variété, la délicatesse et le fini des sculptures innombrables qui en couvrent les faces extérieures. C'est bien là,

comme on l'a appelé, un *palais de dentelles*.

Le tombeau de Philippe le Hardi, conservé au musée de Dijon, a été élevé par des mains belges. Un critique français, parlant de ce mausolée et de celui de Jean sans Peur, construit d'après le même modèle (1), s'exprime en ces termes : « Ces tombeaux, dont les détails sont comparables aux bas-reliefs de Ghiberti et aux cariatides de Jean Goujon, me semblent les plus précieuses reliques de l'époque qui précéda immédiatement la renaissance. Tous les détails de ces édifices en miniature, ces ogives hautes de trois pieds, ces cloîtres où se promènent des personnages de quinze pouces, ces clochetons, ces angelots, ces dentelles de marbre et d'albâtre, réunissent le fini le plus pur, la plus étonnante perfection du travail, à l'élégance du dessin, à l'harmonie des proportions à l'heureuse combinaison des parties. Il y a là quatre-vingts figurines, dont chacune prise isolément est un petit chef-d'œuvre et leur réunion en augmente encore, par l'effet du contraste, le mérite et la beauté. La variété singulière de leurs poses toujours naturelles, de leurs expressions toujours vraies et profondes, le caractère des têtes, le jet des draperies, la délicatesse du ciseau surpassent véritablement tout ce qu'on peut attendre. »

(1) Ci-dessus, pages 32 et 63.

C'est dans la peinture particulièrement que la Belgique brilla, au XVe siècle, du plus splendide éclat. Les progrès réalisés par nos artistes, la découverte de la peinture à l'huile due à l'un d'eux, les monuments incomparables qu'ils nous ont laissés, tout cela fait de l'*ancienne école flamande* une de nos gloires les moins contestées, la plus riche couronne du pays aux yeux de l'étranger. C'est dans le cours du XIVe siècle qu'on aperçoit les signes avant-coureurs de la grande révolution artistique qui, sous les auspices des deux Van Eyck, devait bientôt s'accomplir dans le domaine de la peinture. Dès l'an 1370, maître Wilhem, l'illustre chef de l'école de Cologne, avait su s'élever très haut dans la représentation des sujets religieux. Ce qui manquait encore à la peinture, c'était un coloris plus vif, plus transparent, faisant mieux ressortir ces détails dans lesquels se plaisaient les artistes d'alors. Hubert Van Eyck résolut, paraît-il, le problème vers l'an 1410. Il trouva le secret de donner un éclat sans égal à ces teintes naguère ternes et sombres; les couleurs à l'huile, telles qu'il sut les mettre en usage, firent oublier toutes celles qu'on avait employées avant lui.

Hubert Van Eyck était né en 1366; son frère Jean avait vingt ans de moins que son aîné. La Providence leur avait donné une sœur,

Marguerite, douée, comme ses frères, d'un admirable talent. Ils s'étaient établis à Bruges, mais l'exécution d'une œuvre qui eût suffi pour immortaliser leur mémoire les appela à Gand vers l'an 1420. Josse Vyt, seigneur de Pamele, avait obtenu une chapelle dans l'église de Saint-Bavon afin d'y établir la sépulture de sa famille. Ce fut pour décorer l'autel de cette chapelle que les Van Eyck peignirent cette œuvre sublime et gigantesque, connue sous le nom de l'*Adoration de l'Agneau.* « On y a devant les yeux, dit un critique, une scène splendide, une vision du paradis, des visages célestes, des regards séraphiques et un art, un dessin, un coloris aussi souple que solide, aussi moelleux que précis, tous les dons, en un mot, de la grande peinture et les dons les plus opposés. »

Les Van Eyck eurent de nombreux élèves, à commencer par le roi René d'Anjou, qui peignit lui-même d'*après la manière flamande* et se piqua de l'enseigner à des maîtres italiens. Gérard Van der Meire, Roger de Bruges, appelé aussi Roger Van der Weyden ou Roger de Bruxelles, Thierri Stuerbout ou Dirck Van Harlem et quelques autres moins célèbres marchèrent d'assez près sur les traces de Jean Van Eyck pour que leurs œuvres aient quelquefois été confondues avec les siennes. Tous

portèrent dans l'exécution de leurs tableaux un calme extrême; leurs figures ont peu de mouvement et offrent l'expression la plus simple. Rien de violent, de forcé, de théâtral dans les attitudes et dans le maintien, rien d'apprêté dans la disposition. Le repos qui règne dans leurs ouvrages permet à l'âme de s'abandonner sans réserve au sentiment qui les a inspirés. Tel est le secret du charme mystérieux que l'on éprouve à contempler les tableaux de cette école.

Parmi les maîtres flamands du XV[e] siècle, il en est un surtout qui a élevé l'art à une hauteur dont le regard le plus hardi s'étonne. C'est Hans (Jean) Memlinc, qui vécut dans la seconde moitié de ce siècle et qui a uni, au degré le plus étonnant, la force à la délicatesse, l'art poétique à l'exactitude minutieuse, l'imagination à la patience et le génie à la naïveté. Parmi les œuvres de cet artiste immortel qui forment l'inappréciable trésor des collections brugeoises, on cite souvent la *châsse de Sainte Ursule*. C'est un reliquaire chargé de peintures sur toutes ses faces; la forme en est celle d'une église gothique, dont les ornements dorés encadrent une suite d'arcades et de médaillons. Memlinc y a représenté toute l'histoire de sainte Ursule et de ses compagnes. L'image de ces chastes héroïnes se reproduit à chaque

instant avec une grâce, une candeur, une vérité toujours nouvelle. Le paysage est si fidèle que le voyageur reconnaît à l'instant les bords du Rhin et la Suisse; l'architecture si exacte qu'il est facile de nommer chacune des vieilles églises, dont les tours se dressent dans le lointain. La richesse éblouissante des costumes et des armures dont l'artiste s'est plu à revêtir ses personnages ne fait que relever la noblesse du style et la vigueur de l'expression. La pose, les traits, les regards, tout parle : depuis la foi sublime et la candeur virginale jusqu'à l'obéissance stupide et la barbarie farouche, chaque nuance de sentiment est traduite avec la même précision. C'est un sujet continuel d'étonnement que cette composition si poétique rendue avec une fidélité si patiente; car jamais œuvre humaine ne fut travaillée plus minutieusement. Vous croyez entrevoir aux flancs d'une cuirasse deux taches obscures : armez votre œil d'un verre grossissant et vous reconnaîtrez, dans ces points sombres, l'image de la sainte et celle du meurtrier, qui viennent se réfléchir dans l'acier poli. Vous découvrez dans l'éloignement une maison dont les fenêtres transparentes laissent apercevoir l'intérieur. Une femme y est en contemplation devant une vision céleste : cette femme vous l'avez déjà reconnue, c'est Ursule. Mais cherchez à distinguer le groupe

lumineux qui vient de lui apparaître et que vous prendriez pour un nuage de pourpre et d'or : vous y discernerez bientôt ses compagnes, le pape, les chevaliers chrétiens destinés à partager son martyre et elle-même tenant en main la flèche qui l'immolera. C'est un tableau tout entier qui se cache dans cette étroite étendue et que le regard s'effraie d'y découvrir. Mais ce qui fera à jamais plus que tout le reste la gloire unique du grand artiste brugeois, c'est que nul comme lui n'a su rendre l'expression de l'enthousiasme et de la sainteté. L'âme du peintre semble passée tout entière dans ses ouvrages. Nous comprenons sa prière, sa piété et sa mélancolie sainte qui se reflètent sur ces images divines. « Memlinc, s'écrie un écrivain français remarquable par l'intelligence du beau (1), Memlinc, c'est vous qui le premier m'avez fait sentir et comprendre l'art! »

On ne peut passer sous silence un autre art où nos compatriotes tinrent sans contredit le premier rang pendant cette période. Le grand mouvement musical qui se manifesta vers le milieu du XVe siècle partit en très grande partie de la Belgique. Ce fut elle qui envoya en Italie une foule de chanteurs et de compositeurs employés dans les chapelles et dans les

(1) M. Fortoul.

cours des souverains du temps. Le premier nom qui s'attache à la renaissance de la musique est celui de Guillaume Dufay de Binche. Dufay faisait partie de la chapelle pontificale à Rome; il mourut, en 1432, dans un âge très avancé, après avoir introduit d'importantes modifications dans la notation musicale et dans l'harmonie. Jean Ockeghem tint, après lui, le sceptre de son art. Il porta plus avant que ses prédécesseurs la science de la composition et forma d'excellents élèves, entre autres Josquin Deprés, *Hennuyer de nation*, au témoignage de Ronsard, qui fut la gloire de l'âge suivant. Jean Teinturier, de Nivelles, appelé par ses contemporains *Tinctor* ou *Tictoris*, fut le plus grand théoricien de son époque. Il a beaucoup écrit, notamment un dictionnaire des termes de musique usités au XVe siècle, fort utile pour l'intelligence des anciens musicologues.

~~~~~~~~~~~~~~~~
~~~~~~~~~~~~~~~~

PÉRIODE AUSTRO-ESPAGNOLE.

1482—1555.

PREMIÈRE SECTION.

La Belgique sous le règne de Maximilien d'Autriche.

Les États de Flandre refusent à l'archiduc la régence et la tutelle de ses enfants. — Paix avec la France. — Troubles nouveaux à Liège. — Mort tragique de Louis de Bourbon. — Guerre civile. — Guillaume de la Marck est pris et exécuté à Maestricht. — Guerre entre Maximilien et les Flamands. — Accord momentané. — Maximilien se rend à Gand. — Nouveaux incidents. — L'archiduc est élu roi des Romains. — Reprise de la guerre avec la France. — Attitude hostile des Flamands. — Maximilien se rend à Bruges. — Détention de ce prince. — Prétentions des députés de Gand et d'Ypres. — Arrestations et exécutions. — Maximilien change de prison. — Délivrance de Maximilien. — Guerre entre la Flandre et l'empereur Frédéric III. — Soumission des Flamands. — Marguerite d'Autriche renvoyée à son père. — Traité de Senlis.

D'après les conventions matrimoniales intervenues entre la duchesse Marie et l'archiduc Maximilien, la souveraineté passait au jeune

Philippe, qui fut surnommé le Beau. Mais Maximilien avait des droits incontestables à la tutelle de ses enfants et à la régence des états de son fils. Les États de Hainaut, de Brabant, de Namur, de Hollande et de Frise reconnurent ces droits sans difficulté, mais ceux de Flandre, sous l'influence des Gantois, refusèrent obstinément la *mambournie* à l'archiduc. Le jeune héritier de la maison de Bourgogne et sa sœur furent retenus à Gand et l'on nomma un conseil de régence composé d'Adolphe de Clèves, seigneur de Ravenstein, de Philippe de Bourgogne, seigneur de Beveren, de Louis de Bruges, sire de la Gruuthuse, et d'Adrien Vilain, sire de Rasseghem.

Allant plus loin, les États de Flandre résolurent de terminer la guerre contre Louis XI, sans consulter Maximilien. Par un traité signé à Arras, le 23 décembre 1482, Marguerite, sa fille, fut promise en mariage au dauphin de France qui fut roi plus tard sous le nom de Charles VIII. La princesse devait recevoir en dot les comtés d'Arras et de Bourgogne, avec les seigneuries de Macon, Auxerre, Salins, Bar-sur-Seine et Noyers. Pour ne pas se mettre en hostilité ouverte avec les Flamands, Maximilien accepta cette convention qui équivalait à un nouveau démembrement des états de la maison de Bourgogne. Quelques mois après,

Marguerite fut remise aux mains de l'ambassadeur de France pour être conduite dans ce pays et y être élevée.

Depuis la mort du duc Charles, Louis de Bourbon était devenu le bienfaiteur des Liégeois, après avoir attiré de si grands malheurs sur eux par la légèreté de sa conduite. Marie de Bourgogne lui avait cédé les droits que son père s'était arrogés sur le pays de Liège en vertu de la conquête; elle avait aussi restitué aux Liégeois le fameux *perron* de cuivre (1) qui avait été transporté à Bruges par les Bourguignons. De son côté, Louis de Bourbon leur avait rendu leurs vieilles lois, leurs privilèges, leurs magistrats. Il permit aux exilés de rentrer dans leur patrie et restitua à la commune, aux métiers et aux particuliers tous leurs biens confisqués (1477). Malheureusement l'évêque avait recueilli dans son palais même l'ennemi qui devait replonger Liège dans l'anarchie et la guerre civile. Guillaume de la Marck, surnommé le *sanglier des Ardennes*, soit à cause de son air farouche, soit parce qu'il portait dans ses armes et faisait porter à ses gens une hure de sanglier, s'était acquis la renommée d'un redoutable chef d'aventuriers. Il s'était mis aux gages de Louis XI et avait fait assas-

(1) Tome II, p 212.

siner un des grands vicaires de Liège presque sous les yeux de l'évêque. Par représailles, Louis de Bourbon avait détruit son château d'Aigremont.

A l'avènement de Marie de Bourgogne, La Marck se réconcilia avec l'évêque de Liège. Celui-ci, résolu à pacifier à tout prix le pays, non seulement consentit à oublier le passé, mais le nomma capitaine de ses gardes et gouverneur de Logne et de Franchimont. L'évêque ne tarda pas à s'en repentir. On découvrit bientôt que l'ancien partisan de Louis XI avait renoué des intelligences avec ce prince et il fut banni par sentence des échevins (1480). Il épia une occasion de se venger. Il avait formé dans les Ardennes une bande d'environ trois mille hommes de pied et de mille deux cents cavaliers, tous vêtus de rouge avec une hure de sanglier brodée sur la manche. Lorsqu'il crut le moment arrivé, il s'achemina vers Liège suivi de ses routiers. L'évêque marcha au-devant de lui avec quelques cavaliers et le rencontra dans les défilés de la Chartreuse, à une petite distance de la ville. La Marck se jeta sur lui avec fureur, lui plongea son épée dans la gorge et ordonna à un des siens de l'achever. Ainsi mourut, le 30 août 1482, Louis de Bourbon, prince faible, élevé trop tôt aux honneurs et gâté par les flatteurs dans sa

jeunesse, mais bon et digne d'un meilleur sort par les efforts qu'il fit pour réparer les torts de son passé.

Les mains encore fumantes du sang de l'évêque, La Marck se fit ouvrir les portes de la ville, convoqua le chapitre et contraignit les chanoines présents d'élire son propre fils au siège épiscopal. Mais ceux-ci s'étant réunis à Louvain avec les autres membres du chapitre qui s'étaient échappés de Liège avant l'élection, déclarèrent ce choix nul et obtenu par violence; ils élirent ensuite Jean de Horne, qui avait vaillamment combattu à la Chartreuse à côté du prélat défunt. La Marck, qui s'était fait nommer mambour du pays, résista quelque temps et se livra à de nouvelles dévastations. La mort de Louis XI le décida cependant à plier et un arrangement fut conclu à Tongres, le 22 mai 1484. Mais l'évêque ne lui avait pas pardonné. L'année suivante, La Marck, à la suite d'une fête donnée à Saint-Trond, fut saisi, dans le bois de Heers, par des soldats placés en embuscade, conduit à Maestricht et décapité le lendemain. Au moment où sa tête allait tomber sous le glaive sur la place de Saint-Servais, il aperçut, dit-on, Jean de Horne, appuyé sur un balcon, parmi les spectateurs, et lui prédit que cette tête saignerait longtemps. La prédiction ne fut que trop vraie. Robert de

la Marck, seigneur de Sedan, et Adolphe, frères du supplicié, commencèrent contre la maison de Horne une guerre qui dura quatre ans et qui porta la misère au comble dans les villes et dans les campagnes.

Les troubles qui suivirent, dans le pays de Liège, l'assassinat de Louis de Bourbon, coïncidaient avec ceux qui agitèrent la Flandre après la mort de Marie de Bourgogne. Résolu de ne pas souffrir plus longtemps les prétentions des États de Flandre, Maximilien profita de la mort de Louis XI, arrivée le 30 août 1483, pour révoquer toutes les concessions faites par lui précédemment. Lés États s'étant mis sous la protection du nouveau roi Charles VIII, il se décida à user de la force et ordonna dans les provinces restées fidèles un armement général pour réduire « les rebelles et désobéissants sujets du pays de Flandres. » Il s'empara par ruse de Termonde et d'Audenarde et par force de Ninove et de Grammont. Les Gantois, qui s'étaient avancés en rase campagne, furent battus. Des compagnies françaises avaient été conduites à Gand par le sire de Crevecœur, mais on répandit le bruit que les soldats de Charles VIII se disposaient à enlever le jeune héritier du duché de Bourgogne et ils furent obligés de se retirer sous les remparts de Tournai. Presque en même

temps, les partisans de Maximilien lui ouvrirent les portes de Bruges. Enfin, le 28 juin 1485, un accord intervint entre l'archiduc et les États de Flandre. Maximilien était reconnu pour mambour de son fils et du comté de Flandre, mais il s'engageait à ne pas conduire le jeune prince hors des limites du comté. Tous les privilèges étaient confirmés et une amnistie octroyée, mais l'archiduc en avait exclu ses principaux adversaires. Des exécutions nombreuses eurent lieu à Bruges.

Maximilien partit de Bruges, le 6 juillet, pour se rendre à Gand. Le sire de Ravenstein vint au devant de lui et lui amena son fils à Mariakerke. L'entrevue fut des plus touchantes. L'enfant, qui depuis longtemps n'avait pas vu son père, ne le reconnut pas et la peur lui arracha des larmes sous les baisers paternels. Deux mille fantassins allemands accompagnaient l'archiduc. Leur présence provoqua quelques désordres à Gand et le peuple planta de nouveau ses bannières sur le marché du vendredi. Elles y restèrent pendant quarante-huit heures et une nouvelle lutte était imminente, lorsque les corps de métiers prirent le parti de se retirer. L'archiduc exigea une réparation solennelle. Placé sur un trône et entouré des ambassadeurs des princes étrangers, il reçut, le 22 juillet 1485, les protesta-

tions d'obéissance et de fidélité des échevins « habillés de robes noires deschaintes » ; puis il chargea le chancelier de Brabant de prendre la parole en son nom. La harangue de ce magistrat fut une longue énumération des griefs du prince contre les Gantois. « Illecq fut proposé, dit Molinet, comment nonobstant plusieurs torts perpétrés par lesdits Gantois, le duc les avoit reçus à merci et fait paix, plus à leur honneur et avantage qu'au sien, dont ses princes et barons s'estoient esbahis, et comment illecq lui venu s'estoient mis en armes contre lui et les siens, dont il avoit bien pensé mettre la ville à totale ruine par feu et espée, ne fust la pitié qu'il avoit des églises et des bonnes personnes illecq habitans. » Le pensionnaire de Gand répondit à ce discours. Il loua avec effusion la clémence de l'archiduc, avouant « qu'il n'avoit tenu à rien que de la bonne ville de Gand l'on disist présentement : cy fut Gand. » Enfin les Gantois crièrent merci et remirent à Maximilien neuf chartes de privilèges, « lesquels furent brisés et coppés par maistre Nicolas de Rastre, audiencier. » Maximilien, se croyant sans doute libéré de ses engagements, fit conduire son fils à Termonde et bientôt après à Malines, où il le plaça sous la garde de la duchesse douairière, Marguerite d'York.

Après avoir établi son autorité en Flandre,

Maximilien se rendit en Allemagne où l'attendait la dignité de roi des Romains à laquelle étaient attachés le vicariat de l'Empire et l'expectative du trône impérial. Il fut élu à Francfort le 16 février 1486 et couronné à Aix-la-Chapelle le 9 avril suivant. Le bruit des hostilités qui avaient recommencé à la frontière vint surprendre le nouveau roi des Romains au milieu des fêtes du couronnement. Deux échecs successifs réduisirent considérablement les forces de Maximilien et il fut obligé de réclamer des subsides pour faire face aux exigences de la guerre. Les États de Flandre, réunis à Termonde et délibérant sans la participation des députés du Franc qu'ils refusaient de reconnaître comme quatrième membre malgré une charte récente de l'archiduc, déclarèrent qu'ils désapprouvaient la guerre contre la France et étaient d'avis de maintenir le traité d'Arras de 1482. A quoi le roi des Romains répondit que si les États n'accordaient point un nouvel impôt, il le ferait lever par ses commissaires. C'en fut assez. Bientôt on vit les Gantois réorganiser leurs anciennes associations des chaperons blancs et des compagnons de la tente verte. Le sire de Liedekerke fut créé capitaine de Gand et des bandes armées quittant les murs de la ville s'avancèrent jusqu'aux portes d'Anvers, de Bruxelles et de Courtrai.

Ces nouvelles déterminèrent Maximilien à se transporter immédiatement en Flandre; il arriva à Bruges le 16 décembre 1487. A sa demande, des députés furent envoyés à Gand par les échevins, les doyens et les *hooftmans* de la commune, afin de travailler au rétablissement de la paix. Ces députés revinrent à Bruges le 24 janvier, rapportant un mémoire où les Gantois exposaient longuement leurs griefs. Ils reprochaient à Maximilien la levée de taxes énormes dont on n'avait jamais rendu compte, l'appauvrissement des villes, l'appel d'une armée de mercenaires étrangers, l'éloignement de l'héritier ducal au mépris d'une promesse formelle, enfin la constitution du quatrième membre contre le vœu général, disaient-ils, du pays. Le roi des Romains persuada aux magistrats brugeois d'ajourner l'assemblée qui avait été convoquée pour délibérer sur le message des Gantois et chercha, dans l'intervalle, à introduire de nouvelles troupes dans la ville. La vigilance des doyens des métiers fit échouer cette tentative. Le sire de Gaesbeek, appelé par Maximilien avec sa cavalerie hennuyère, se présenta en vain aux portes de Bruges : il en fut repoussé malgré les efforts de Maximilien et de ses Allemands.

Cependant le tocsin retentit dans la cité. Les doyens des métiers et les *hooftmans* s'assem-

blent et envoient des messagers réclamer l'appui des villes d'Ypres et de Gand; puis ils se portent aux halles avec quarante-neuf canons et les cinquante-deux bannières des corps de métiers. Les ateliers et les boutiques sont fermés, les métiers dressent des tentes sur le marché et dans les rues; ils déclarent qu'ils ne se retireront que quand le roi des Romains aura fait droit à leurs griefs. Maximilien se décide alors à se rendre au milieu d'eux. Il arrive en grand appareil, est accueilli avec respect et fait le tour du marché à cheval. Mais, quand il veut se retirer, on lui annonce qu'on lui a préparé une résidence sur la place même du marché. Cette résidence c'était le *Craenenburg*, habitation spacieuse, d'où les princes avaient coutume d'assister aux fêtes et aux tournois. Lorsque le roi des Romains y fut conduit, le 5 février 1488, le *Craenenburg* appartenait à Henri Nieulant, riche marchand, qui s'était constitué récemment caution du roi pour une somme considérable.

Cependant des députés de Gand et d'Ypres étaient arrivés à Bruges. Ils exigèrent, entre autres choses, que le Franc cessât de former le quatrième membre de Flandre et que les bourgs, c'est-à-dire les villes de rang inférieur, fussent de nouveau soumis à l'autorité des trois villes principales. Les députés de Gand deman-

dèrent en outre que les échevinages fussent renouvelés au nom du jeune prince Philippe et du roi de France, souverain seigneur de Flandre. Ils soutinrent enfin que le roi des Romains n'avait aucun droit sur la tutelle de son fils. L'histoire constate avec peine à quel point le véritable patriotisme avait fléchi, à cette époque, sous la pression de l'égoïsme dominant dans les grandes communes.

Des arrestations nombreuses eurent lieu sur ces entrefaites et l'échafaud se dressa sur la place du marché. Mais avant que s'accomplissent les actes de vengeance que l'on méditait, on voulut en épargner la vue au roi des Romains et on lui choisit une nouvelle habitation dans un autre quartier de la ville. C'était l'ancien hôtel de maître Jean Gros, chancelier de l'ordre de la Toison d'or, situé entre l'église Saint-Jacques et le pont aux ânes. Maximilien exprima le désir de haranguer, avant sa translation, le peuple assemblé sur la place du marché. Il parcourut, vêtu de noir, les rangs des bourgeois et des hommes des métiers, en les priant dans les termes les plus pressants de lui octroyer trois demandes : la première, qu'on permît à dix ou douze personnes de sa maison de ne pas le quitter ; la seconde, qu'on ne le livrât ni aux Français, ni aux Gantois, car il préférait, disait-il, vivre et mourir avec

les Brugeois ; la troisième, qu'on ne se portât à aucun attentat contre sa personne. On lui accorda tout ce qu'il demandait. « Ce n'est pas contre vous, criait la foule, que s'élève notre colère, mais contre ceux qui ont si perfidement gouverné la Flandre et dont la cupidité et les mauvais conseils vous ont trompé et ont ruiné le pays. » Maximilien remercia les bourgeois et fut conduit à sa nouvelle demeure. Les précautions les plus minutieuses avaient été prises pour empêcher une évasion. Trente-six gardiens, dont seize de Gand, douze de Bruges et huit d'Ypres, veillaient sur le royal prisonnier avec le respect, il est vrai, le plus obséquieux et le plus attentif.

Les supplices commencèrent, mais l'homme contre lequel la multitude se montrait le plus exaspérée s'était dérobé jusque là aux recherches les plus actives. C'était Pierre Lanchals, ancien écoutète, qu'on accusait d'avoir voulu introduire des troupes étrangères dans Bruges. On promit à celui qui le livrerait cent livres de gros et l'on porta la peine de mort contre tout bourgeois qui lui aurait donné asile; le toit, quel qu'il fût, qui l'aurait abrité devait être démoli. Enfin on le découvrit, le 15 mars, dans la maison d'un riche marchand de la rue des carmes, nommé Jean Van de Keere, et il fut incarcéré au *steen*, au milieu des démon-

strations frénétiques de la joie populaire. Le lendemain matin, il fut livré à ses juges ou plutôt à ses ennemis. Pendant que Lanchals était écoutète, il avait fait construire un instrument de torture plus terrible que tous ceux que l'on connaissait en Flandre et qui n'avait jamais été employé. L'horrible machine fut portée sur la place du marché et le malheureux prisonnier en éprouva le premier la puissance. Après sa mort, l'animosité populaire parut se calmer. Les portes du *steen* s'ouvrirent à tous les anciens magistrats qui y avaient été enfermés et personne ne fut plus inquiété, ni leurs amis qui avaient cherché à favoriser leur évasion, ni Jean Van de Keere qui avait donné à Pierre Lanchals une périlleuse hospitalité.

L'emprisonnement de Maximilien avait fait grand bruit en dehors de la Belgique. Tout le monde s'intéressait au sort de ce prince qui montrait dans sa captivité une résignation noble et courageuse. Son fils, l'archiduc Philippe, s'était empressé de convoquer une réunion des états du pays à Malines. Mais les Gantois refusèrent de prendre part aux conférences partout ailleurs que dans leur propre ville. Les États généraux se réunirent donc à Gand le 25 avril, et commencèrent par conclure un traité d'union entre eux pour maintenir leurs privilèges, éloigner les troupes étrangères,

assurer les fonctions publiques aux gens du pays, établir l'unité de monnaie et provoquer la réunion annuelle des députés des provinces. Le 16 mai, après trois mois de captivité, Maximilien accepta les conditions que lui imposèrent les communes flamandes, c'est-à-dire le renvoi des troupes étrangères, la renonciation au titre de régent de Flandre, la promesse de ramener son fils dans ce pays et de maintenir la paix avec la France. Le traité de réconciliation fut juré solennellement, sur la place du marché, par le roi des Romains et par les députés des communes. Philippe de Clèves s'était porté garant pour Maximilien de l'exécution de ce traité et s'était constitué otage à cet effet.

Au moment même où Maximilien sortait de prison, l'empereur Frédéric III entrait en Flandre à la tête d'une armée allemande. Le 27 mai, il campait à Everghem (1). Il espérait que la peur lui ouvrirait les portes de Gand, mais voyant que rien ne justifiait cet espoir, il s'éloigna pour dévaster Ninove et les riches campagnes qui s'étendent entre la Dendre et l'Escaut. Maximilien avait rejoint son père et la paix de Bruges s'évanouit comme un vain songe. Philippe de Clèves, qui était resté en otage à Gand, ne se crut pas dégagé de son

(1) A une lieue N. de Gand.

serment et fut créé capitaine général de l'armée flamande. Beaucoup de chevaliers flamands vinrent se ranger sous le drapeau des communes et Charles VIII envoya douze cents chevaux aux Gantois et à peu près le même nombre à Bruges. Philippe de Clèves put ainsi tenir en échec les Allemands et les força peu à peu à évacuer le territoire flamand. Puis, prenant l'offensive, il pénétra dans le Brabant où il comptait beaucoup de partisans et fut reçu à Bruxelles le 17 septembre.

Cependant l'empereur Frédéric avait quitté la Belgique, laissant le commandement de son armée au duc de Saxe. Après un armistice de peu de durée, la guerre recommença avec une nouvelle violence et le Brabant fut livré aux plus horribles dévastations. Philippe de Clèves, réduit à l'impuissance par l'épuisement du pays, vit successivement toutes les cités du Brabant qui s'étaient déclarées pour la cause flamande retomber au pouvoir de l'ennemi et, Bruxelles même ayant été obligé de capituler, il dut quitter cette ville, le 25 août 1489, ayant encore avec lui cinq cents cavaliers. Un redoutable auxiliaire avait hâté le triomphe de la cause royale. La peste exerça toute sa furie sur un pays ruiné par la guerre et désolé par la disette. Elle enleva en quelques mois, à Bruxelles, selon les calculs les moins exagérés, jusqu'à

quinze mille habitants. Les religieux carmes se distinguèrent dans ces tristes circonstances par leur courage et leur dévouement. Quatorze d'entre eux sacrifièrent leur vie à cette pieuse mission.

Les hostilités se prolongèrent encore longtemps en Flandre. La misère y avait atteint ses dernières limites. Les campagnes étaient abandonnées et les loups y étaient devenus très nombreux. Les digues mal entretenues livraient passage aux irruptions de l'Océan. Telle était la situation quand on apprit que la paix venait d'être signée entre la France et Maximilien (22 juillet 1489). Les Flamands s'adressèrent alors au roi Charles VIII et il fut décidé que des conférences auraient lieu en France entre des députés du roi des Romains et des communes flamandes pour arriver à un accord vivement désiré par les Flamands. Les désastres d'une longue guerre, les nécessités de la famine, l'espérance de voir le commerce se relever, le péril qui résultait de l'abandon de la Flandre, peuvent seuls expliquer la conclusion du traité du 30 octobre 1489. Aux termes de ce traité humiliant et onéreux, Maximilien était réintégré dans sa dignité de mambour de Flandre; les magistrats des trois bonnes villes de Gand, Bruges et Ypres, devaient aller au devant de lui sans ceinture, nu pieds et vêtus de noir,

pour lui demander pardon à genoux des offenses qui lui avaient été faites; les communes insurgées avaient à lui payer une somme de trois cent mille écus d'or (1). A ces conditions, Maximilien s'engageait à congédier immédiatement les troupes allemandes et à accorder une amnistie sans réserve. En outre il confirmait tous les actes de l'administration de Philippe de Clèves et jurait d'observer tous les anciens privilèges du pays. Avant la fin de janvier 1490, Bruges et Ypres s'étaient soumises aux dures formalités du pardon, mais il fut plus difficile de venir à bout des Gantois. Tout se termina enfin par le traité de Cadzand (2) du 30 juillet 1492. Philippe de Clèves céda le dernier et remit la ville de l'Écluse, où il s'était retiré, à Maximilien. On lui assura une pension de six mille florins et la restitution de tous ses biens précédemment confisqués. Ainsi s'acheva cette longue guerre civile qui avait rempli la Flandre de deuil et de ruines. Les communes en sortirent affaiblies et chancelantes. Beaucoup de familles flamandes se retirèrent en France, préférant l'exil au triste spectacle de la patrie humiliée et appauvrie. Bruges, l'an-

(1) Ou cinq cent vingt-cinq mille livres tournois.

(2) Une des îles de la Zélande, entre l'Écluse et l'île de Walcheren.

tique métropole du commerce de la Belgique, voyait les marchands étrangers l'abandonner peu à peu et, dès 1494, les *nations* d'Espagne, de Portugal et d'Angleterre, étaient établies à Anvers.

Le mariage projeté entre la jeune Marguerite, fille de Maximilien, et le roi Charles VIII, ne s'accomplit point. Le roi de France épousa Anne de Bretagne et Marguerite dut être rendue à son père. Cet incident faillit rallumer la guerre. Il y eut même un commencement d'hostilités. Enfin l'on s'entendit. Le traité de Senlis du 23 mai 1493 rendit à Philippe le Beau les comtés de Bourgogne, de Charolais et d'Artois qui avaient servi de dot à sa sœur.

DEUXIÈME SECTION.

Règne de Philippe le Beau.

Maximilien empereur. — Inauguration de son fils Philippe. — Situation du pays. — Mariage de Philippe-le-Beau et de sa sœur Marguerite. — L'archiduc devient l'héritier présomptif des royaumes d'Aragon et de Castille. — Naissance de Charles-Quint et de ses sœurs Éléonore et Isabelle. — Philippe et Jeanne se rendent en Espagne pour y faire reconnaître leurs droits à la couronne. — Conventions maritimes avec l'Angleterre. — Faits commerciaux. — Retour de l'archiduc en Belgique. — Naissance d'un second fils. — Le grand conseil définitivement fixé à Malines. — Mort d'Isabelle de Castille — Philippe et Jeanne proclamés roi et reine de Castille, de Léon et de Grenade. — Guerre avec la Gueldre. — Charles d'Egmont. Difficultés pour la succession en Espagne. — Second voyage de Philippe le Beau. — Relâche en Angleterre. — Mort de Philippe. — Guerre à outrance entre Jean de Horne et la famille de la Marck. — Réconciliation. — Gouvernement réparateur d'Érard de la Marck.

Frédéric III étant mort le 4 août 1493, Maximilien fut appelé à l'empire. Après avoir pris possession de sa nouvelle dignité, ce prince revint en Belgique pour y faire inaugurer son fils, nommé d'abord Croit-Conseil à cause de son jeune âge et ensuite Philippe le Beau pour

ses avantages physiques. L'archiduc fut reçu à Louvain, comme duc de Brabant, le 9 septembre 1494; à Anvers, comme marquis du Saint-Empire, le 5 octobre; à Gand, en qualité de comte de Flandre, le 26 décembre. Son entrée solennelle à Bruxelles n'eut lieu que le 22 juillet 1495. Quoique le pays eût beaucoup souffert, son avènement y fut célébré avec une grande joie. Le nouveau prince était né en Belgique; sa mère avait été aimée et regrettée; lui-même plaisait au peuple par les grâces de son âge et les espérances qu'on fondait sur ses qualités naissantes. Les esprits se calmèrent, l'ordre se rétablit, les obstacles s'aplanirent d'eux-mêmes. Jamais, dit un historien, exemple plus frappant n'avait montré combien ces fières populations, si âpres à lutter contre un maître, avaient de douceur et de soumission pour le souverain qu'elles pouvaient chérir.

L'Espagne chrétienne, après une lutte de huit siècles contre les Maures, avait enfin recouvré son unité et son indépendance. Le mariage de Ferdinand, roi d'Aragon, avec Isabelle, reine de Castille, avait préparé ce grand évènement (1479) et il avait été accompli par la prise de Grenade en 1492. L'empereur Maximilien et le roi Ferdinand, dans le but de se protéger mutuellement contre les empiètements de la France, négocièrent une alliance

de famille entre leurs enfants. Un double mariage unit l'archiduc Philippe à Jeanne d'Espagne, et Marguerite à Don Juan, frère de Jeanne, le fils et l'héritier de Ferdinand et d'Isabelle. Le mariage de l'archiduc et de l'infante fut célébré à Lierre, le 18 octobre 1496; celui de Don Juan et de Marguerite eut lieu, quelque temps après, à Bruges, avec une pompe toute royale. Le prince décéda dans l'année même de son mariage, sa sœur aînée Isabelle, reine de Portugal, mourut en 1498 et le fils unique qu'elle avait laissé fut enlevé lui-même deux ans après. C'est ainsi que l'archiduc Philippe devint l'héritier présomptif des royaumes d'Aragon et de Castille.

Le 30 novembre 1493, Jeanne d'Espagne donna le jour à une fille qui naquit à Bruxelles et fut appelée Éléonore. Le baptême se fit avec beaucoup d'éclat à Sainte-Gudule. Ce fut à Gand, au palais de la cour *Prinsenhof* (1), que naquit, le 24 février 1500, au milieu d'une fête, un prince qui devait laisser un nom immortel dans l'histoire. L'enfant fut solennellement baptisé dans l'église de Saint-Jean (aujourd'hui Saint-Bavon). On l'appela Charles

(1) Appelé aussi *Ten Walle*. Ce dernier mot, dans l'ancien dialecte flamand, signifiait une maison fortifiée. Il reste à peine quelques traces de l'*ancienne cour des princes* à Gand.

en mémoire de son bisaïeul, le dernier duc de Bourgogne. Maximilien décerna à son petit-fils le titre de duc de Luxembourg qu'avaient porté plusieurs empereurs d'Allemagne, et le collier de la Toison d'or. Le clergé, les grands, le peuple rivalisèrent de magnificence et d'inventions ingénieuses pour exprimer la joie qu'ils ressentaient de cette naissance. Une galerie de cordage avait réuni la tour de Saint-Nicolas à celle du beffroi et l'on se promenait la nuit aux flambeaux sur cette espèce de pont aérien. Un casque d'or et d'argent surmonté d'un phénix d'or fut offert au nouveau-né par le prince Charles de Croy, l'un de ses parrains. La ville de Gand lui fit don d'un petit navire d'argent pesant cinquante livres et les prélats de Flandre lui donnèrent un magnifique volume de l'Ancien et du Nouveau Testament. Une seconde fille, appelée Isabelle, naquit à Bruxelles le 27 juillet 1502; elle devint plus tard la femme de Christiern II, roi de Danemark.

La mort de l'infant Don Michel avait appelé nos princes à la succession aux couronnes désormais réunies de Castille et d'Aragon. Philippe se hâta de se rendre dans la péninsule avec sa femme pour s'y faire reconnaître comme héritier présomptif par la nation. Les apprêts de ce voyage se firent avec une pompe

toute royale. Les États généraux avaient accordé une aide de cent mille *mailles à la croix* et y avaient ajouté un don gratuit de vingt-cinq mille écus. La lieutenance générale du pays fut confiée au comte Engelbert de Nassau, assisté d'un conseil où siégeaient d'anciens ministres de Maximilien, tous rompus aux affaires. Philippe et Jeanne quittèrent Bruxelles le 4 novembre 1502 et s'arrêtèrent quelque temps à Paris où l'archiduc siégea au parlement comme premier pair de France. Le 22 mai suivant, nos princes reçurent à Tolède les serments des prélats, des seigneurs et des députés des villes de leurs futurs états.

Des conventions très importantes pour le droit maritime avaient été conclues à Londres auparavant (1495). Elles sont connues sous le nom de *grand traité de l'entrecours*. Ce traité permettait aux sujets de l'archiduc et à ceux du roi d'Angleterre de trafiquer librement sur le territoire commun ; d'y importer toute espèce de marchandises ; d'y charger et d'y décharger leurs cargaisons sans obstacle dans certains ports désignés. La pêche était permise aux Belges comme aux Anglais sur toute l'étendue des côtes. En cas de bris ou de naufrage, la cargaison n'appartenait au domaine que s'il était établi que le navire perdu était resté complètement abandonné. Des locaux conve-

nables étaient garantis aux trafiquants dans chaque ville de commerce, avec jouissance des privilèges et immunités dont ils étaient en possession depuis cinquante ans. Un nouveau traité, conclu à Anvers le 19 juin 1502, confirma toutes ces dispositions.

L'activité commerciale s'était réveillée avec la tranquillité publique. Le plus ancien document où il soit question du linge damassé de Flandre date de 1496. C'est un permis, octroyé par l'archiduc, d'élever une nouvelle fabrique de *lin ouvragé* à Courtrai. Une ordonnance du même prince, du 10 octobre 1497, défendit l'usage des étoffes de satin, de velours et de damas d'origine étrangère. Une petite ville du Hainaut, Saint-Ghislain, reçut, la même année, l'octroi de deux foires franches.

L'absence de Philippe en se prolongeant produisit une certaine inquiétude en Belgique. Des troubles agitaient la Frise; l'attitude de la Gueldre n'avait pas cessé d'être hostile, enfin une interruption du commerce dans les mers du Nord semblaient imminente. Ces circonstances avaient amené un renchérissement du prix des grains et on avait cru devoir en prohiber l'exportation. Par une coïncidence fâcheuse, nos côtes furent désolées par la tempête dans les premiers jours de novembre. Une portion des digues d'Ostende fut emportée et

l'inondation étendit ses ravages jusqu'aux environs de Bruges.

L'archiduc fut averti par le comte de Nassau que les États menaçaient d'arrêter le paiement des derniers termes de l'aide accordée pour son voyage et il résolut de quitter l'Espagne sur le champ. Quoi qu'on fît pour l'y retenir, il partit le 29 décembre et y laissa sa femme qui mit au monde, le 10 mars 1503, à Alcala de Hénarès, son second fils Ferdinand. Cette pauvre princesse n'avait jamais eu l'esprit très ferme : ce brusque départ acheva de troubler sa raison. Elle n'est connue dans l'histoire que sous le nom de Jeanne la Folle.

L'archiduc s'arrêta quelque temps en France, où il négocia une convention entre Louis XII, qui avait succédé à Charles VIII, et son beau-père Ferdinand d'Aragon. Aux termes de cette convention, signée le 5 avril 1503, les deux princes, alors brouillés pour la possession du royaume de Naples, prenant en considération l'union arrêtée entre Charles de Luxembourg et Claude de France, abandonnaient aux futurs époux leurs droits respectifs sur ce royaume, mais en conservaient la garde et l'administration jusqu'à ce qu'ils fussent en âge de se marier. Rentré en Belgique, l'archiduc se hâta de convoquer les États généraux. Il leur demanda une aide de quatre cent quarante-quatre

livres destinée à payer les frais de son voyage, ce que les États accordèrent sans difficulté. Il prit ensuite diverses mesures d'ordre intérieur, parmi lesquelles il faut citer particulièrement l'ordonnance du 21 janvier 1504, qui fixa définitivement le siège du *grand conseil* à Malines. Charles le Téméraire l'y avait placé déjà en 1473, mais, depuis la mort du dernier duc, cette institution était redevenue ambulatoire. Cette cour suprême, réduite à l'administration de la justice, forma désormais un tribunal d'appel auquel ne ressortirent cependant ni le Brabant ni le Hainaut. Le premier avait son *conseil souverain,* établi par Philippe le Bon en 1430 et confirmé dans son indépendance par la joyeuse entrée de Marie de Bourgogne en 1477; plus tard, Charles-Quint reconnut la même indépendance au conseil souverain du Hainaut.

Le 25 novembre 1504, Isabelle de Castille mourut d'hydropisie, à cinquante-quatre ans, dans la ville de Medina del Campo. Le règne de cette grande princesse, surnommée Isabelle la Catholique, sera à jamais célèbre par la découverte de l'Amérique qu'elle favorisa de tout son pouvoir, et qui soumit à la domination espagnole de si vastes territoires dans ce nouveau monde. Les obsèques célébrées en l'église de Sainte-Gudule, le 15 janvier 1505, furent dignes d'une si illustre renommée. La nef et

les cinquante-trois autels de ce vaste édifice étaient tendus de drap noir avec des croix en damas blanc. Devant le chœur, garni de velours, s'élevait un autel de drap d'or et, devant l'autel, le cénotaphe couvert aussi de drap d'or et entouré de huit cents cierges allumés. Trois cents hommes en habits de deuil ouvraient la marche du cortège : ils étaient suivis par le clergé séculier et régulier, les magistrats, les nobles et les dignitaires de la cour. Un palefroi, couvert d'une housse de velours traînant jusqu'à terre, portait sur la selle une couronne d'or. Le duc de Clèves et le prince de Chimai marchaient des deux côtés et, derrière eux, les rois d'armes de Galice, de Grenade, de Castille et de Léon, portant les différentes pièces de harnachement. Venait ensuite le roi d'armes Toison d'or précédant l'archiduc. A la grand'-messe, chantée par l'évêque d'Arras, un religieux dominicain prononça l'oraison funèbre. La messe achevée, Toison d'or cria : « Très haute, très excellente, très puissante et très catholique ! » et un autre héraut répondit : « Elle est morte de très vertueuse et très louable mémoire. » Ces paroles furent répétées trois fois et, à la dernière, Toison d'or jeta sa verge et, s'avançant vers le cénotaphe, il en enleva la couronne qu'il alla déposer sur l'autel. Après un moment de silence, il s'écria :

« Vivent dom Philippe et dame Jeanne, par la grâce de Dieu, roi et reine de Castille, de Léon et de Grenade! » Puis il alla prendre l'épée sur l'autel et s'avançant vers Philippe : « Sire, dit-il, cette épée vous appartient pour justice maintenir, vos royaumes et vos sujets défendre. » Philippe s'agenouilla, prit l'épée et la tint quelque temps levée; les rois et les hérauts d'armes quittèrent leurs insignes de deuil et le cortège reprit le chemin du palais, au bruit des fanfares et des acclamations de la foule.

Après la mort d'Adolphe d'Egmont, son fils Charles, protégé par la France, était rentré, en 1491, dans la Gueldre et y avait été reçu avec enthousiasme par les habitants. L'absence de Maximilien favorisa les premières tentatives du jeune prince, mais ces premiers succès furent bientôt suivis de graves revers. Albert de Saxe fondit sur le pays à la tête d'une armée justement appelée la *grande verge,* s'empara des principales villes et força Charles d'Egmont à chercher un refuge en Lorraine. Mais il revint bientôt et son arrivée fut le signal d'une nouvelle prise d'armes générale. La guerre, entretenue par l'intervention de la France, dura jusqu'en 1499. L'épuisement des parties belligérantes amena la conclusion d'une trêve qui ne tarda pas à se voir rompue. Au moment où nous sommes, la guerre avait recommencé.

Philippe le Beau, voulant en finir avant d'aller prendre possession de ses nouveaux états, réunit ses forces au printemps, passa la Meuse à Grave, s'empara de quelques châteaux, entra dans le pays de Clèves, franchit le Rhin et investit Arnhem. La prise de cette ville (5 juillet 1505) entraîna bien vite la conquête du reste du pays. Au bout de quelques jours, il ne resta plus à Charles d'Egmont que les quartiers de Ruremonde et de Nimègue. Ce prince comprit sa situation. Il vint trouver Philippe au château de Rosendael et conclut avec lui, le 27 juillet, une trêve de deux ans, par laquelle il s'engageait à lui livrer quelques places qu'il détenait encore et à l'accompagner *par honneur* en Espagne, ce qui n'était autre chose qu'une captivité déguisée sous un nom moins humiliant. Philippe, considérant déjà la Gueldre comme un état à lui appartenant, en conféra le gouvernement au comte Jean de Nassau.

Philippe put alors tourner toute son attention vers ses affaires d'Espagne où de grandes difficultés l'attendaient. Six semaines avant sa mort, Isabelle avait institué son mari Ferdinand régent de Castille, en cas d'absence ou d'incapacité de Jeanne, sans laisser à son gendre aucune participation à la régence. Ferdinand, de son côté, s'était empressé de prendre pos-

session du gouvernement avec l'assentiment des *cortès*, ou États du royaume. Mais la noblesse de Castille en décida autrement. S'étant réunie à Valladolid, le 12 février 1505, elle déclara que le royaume appartenait à Philippe du chef de sa femme et que ni la feue reine par son testament, ni les Etats par leur délibération, n'avaient pu porter atteinte au droit de ce prince. Elle envoya en outre un message à l'archiduc pour l'engager à se rendre au plus tòt dans son royaume de Castille. Cette situation était fort grave et une rupture violente entre l'archiduc et son beau-père paraissait imminente. Cette triste perspective ne se réalisa pas, grâce à l'influence du grand cardinal ministre Ximenès de Cisneros. Cet homme d'état illustre avait eu toute la confiance de la reine Isabelle. Choisi par Philippe et Ferdinand pour médiateur, il parvint à les concilier en conservant l'estime de l'un et de l'autre. Un accord fut conclu et l'on convint que l'autorité serait exercée en Castille conjointement au nom de Jeanne, de Philippe et de Ferdinand. Les deux princes devaient se partager, par portions égales, les revenus de la couronne.

Une troisième fille était née à l'archiduc le 15 septembre 1505, elle fut baptisée, le 20, dans l'église du Sablon à Bruxelles et reçut le nom de Marie. Aussitôt après les relevailles

de sa femme, Philippe adressa aux États généraux réunis à Malines une demande de continuation de quatre années de l'aide précédemment accordée et leur notifia solennellement son départ; il partit effectivement le 19 novembre et s'arrêta quelque temps à Middelbourg où il tint le dix-septième chapitre de l'ordre de la Toison d'or. Ce fut là aussi qu'il nomma Guillaume de Croy lieutenant général de tous ses pays *de par deçà*. Le 10 janvier 1506, il s'embarqua à Flessingue. La flotte qui le portait et qui comptait quarante-trois voiles et quinze à seize mille matelots fut assaillie par une tempête en vue des côtes d'Espagne, repoussée au loin et dispersée. Le vaisseau royal désemparé erra à l'aventure au milieu d'une brume épaisse et, après les plus grands efforts pour éviter les brisants de la côte, trouva un refuge dans le Havre de Hampton. Philippe et Jeanne descendirent à terre et furent accueillis par le roi Henri VII avec les plus grands honneurs. Pendant les trois mois qu'ils passèrent successivement à Windsor et à Londres, chaque jour fut marqué par de nouvelles fêtes. Ce fut pendant ces trois mois que l'on jeta les bases d'un nouveau traité de commerce, lequel fut définitivement conclu à Westminster le 15 mai suivant, trois semaines après le départ de Philippe. Ce traité qui

exemptait les Anglais des péages auxquels étaient soumis les nationaux eux-mêmes fut mal accueilli en Belgique et reçut des populations flamandes le nom de *mauvais entrecours*.

Cependant les vaisseaux égarés s'étaient ralliés peu à peu et la flotte avait été renforcée de quelques navires venant des Pays-Bas. Philippe put alors prendre congé du monarque anglais et se rembarqua à Falmouth le 23 avril. Arrivé en Espagne, il eut de nouvelles difficultés avec son beau-père Ferdinand, mais Ximenès parvint à ménager entre eux un second accommodement. Ferdinand reconnut que sa fille était incapable de gouverner et abandonna entièrement à son gendre le gouvernement de la Castille. Celui-ci ne le garda pas longtemps. Le 19 septembre, il avait assisté à un festin chez l'un de ses favoris, don Juan Manuel. Après le repas, il s'amusa au jeu de paume et, s'y étant échauffé, il but avec précipitation un verre d'eau froide qui lui donna la fièvre le soir même. Le mal, d'abord sans gravité, empira avec une grande rapidité et, le 25 septembre 1506, Philippe mourut à Burgos, n'étant âgé que de vingt-huit ans. L'histoire ne lui fait qu'un reproche, c'est d'avoir accordé trop de confiance à des favoris qui n'en étaient pas toujours dignes. L'infortunée Jeanne ne se

consola jamais de cette perte et la douleur ne fit qu'ajouter un aliment aux défaillances de sa raison. Philippe avait voulu que son corps reposât à Grenade, à côté du tombeau d'Isabelle, mais il avait légué son cœur à la Flandre, sa terre maternelle.

Le sanglier des Ardennes avait prédit que sa tête saignerait longtemps. Son frère, Éverard de la Marck, se chargea d'accomplir sa prédiction. Il fit pendant sept ans une guerre implacable à l'évêque de Liège et il fut secondé dans sa haine par Ghys Kanne, célèbre factieux, d'abord favori de la populace, puis son tyran, puis sa victime, comme tant d'autres. La misère fut portée au comble dans les villes et dans les campagnes; le sang coula à flots; il n'y avait plus ni repos ni sûreté pour personne. Le clergé, les États tentèrent en vain d'amener une réconciliation entre les parties. On convint enfin d'une entrevue qui devait avoir lieu dans la plaine de Haccourt, entre Liège et Maestricht. Au mois de juillet 1492, l'évêque, à la tête de sa noblesse et sans armes, s'avança au devant d'Éverard de la Marck et du frère de celui-ci, Robert, sire de Sedan. Dès qu'il les aperçut, il descendit de cheval et s'adressant à Éverard d'une voix tremblante, il lui cria par deux fois de suite : « Je vous prie, seigneur Everard, pardonnez-moi la mort de votre frère

Guillaume. » Comme Éverard ne répondait rien, il reprit en pleurant : « Seigneur Éverard, pardonnez-moi la mort de votre frère, je vous en conjure par la passion et la mort de Notre-Seigneur Jésus-Christ. » Alors Éverard, commençant aussi à pleurer et à sangloter : « Vous me demandez pardon, dit-il, de la mort de mon frère au nom d'un Dieu qui est mort pour nous tous, eh bien, je vous l'accorde. » Il lui tendit la main et ils s'embrassèrent à plusieurs reprises. La paix était rétablie; elle fut signée à Donchery, non loin de Hasselt, sur le Demer. Jean de Horne mourut à la fin de l'année 1505. Après lui, le chapitre élut d'une voix unanime Érard de la Marck, neveu du Sanglier des Ardennes, qui devait réparer par sa sagesse et ses vertus les maux que sa famille avait fait éprouver au pays. Le nouvel évêque publia une *loi d'oubli* pour défendre à tous ceux qui avaient été mêlés aux agitations précédentes de se reprocher le passé, sous peine de bannissement. Il remit l'ordre dans les finances de la ville de Liège, fit rebâtir les forteresses de Huy, de Franchimont, de Stockem, de Curange et rétablit dans la principauté l'aisance et la sécurité d'autrefois. C'est à lui qu'on doit le magnifique *palais* des anciens princes-évêques qui existe encore aujourd'hui et qui ne demanda pas moins de trente années de travaux.

TROISIEME SECTION.

Règne de Charles-Quint.

CHAPITRE PREMIER.

DEPUIS LA MORT DE PHILIPPE LE BEAU JUSQU'A CELLE DE MARGUERITE D'AUTRICHE.

Maximilien accepte la régence qui lui est offerte par les États généraux. — Marguerite d'Autriche en exerce les fonctions au nom de son père. — Caractère de cette princesse. — Traité de Cambrai. — Nouvelles hostilités avec la France. — Éducation de Charles-Quint. — Son émancipation. — Charles reçueille la succession de son aïeul Ferdinand le Catholique. — Impopularité des Flamands en Espagne. — Mort de l'empereur Maximilien. — Son petit-fils le remplace sur le trône impérial. — Troubles religieux. — Luther et le Protestantisme. — Diète de Worms. — L'empereur conquiert l'affection des Espagnols. — Son ancien précepteur est appelé à la papauté. — Guerre avec la France. — Réunion définitive de Tournai et du Tournaisis aux Pays-Bas. — La guerre continue. — Bataille de Pavie. — Traité de Madrid. — Nouvelles hostilités. — Traité de Cambrai dit paix des dames. — Mort de Marguerite d'Autriche.

Les États généraux étaient réunis à Malines où ils avaient été convoqués par le gouverneur

général, Guillaume de Croy, pour aviser aux mesures à prendre contre Charles de Gueldre infidèle à ses engagements, lorsque la nouvelle de la mort de Philippe le Beau parvint en Belgique. Le grand chancelier de Bourgogne leur en donna officiellement connaissance et requit qu'il fût pourvu à la tutelle des enfants du prince défunt et à la régence du pays. Les députés du Brabant se prononcèrent en faveur de l'empereur Maximilien et leur avis prévalut dans l'assemblée. Des députés partirent immédiatement pour Ems, où Maximilien se trouvait en ce moment, et lui communiquèrent la résolution des États. L'empereur accepta avec empressement la double charge de *mambour* ou tuteur de ses petits enfants et de régent du pays. Mais, comme il ne pouvait s'en acquitter lui-même, il choisit, pour le remplacer, sa fille Marguerite, veuve de Philibert II, duc de Savoie.

Cette princesse, célèbre par ses malheurs, sa haute capacité politique et ses talents littéraires, après la rupture du projet de mariage entre elle et le dauphin de France qui fut plus tard Charles VIII, avait été fiancée de nouveau à l'infant d'Espagne, fils de Ferdinand et d'Isabelle. L'infant étant mort au bout de quelques mois, Marguerite avait épousé, en 1500, Philibert II, dit le Beau, duc de Savoie, qu'elle

eut encore la douleur de perdre, après quatre ans de l'union la plus heureuse. Veuve et sans postérité à l'âge de vingt-quatre ans, elle résolut de ne plus former de nouveaux liens et prit pour devise ces mots souvent défigurés : *Fortune infortune fort une* (1). Marguerite fixa sa résidence à Malines. Sa cour était moins remarquable par le faste que par le goût des plaisirs de l'esprit. Jean Molinet fut son bibliothécaire. Les poésies de cette princesse ont le charme du naturel et respirent une douce mélancolie (2).

Marguerite prit possession du gouvernement dans une assemblée des États tenue à Louvain au mois de mars 1507. Elle signala bientôt ses grandes qualités en assurant la tranquillité des Pays-Bas par le traité de Cambrai, du 10 décembre 1508. Cette convention célèbre avait pour objet de tourner contre la république de Venise les forces de la France et de l'empereur. Malgré les premières assurances du roi Louis XII, il n'avait point tardé à soutenir Charles d'Egmont qui, à la tête des troupes gueldroises et des auxiliaires français, s'était jeté sur la Campine et la Hesbaie où il avait

(1) Fortis Fortuna infortunat fortiter unam.

(2) La bibliothèque de Bourgogne possède plusieurs recueils où figurent un grand nombre de vers dûs à Marguerite.

surpris et livré au pillage plusieurs places importantes. Le traité de Cambrai désarma ce dangereux ennemi, mais ce ne fut pas pour longtemps. En 1513, il tourna ses forces contre les Pays-Bas. Marguerite l'avait prévenu et s'était assurée l'appui de Henri VIII, roi d'Angleterre. Trente mille Anglais débarquèrent à Calais et se joignirent aux troupes belges. Maximilien lui-même accourut d'Allemagne pour servir, comme simple volontaire, dans une armée commandée par Henri VIII en personne. Cette armée s'étant avancée vers Thérouanne, les Français, à leur tour, vinrent prendre position devant Guinegate, où une seconde bataille se livra le 7 août 1513. Attaqués à l'improviste, les gens d'armes français furent mis en pleine déroute dès le premier choc, malgré les efforts de Bayard et de La Palice qui combattaient en désespérés. On donna à ce combat le nom déjà connu dans notre histoire de *journée des éperons*. La victoire de Guinegate fut suivie de la prise de Thérouanne et de la destruction de cette forteresse, menaçante pour la frontière de Flandre. L'armée marcha ensuite contre Tournaï qui ne tarda pas à ouvrir ses portes à Henri VIII. Des conférences s'ouvrirent ensuite entre les parties belligérantes et un triple traité de Londres, signé le 7 août 1514, assura la paci-

fication provisoire de l'Europe. Louis XII paya un million au roi d'Angleterre et épousa sa sœur Marie pour rentrer en possession de Boulogne et de Tournai.

L'enfance de Charles de Luxembourg s'était écoulée au milieu de tous ces soins diplomatiques et belliqueux. Maximilien avait confié l'éducation de son petit-fils à deux hommes remarquables à différents titres : l'un, savant théologien, réservé à de hautes destinées, s'appelait Adrien Boeyens (1), l'autre était Guillaume de Croy, seigneur de Chièvres, d'une famille célèbre dans nos annales. Le jeune Charles avait passé ses premières années à Malines; plus tard, il fut élevé au Château-César à Louvain. Il montrait plus de goût pour les exercices chevaleresques, les armes, l'équitation et la chasse, que pour les langues mortes et surtout le latin, qu'il se repentit plus tard d'avoir négligé; mais il aimait l'histoire, les mathématiques et les beaux-arts. Quant aux langues vivantes, il sut de bonne heure le

(1) Appelé ainsi du nom de son aïeul paternel ; son père Florent se nommait, selon l'usage du temps, *Florijs Boeyens soen,* c'est à dire. fils de Baudouin. Né à Utrecht, le 1r mars 1459, Adrien fut envoyé à Louvain à l'âge de dix-sept ans et proclamé *primus* au concours général de 1478. Il reçut les insignes du doctorat en 1492 et ce fut Marguerite d'York qui supporta les frais de cette promotion.

français et le flamand; plus tard et un peu moins bien, l'espagnol, l'italien et l'allemand. Il pouvait s'appliquer à lui-même un de ses axiomes familiers, quand il disait qu'on est autant de fois homme qu'on sait de langues différentes. C'était un enfant sérieux, réfléchi, docile à sa tante et à ses maîtres, ne se hâtant pas de parler, montrant une modeste réserve que pouvaient facilement prendre pour de la timidité ceux qui confondent la pétulance et la présomption du premier âge avec la précocité de l'intelligence. Sa haute capacité et la générosité de son cœur se décélèrent cependant de bonne heure aux yeux des observateurs plus sagaces et plus attentifs.

Le 15 janvier 1515, en présence des États généraux réunis dans la grande salle du château de Caudenberg à Bruxelles, Charles fut émancipé et reconnu souverain des provinces des Pays-Bas. Le sceau dont l'empereur usait dans ces provinces et celui de la régente furent brisés en présence de l'assemblée. Marguerite fit, à cette occasion, un exposé de son administration et rappela tous les sacrifices qu'elle s'était imposés dans l'intérêt du pays. Sur l'invitation du sire de Chièvres, son gouverneur, le jeune prince s'accoutuma, dès ce jour, à assister aux délibérations de ses conseillers privés et à les consulter lui-même sur les ma-

tières de gouvernement. Ceux qui l'entouraient étaient étonnés de tant d'application ; son extérieur même était empreint d'un air de gravité et de recueillement qui contrastait singulièrement avec son âge encore si peu avancé. Les débuts du nouveau règne furent signalés par deux évènements heureux et importants, le rachat de la Frise, que l'empereur Maximilien avait donnée à Albert de Saxe en récompense de ses services, et un traité d'alliance définitive entre la principauté de Liège et les Pays-Bas.

La mort de Ferdinand le Catholique, survenue le 23 janvier 1516, appela Charles à la succession de la monarchie espagnole tout entière. Outre le territoire hispanique, cette monarchie comprenait alors la Sardaigne, le royaume de Naples, la Sicile et le nouveau monde découvert par Christophe Colomb. Pour ne pas laisser un ennemi derrière lui, Charles se hâta de conclure avec François Ier, successeur de Louis XII, le traité de Noyon du 13 août 1516, qui abandonnait aux Français la possession du Milanais récemment conquis par eux. Cela fait, il s'embarqua à Flessingue, le 7 septembre 1517. Le gouvernement des Pays-Bas fut confié, pendant son absence, à Marguerite d'Autriche aidée d'un *conseil privé* composé des chevaliers de la Toison d'or et des principaux magistrats du grand conseil de

Malines. Ferdinand, avant de mourir, avait désigné pour régent jusqu'à l'arrivée de son petit-fils le cardinal Ximenès, archevêque de Tolède. Ce grand ministre était alors âgé de quatre-vingts ans; il n'en fit pas moins face, avec une énergie sans pareille, aux ennemis du dedans et du dehors. Mais à peine Charles eut-il débarqué à Villa Viciosa, le 20 septembre, que Guillaume de Croy et ses créatures s'emparèrent de l'administration et mirent, pour ainsi dire, le royaume à l'encan. Les places étaient données à des Flamands ou publiquement vendues par eux. Toutes les susceptibilités nationales se soulevèrent à la fois; une opposition formidable s'organisa sous le nom de *sainte ligue* et aboutit bientôt à une insurrection armée. L'ancien précepteur de Charles, Adrien Boeyens, devenu évêque de Tortose et cardinal, avait remplacé Ximenès au timon du gouvernement; il sut tenir tête à l'orage et opposer aux rebelles les principaux membres de la noblesse restés fidèles au jeune souverain. L'insurrection des *communeros* fut anéantie dans la plaine de Villalar (1521). Adrien eut la gloire de pacifier l'Espagne qui, du reste, ne le confondit jamais dans la haine qu'avaient excitée ses compatriotes.

Pendant que ces évènements s'accomplissaient en Espagne, Charles était occupé ail-

leurs et des soins de l'ordre le plus élevé l'y absorbaient entièrement. Le 19 janvier 1519, son aïeul paternel, l'empereur Maximilien, était mort à Wels, dans la Haute-Autriche (1). Nous le reconnaissons, dit un historien allemand (2), pour un des plus grands bienfaiteurs de notre pays. C'est à lui en effet que cette vaste contrée dut le rétablissement de la paix et de l'ordre public. Il abolit définitivement la redoutable cour *vehmique* (3), ou tribunal secret de Westphalie, et constitua la *chambre impériale, Reichskammergericht,* composée d'un premier président ou grand juge qui remplaçait l'empereur, de quatre présidents et de cinquante assesseurs. Il partagea l'Allemagne en dix cercles ou grands gouvernements, lui

(1) Un superbe monument lui a été élevé à Inspruck par l'empereur Ferdinand, son petit-fils, successeur de Charles Quint. Ce monument est dû à un artiste belge, Alexandre Colin, de Malines, comme l'atteste l'inscription suivante . *Alexand. Colinus Mechliniensis sculpsit anno M. D. LXVI.* Les bas-reliefs et les statues qui le décorent sont des œuvres du premier ordre.

(2) Kolhrausch.

(3) La *sainte vehme,* de l'ancien allemand *fehmen,* condamner, bannir, avait son principal siége à Dortmund en Westphalie. Elle se composait de tribunaux secrets établis dans le but de maintenir la paix publique et dont l'origine paraît remonter au temps de Charlemagne. Les membres de ces tribunaux, dits *francs-juges,* s'enveloppaient du mystère le plus profond et avaient dans toute l'Allemagne des initiés qui leur déféraient les coupables. Tout initié était tenu d'exécuter le jugement du tribunal dès qu'on l'en chargeait; le condamné était frappé par une main inconnue.

donna une meilleure organisation militaire et accomplit son œuvre par l'introduction des postes. Un double dessein avait occupé ses dernières pensées, une croisade contre les Turcs et l'élection de son petit-fils comme roi des Romains.

Maximilien mort, les électeurs s'assemblèrent pour lui donner un successeur. Deux compétiteurs étaient en présence, Charles d'Autriche et François Ier, roi de France. Après de longues hésitations, les électeurs se décidèrent pour le premier, qui semblait plus à même de défendre la civilisation chrétienne contre les Turcs et qui appartenait, par son origine, à l'Allemagne. Le 28 janvier 1519, Charles, *cinquième* de ce nom, fut proclamé, d'un consentement unanime, chef de l'empire. C'était alors un beau jeune homme, d'une taille moyenne, mais bien proportionnée; il avait le front large, le nez aquilin et la bouche un peu entr'ouverte, signe distinctif de la maison de Bourgogne. La puissance et les honneurs n'avaient rien enlevé à sa modestie et à son calme habituel, mais c'était le calme et la réflexion de la force. On avait lu jusque là sur son bouclier : *nondum,* pas encore. Maintenant le temps était venu; la moitié du globe avait besoin de sa sollicitude et de son activité : il fut désormais tout entier à son œuvre et rien n'échappa à son œil clairvoyant. *Plus ultra,* toujours plus avant, telle fut désormais sa devise.

Charles Quint, car le nouvel empereur n'est plus connu que sous ce nom dans l'histoire, s'embarqua à la Corogne, le 22 mai 1520, et cingla directement vers l'Angleterre. Il y contracta une alliance avec le roi Henri VIII et sut faire entrer complètement dans ses intérêts le célèbre cardinal Wolsey, premier ministre de Henri et alors tout puissant sur l'esprit de son maître. Poursuivant son voyage, il arriva dans les Pays-Bas, où les Belges l'accueillirent avec des transports d'allégresse. On ne prévoyait pas alors les inconvénients qui devaient résulter de la réunion sous un même sceptre de tant d'états sans unité nationale. La Belgique était exposée à souffrir d'autant plus de cette absence d'unité qu'avec moins d'étendue et de force numérique elle était plus riche et d'une civilisation plus avancée. Charles trouva assemblés à Bruxelles les États généraux du pays et leur dit gracieusement que *son cœur avait toujours été par deça.* Ils lui firent un don de deux cent mille écus pour les frais du couronnement. Une partie de la noblesse l'accompagna ensuite à Aix-la-Chapelle où cette cérémonie imposante eut lieu le 21 octobre.

Dans son manifeste aux électeurs, Charles Quint avait dit : « Notre vraie intention et vouloir est de nourrir et mettre paix par toute la chrétienté et de dresser totalement notre

force et puissance à la défense, conservation et augmentation de notre foi. » Il fut fidèle à cette déclaration. Ce qui attira tout d'abord son attention, ce fut le rétablissement de l'unité religieuse troublée par les entreprises de Martin Luther. Ce moine apostat, protégé par l'électeur de Saxe, avait levé l'étendard de la révolte contre l'Église et il continuait à professer les doctrines les plus audacieuses. L'exaltation des esprits au commencement du XVI[e] siècle, les excès de la renaissance, le relâchement des mœurs, les abus sous le poids desquels l'Église gémissait, l'invention de l'imprimerie qui donnait aux novateurs des moyens de propagation jusque là inconnus, les embarras financiers de beaucoup de princes auxquels les biens du clergé apparaissaient comme un appât puissant, tout cela avait fait faire aux nouvelles opinions des progrès rapides. Léon X ayant lancé contre l'hérésiarque une bulle d'excommunication en 1520 et ayant fait brûler ses livres, Luther usa de représailles et osa livrer aux flammes à Wittenberg la bulle du Pape, avec toutes les décisions émanées du Saint-Siège. Ces excès n'étaient rien de moins que la proclamation d'une révolution sociale. Car il importe de bien remarquer que la religion était l'élément constitutif de la société et que l'État était uni intimement à l'Église. Les protes-

tants (1) eux-mêmes l'entendaient ainsi. Ils avaient allumé un incendie en Allemagne et les princes qui embrassaient leur parti se montraient disposés à le soutenir par les armes. Charles Quint comprenait toute la gravité de cette situation. Il convoqua une diète à Worms, et Luther s'y rendit, muni d'un sauf-conduit, le 16 avril 1521. Ni la douceur ni les menaces ne furent suffisantes pour obtenir la rétractation qu'on lui demandait. L'empereur lui accorda vingt-et-un jours pour se retirer où il jugerait à propos et, au bout de ce temps, il fut mis au ban de l'empire. Mais l'électeur de Saxe lui avait donné un asile dans le château de Wartbourg, près d'Eisenach, où il resta caché plus de neuf mois.

Au mois d'avril 1522, Charles prit congé des États des Pays-Bas et partit pour l'Espagne. Sa bonté lui eut bientôt ramené les fières populations de ce pays. La clémence qu'il montra envers ceux qui avaient pris part aux troubles, le soin avec lequel il évita tout ce qui leur avait déplu précédemment, la facilité avec laquelle il parlait leur langue et se pliait à leurs usages, tout cela lui donna une popularité que n'avaient point goûtée ses prédécesseurs et

(1) Ce nom fut donné, en 1529, aux Luthériens, à cause des protestations qu'ils élevèrent contre les décisions de la seconde diète de Spire.

détermina les Espagnols à le seconder dans toutes ses entreprises avec un zèle et une bravoure qui contribuèrent puissamment à ses succès et à sa grandeur. Au moment où Charles-Quint abordait en Espagne, Adrien Boeyens était appelé en Italie pour y occuper le souverain pontificat. Le pape Léon X était mort le 1er décembre 1521 et, le 9 janvier suivant, le cardinal Adrien, évêque de Tortose, était élu à sa place par les suffrages unanimes du conclave. Contrairement à un usage reçu depuis le milieu du Xe siècle, il conserva son nom sur le siège de Saint Pierre, et il est connu dans l'histoire sous le nom d'Adrien VI. C'est ainsi que les Pays-Bas eurent l'insigne honneur de voir à la fois deux de leurs enfants devenus l'un, le chef spirituel de la chrétienté, l'autre, le représentant le plus élevé du pouvoir temporel. Quoique Charles-Quint eût été étranger au choix des cardinaux, il s'empressa d'adresser ses félicitations à son ancien précepteur. « Il me semble, disait-il, que le pontificat étant entre vos mains et l'empire en les miennes, c'est pour faire par ensemble de bonnes et grandes choses. » Ces magnifiques espérances ne se réalisèrent pas. Adrien, vénéré comme un saint, était animé des meilleures intentions, mais elles furent impuissantes et pour rallier les princes chrétiens sous la bannière de l'em-

pereur, quand celui-ci voulut secourir l'île de Rhodes assiégée par Soliman, et pour étouffer l'hérésie en Allemagne, et pour réformer les abus qui désolaient l'Église et dont il se plaignait avec une paternelle sévérité et une douleur profondément touchante. Le 14 septembre 1523, il expira après un an et huit mois de pontificat. On grava sur sa tombe cette épitaphe modeste et digne de lui : « Ci gît Adrien VI, qui considéra comme le plus grand malheur de sa vie d'avoir été appelé à commander (1). »

François I[er] n'avait point pardonné à son heureux rival le choix des électeurs de l'empire. Dès l'an 1521, il avait engagé les hostilités dans les Pays-Bas en soudoyant deux vieux ennemis de la maison d'Autriche, le duc Charles de Gueldre et Robert de la Marck, seigneur de Sedan et duc de Bouillon. Celui-ci étant entré dans le Luxembourg avec trois mille fantassins et cinq cents chevaux envoya un héraut à la gouvernante pour défier l'empereur. Charles, étonné de cette insolence, mais comprenant d'où partait le coup, rassembla des troupes dont il donna le commandement au duc Henri de Nassau. De son côté,

(1) Hadrianus sextus hic situs est, qui nihil sibi infelicius in vita duxit quam quod imperaret.

François I[er] plaça le connétable Charles de Bourbon à la tête de son armée. Les impériaux s'emparèrent de Mouzon en quelques jours; mais ils échouèrent devant Mézières que l'héroïsme de Bayard rendit imprenable. François ayant refoulé les assiégeants en Belgique vint dévaster l'Artois et le Hainaut, tandis que le connétable s'emparait de Hesdin et que Robert de la Marck, puissamment secondé par Charles de Gueldre, portait ses ravages dans la province de Namur et jusque dans le Brabant. Pour venger ces affronts, les troupes belges se portèrent sur Tournai que Henri VIII avait rétrocédé à la France (1). La ville fut prise par le comte de Nassau, le 16 décembre 1521, et de ce jour date la réunion définitive de Tournai et du Tournaisis aux autres provinces des Pays-Bas.

La guerre continua les années suivantes, mais les efforts des deux antagonistes s'étaient portés sur l'Italie. Les Français avaient été forcés à la fin d'évacuer la péninsule, au mois de mai 1524. Quelques temps après, une armée impériale pénétra en Provence et Henri VIII s'avança par la Picardie jusqu'à vingt lieues de Paris. François I[er] sut conjurer le danger par la vigueur qu'il déploya dans ce moment

(1) Tome I, page 242, en note.

difficile. Henri VIII se retira découragé et les impériaux échouèrent devant Marseille. Reprenant l'avantage, le monarque français passa les Alpes et rentra en vainqueur dans Milan. Mais il perdit huit mois devant Pavie et laissa aux généraux de Charles-Quint le temps de rassembler des forces nouvelles. Ceux-ci attaquèrent l'armée française le 24 février 1525 et remportèrent une victoire complète. François Ier, blessé au front et à la jambe, remit son épée à un Belge, Charles de Lannoy, vice-roi de Naples. « Sire, écrivait Lannoy le lendemain à l'empereur, nous donnâmes hier la bataille et plut à Dieu vous donner la victoire, laquelle fut suivie de sorte que avez le roi de France prisonnier et lui en mes mains. » Charles crut arrivé le moment de réaliser une des grandes pensées de son règne. Il répondit à Lannoy : « Je vois que je ne saurois où m'employer si ce n'est contre les infidèles. J'y ai toujours eu volonté et à cette heure ne l'ai moindre. »

François Ier prisonnier fut conduit en Espagne et détenu un an à Madrid. Le 14 janvier 1526, il y signa un traité désastreux pour la France. Il s'obligeait à restituer à l'empereur le duché de Bourgogne, renonçait à toutes ses prétentions sur le Milanais et le royaume de Naples, à la suzeraineté sur la Flandre et l'Artois, enfin à ses droits sur Arras, Tournai,

le Tournaisis, Mortagne, Saint-Amand, la châtellenie de Lille, Douai, Orchies, la ville et le bailliage d'Hesdin. En retour, il recevait la main de la princesse Eléonore, sœur de l'empereur, avec une dot de deux cent mille écus d'or au soleil, et les comtés de Macon, d'Auxerre et de Bar-sur-Seine. Les deux fils du roi devaient garantir, comme ôtages, l'exécution du traité. Le vaincu de Pavie était libre. Au moment de quitter sa prison, il écrivit de sa main à l'empereur : « Je me pars maintenant pour m'en aller en France et pour mettre à exécution les choses traitées entre nous deux, en quoi ne ferai point de faute. » Il traversa rapidement l'Espagne, sous l'escorte d'un corps de cavalerie, et arriva à la Bidassoa, qui sépare les deux royaumes. Au milieu de la rivière était amarrée une barque vide. Lannoy s'avança de la rive espagnole avec huit gentilshommes et Lautrec (1) de la rive française avec huit autres. Le premier avait le roi dans sa barque, le second avait dans la sienne le dauphin et le duc d'Orléans. L'échange fut fait dans la barque du milieu. François Ier embrassa ses enfants, sauta dans la barque de Lautrec et aborda au rivage de France. Aussitôt il monta à cheval et partit

(1) Odet de Foix, vicomte de Lautrec, maréchal de France, eut une grande part aux guerres d'Italie sous Louis XII et François Ier.

au grand galop, agitant sa main au dessus de sa tête et criant à plusieurs reprises avec des transports de joie : *je suis encore roi*. Il l'était en effet, mais au prix d'un mensonge, car, dans sa prison même, il avait protesté par devant notaire contre le traité de Madrid.

Le 22 mai 1526. François Ier conclut avec le pape Clément VII, successeur d'Adrien VI, la république de Venise et François Sforze, duc de Milan, une ligue, connue sous le nom de *ligue de Cognac* (1), dont le but avoué était l'indépendance de l'Italie. Bientôt après, Henri VIII lui-même se déclara pour la France. Les hostilités recommencèrent aussitôt. Le connétable de Bourbon, qui avait passé du service de François Ier à celui de l'empereur, commandait alors les troupes impériales en Italie. Malgré l'opposition de Charles de Lannoy, il les conduisit contre la capitale du monde chrétien. Arrivé sous les murs de Rome, le 6 mai 1527, Bourbon pénétra dans le faubourg du Vatican et donna le signal de l'assaut. Pour ranimer ses soldats chancelants, il appliqua lui-même une échelle sur une ancienne brèche mal réparée; mais un coup d'arquebuse l'atteignit dans les reins et le renversa dans le fossé. On l'em-

(1) Petite ville sur la Charente à 37 kilom. O d'Angoulême. François Ier y était né et il y résida souvent.

porta mourant dans sa tente. Cette catastrophe n'arrêta point les assaillants. Rome fut prise, livrée à tous les excès d'une soldatesque indisciplinée et Clément VII fut fait prisonnier. Transporté d'indignation à la nouvelle de cet attentat sacrilège, Charles-Quint en déclina énergiquement la responsabilité, prit le deuil, commanda des processions expiatoires et ordonna de délivrer immédiatement le pontife.

François Ier avait envoyé Lautrec en Italie, à la tête de trente mille hommes. Les troupes françaises obtinrent quelques succès suivis de prompts revers. On était fatigué des deux côtés. Le 20 juin 1529, l'empereur signa à Barcelone un traité d'alliance perpétuelle avec le pape. Ce traité fut suivi, le 5 août, d'une autre convention, conclue à Cambrai, et appelée la *paix des dames*, parce que les négociations avaient eu lieu entre Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas, au nom de l'empereur, et Louise d'Angoulême, mère de François Ier. Aux termes du traité, la Bourgogne restait au roi de France, mais il confirmait sa renonciation à tout droit sur la Flandre et l'Italie et s'engageait à payer deux millions d'écus d'or pour la rançon de ses fils. Le Charolais (1) fut donné à

(1) Un des quatre comtés dépendant du duché de Bourgogne. Les villes principales étaient Charolles, Paray-le-Monial et Toulon-sur-Arroux.

Marguerite des mains de laquelle il devait passer sous la domination de Charles-Quint, à la condition qu'à la mort de ce prince il ferait retour à la France.

Marguerite ne survécut pas longtemps à ce traité. Par sa politique essentiellement nationale, par sa bienfaisance, par ses goûts élevés, par la part qu'elle prenait à tout ce qui pouvait honorer le pays, la tante de Charles-Quint s'était acquis une grande popularité. Elle avait su se plier admirablement au caractère de la nation et s'était fait inscrire avec son neveu dans la *gilde* des arbalétriers de Bruxelles. Cette sage princesse mourut à Malines le 1er décembre 1530. La veille, elle avait adressé une lettre touchante d'adieu à l'empereur : « Je vous laisse, disait-elle, *vos pays de par deçà*, que durant votre absence j'ai non seulement gardés, comme vous me les laissâtes à votre départ, mais grandement augmentés, et je vous en rends le gouvernement, dont je pense m'être loyalement acquittée et tellement que j'en espère rémunération divine, contentement de vous et gré de vos sujets. Je vous recommande singulièrement la paix et surtout avec les rois de France et d'Angleterre. » Les restes de Marguerite reposent à côté de ceux de son époux Philibert le Beau dans l'église de Brou,

située à peu de distance de Bourg en Bresse (1) et construite par elle-même avec une magnificence digne de sa race. Malines, la ville préférée de cette princesse, lui a élevé une statue sur sa principale place publique.

(1) Cette église, commencée en 1511, coûta vingt-cinq années de travaux et ne fut achevée qu'après la mort de Marguerite. Les artistes les plus renommés de l'époque y déployèrent leurs talents, aidés de quatre cents ouvriers venus d'Italie, de Belgique et d'Allemagne. Le marbre blanc qui en décore l'intérieur fut tiré des carrières de Carrare, et le marbre noir des carrières de Bourgogne. Les briques, les carreaux, les tuiles et les vitraux se firent sur place même Les vitraux sont splendides, mais on ignore à qui on les doit. Toutefois ce qu'on admire le plus dans l'église de Brou, ce sont les sculptures du tabernacle, des stalles, du mausolée de la princesse et de celui de son époux.

CHAPITRE II.

DEPUIS LA MORT DE MARGUERITE D'AUTRICHE JUSQU'A LA PAIX DE CRESPY.

Marie de Hongrie prend la place de Marguerite d'Autriche. — Réorganisation du gouvernement. — Progrès de l'hérésie. — Mesures pénales prises par Charles-Quint. — Expédition contre Tunis. — Vingt mille chrétiens délivrés de l'esclavage. — La guerre recommence avec la France. — Opposition des Gantois. — Ils sont châtiés avec la dernière rigueur par Charles-Quint et perdent leurs privilèges. — Fatal résultat de l'expédition contre Alger. — Nouvelle guerre avec la France; revers et succès. — Acquisition de territoires. — Paix de Crespy.

L'empereur résolut de confier le gouvernement vacant à sa sœur Marie, princesse d'un rare mérite et d'une haute habileté, qui avait perdu, en 1526, son époux Louis II, roi de Hongrie, tué à la bataille de Mohacz où les Turcs remportèrent une victoire sanglante sur les chrétiens. Il lui fit connaître ses intentions dans une lettre du 3 janvier 1531, dans laquelle

il lui exprimait toute la confiance qu'il avait placée en elle et lui recommandait particulièrement de réprimer la propagation de l'hérésie et de composer son entourage de gens du pays, car, disait-il, « les habitants des Pays-Bas n'aiment pas à voir les étrangers auprès de ceux qui les gouvernent. » La reine Marie n'accepta qu'avec répugnance cet emploi difficile; cependant elle se rendit aux vœux de son frère et fut installée dans sa nouvelle dignité, le 5 juillet, par l'empereur lui-même en la grande salle du palais de Bruxelles, et en présence des États généraux convoqués à cet effet, des chevaliers de la Toison d'or et des hauts fonctionnaires du pays. Le 7 octobre suivant, dans une nouvelle réunion des États, l'empereur leur fit ses adieux et leur donna officiellement connaissance d'un changement dans la forme de gouvernement arrêté le 1er octobre. Cette réorganisation avait pour objet d'étendre et de fortifier l'action du pouvoir central. L'empereur avait reconnu qu'un seul conseil ne pouvait suffire pour l'examen et la décision des affaires et les avait réparties en trois conseils ou départements : *le conseil d'état, le conseil privé* et *le conseil des finances*. Le premier avait dans ses attributions les affaires de paix et de guerre, les négociations avec les puissances étrangères et la collation des dignités et

des emplois. La gouvernante était chef du conseil d'état et les chevaliers de la Toison d'or, présents à la cour, en faisaient partie de droit. Le conseil privé veillait à la conservation des prérogatives du souverain ; il avait aussi la surintendance de la justice et de la police. Le troisième conseil était chargé de la direction des finances. Il était composé, à l'origine, de trois chevaliers de la Toison d'or, d'un trésorier général, de deux commis ou conseillers, d'un audiencier et d'un greffier.

Malgré les précautions prises par Charles-Quint pour conserver l'unité des croyances et rétablir la paix religieuse, les nouvelles doctrines faisaient chaque jour des progrès plus alarmants. Henri VIII venait de se séparer de l'Église ; le parlement avait voté un acte qui abolissait le pouvoir papal en Angleterre et le roi avait été déclaré chef suprême de l'église anglicane (janvier 1531). Sur les bords du Rhin, en Hollande et en Westphalie, il s'était formé une nouvelle secte qui professait les principes les plus anarchiques et les plus immoraux. Les anabaptistes (1), c'est ainsi qu'on les appelait, reconnaissaient pour chef Jean

(1) C'est à dire *rebaptisants,* parce qu'ils réprouvaient le baptême donné aux enfants et rebaptisaient ceux qui avaient été baptisés trop jeunes.

Bokelson, simple compagnon tailleur de Leyde. En 1534, ils s'emparèrent de Munster et proclamèrent roi leur *prophète* Jean de Leyde. La mise en pratique des principes monstrueux de cette secte souleva toute l'Allemagne contre elle. Munster fut pris par l'armée des princes confédérés, Jean de Leyde condamné à un horrible supplice et tous ses partisans en Allemagne et dans les Pays-Bas furent poursuivis avec la dernière rigueur. Un *placard* spécial condamnait au dernier supplice les anabaptistes. Ceux qui s'obstinaient dans l'erreur devaient être brûlés vifs; les autres mis à mort par *l'épée* ou par *la fosse*.

Charles-Quint persistait avec une noble ardeur dans ses projets contre la puissance ottomane. Indigné de l'audace croissante des Barbaresques (1) qui infestaient la Méditerranée, il résolut d'aller attaquer ces pirates jusque dans Tunis, l'un de leurs repaires principaux. Une flotte flamande amena des Pays-Bas un corps d'infanterie; les galères de Naples et de Sicile prirent à bord les troupes espagnoles et italiennes; André Doria, le célèbre amiral génois, accourut également avec ses vaisseaux;

(1) États barbaresques, région de l'Afrique septentrionale, comprenant les états de Tripoli, de Tunis, d'Alger et de Maroc, ainsi nommée des Berbers, ses premiers habitants.

le pape et le roi de Portugal fournirent aussi leur contingent. Charles conduisait lui-même l'expédition. La flotte impériale, composée d'environ cinq cents navires, partit de Cagliari le 16 juillet 1535 et, après une heureuse navigation, prit terre à la vue de Tunis. Le port de la Goulette ayant été enlevé d'assaut, Tunis capitula. Vingt mille chrétiens, délivrés de l'esclavage et ramenés dans leur patrie aux frais de l'empereur, firent alors bénir dans toute l'Europe le nom de Charles-Quint. Muley-Hassan, qui avait été renversé du trône par Soliman II, fut rétabli, mais à condition qu'il tiendrait le royaume de Tunis en fief de la couronne d'Espagne. Il avait été stipulé, en outre, que les sujets de l'empereur jouiraient, dans le royaume de Tunis, du droit de professer publiquement la religion chrétienne et de faire le commerce.

La conduite mesquine et égoïste de François I[er] contrastait avec le dévouement héroïque de Charles-Quint. Il venait de s'allier avec Soliman ; il avait envahi la Savoie et il menaçait de nouveau le Milanais. Charles comprit ses desseins et n'hésita point à recommencer la guerre. Marie de Hongrie eût voulu soustraire les Pays-Bas aux sacrifices exigés par cette nouvelle guerre et elle proposa à l'empereur de déclarer la neutralité de nos

provinces. Charles répondit que cette neutralité ne serait pas respectée par la France. Il ordonna que le commandement des troupes nationales fût confié au comte Henri de Nassau et que la reine convoquât immédiatement les États pour les engager à *mettre le tout pour le tout*. Les États généraux se réunirent à Bruxelles le 14 juin 1536. La reine leur demanda un subside de douze cent mille florins pour l'entretien de l'armée.

Les provinces de Brabant et de Flandre furent imposées chacune pour le tiers du subside. Les États de Brabant et ceux des autres provinces donnèrent leur consentement sans difficulté. Trois membres de la Flandre, Bruges, Ypres et le Franc, se soumirent également. Les Gantois seuls résistèrent en invoquant le privilège de 1477 accordé par Marie de Bourgogne (1) et révoqué plus tard par le traité de Cadzand (2). Au lieu d'un subside, ils proposèrent de fournir des soldats pour leur contingent, selon l'antique usage des villes qui avaient toujours combattu elles-mêmes pour la défense du territoire. Mais les temps étaient changés. On s'était accoutumé peu à peu, en suivant l'exemple de la France, à entretenir

(1) Ci-dessus, page 324.
(2) Ibid., page 392.

des troupes permanentes et soldées par le gouvernement ; le métier de soldat formait une profession régulière et lucrative. L'offre des Gantois fut donc refusée et la gouvernante eut recours contre eux à des mesures énergiques. Elle fit saisir et emprisonner un assez grand nombre d'habitants de Gand qui se trouvaient à Bruxelles, à Anvers et à Malines pour des affaires de commerce.

Cependant Charles-Quint avait commencé l'invasion de la France. Les armées impériales étaient entrées à la fois en Provence, en Champagne et en Picardie. Mais ni au nord, ni au midi, le succès ne répondit aux espérances. Marseille résista pendant deux mois et les impériaux furent obligés de vider la Provence sans avoir rien fait. Il en fut de même en Picardie. L'armée échoua devant Péronne et fut également obligée de se retirer sans résultat. Un léger succès compensa cependant ces désavantages. Le gouverneur de la Frise avait marché en Over-Yssel contre le duc de Gueldre et avait réduit la ville et le pays de Groningue. L'année suivante (1537), les troupes des Pays-Bas reprirent l'avantage, et elles investissaient Thérouanne lorsqu'elles apprirent que, le 30 juillet, une trêve de dix mois avait été conclue entre la France et nos provinces, grâce à la sagesse de la gouvernante qui

l'avait négociée avec la reine Eléonore d'Autriche, sa sœur. Le 18 juin 1538, une trève générale de dix ans fut conclue à Nice par la médiation du pape Paul III, successeur de Clément VII. François Ier renonçait de nouveau au Milanais, mais il gardait la Savoie et le Piémont.

Les Gantois avaient profité des embarras du gouvernement pour fortifier leur opposition. L'empereur leur avait mandé, le 31 janvier 1538, qu'ils eussent à obéir, sauf à faire examiner leurs prétentions par le grand conseil de Malines. Cette cour suprême les jugea mal fondées et ordonna à la commune de payer sans délai sa part du subside voté par les États généraux. La bourgeoisie voulait se soumettre, mais elle n'était plus maîtresse de la cité; celle-ci était dominée par la faction des *Cressers* (1), animée des intentions les plus démagogiques. Les *Cressers* s'emparèrent de l'autorité, chassèrent les officiers de l'empereur et firent périr ceux des doyens qui cherchaient à les retenir. Charles-Quint résolut alors de dompter d'une manière éclatante la ville qui bravait sa puissance. Acceptant l'offre de François Ier, il traversa la France au cœur de l'hiver et arriva inopinément à Bruxelles où quelques régi-

(1) Du verbe *creyschen*, crier, jeter l'alarme.

ments allemands l'attendaient. Son arrivée soudaine fut un coup de foudre pour les *Cressers*. Leur influence fut anéantie en un instant et la ville envoya une députation à l'empereur pour implorer sa clémence. Le 14 février 1540, Charles fit son entrée à Gand, escorté de deux régiments d'infanterie allemande et de quinze cents cavaliers. Le roi des Romains, son frère (1), la gouvernante des Pays-Bas et un grand nombre de seigneurs belges et espagnols l'accompagnaient. Après avoir placé des gardes à toutes les portes, il fit arrêter les principaux auteurs de la rébellion et ordonna que le procès des Gantois fût instruit régulièrement. La sentence fut prononcée le 30 avril. La commune, déclarée coupable de lèse-majesté, était dépouillée de tous ses privilèges, droits, coutumes, biens, rentes, artillerie et munitions de guerre ; condamnée à faire amende honorable à l'empereur et à la reine de Hongrie ; obligée à payer, outre sa part du subside général, cent cinquante mille florins en une fois et six mille tous les ans à perpétuité. Les

(1) Ferdinand, fils puîné de Philippe-le-Beau. Charles lui avait cédé, en 1521, l'archiduché d'Autriche, la Styrie, la Carinthie, etc.; l'année suivante, le Tyrol et les territoires situés dans l'Alsace et dans la Souabe. Dès lors, la maison d'Autriche fut divisée en *branche espagnole,* ayant pour chef Charles-Quint, et en *branche allemande,* dont le chef fut son frère Ferdinand qui lui succéda comme empereur d'Allemagne.

moteurs des troubles, au nombre de vingt-six, eurent la tête tranchée sur l'échafaud. La *concession caroline* établit un nouveau régime pour la commune. Désormais la nomination du magistrat appartenait au souverain ; la division des bourgeois en trois membres fut abolie ; on réduisit le nombre des métiers de cinquante-trois à vingt-et-un et leurs doyens furent supprimés. Les Gantois perdirent, de plus, leur juridiction sur les villes et châtellenies du dehors. Comme sanction, l'empereur ordonna la construction d'une citadelle sur l'emplacement de l'antique abbaye de Saint-Bavon (1).

L'année suivante, l'empereur entreprit une nouvelle expédition contre les Barbaresques. Il fit voile cette fois pour Alger avec une grande flotte et une armée nombreuse. Mais l'évènement trompa ses espérances. A peine avait-il débarqué sur la côte que la tempête brisa ou dispersa ses vaisseaux et, après avoir été exposé à toutes les horreurs du dénûment le plus absolu, il se trouva heureux de pouvoir ramener ses soldats dans les ports d'Espagne (octobre-décembre 1541). François Ier, voulant profiter de ce désastre, reprit une quatrième fois les armes ; il ne se proposait rien de moins

(1) Cette citadelle a été demantelée après 1830. Les Gantois l'avaient appelée *het graf hunner voorrechten en van stads welvaren,* le tombeau des privilèges et du bien-être de la ville.

que la conquête des Pays-Bas. La gouvernante déploya en cette circonstance la plus grande énergie. Elle pourvut à la garde des villes-frontières et ordonna une levée de trente mille hommes de pied et de cinq mille chevaux. François Ier avait formé cinq armées : l'une devait opérer dans le Luxembourg, sous les ordres du duc d'Orléans ; une autre, commandée par le dauphin, marcha vers les frontières d'Espagne ; la troisième, conduite par Martin Van Rossem, maréchal du duc de Juliers à qui Charles d'Egmont avait cédé la Gueldre en 1538, eut pour objectif le Brabant ; le duc de Vendôme, avec une autre, bordait les confins de la France ; la dernière, composée des troupes campées dans le Piémont, fut confiée à l'amiral d'Annebault. Pendant que le dauphin et le duc d'Orléans ouvraient presqu'en même temps la campagne, l'un dans le Roussillon, l'autre dans le Luxembourg (juin 1542), Martin Van Rossem pénétrait au cœur des Pays-Bas. Après avoir mis la Campine à feu et à sang, il se posta devant Anvers avec seize mille hommes, mais René de Nassau, qui commandait dans la place, le découragea par son attitude calme et impassible. Van Rossem vint alors assiéger Louvain, mais là aussi il fut repoussé par l'héroïque résistance des bourgeois et des étudiants. La gouvernante avait tenu tête aux évènements

avec une supériorité remarquable. Après Dieu, écrivait-on à Charles-Quint, c'est à elle que les Pays-Bas doivent leur salut. Bientôt l'empereur put prendre part de sa personne à la lutte. Il s'avança avec quarante-quatre mille hommes contre le duc de Juliers, le battit (1543) et l'obligea à se remettre à la discrétion du vainqueur.

La cession à perpétuité de la Gueldre et du Zutphen à Charles-Quint fut la principale condition de la paix signée le 7 septembre 1543. L'empereur avait acquis, en 1528, la seigneurie d'Utrecht et la province d'Over-Yssel de l'évêque Henri de Bavière. Le pays de Drenthe, qui depuis longtemps s'était soustrait à l'autorité des évêques d'Utrecht pour faire cause commune avec celui de Groningue, n'entra pas dans cette cession, mais ces deux pays, continuellement livrés aux fureurs de la révolte et des factions, avaient fini par se donner à Charles-Qnint en 1536. C'est ainsi que ce prince réunit sous sa domination les dix-sept provinces des Pays-Bas.

Cependant la guerre continuait avec la France. En Hainaut et dans l'Artois, les ennemis avaient remporté quelques avantages et ils venaient de pénétrer de nouveau dans le Luxembourg. Mais les impériaux les firent reculer sur tous les points et bientôt ce fut la

France qui se vit menacée. Charles venait de se liguer avec Henri VIII et il avait été convenu que le roi d'Angleterre envahirait la France par la Picardie, tandis que l'empereur entrerait en Champagne. Déjà la consternation règnait dans Paris, mais la mésintelligence qui survint entre les deux alliés éloigna l'orage. Le 18 septembre 1544, un traité fut conclu à Crespy-en-Laonnais (1), entre Charles-Quint et François I[er]. Par ce traité les deux rois confirmaient leurs arrangements antérieurs et faisaient alliance contre les Turcs. La paix de Crespy mit fin à la grande lutte que ces deux souverains sontenaient l'un contre l'autre depuis vingt-cinq ans.

(1) Petite ville, aujourd'hui du département de l'Aisne, à 9 kilomètres N. O. de Laon.

CHAPITRE III.

DERNIÈRES ANNÉES DU RÈGNE DE CHARLES QUINT.

Réformes dans les lois et les institutions judiciaires. — Les Pays-Bas rattachés à l'empire sous le nom de cercle de Bourgogne. — Lutte à main armée contre les protestants d'Allemagne. — Ligue de Smalkalde. — Bataille de Muhlberg. — L'empereur présente son fils Philippe à ses sujets des Pays-Bas et de l'Allemagne. — Impression défavorable produite par le jeune prince. — Répression de plus en plus sévère de l'hérésie. — Henri II s'allie aux protestants d'Allemagne. — Nouvelle guerre avec la France. — Abdication de Charles-Quint. — Sa retraite au monastère de Yuste. — Sa mort.

Charles-Quint profita du rétablissement de la paix pour compléter les réformes qu'il avait entreprises dans les lois et les institutions judiciaires. On lui doit d'excellents règlements sur la police, sur le commerce et sur la navigation. Fidèle à la pensée de ses aïeux, il fit tout ce qui était en lui pour transformer en un seul état leur héritage dont il avait enfin réuni toutes les parties. Mais les esprits ne s'étaient

pas encore élevés jusqu'à la conception de l'unité politique des Pays-Bas. Il dut se contenter de rattacher, par un acte du 26 juin 1548, nos contrées à l'empire germanique sous la dénomination commune de *cercle de Bourgogne* (1), dans le dessein sans doute de les placer ainsi sous la protection de l'Allemagne et de ménager un appui à ses successeurs contre les révoltes locales et l'invasion étrangère. Charles-Quint chercha aussi à soumettre nos provinces à une législation uniforme. Il voulut entre autres que toutes ses ordonnances criminelles fussent uniformément appliquées dans toute l'étendue des Pays-Bas. Aussi son règne fait époque dans l'histoire du droit pénal.

Henri VIII mourut le 28 janvier 1547 ; deux mois plus tard, François I[er] le suivit dans la tombe. Charles-Quint put alors tourner tous ses efforts contre le luthéranisme. Plusieurs princes de l'empire avaient embrassé la nouvelle doctrine et en favorisaient de tout leur pouvoir la propagation. Charles convoqua plusieurs diètes dans le but de rétablir l'unité de la foi en Allemagne et de s'opposer aux progrès de l'hérésie. Ce fut à celle d'Augsbourg, en 1530, que les protestants émirent la célèbre profession de foi considérée longtemps comme

(1) Le pays de Liège était compris dans le *cercle de Westphalie.*

la base de leurs croyances. L'empereur assistait à la diète. L'un des chefs du protestantisme (1) en parle en ces termes : « Ce qu'il y avait de plus remarquable dans l'assemblée, c'était sans contredit l'empereur lui-même. Son bonheur, qui ne s'est pas une fois démenti, excite l'admiration. Mais bien plus admirable est sa grande modestie, après de si grands succès, quand tout lui réussit. On ne remarque pas en lui une seule parole, un seul acte qui sorte des bornes de la modération. La bonne fortune n'a pu enivrer son âme ; pas une trace de passion, d'orgueil ou de cruauté. Affable envers tous, lui seul a conservé dans sa maison cette discipline sévère qu'on ne retrouve plus chez nos princes allemands. Il n'a pour amis que les hommes les plus vertueux et les plus distingués. Toutes les fois que je le vois, je crois voir apparaître un de ces héros ou de ces demi-dieux qui descendaient autrefois parmi les hommes. » Quelques mois plus tard, les princes protestants se réunirent à Smalkalde, petite ville de Franconie (2), et y formèrent une ligue contre l'empereur. Ils finirent par lui faire une guerre ouverte. Leur armée, forte de quatre-vingt mille hommes,

(1) Mélanchton.
(2) A 60 kilom. N. E. de Fulda.

était commandée par Jean-Frédéric, électeur de Saxe, et par Philippe, landgrave de Hesse. Charles-Quint n'avait pas quarante mille hommes dans la position qu'il occupait près de Ratisbonne, mais les confédérés lui laissèrent le temps de marcher sur Ingolstadt où Octave Farnèse, neveu du pape Paul III, lui amena des troupes pontificales, et Maximilien d'Egmont, comte de Buren, un corps d'élite, fort de dix mille fantassins et de cinq mille chevaux, tirés de la Flandre et du Brabant. L'électeur Jean-Frédéric fut battu et fait prisonnier à la célèbre bataille de Muhlberg (1), le 24 avril 1547, et, deux mois après, le landgrave de Hesse, tombé également au pouvoir de l'empereur, fut amené à Malines. Trois cents canons, pris sur les confédérés, furent envoyés en Belgique. La ligue de Smalkalde était anéantie et Charles put écrire ces mots dignes de sa modestie et de sa foi : « Je suis venu, j'ai vu, Dieu a vaincu. »

Le protestantisme était vaincu en effet, mais il n'était pas détruit. Charles-Quint vieillissait; il se demandait avec inquiétude ce qui arriverait après sa mort. N'ayant qu'un fils légitime auquel il destinait tous ses états héréditaires, il avait résolu d'abord de laisser l'empire à son

(1) Ville murée sur l'Elbe, à 4 kilom. E de Mersebourg.

frère, Ferdinand d'Autriche. Cependant il eût voulu confier l'accomplissement de son œuvre à une volonté unique et, regrettant sa première résolution, il songeait maintenant à réunir tout son héritage sur la tête de son fils. Ce jeune prince, nommé Philippe, était né à Valladolid, le 15 mai 1527 ; sa mère était Elisabeth de Portugal. Il avait été élevé en Espagne et il ne parlait que le castillan. Charles voulut le faire connaître à ses sujets des Pays-Bas avant de le présenter à la diète de l'empire.

Le jeune Philippe se rendit donc en Belgique au commencement de l'année 1549. La noblesse et le peuple l'accueillirent avec joie et magnificence. Des fêtes publiques lui furent données dans toutes les villes où il passa et Anvers seul dépensa deux cent soixante mille florins d'or pour sa réception. Malheureusement la sévérité naturelle de son caractère, qui semblait avoir quelque chose de hautain, sa roideur, l'étiquette glaciale auquel tout était assujetti autour de lui, produisirent un mauvais effet en Belgique et l'impression ne fut pas meilleure en Allemagne. Charles comprit que les électeurs ne l'accepteraient jamais pour empereur. Il renonça donc à cet espoir, mais il n'en fut que plus ardent à poursuivre l'un des principaux buts de sa vie, la répression du protestantisme. L'hérésie obstinée, considérée

comme un crime social, comme un attentat à la constitution de l'Etat, était traitée avec toute la rigueur des lois criminelles si sévères de l'époque.

La santé de Charles-Quint était considérablement altérée. Infirme avant l'âge, des accès de goutte fréquents lui ôtaient l'usage de ses membres. Ses ennemis en profitèrent pour recommencer la lutte contre lui. Henri II, fils de François Ier, se ligua sous main avec les protestants d'Allemagne (1551). Et, tandis que Maurice de Saxe, trahissant l'empereur, forçait celui-ci à chercher un refuge dans les montagnes de Carinthie, les Français se jetaient si brusquement sur le Luxembourg que la gouvernante ne se crut plus en sûreté à Bruxelles et se réfugia en Flandre. Charles accourut bientôt avec de grandes forces pour chasser l'ennemi de la Lorraine où il avait pénétré, mais il ne put s'emparer de Metz, défendu par le fameux duc de Guise (1). Charles fut plus heureux en Belgique. La ville de Thérouanne, que les Français avaient reconstruite, fut prise

(1) François de Lorraine, duc de Guise, un des plus grands capitaines qu'ait eus la France, prit une grande part aux guerres de religion dans son pays. Il fut tué, en 1553, d'un coup de pistolet par un gentilhomme protestant, nommé Poltrot de Méré, au moment où il se préparait à assiéger Orléans, qui était la place d'armes des huguenots, et mourut en pardonnant à son meurtrier.

après un long siège et rasée pour la seconde fois. Il n'en resta pas pierre sur pierre. Hesdin, après avoir été enlevé par les ennemis, retomba également dans les mains des Belges (1553). Mais, l'année suivante, Henri II, à la tête d'une puissante armée, envahit la province de Namur où il ruina Bouvines et Dinant ; passant ensuite dans le Hainaut, il y brûla Binche et Mariemont (1). Cependant Charles-Quint le fit reculer et, après quelques combats de peu d'importance, les efforts des deux partis se ralentirent. La campagne de 1555 ne fut remarquable que par la construction des deux forteresses de Charlemont et de Philippeville, destinées à défendre la frontière de ce côté.

Cependant Charles-Quint, succombant sous le poids des infirmités, venait de prendre une résolution qu'il méditait depuis longtemps. Déjà il avait cédé à son fils les couronnnes de Naples et de Sicile. Le 25 octobre 1555, les États-généraux des Pays-Bas se réunirent, vers trois heures de l'après-midi, dans la grande salle du château de Caudenberg. Lorsque cha-

(1) Marie de Hongrie y avait fait élever un palais somptueux dans le goût de la renaissance par l'architecte montois Jacques de Breuch. Elle y résidait souvent. En 1552, les troupes belges, ayant pénétré en Picardie, y mirent le feu au château royal de Folembray, séjour favori de Henri II. On raconte qu'après la ruine de Mariemont, on trouva ces mots écrits sur les décombres : *royne folle, souviens-toy de Folembray !*

cun eut pris place, l'empereur fit son entrée, s'appuyant de la main droite sur une canne et de la gauche sur l'épaule de Guillaume de Nassau, prince d'Orange. Il était suivi de son fils, de ses sœurs, des reines douairières de France et de Hongrie; des chevaliers de la Toison d'or, des membres des trois conseils collatéraux, de plusieurs cardinaux et ambassadeurs étrangers. Une estrade avait été dressée au fond de la salle et, sous un dais qu'on appelait pour sa magnificence le *riche dosseret de Bourgogne*, trois fauteuils étaient placés. L'empereur occupa celui du milieu; Philippe, son successeur, se plaça à sa droite et la gouvernante à sa gauche. L'empereur ayant invité les députés à s'asseoir, Philibert de Bruxelles, conseiller d'état, prit le premier la parole et exposa les motifs qui avaient déterminé Charles à renoncer à la souveraineté des Pays-Bas pour se retirer en Espagne dont l'air convenait mieux à sa santé. Il recommanda aux députés, au nom de l'empereur, de veiller avec le plus grand soin au maintien de la religion catholique. « Il veut, disait l'orateur, que vous la défendiez comme votre propre vie. Si elle éprouve quelque atteinte, vous en serez ébranlés; si au contraire elle demeure debout, vous resterez debout; si elle florit, vous florirez. Car, bien que la Belgique soit divisée en plusieurs pro-

vinces qui diffèrent entre elles par les mœurs, les usages, les lois, le langage, elle forme la plus belle et la plus solide des républiques, grâce à ce lien commun de la religion. » Quand Philibert de Bruxelles eut terminé sa harangue, l'empereur se souleva péniblement et fit signe qu'il voulait parler. Il commença d'une voix très faible, mais lorsque, jetant un coup d'œil sur sa vie passée, il vint à rappeler ses travaux, ses dangers, ses grands desseins, son regard brilla, son ton s'éleva et sa parole retentit solennelle comme les derniers accents d'un mourant au milieu du silence religieux de l'assemblée qui avait peine à contenir ses sanglots. Charles passa successivement en revue les devoirs qu'il avait eu à remplir comme chef de l'empire et comme prince catholique. « J'ai passé neuf fois, dit-il, dans la Haute-Allemagne, six fois en Espagne, sept fois en Italie, dix fois en Belgique, quatre fois en France, deux fois en Afrique, ce qui fait en tout quarante voyages ou expéditions. Je ne parle pas de courses de moindre importance pour visiter des îles ou des provinces obéissantes. J'ai traversé pour accomplir celles-ci huit fois la Méditerranée et trois fois l'Océan hispanique, que je m'apprête à franchir aujourd'hui pour la dernière fois. » L'émotion fut au comble lorsqu'on l'entendit dire en finissant : « Je confesse que j'ai

dû tomber dans bien des fautes, soit par ignorance dans ma jeunesse, soit par orgueil dans mon âge mûr, ou par toute autre faiblesse inhérente à la nature humaine. Et toutefois je déclare ici que jamais, sciemment et volontairement, je n'ai fait injure ni violence à qui que ce soit ; que jamais je n'ai autorisé chez les autres de semblables méfaits. Si cependant cela était arrivé, je proteste que c'est contre mon gré ; je le regrette vivement et du fond de mon âme, et je supplie les présents et les absents de vouloir bien me le pardonner. » Se tournant ensuite vers son fils, l'empereur lui recommanda de nouveau les Belges ses compatriotes et particulièrement les intérêts de la religion catholique. A la fin, ne pouvant plus retenir les sentiments qui l'oppressaient, ses jambes fléchirent, sa voix défaillit et il se laissa retomber presque inanimé sur son siège.

Jacques Maes, syndic d'Anvers, répondit à l'empereur au nom des États. Après cela, Philippe se leva et, s'agenouillant devant son père, il dit qu'il n'acceptait la souveraineté des Pays-Bas que pour se conformer à la suprême volonté de l'auteur de ses jours. Se tournant ensuite vers l'assemblée, il exprima le regret de ne pouvoir s'exprimer avec assez de facilité ni en flamand ni en français pour témoigner de sa propre bouche les sentiments d'affection qu'il

éprouvait pour le peuple belge et il ajouta qu'il avait chargé l'évêque d'Arras, Perrenot de Granvelle (1), de lui servir d'interprète. Celui-ci déclara, au nom du roi, que Philippe promettait d'employer tout ce qu'il avait de puissance et de moyens à la bonne administration et à la défense des Pays-Bas; qu'il espérait que, de leur côté, les Belges le serviraient loyalement, et qu'il veillerait avec une attention particulière au maintien de la religion catholique. « Le roi vous gouvernera en toute équité, continua Granvelle; il respectera vos immunités, vos vieilles lois, vos privilèges, vos coutumes, afin que vous soyez forts de votre union et capable de résister à un ennemi envieux de votre prospérité. Quoiqu'il soit déjà lié envers vous par la foi du serment, il est prêt à renouveler ses engagements dans chacune de vos provinces. » La reine Marie prit la parole à son tour pour rendre compte de son gouvernement et remettre ses pouvoirs entre les mains du roi. Femme d'un grand cœur, d'un esprit haut et ferme, malade comme Charles-Quint et fatiguée de l'autorité comme

(1) Antoine Perrenot de Granvelle était né à Ornaux près de Besançon, le 20 août 1517. Il avait été initié à la politique par son père, chancelier de Charles-Quint, et, après la mort de celui-ci en 1550, l'avait remplacé au conseil d'état. A l'âge de trente-deux ans, il était garde des sceaux de l'empire.

lui, elle voulait passer dans le repos et la prière le reste des jours qu'elle avait encore à vivre. Ainsi se termina cette séance pleine d'une majesté touchante, l'une des plus mémorables sans contredit de toutes celles qui figurent si nombreuses dans nos annales.

Charles-Quint acheva successivement le sacrifice qu'il avait voulu accomplir. Le 17 janvier 1556, il remit à son fils la couronne d'Espagne avec toutes les possessions qui en dépendaient dans l'ancien et dans le nouveau monde. La trêve de Vaucelles, conclue avec la France le 5 février suivant, assurait à Philippe le calme dont il avait besoin au commencement de son règne. Enfin, le 7 septembre, au moment de s'embarquer pour l'Espagne, Charles envoya à son frère Ferdinand tous les insignes de la dignité impériale. Le 17 septembre, il s'éloigna des côtes de la Zélande avec ses deux sœurs et les officiers qu'il avait conservés pour le service de sa personne. Sa résolution était de terminer ses jours au monastère de Yuste dans l'Estramadure, l'une des régions les plus reculées et les plus montagneuses de l'Espagne. Il s'y fit construire une habitation saine, commode et agréable, où il pouvait à son gré se mettre en relation avec les moines en se rendant par des communications intérieures dans le chœur de leur église, ou bien rester séparé

d'eux vivant dans son indépendance et sur ses terrasses cultivées. La pièce qui lui servait de cabinet était dans une position ravissante et offrait une vue magnifique sur des coteaux chargés de massifs de noyers, de mûriers et d'amandiers. Un sentier légèrement incliné le conduisait sans fatigue dans le jardin, dont les murailles environnaient son appartement de tous les côtés et dont la porte principale s'ouvrait sur une vaste forêt de chênes et de châtaigniers.

Dans cette retraite à la fois pieuse et noble, dans cette vie consacrée à Dieu et encore occupée des grands intérêts de la société, son esprit resta ferme, son âme haute, ses vues fortes et il donna sur la conduite de la monarchie espagnole les plus habiles conseils et les directions les plus prévoyantes au roi son fils, qui les sollicita avec instance et les suivit avec respect. Les goûts vifs et délicats qu'il avait eus sur le trône pour la peinture, la musique, l'astronomie, les travaux ingénieux de la mécanique, les œuvres élevées de l'intelligence, le suivirent à Yuste. Le Titien (1) avait été son peintre de prédilection; il l'avait comblé de

(1) Peintre illustre, le chef de l'école vénitienne et l'un des plus grands coloristes connus dans l'histoire des arts. Sa fécondité ne fut pas moins prodigieuse que son génie. Le cabinet des estampes de Paris possède 850 gravures faites d'après le Titien.

distinctions et de présents. Ce grand artiste avait fait le portrait de l'empereur à tous les âges et sous toutes les formes; il avait peint aussi plusieurs fois l'impératrice, dont Charles-Quint conservait le souvenir le plus cher. Ces portraits et ceux de ses enfants et de ses petits enfants, suspendus aux murailles de son appartement ou enfermés en des coffrets élégants, décoraient sa demeure et y rendaient sa famille comme présente à ses yeux. De beaux tableaux religieux du même maître fournissaient un aliment continuel à la piété de l'empereur et lui rappelaient sans cesse la touchante histoire de la rédemption du genre humain, l'humble naissance du Sauveur dans une crèche, sa douce enfance, sa passion douloureuse, son retour triomphant à la droite de son Père.

Charles était entré dans cette douce retraite le 25 novembre 1566, il s'y éteignit dans les sentiments de la plus vive piété le 21 septembre 1558. Il conserva la raison la plus nette et la sérénité la plus confiante jusqu'au dernier moment. Ses obsèques furent célébrées pendant trois jours avec une pompeuse solennité et on lui rendit, à Tolède, à Vienne, à Lisbonne, à Rome et surtout à Bruxelles (1), des honneurs

(1) On lisait parmi les inscriptions dont étaient couverts les voiles funèbres ce membre de phrase expressif, le meilleur résumé de la politique du grand empereur : *Quod contra Christi nominis hostes, sponte; contra christianos, nonnisi lacessitus et injuria propulsus, arma sumpserit.*

dont rien n'égala la magnificence. Le corps de Charles-Quint fut, comme il l'avait prescrit, déposé sous le maître autel de l'église du monastère; mais lorsque, en 1574, l'Escurial fut assez avancé pour le recevoir, Philippe II le fit transporter dans ce sévère et majestueux monument et il voulut l'y entourer de ceux que l'empereur avait le plus aimés. La même année, les cercueils de Charles-Quint, de sa mère Jeanne la Folle, de sa femme Isabelle de Portugal, de ses sœurs, les reines Éléonore et Marie, partis de Yuste, de Grenade, de Mérida, de Cigales, furent conduits processionnellement dans la royale résidence, palais et monastère tout ensemble, élevée par Philippe en mémoire de la victoire de Saint-Quentin.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME III.

PERIODE BOURGUIGNONNE.

1369—1482.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

PÉRIODE AUSTRO-ESPAGNOLE.

1482—1555.

PREMIÈRE SECTION.

DEUXIÈME SECTION.

TROISIÈME SECTION.

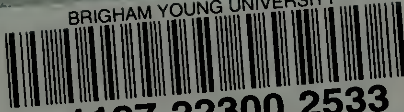
Règne de Charles-Quint.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.




BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY
3 1197 22300 2533


L'UNION FAIT LA FORCE